

ÉVALUATION DU PAM

Évaluation du plan stratégique de pays du PAM en Mauritanie 2019-2022



World Food
Programme

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES

Rapport d'évaluation centralisée – draft 3

24 janvier 2022

24.01 | Numéro de rapport

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Blanche Renaudin, Marie Thoreux, Catherine Chazaly, Ethmane Ba, Mohamed Selmane Lemine, Fatimetou Salek, l'assurance qualité a été assurée par Cécile Patat, sous la direction du Bureau d'évaluation du PAM : Filippo Pompili, Michael Carbon et Marie Thérèse El-Ajaltouni. L'équipe d'évaluation tient à remercier toutes les personnes ayant participé à cette évaluation.

Avertissement

Les opinions exprimées sont celles des membres de l'équipe d'évaluation, et ne reflètent pas nécessairement celles du Programme alimentaire mondial. Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées ci-après. La publication de ce document ne sous-entend en aucun cas l'approbation du PAM quant aux opinions exprimées.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou mers territoriales, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Personnel clé de l'évaluation

BUREAU DE L'EVALUATION DU PAM

Filippo Pompili	Chargé d'évaluation
Marie-Thérèse El-Ajaltouni	Analyste de recherche
Michael Carbon	Chargé d'évaluation principal
Anne-Claire Luzot	Directrice adjointe

ÉQUIPE D'EVALUATION EXTERNE

Blanche Renaudin	Cheffe d'équipe
Marie Thoreux	Assistante de recherche
Catherine Chazaly	Evaluatrice
Mohamed Selmane Lemine	Evaluateur
Ethmane Ba	Evaluateur
Fatimatou Salek	Evaluatrice

Table des matières

Remerciements	2
Avertissement	2
Personnel clé de l'évaluation	3
Bureau de l'évaluation du PAM.....	3
Équipe d'évaluation externe.....	3
Table des matières	i
Liste des figures	iv
Liste des tableaux	vi
Résumé	i
1. Introduction	1
1.1. Caractéristiques de l'évaluation	1
1.2. Contexte	1
1.3. Sujet de l'évaluation	4
1.4. Méthodologie, limitations et considérations éthiques de l'évaluation	10
2. Constatations issues de l'évaluation	12
2.1. QE1 : Dans quelle mesure le positionnement stratégique, le rôle et les contributions spécifiques du pam sont-ils adaptés aux priorités nationales, aux besoins de la population et aux atouts du pam ?	12
QE1.1 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP actuel sont-ils pertinents pour les politiques, plans, stratégies et objectifs nationaux, y compris la réalisation des objectifs nationaux de développement durable ?.....	12
QE1.2 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP actuel ont-ils répondu aux besoins des personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en Mauritanie (y compris les réfugiés), en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte ?.....	14
QE1.3 Dans quelle mesure le positionnement stratégique du PAM est-il resté pertinent tout au long de la mise en œuvre du PSPPT et du PSP compte tenu de l'évolution du contexte, des capacités nationales et des besoins en Mauritanie - en particulier en réponse à la pandémie de la COVID-19 ?.....	15
QE1.4 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP actuels sont-ils cohérents et alignés sur l'ensemble des secteurs des Nations Unies et de l'aide humanitaire, et incluent-ils des partenariats stratégiques appropriés fondés sur l'avantage comparatif du PAM en Mauritanie ?	17
2.2. QE2 : Quelles sont la portée et la qualité de la contribution spécifique du pam aux effets directs stratégiques définis dans le plan stratégique de pays ?.....	20
QE2.1 Dans quelle mesure le PAM a-t-il fourni les produits escomptés et contribué aux effets directs stratégiques escomptés du PSPPT et du PSP ?	20

QE2.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il contribué à la réalisation des objectifs intersectoriels (principes humanitaires, protection et responsabilité envers les populations touchées, égalité des sexes et autres considérations d'équité) ?	32
QE2.3 Dans quelle mesure les réalisations du PSPPT et du PSP sont-elles susceptibles d'être durables ?.....	36
QE2.4 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP ont-ils facilité des liens plus stratégiques entre l'action humanitaire, le développement et, le cas échéant, la paix	39
2.3. QE3 : Dans quelle mesure le pam a-t-il utilisé de manière efficiente ses ressources pour contribuer à l'obtention des produits escomptés et à la réalisation des effets directs stratégiques définis dans le plan stratégique de pays ?.....	39
QE3.1 Dans quelle mesure les résultats ont-ils été livrés dans les délais prévus ?.....	39
QE3.2 Dans quelle mesure la couverture et le ciblage des interventions étaient-ils appropriés ?.....	41
QE3.3 Dans quelle mesure l'assistance du PAM a-t-elle été délivrée de manière efficiente ?	45
QE3.4 Dans quelle mesure des options alternatives plus rentables (par exemple les modalités de transfert) ont-elles été envisagées ?.....	49
2.4. QE4 : Quels sont les facteurs qui expliquent les résultats obtenus par le pam et la mesure dans laquelle il a rendu possible le changement d'orientation stratégique défini dans le plan stratégique de pays ?	50
QE4.1 Dans quelle mesure le PAM s'est-il appuyé sur les données existantes concernant les enjeux de sécurité alimentaire et de nutrition en Mauritanie ainsi que les données issues de l'évaluation pour élaborer le PSPPT / PSP ?.....	50
QE4.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il été en mesure de mobiliser des ressources adéquates, prévisibles et flexibles pour financer le PSPPT / PSP ?	50
QE4.3 Dans quelle mesure le PSPPT / PSP a-t-il débouché sur des partenariats et des collaborations avec d'autres acteurs ayant positivement influencé la performance et les résultats ?.....	53
QE4.4 Dans quelle mesure la planification stratégique au niveau du pays a-t-elle affecté la flexibilité et les résultats dans un contexte opérationnel dynamique, en particulier en ce qui concerne l'adaptation et la réponse à la COVID-19 et autres crises ?	55
QE4.5 Quels sont les autres facteurs qui peuvent expliquer la performance du PAM et dans quelle mesure il a opéré le virage stratégique attendu du PSPPT et du PSP ?.....	56
3. Conclusions et recommandations	59
3.1. Conclusions	59
3.2. Recommandations	63
ANNEXES	66
Annexe I : Résumé des termes de références	66
Annexe II : Contexte	69
Annexe III : Sujet de l'évaluation	75

Annex IV : Méthodologie.....	80
Annexe V : Matrice d'évaluation	96
Annexe VI : Théorie du changement reconstituée (TdC).....	123
Annexe VII : Agenda de la mission d'évaluation	125
Annexe VIII : Résultats de l'enquête de perception.....	127
Annexe IX : Guides d'entretiens	135
Annexe X : Enquête des Ménages	141
Annexe XI : Analyse complémentaire sur les partenariats et les collaborations	146
Annexe XII : Analyse des données et indicateurs associés à l'efficacité des interventions ..	148
Annexe XIII : Analyse complémentaire des enjeux transverses	158
Annexe XIV : Analyse complémentaire sur la Durabilité	161
Annexe XV : Analyse complémentaire sur le Nexus.....	163
Annexe XVI : Analyse complémentaire sur l'efficacité	164
Annexe XVII : recommandations clés des évaluations et Revues passées	170
Annexe XVIII : Analyse complémentaire en mobilisation des ressources.....	172
Annexe XIX : Analyse complémentaire sur la flexibilité.....	175
Annexe XX : Analyse complémentaire des autres facteurs	178
Annexe XXI : Cartographie des constatations, des conclusions et des recommandations ..	179
Annexe XXII : Bibliographie.....	185
Annexe XXIII : Liste des sigles utilisés dans le document	191

Liste des figures

Figure 1. Evolution dans le temps des PSPPT, PSP et révisions budgétaires et principales stratégies de référence.....	5
Figure 2. Présentations des EDS, activités et BR du PSPPT et du PSP.....	6
Figure 3. <i>Wilayas</i> prioritaires d'interventions ciblées par le PSP (avant révision budgétaire).....	7
Figure 4. Evolution et répartition budgétaire par EDS (coûts totaux, directs et indirects réajustés à la suite des révisions budgétaires, en million d'USD) - PSPPT.....	8
Figure 5. Evolution et répartition budgétaire par EDS (coûts totaux, directs et indirects, réajustés à la suite des révisions budgétaires, en million d'USD) - PSP.....	8
Figure 6. Sources de financement - PAM Mauritanie (PSPPT 2018 ; PSP 2019-2022).....	9
Figure 7. Présentation des grandes étapes de l'évaluation.....	11
Figure 8. Evolution du nombre de bénéficiaires atteints et planifiés, femmes et hommes, par an et par EDS (2018-2021).....	20
Figure 9. Evolution des ressources allouées aux vivres vs transferts monétaires de 2018 à 2020 (USD).....	22
Figure 10. Evolution des ressources allouées à l'activité Assistance aux réfugiés entre 2018* et 2021 (par modalité de transfert, USD).....	23
Figure 11. Nombre de bénéficiaires (planifiés et atteints) pour l'activité assistance réfugié entre 2018* et 2021, par modalité de transfert.....	23
Figure 12. Evolution des ressources de l'activité Assistance soudure inconditionnelle entre 2018 et 2021 (par modalité de transfert, USD).....	25
Figure 13. Evolution du nombre de bénéficiaires (planifiés et atteints) pour l'activité assistance soudure entre 2018 et 2021, par modalité de transfert.....	25
Figure 14. Evolution des ressources allouées à l'activité cantine scolaire de 2018 à 2021 (vivre, USD).....	27
Figure 15. Nombre de bénéficiaires (planifiés et atteints) pour l'activité cantine scolaire entre 2018 et 2021.....	27
Figure 16. Evolution des ressources allouées à l'activité MAM en 2019 et 2021 (vivre, USD).....	28
Figure 17. Nombre d'enfants 6-59 mois (bénéficiaires planifiés et atteints) ayant reçu un traitement MAM entre 2019 et 2021.....	28
Figure 18. Evolution des ressources allouées à l'activité appui à la création d'actif 3A de 2018 et 2021 (par modalité de transfert, USD).....	29
Figure 19. Nombre de bénéficiaires (planifiés et atteints) pour l'activité assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) entre 2018 et 2021.....	29
Figure 20. Perception des ménages concernant la forte mobilisation des femmes dans la mise en œuvre des activités du PAM et les difficultés que cela peut engendrer :.....	34

Figure 21. Perception des ménages enquêtés au sujet de leur participation et de la fonctionnalité des comités de gestion dans les activités PAM, par genre (1)	38
Figure 22. Perception des ménages enquêtés au sujet de leur participation et de la fonctionnalité des comités de gestion dans les activités PAM, par genre (2).....	38
Figure 23. Ratios Dépense / ressources mobilisées et ressources mobilisées/ planification des besoins, par activité (PSPPT, 2018)	45
Figure 24. Ratios Dépense / ressources mobilisées et ressources mobilisées/ planification des besoins, par activité (PSP, 2019-2022).....	45
Figure 25. Ratio Coût de distribution / valeur des transferts, par modalité et activité, entre 2018 et 2020	47
Figure 26 : Allocation des ressources par domaine d'intervention (PSPPT et PSP, Mauritanie)	51
Figure 277. Insécurité alimentaire en Mauritanie : situation de mars/mai 2021 et projection pour la période de soudure juin-août 2021.....	70
Figure 28. Répartition de la MAG et MAS	71
Figure 29. Présentation des catégories définies dans l'Analyse Intégrée du Contexte	77
Figure 30. Carte des interventions du PAM durant le PSPPT (2018)	78
Figure 31. Changement de paradigme pour un Sahel résilient. Concept des 4C / 4S	147
Figure 32. Evolution du nombre de bénéficiaires atteints, par mois (2018-2021)	148
Figure 33 : Nombre de bénéficiaires atteints vs planifiés par catégorie d'âge	148
Figure 34. Nombre de bénéficiaires des interventions du PAM par statut de résidence (2018-2021)	149
Figure 35. Evolution du Score de Consommation Alimentaire selon les groupes (2020)	151
Figure 36. Part des ménages éligibles et non éligibles (au sein et hors registre social) à la suite de l'enquête de vérification du PAM (Guidimakha, 2019)	166
Figure 37. Coût par bénéficiaire USD – Cantine scolaire (A2 PSPPT ; A3 PSP)	168

Liste des tableaux

Tableau 1. Evolution du coût moyen par bénéficiaire, entre 2018 et 2021 (USD).....	46
Tableau 2. Stratégies nationales et inscription du PSPPT et PSP du PAM dans les objectifs nationaux du Gouvernement	72
Tableau 3. Structuration générale du PSPPT (2018) par EDS et activité	75
Tableau 4. Structuration générale du PSP (2019-2022) par EDS et activité.....	75
Tableau 5. Evolution budgétaire par effet direct stratégique suivant les révisions budgétaires successives (en USD).....	76
Tableau 6. Principaux donateurs dans le domaine de la réponse aux crises (par ordre décroissant) pour le PSPPT	78
Tableau 7. Principaux donateurs dans le domaine de la réponse aux crises (par ordre décroissant) pour le PSP.....	79
Tableau 8. Calendrier de l'évaluation	80
Tableau 9. Critères CAD - OCDE	81
Tableau 10. Liste des personnes rencontrées dans le cadre de l'évaluation par structure, position, genre et localité	85
Tableau 11. Liste des focus groups réalisés dans le cadre de l'évaluation par type, nombre de personnes rencontrées, genre et localité	92
Tableau 12. Sites visités pendant l'enquête des ménages	141
Tableau 13. Contenu des partenariats du PAM avec les acteurs des Nations Unis.....	146
Tableau 14. Autres partenariats développés par le PAM Mauritanie sur la période évaluée	146
Tableau 15. Nombre de bénéficiaires planifiés et atteints par activité (2018, 2019, et 2020).....	149
Tableau 16. Performance de l'appui aux réfugiés	150
Tableau 17. Performance de l'assistance alimentaire inconditionnelle	151
Tableau 18. Performance de l'alimentation scolaire	152
Tableau 19. Performance de la prévention et traitement de la malnutrition modérée.....	153
Tableau 20. Performance des indicateurs de l'assistance alimentaire pour création d'actifs (3A)	154
Tableau 21 : Performance des indicateurs de l'appui institutionnel.....	156
Tableau 22. Performance des indicateurs des services UNHAS	156
Tableau 23. Performance des indicateurs de l'enjeu transverse Genre.....	158
Tableau 24. Performance des indicateurs de l'enjeu transverse Redevabilité	159
Tableau 25. Performance des indicateurs de l'enjeu transverse Protection	159
Tableau 26. Performance des indicateurs de l'enjeu transverse Environnement	159

Tableau 27. Principaux axes de la stratégie de recherche de solutions durables pour les populations réfugiées	161
Tableau 28 Principaux freins limitant la durabilité de l'activité alimentation scolaire	161
Tableau 29 Principales actions visant à renforcer les compétences des ONG partenaires dans une optique de durabilité	162
Tableau 30. Actions et partenariats en cours dans le HEC favorable au Nexus	163
Tableau 31. Part des intrants qui quittent les entrepôts à temps (2018 - 2020)	164
Tableau 32. Nombre de mois écoulé entre la disponibilité du financement et le premier décaissement (PSP, 2019-2022).....	164
Tableau 33. Classement des quatre risques les plus élevés - BP PAM Mauritanie	165
Tableau 34. Processus de retrait issu de la stratégie de ciblage des ménages réfugiés sur le camp de Mbera	167
Tableau 35 Structure des coûts budgétaires pendant le PSPPT et le PSP (USD).....	167
Tableau 36 Evolution du coût par bénéficiaire USD de l'assistance soudure, en cash et vivre, entre 2018 et 2020	168
Tableau 37. Part des pertes de vivres avant et après livraison.....	169
Tableau 38. Résumé des recommandations des différentes évaluations et revues passées (issu du rapport de démarrage)	170
Tableau 39. PSPPT (2018) - PAM Mauritanie - Aperçu général de la situation financière (USD), par activité.....	172
Tableau 40. PSP (2019-2021) - PAM Mauritanie - Aperçu général de la situation financière (USD), par activité.....	173
Tableau 41 : Indicateurs de performance clé en matière de ressources humaines.....	174
Tableau 42. Contributions multilatérales par niveau de fléchage - Mauritanie	175
Tableau 43. PSPPT (2018) - PAM Mauritanie - Aperçu général de la situation financière (USD) ..	175
Tableau 44. PSP (2019-2022) - PAM Mauritanie - Aperçu général de la situation financière (USD)	175
Tableau 45. Principales adaptations des procédures opérationnelles, face à la crise de la COVID-19	176
Tableau 46 Principaux outils de communication vis-à-vis de l'approche intégrée résilience du PAM au Sahel	178
Tableau 47. Différents appuis du RBD au BP Mauritanie pendant la crise de la COVID-19	178

Résumé

Introduction

1.1. CARACTERISTIQUES DE L'ÉVALUATION

1. L'évaluation du plan stratégique de pays (PSP) 2019-2022 du Programme alimentaire mondial (PAM) en Mauritanie, comprenant aussi le PSP provisoire transitoire (PSPPT) 2018, a été commanditée par le bureau d'évaluation (OEV) du PAM à Rome. Les évaluations sont effectuées conformément à la politique du PAM relative aux PSP et à la politique d'évaluation du PAM. L'évaluation a deux objectifs principaux (i) un objectif de redevabilité afin de rendre compte des résultats aux parties prenantes du PAM et (ii) un objectif d'apprentissage afin de fournir des données d'évaluation et des enseignements sur les facteurs de performance du PAM. Cette évaluation contribuera à l'élaboration du nouveau PSP qui sera élaboré dans le courant de l'année 2022 et entrera en action en 2023. Elle vise également à contribuer à de potentiels ajustements du PSP actuel au cours de sa dernière phase de mise en œuvre. Cette évaluation vise à fournir au bureau pays (BP) du PAM et aux autres parties prenantes une analyse de la pertinence et de l'efficacité du positionnement stratégique du PAM en Mauritanie ainsi qu'une analyse de la performance de l'ensemble des activités menées au cours de la période d'évaluation allant de 2018 à 2021. L'évaluation tient compte de quatre enjeux : genre, protection, redevabilité, environnement. Le résumé des termes de référence de l'évaluation est disponible en annexe I.

2. L'évaluation a été menée par l'Institut de Recherches et d'Application des Méthodes de Développement (IRAM) entre les mois d'avril 2021 et avril 2022. L'équipe d'évaluation est composée de sept experts indépendants et de personnel de l'IRAM. La mission principale de l'évaluation a eu lieu pendant trois semaines en Mauritanie entre le 13 septembre et le 1^{er} octobre 2021 et a permis de collecter des informations directement de parties prenantes internes et externes au PAM, au niveau national et local. Les principales parties prenantes et utilisateurs de l'évaluation sont : le BP du PAM, le Bureau régional de Dakar (RBD) du PAM, les divisions techniques du Siège et de l'OEV, les bénéficiaires des interventions, le Gouvernement, les Organisations non gouvernementales (ONG), les donateurs de fonds et les agences de l'Organisation des Nations Unies (ONU) partenaires du PAM en Mauritanie.

1.2. CONTEXTE

Contexte général

3. La République islamique de Mauritanie (RIM) est un pays sahélo-saharien. Vaste territoire (plus d'un million de kilomètre carré - km²) aux deux tiers désertiques, la Mauritanie compte 4,6 millions d'habitants (dont 40 pour cent a entre 0 et 14 ans ; 57 pour cent a entre 15 et 64 ans ; et 3 pour cent à 65 ans et plus)¹ concentrés dans le sud du pays en contexte sahélien. La Mauritanie est divisée en 15 *wilayas*, 58 *moughaatas* et 216 communes. Elle est au 157^{ème} rang parmi 189 pays et territoires dans l'indice de développement humain². Elle est classifiée par INFORM³ comme ayant un niveau de risque humanitaire élevé, du fait de son exposition aux risques climatiques (sécheresse et inondations principalement) et aux épidémies. Le taux de pauvreté a enregistré une diminution continue depuis 2000, et atteint 31 pour cent en 2014 (annexe II, section pauvreté monétaire). En 2021, la Mauritanie a été classée comme pays à revenu intermédiaire tranche inférieure. Le pays n'est ainsi plus éligible à certains types de financements selon les critères de la Banque Mondiale (Fonds de l'Association internationale de développement, prêts subventionnés).

4. La Mauritanie est un pays où la faible densité de population (4,5 personnes au km²)⁴ et l'étendue du territoire posent des difficultés accrues en matière d'accès de la population aux services sociaux. Dans le domaine de l'éducation, le taux net de scolarisation dans le primaire en 2019 était de 78 pour cent pour les filles et de 74 pour cent pour les garçons, taux connaissant une chute drastique dans les écoles secondaires (respectivement de 40 et 38 pour cent). Les taux d'alphabétisation parmi la population de plus de 15 ans

¹ BM. 2020. Données démographiques.

² Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2018. Indices et indicateurs de développement humain.

³ INFORM Country Profile 2022

⁴ BM. 2020. Données démographiques.

sont plus faibles chez les femmes (43 pour cent en 2017) que chez les hommes (64 pour cent)⁵. Parmi les principales difficultés entravant le secteur de l'éducation, on note le manque de moyens, le déficit en enseignants qualifiés, le manque d'infrastructures et l'absence de matériel pédagogique adéquat (annexe II, section Education).

5. Il existe une tendance structurelle d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Le Global Hunger Index 2020 classe la Mauritanie 85^{ème} sur 107 pays. Son niveau de faim est catégorisé comme grave (score de 24)⁶. La production agricole est structurellement déficitaire, elle ne couvre qu'environ 30 pour cent des besoins alimentaires annuels⁷, confrontée à la dégradation des terres, la chute des rendements agricoles, et les sécheresses successives. Selon le Cadre Harmonisé de mars/mai 2021 (figure 27, annexe II), 0,18 million de personnes en Mauritanie seraient en situation d'insécurité alimentaire (quatre pour cent de la population totale), et la situation projetée pour la période de soudure (juillet-août) prévoit 0,41 million de personnes (environ 10 pour cent de la population)⁸.

6. La malnutrition est un problème chronique de santé publique et les causes sont multidimensionnelles (insécurité alimentaire, pratiques alimentaires inadéquates, difficulté d'accès à l'eau potable etc.). La prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) au niveau national a été évaluée à 11,6 pour cent avec un taux de cas sévères (malnutrition aiguë sévère - MAS) de 2,3 pour cent. La prévalence de la malnutrition chronique globale est également sérieuse dépassant le seuil de 20 pour cent (23,3 pour cent) au niveau national, et celle de la malnutrition chronique sévère est de 7,1 pour cent⁹ (voir figure 28, annexe II). Les principaux défis sont la faiblesse du système de santé, les longues distances à parcourir jusqu'aux centres de santé et l'insuffisance d'actions de prévention efficaces.

7. Malgré les efforts nationaux en matière de promotion du statut de la femme, la plupart des indicateurs économiques et sociaux du pays sont marqués par des disparités basées sur le genre¹⁰, et l'indice d'inégalité de genre place la Mauritanie au 151^{ème} rang sur 162 pays en 2019 (voir annexe II, section Genre). Les principaux défis auxquels se confronte le pays sont : l'insuffisance de l'application des textes juridiques nationaux et internationaux en faveur des droits des femmes ; les pesanteurs socioculturelles qui perpétuent des traditions maintenant la femme dans une position d'infériorité ; la sous-représentation des femmes au niveau des postes décisionnaires ; le faible accès des femmes aux facteurs de production (crédits, propriété foncière, etc.) ; l'absence de statistiques sexo-spécifiques fiables ; l'absence de systématisation de la budgétisation sensible au genre au niveau gouvernemental ; une société civile dans le domaine du genre active mais souffrant d'importants déficits techniques, organisations et financiers.¹¹

8. La Mauritanie a une faible exposition aux risques de protection liés au conflit et à l'insécurité. Néanmoins, d'après les données du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), les enfants continuent d'être exposés à de nombreuses violations de leurs droits, y compris l'exposition aux violences, exploitation, discrimination, abus et négligence.

9. L'augmentation des conflits armés, la détérioration de la sécurité, la pauvreté généralisée et les effets du changement climatique constituent des facteurs de migration importants au Sahel. La Mauritanie, épargnée par l'insécurité, accueille des réfugiés maliens fuyant les conflits. L'assistance aux migrants sur son territoire est un défi majeur pour l'Etat¹². Selon les données du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), en novembre 2020, la population totale concernée (réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés) s'élevait à 67.200 personnes, dont la grande majorité (92 pour cent, soit 62.000 personnes) était des Maliens hébergés dans le camp de Mbera et les villages alentours (région de Bassikounou). Les réfugiés maliens sont reconnus comme réfugiés prima facie. Ils disposent d'un processus d'enregistrement direct, même si celui-ci prend du temps (entre un et trois mois). La politique du Gouvernement mauritanien et la proximité socio-culturelle des réfugiés avec les populations hôtes a facilité

⁵ UNESCO. 2019. Données éducation et alphabétisation.

⁶ Indice de la faim dans le monde, 2020. Données Mauritanie.

⁷ PAM. 2018. Projet de PSP, Mauritanie (2019-2022).

⁸ Cadre Harmonisé. Novembre 2020.

⁹ RIM. 2018. Rapport de l'enquête nutritionnelle nationale SMART.

¹⁰ OECD. 2019. Social Institutions & Gender Index- Mauritanie.

¹¹ Groupe de la Banque Africaine de Développement. 2015. Profil Genre Pays. République Islamique de la Mauritanie.

¹² IOM, 2021. Données Mauritanie.

leur accueil et les réfugiés bénéficient d'une grande liberté de mouvement et d'accès aux services et à l'emploi (annexe II, section Migration). L'assistance aux migrants est un défi majeur pour l'Etat, avec l'UNHCR ils assurent la sécurité des réfugiés et travailleurs humanitaires à Bassikounou, Fassala et Mbera. L'action humanitaire pour les réfugiés a connu une baisse des financements.

10. Au 17 juin 2021, 20.151 cas confirmés de personnes déclarées malades de la COVID-19 et 477 décès ont été recensés¹³. Au-delà des impacts sanitaires, limités jusqu'ici, la Mauritanie est exposée aux effets économiques négatifs de la pandémie (annexe II, section COVID-19).

Politiques et stratégies nationales

11. La Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030¹⁴) vise à éradiquer l'insécurité alimentaire sévère et à réduire l'insécurité alimentaire à moins de cinq pour cent et la MAG à deux pour cent. Elle promeut la mise à l'échelle des programmes de protection sociale tels que les filets sociaux réactifs aux chocs pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 2.

12. La Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire - vision 2030¹⁵ a pour objectif de « permettre aux populations les plus vulnérables d'avoir à tout moment un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive ».

13. Le plan stratégique multisectoriel de nutrition 2015-2025 vise une réponse coordonnée d'interventions multisectorielles intégrées et sensibles à la nutrition dans le domaine de la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement¹⁶. Le dispositif de lutte contre la malnutrition inclut également le Protocole National pour la Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë. Le secteur connaît une fragmentation institutionnelle entre acteurs de la prise en charge de la MAS (Ministère de la Santé, UNICEF et ONGs), de la Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) (Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA, PAM) et de la prévention rassemblant de nombreux acteurs sous le plan stratégique multisectoriel de nutrition. En Mars 2020, l'UNICEF, le PAM, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'UNHCR et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont adopté le Plan d'Action Global contre la malnutrition aiguë infantile, un plan multisectoriel pour accélérer la prévention et la prise en charge. Il n'a pas encore été décliné au niveau national au moment de l'évaluation (novembre 2021).

14. La Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire (2016) établit des objectifs multiples de l'alimentation scolaire, tel l'appui à l'économie locale au travers de l'approvisionnement auprès de producteurs locaux. Le Gouvernement mauritanien a très récemment (avril 2021) inscrit dans la loi de finance une ligne budgétaire dédiée au financement du Programme National de l'Alimentation Scolaire (PNAS).

15. La Stratégie nationale d'institutionnalisation du genre (2011¹⁷) définit les axes d'intervention pour institutionnaliser le genre d'une manière transversale dans les différents domaines d'intervention en vue de la promotion de l'égalité et de l'équité genre et de garantir la promotion de la femme. La SCAPP (2016-2020) vise la réduction des inégalités et la promotion du genre.

16. La Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS, 2013¹⁸) prévoit la mise en place d'un système intégré de protection sociale en s'articulant autour de cinq axes dont le premier cherche à « contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les changements climatiques ».

17. Le contenu des stratégies nationales sont détaillées dans le tableau 2 de l'annexe II, section politiques nationales.

18. Le Cadre de Partenariat pour le Développement Durable (CPDD) 2018-2022, conclu entre le Gouvernement mauritanien et le système de l'ONU, apporte un cadre stratégique et légal aux interventions des agences onusiennes dans le pays pour contribuer à la réalisation des priorités nationales définies par la SCAPP et les stratégies sectorielles, ainsi que les priorités régionales Sahel et les ODD.

¹³ UN INFO. 2021. COVID-19 Data Portal. Au 8 décembre 2021, le nombre de cas confirmés était passé à 39.558 et le nombre de décès à 840.

¹⁴ RIM. 2019. SCAPP.

¹⁵ MEPSP. 2012. SNSA - horizons 2015 et vision 2030.

¹⁶ MEPSP. 2016. PSMN 2015-2025.

¹⁷ MASEF. 2021. SNIG.

¹⁸ Ministère des affaires économiques et du développement. 2013. SNPS.

1.3. SUJET DE L'EVALUATION

19. Le PSP représente le nouveau cadre institutionnel du PAM pour définir le plan stratégique pays pluriannuel, associé au déploiement d'autres outils stratégiques institutionnels que sont le cadre de résultats institutionnels et le portefeuille budgétaire national (voir annexe III, section 1).

20. La période d'évaluation couvre le PSPPT 2018¹⁹ et le PSP 2019-2022²⁰ jusqu'à la phase de mission de collecte de données (septembre 2021). Ces deux documents programmatiques ont été élaborés sur la base : (1) des résultats du processus collectif mené autour de l'ODD 2 au travers de la Revue Stratégique Faim Zéro (*Zero Hunger Strategic Review - ZHSR*) conduite en 2017 par le Gouvernement mauritanien ; (2) du CPDD (2018-2022) ; (3) des recommandations de l'évaluation du portefeuille d'activités en Mauritanie sur la période 2011-2015 ; (4) des orientations définies au niveau régional tel que le *Sahel Scale Up Plan* qui vise à réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel et (5) des nombreuses consultations menées avec le Gouvernement et les autres partenaires stratégiques.

21. Le BP du PAM est composé d'un bureau à Nouakchott et de trois sous-bureaux (SB) : à Kaédi (dans le Gorgol, avec une dépendance à Sélibabi dans le Guidimakha), à Kiffa (dans l'Assaba), à Bassikounou (dans le Hodh El Chargui (HEC), plus une dépendance à Néma).

Objectifs et logique d'intervention du PSPPT et du PSP

22. La logique d'intervention du PSPPT et du PSP est présentée dans la figure 2 et détaillée en annexe III. En 2017, le PAM élabore le PSPPT pour la Mauritanie qui couvre l'année 2018. Ce document marque un tournant stratégique important puisqu'il visait à renforcer les capacités nationales et locales, à appuyer le mécanisme national de réponses aux chocs et certains programmes clés de protection sociale et d'alimentation scolaire. Il s'est focalisé sur les *wilayas* définies comme prioritaires par le CPDD, et s'est déployé dans l'Assaba, le HEC et le Guidimakha (pour les activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) et de cantines scolaires) définies comme zones de convergence dans le CPDD, auxquelles ont été ajoutés le Gorgol, le Brakna, le Trarza et le Hodh El Gharbi (HEG) pour les activités d'assistance alimentaire de soudure.

23. Approuvé en novembre 2018, le PSP 2019-2022 vise à contribuer aux ODD 2, 4, 5, 13 et 17. Le PSP poursuit la logique d'intervention du PSPPT en priorisant le renforcement des capacités institutionnelles du Gouvernement, en appui à son Système de protection sociale adaptative (SPSA) et à l'harmonisation et la coordination des modalités d'intervention. Le PSP engage cependant un changement stratégique puisqu'il base dorénavant ses activités sur le principe de résilience intégrée, au niveau national et communautaire via les sites résilience (approche stratégique promue par le RBD). La logique d'intervention du PSP reflète également le besoin du BP d'être en capacité de répondre aux crises, qu'elles soient sécuritaires (auprès des réfugiés maliens dans l'unique camp accueillant les réfugiés, Mbera) ou climatiques. Le PSP a été déployé dans l'Assaba, le Guidimakha, le HEC (sites résilience) ainsi que le Brakna, le Tagant et le Gorgol.

24. L'intervention du PAM dans le camp de Mbera a été conçue dans un objectif d'autonomisation des populations réfugiées et s'inscrit dans la stratégie intégrée des moyens de subsistance 2018-2022 du département de Bassikounou et dans les priorités conjointes du UNHCR et du PAM.

Principales variations de l'environnement et évolutions du PSP

25. La Mauritanie a principalement connu des variations liées aux chocs climatiques et à l'impact de la COVID-19. Ces variations ont justifié des augmentations du nombre de bénéficiaires, et des ressources (voir annexe III, section 2), mais pas de changements majeurs dans la structure du PSPPT et du PSP.

26. Le PSPPT a connu deux révisions budgétaires. La première révision significative (révision budgétaire 2²¹) de février 2018 répondait à une grave sécheresse affectant les communautés agro-pastorales dans les régions du centre, du sud et de l'est du pays. Elle a proposé de déplacer les interventions saisonnières en cas de choc, depuis les Effets Directs Stratégiques (EDS) 1 et 3 (domaines d'intervention du renforcement de

¹⁹ PAM Mauritanie. Transitional Interim Country Strategic Plan (January - December 2018).

²⁰ PAM Mauritanie. Country Strategic Plan (2019 - 2022).

²¹ PAM. 2020. Crisis response revision of Mauritania transitional interim country strategic plan (January–December 2018) and corresponding budget.

la résilience) vers les interventions d'urgence (EDS2 - intervention en cas de crise) (figure 2). En juin 2018, une déclaration d'urgence interne de niveau trois (L3) a permis de proposer une opération de réponse aux chocs au Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger). La seconde révision significative (révision budgétaire 3) de juin 2018, sans introduire de changement spécifique au cadre stratégique du PSPPT, a permis une légère augmentation de la capacité opérationnelle des activités 3, 6, 8 et 9.

27. Le PSP a connu une révision budgétaire en juillet 2020, en réponse i) à l'augmentation significative du nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition pendant la période de soudure 2020 suite à des sécheresses successives; ii) aux besoins des populations dont la sécurité alimentaire se dégradait en raison de la crise sanitaire de la COVID-19 et des mesures restrictives mises en place pour contenir la propagation de la pandémie, et iii) les demandes de prestation de services aux autres agences de l'ONU et au Gouvernement, y compris la réponse logistique. Cette révision budgétaire a eu pour conséquence la création de deux nouvelles activités (activité 8 et 9) et l'extension des zones d'intervention, notamment dans deux wilayas (Nouakchott et Brakna).

Figure 1. Evolution dans le temps des PSPPT, PSP et révisions budgétaires et principales stratégies de référence

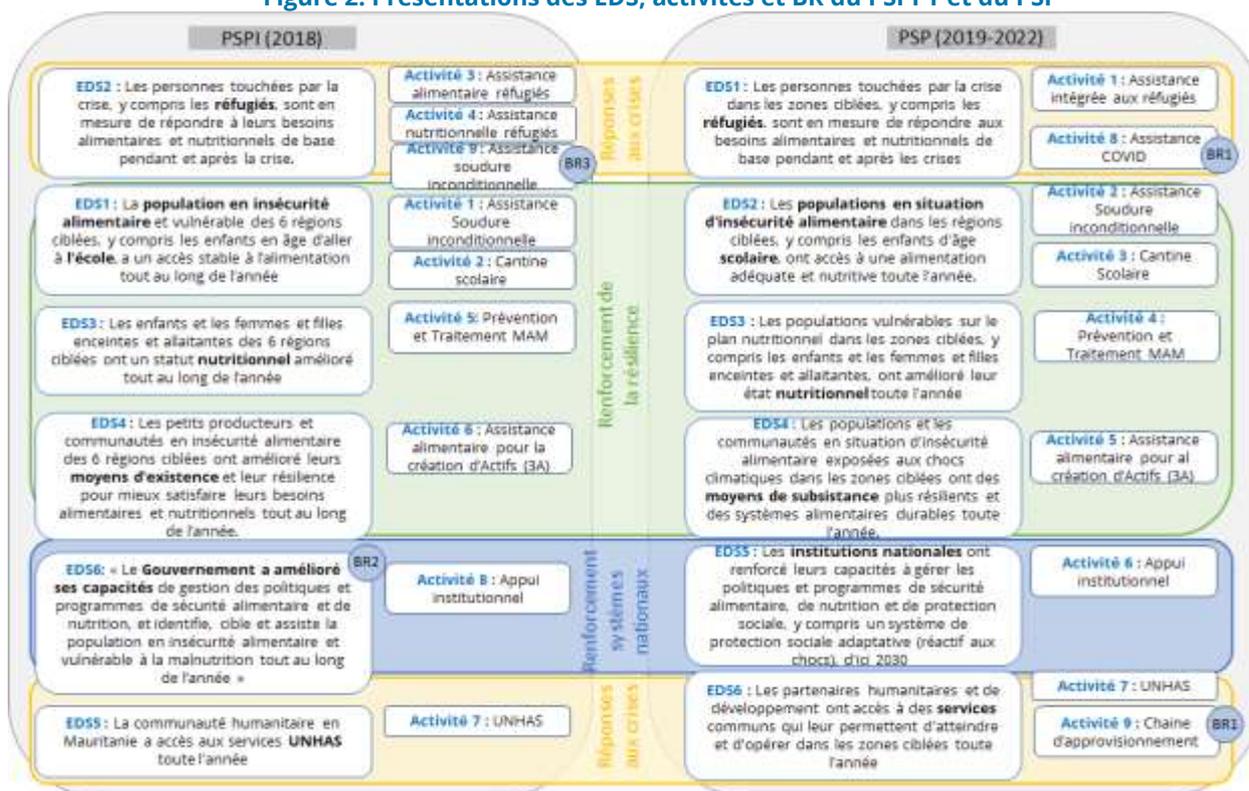


Source : PSP, PSP, révisions budgétaires, Politiques et stratégies nationales

Principaux éléments du cadre de résultats

28. Le PSPPT et le PSP sont ainsi structurés autour de six Effets directs stratégiques (EDS) et neuf activités, structurés différemment entre les deux plans (tableaux 3 et 4, annexe III). Des correspondances existent cependant entre les deux comme l'illustre la figure 2 (continuité entre l'EDS3 et l'EDS4 ; ainsi qu'entre l'EDS5 et l'EDS6 du PSPPT et respectivement l'EDS 6 et l'EDS5 du PSP). Pour simplifier la compréhension, le rapport d'évaluation se réfère dans le cadre de l'analyse à la numérotation des activités selon le PSP.

Figure 2. Présentations des EDS, activités et BR du PSPPT et du PSP



Source : PAM Mauritanie, PSPPT (2018) et PSP (2019-2022) et révisions budgétaires Février 2018, Juin 2018, Juillet 2020

29. D'après la reconstitution de la théorie du changement (TdC) élaborée par l'équipe d'évaluation avec le BP au cours de la phase de démarrage, le PSP s'articule autour de trois axes qui constituent les trois principaux objectifs auxquels le PAM cherche à contribuer à travers le PSP : (i) les réfugiés du camp de Mbera sont appuyés à travers un paquet d'activités (A1 regroupant les activités de cantine scolaire, traitement et prévention de la MAM, assistance alimentaire, création d'actifs 3A) ; (ii) les cinq piliers du SPSA (constitué de l'alerte précoce, la préparation et planification des réponses, le ciblage, le financement des réponses aux chocs et les modalités de distribution²²) sont déployés à travers les activités A2 et A6 pour soutenir la mise en place du Dispositif national permanent de préparation et de planification de la réponse aux chocs ; (iii) les sites résilience combinent plusieurs activités pour former un paquet résilience intégré (A2 assistance alimentaire de soudure, A3 cantine scolaire, A4 prévention et traitement de la MAM, et A5 création d'actifs 3A).

30. Le PSP combine la prévention et le traitement de la malnutrition à travers des interventions spécifiques et sensibles à la nutrition. La prévention et le traitement de la MAM sont associés à l'assistance alimentaire. La prévention de la malnutrition s'appuie sur trois activités : les aliments de complément spécialisés, le dépistage et la sensibilisation. L'approche pilote des Groupes d'Apprentissage et de Suivi des Pratiques d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (GASPA) a formé des femmes enceintes et allaitantes (FEFA) pour mener des causeries et prévenir la malnutrition au niveau communautaire.

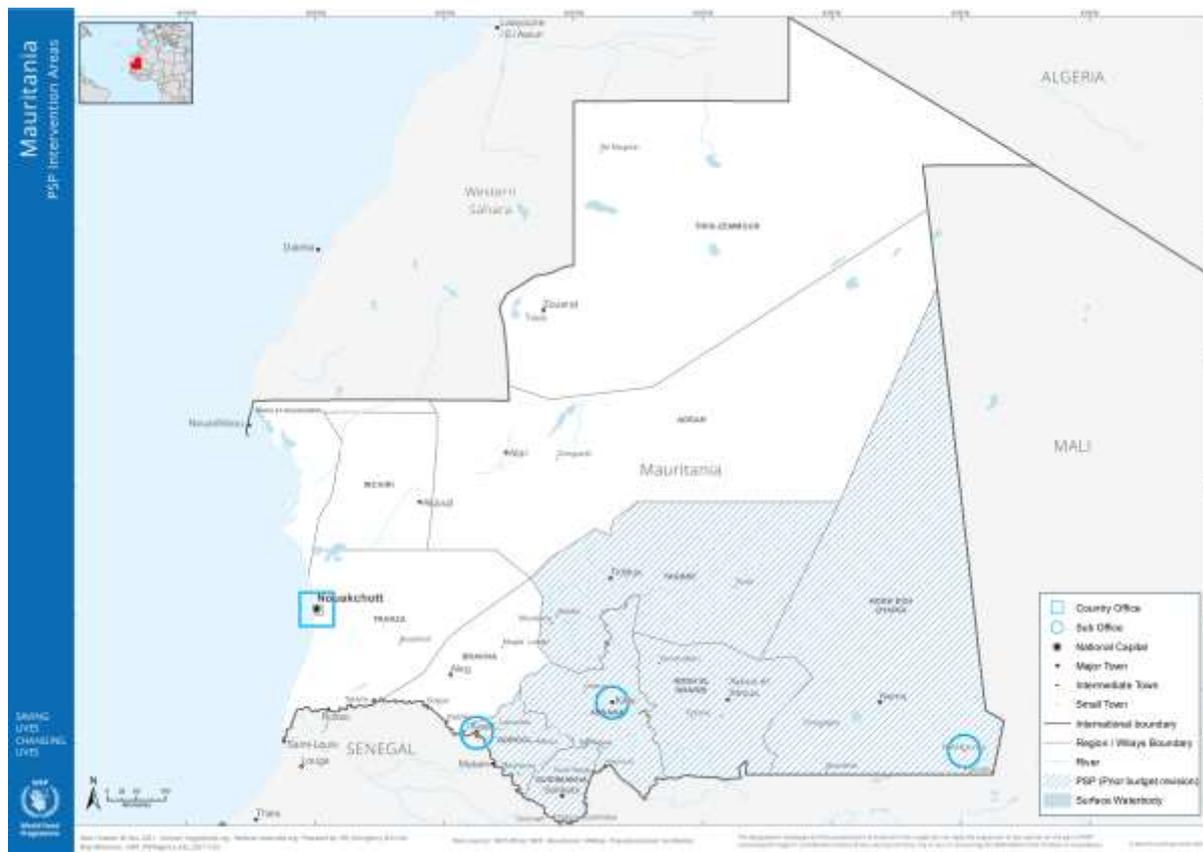
31. Les sites résilience ont été sélectionnés suivant l'approche à trois niveaux d'analyse. Le premier à l'échelle nationale, intitulée "Analyse intégrée du contexte", réalisé en 2016 et 2017 (prévu d'être réactualisé en 2022), permet de cibler les trois wilayas d'implantation des sites résilience (Guidimakha, HEC, Assaba). Les catégories de zones définies sont fonction de la récurrence à l'insécurité alimentaire et de l'exposition aux chocs naturels (voir annexe III, section 3). Le second niveau, à l'échelle de la wilaya, intitulé "Planification saisonnière basée sur les moyens d'existence" (PSMS), réalisé en 2017 (prévu d'être réactualisée fin 2021, début 2022), permet de cibler les communes des sites résilience. Le troisième niveau, la "Planification communautaire participative" élabore à l'échelle locale des plans communautaires participatifs (PCP)

²² PAM (2021). Evaluation décentralisée liée à la contribution du PAM au SPSA en Mauritanie depuis 2018.

multisectoriels adaptés aux priorités des communautés. La mise en place des comités de gestion, spécifiques à chaque activité du paquet résilience, marque le début de leur déploiement opérationnel. La figure 3 présente les *wilayas* ciblées par le PSP.

32. L'activité 8 (Assistance alimentaire et complémentation alimentaire pour les ménages affectés par la pandémie) intégrée au PSP en 2020, avait été prévue pour apporter un appui rapide au Gouvernement à sa demande. La carte ci-dessous (figure 3) présente les zones d'intervention du PSP. Une carte localisant les interventions du PAM durant le PSPPT est disponible en annexe III (section 3).

Figure 3. Wilayas prioritaires d'interventions ciblées par le PSP (avant révision budgétaire)



Source : WFP Offices Geonames.

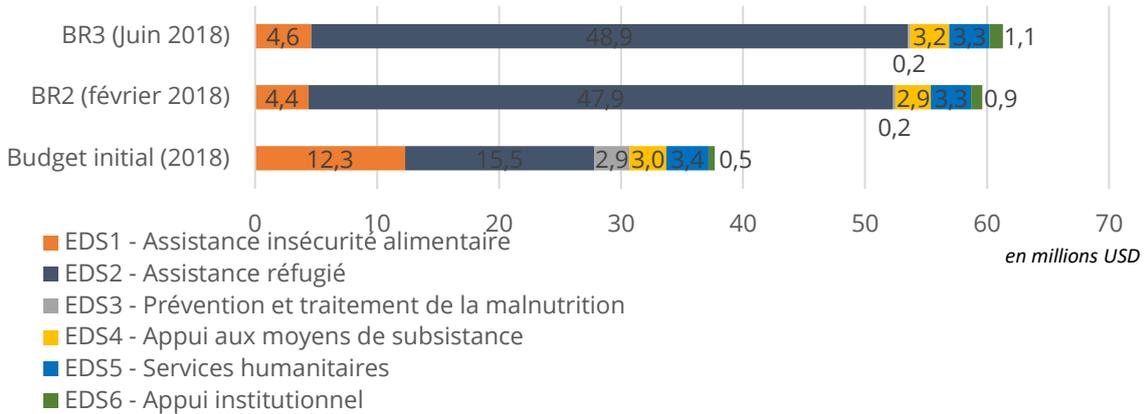
Budget et financement

33. Le coût total estimé pour la mise en œuvre du PSPPT (2018) s'élevait à 37,7 millions d'USD. Deux révisions budgétaires ont permis d'élever le budget à 61,3 millions d'USD pour répondre à la situation de sécheresse. En 2018, 41 pour cent du budget initial avait été affecté à l'EDS2 (réponse aux crises et réfugiés), pourcentage qui augmente à 80 pour cent du budget total après les deux révisions budgétaires (révisions budgétaires 2 et 3) (figure 4).

34. Le coût initial total pour le PSP (2019-2022) a été estimé à 132,4 millions d'USD. La révision budgétaire de juillet 2020 pour gérer la crise COVID-19 prévoyait une augmentation du budget total à 164,6 millions d'USD (+24 pour cent). Elle a peu modifié la répartition du budget entre les EDS (figure 5) (voir annexe III, section 2)²³.

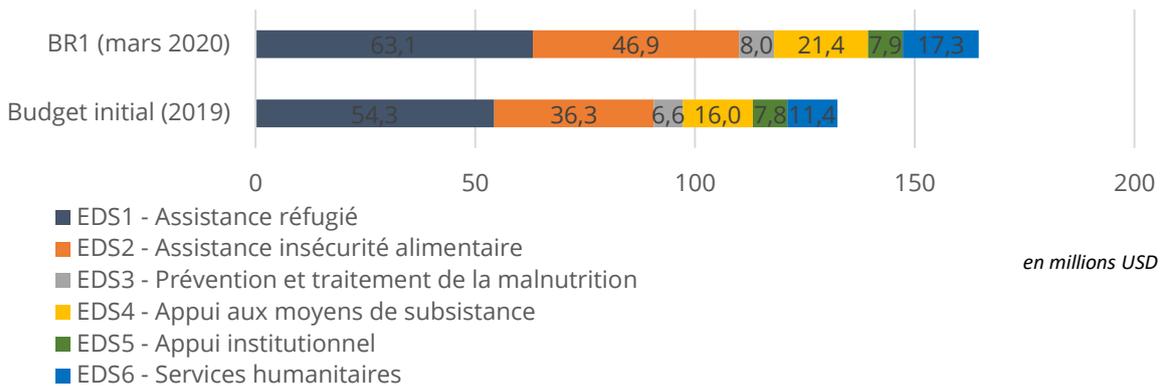
²³ Les données détaillées des budgets et ressources mobilisées sont disponibles par activité en Annexe 18, tableaux 39 et 40

Figure 4. Evolution et répartition budgétaire par EDS (coûts totaux, directs et indirects réajustés à la suite des révisions budgétaires, en million d'USD) - PSPPT



Source : Equipe d'évaluation à partir du PSPPT (2018) ; révisions budgétaires 2 et 3 du PSPPT

Figure 5. Evolution et répartition budgétaire par EDS (coûts totaux, directs et indirects, réajustés à la suite des révisions budgétaires, en million d'USD) - PSP



Source : Equipe d'évaluation à partir du PSP (2019) ; Révisions budgétaires (PSP révision budgétaire 1)

35. Selon les rapports de situation de ressources des PSPPT (2018) et PSP (2019-2022), respectivement 53,3 et 55,3 pour cent des plans d'estimation des besoins (*Needs-based plan* - NBP) ont été financés²⁴. Les sources de financement sont diversifiées. Le principal donateur du PSPPT a été la Commission Européenne²⁵ ; en ce qui concerne les donateurs du PSP, l'Allemagne, les Etats-Unis et la Commission Européenne apportent plus de 63 pour cent des ressources mobilisées (figure 6). Les financements du Ministère allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) ont considérablement augmenté, grâce à l'appui du RBD, du fait du déploiement du programme « *scaling-up resilience in the G5 Sahel countries* » à partir de septembre 2018 (et jusqu'en 2023) dans l'Assaba, le Guidimakha et le HEC, intégrant les activités 3A, cantines scolaires, traitement de la malnutrition sur les sites résilience. Les principaux donateurs des activités de réponse aux crises sont le Canada, les Etats Unis, et le Royaume-Uni pour le PSPPT, et les Etats Unis, le Royaume-Uni et la Commission Européenne²⁶ pour le PSP (annexe III, section 4).

²⁴ *Mauritania resource situation*, PSPPT (2018), données extraites le 21/01/2019 et *Mauritania resource situation*, PSP (2019-2022), données extraites le 04/06/2021.

²⁵ La première source de financement provient de l'allocation du PAM à hauteur de 29,3 pour cent des ressources allouées (financement multilatéral).

²⁶ CPB Grant Balances report, V3.0, données extraites le 26 Novembre 2021.

Figure 6. Sources de financement - PAM Mauritanie (PSPPT 2018 ; PSP 2019-2022)



Source : Equipe d'évaluation à partir de Mauritanian resource situation PSPPT (21/01/2019)

Source : Equipe d'évaluation à partir de Mauritanian resource situation PSP (04/06/2021)

Activités liées au genre et à la redevabilité

36. L'intégration du genre à travers de l'approche transformatrice est une priorité transversale du PSP qui fixe l'objectif que « l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM » (PSP, 2019-2022). Le BP participe au programme global du PAM de transformation liée au genre (Gender Transformation Programme) qui promeut l'intégration du genre dans toutes les activités et l'atteinte des objectifs fixés d'égalité de genre. Le BP a développé une stratégie de parité de genre pour la période 2019-2021, un plan d'action genre et possède une chargée de genre qui assure également la fonction de point focal protection (Q2.2.2).

37. La redevabilité envers les populations affectées doit être intégrée tout au long des PSPPT et PSP : partage d'informations relatifs aux activités, aux dates de mise en œuvre, aux critères de sélection des bénéficiaires, aux processus déployés, mais aussi recueil de l'avis des bénéficiaires (remontées d'informations et plaintes).

Evolution du nombre de bénéficiaires entre 2018 et 2020

38. Le nombre de bénéficiaires planifiés a évolué chaque année sous l'influence des révisions budgétaires et des financements alloués associés. Le PSPPT avait prévu, à la suite de la révision budgétaire 3, d'atteindre 516.200 bénéficiaires sur l'année 2018. Le PSP 2019-2022 prévoyait initialement d'atteindre 444.566 bénéficiaires, augmentés à hauteur de 680.642 personnes à la suite de la révision budgétaire de juillet 2020.

Modalités de transferts de ressource

39. Sur la période évaluée, la part des transferts en vivres planifiés est d'environ 40 pour cent de l'ensemble des transferts d'assistance prévus (vivre et cash confondu). Cette part diminue légèrement entre 2018 et 2020 (38 pour cent en 2020)²⁷. Les activités cantine scolaire et prévention et traitement de la MAM se réalisent uniquement sous forme d'allocation de vivres. Au sein de l'activité création d'actifs 3A, des transferts monétaires ont été distribués de 2018 à 2021. Des vivres sont proposées en 2019 (non disponible pour 2018 et 2020 en raison d'un problème d'efficacité Q3.3.1). L'assistance aux ménages en insécurité alimentaire et aux ménages réfugiés est réalisée à la fois en vivre et en transfert monétaire sur les trois années. L'analyse de l'évolution du nombre de bénéficiaires et des ressources allouées par modalité de transfert et activité est traitée dans la Q2.1.2.

²⁷ MR01 et MR02 - CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021

1.4. METHODOLOGIE, LIMITATIONS ET CONSIDERATIONS ETHIQUES DE L'ÉVALUATION

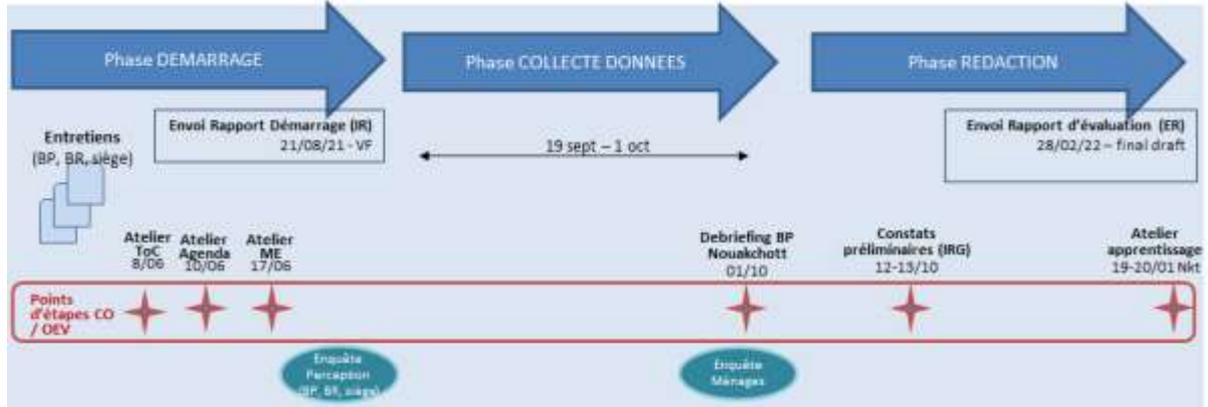
40. L'équipe d'évaluation (composée de sept membres dont cinq femmes) a utilisé une approche mixte de collecte de données quantitatives et qualitatives, moyennant différentes méthodes et se reposant sur multiples sources permettant la triangulation des données. Le calendrier global de l'évaluation est demeuré inchangé depuis la phase de démarrage (voir annexe IV, tableau 8). L'annexe présente la liste des personnes rencontrées.

41. L'évaluation se structure autour des quatre grandes questions d'évaluation, définies par OEV dans les Termes de référence (voir annexe I) et selon les questions d'évaluation du comité d'aide au développement (CAD) (annexe IV, tableau 9). L'évaluation se déroule en trois phases (figure 7 et détail des phases en annexe).

- La première phase correspond à la phase de démarrage, dont les échanges clés sont : réunions de coordination avec OEV, entretiens avec quelques acteurs ressources (BP, RBD, siège), présentation des grands enjeux à la directrice adjointe d'OEV. Ces échanges ont permis à l'équipe d'évaluation de formuler : (i) la matrice d'évaluation (voir annexe V) ; (ii) la reconstitution de la TdC et ses 13 hypothèses intégrées dans la matrice (voir annexe VI) ; (iii) l'agenda de la mission terrain ; (iv) les thèmes d'apprentissage (questionnements d'intérêt particulier pour cette évaluation), les quatre premiers étaient intégrés aux termes de référence les suivants ont été formulés par l'équipe d'évaluation (voir annexe IV). Ces éléments ont été discutés et retravaillés avec le BP. Une enquête de perception menée auprès du PAM et de ses principaux collaborateurs a été développée (annexe VIII). Au total 76 personnes, dont 20 pour cent de femmes, y ont répondu. Ces résultats ont permis la finalisation des guides d'entretiens (voir annexe IX).
- La seconde phase correspond à la phase de collecte des données. Elle s'est déroulée pendant trois semaines du 13 septembre au 1^{er} octobre. Six régions ciblées par le PAM ont pu être visitées (Tagant, HEC, Brakna, Gorgol, Guidimakha, Assaba) (annexe VII). Les localités visitées ont été sélectionnées suivant les activités menées, les contraintes de temps, de distance et de sécurité. La mission terrain s'est déroulée selon le planning revu en début de mission pour que l'équipe d'évaluation soit présente aux dates de distribution dans le camp de Mbera. Au final, 161 entretiens ont été menés (dont 20 femmes) et 78 focus groups ont été organisés (au total 700 personnes rencontrées, dont 53 pour cent de femmes) (tableaux 10 et 11, annexe IV).
- Une enquête des ménages a été réalisée en octobre suite à la mission de terrain par un bureau d'études mauritanien dans l'Assaba et le Guidimakha, auprès de 337 ménages (tableau 12, annexe X). L'enquête a permis de collecter des données sur la perception des ménages concernant la participation des communautés, la mobilisation des femmes dans les activités du PAM, l'appréciation des séances de sensibilisation et des modalités d'intervention.
- La troisième phase se compose de l'analyse et de la rédaction du rapport d'évaluation ainsi que de l'animation d'un atelier avec les parties prenantes à Nouakchott au premier trimestre 2022 précédant le processus de conception du nouveau PSP.

42. Le BP a été d'une aide constante, tant sur le plan logistique, que pour la prise des rendez-vous. Les équipes et les partenaires ont fait preuve d'une grande disponibilité. Deux présentations des premiers résultats, conclusions et recommandations ont été organisées auprès du BP le dernier jour de la mission et une semaine plus tard auprès du Groupe de Référence Interne (*Internal Reference Group* – IRG). Un atelier prévu à Nouakchott le 19 et 20 janvier 2022 a présenté les résultats de l'évaluation à l'ensemble des partenaires du PAM.

Figure 7. Présentation des grandes étapes de l'évaluation



Source : Equipe d'évaluation, présentation OEV, phase démarrage.

43. Le genre a été intégré tout au long de l'évaluation, à travers les outils de collecte des données, pour identifier les contraintes spécifiques. De plus, les groupes de discussion ont souvent été menés en séparant les hommes et les femmes afin de s'assurer d'une plus grande liberté de parole des participants. Enfin, les données qualitatives et quantitatives (COMET, enquête des ménages) ont été désagrégées en fonction du sexe.

44. L'évaluation a été menée en cohérence avec les lignes directrices éthiques, le code de conduite et les orientations sur les droits de l'homme et l'égalité des genres mentionnées dans la dernière version du cadre United Nations Evaluation Group datant de 2020²⁸.

45. A propos des limitations et mesures d'atténuation, plusieurs informateurs clés étaient en poste depuis quelques mois seulement au moment de l'évaluation et n'avaient donc pas connaissance de l'historique. Quelques personnes ressources étaient absentes au moment de la mission d'évaluation (certains ont pu être menés à distance). Du fait des conditions sécuritaires et du temps restreint, les sites d'intervention les plus distants n'ont pas pu être visités et ceux concentrant plusieurs activités ont été privilégiés. Ces critères de sélection ont créé des biais qui limitent la représentativité de l'échantillonnage (les sites où l'activité MAM était la seule intervention du PAM n'ont pas été visités). L'équipe d'évaluation a recueilli des informations sur ces sites spécifiques au cours des entretiens. Enfin, les écoles et donc les cantines étaient fermées, la rentrée scolaire n'ayant pas encore eu lieu au moment des visites. Il n'a donc pas été possible de rencontrer les directeurs d'établissement, ni d'observer le fonctionnement des cantines en activité, ni les livrets de tenue des comptes de la cantine. Pour plus d'information sur la méthodologie, voir l'annexe IV.

²⁸ UNEG. 2016. Normes et règles d'évaluation.

Constatations issues de l'évaluation

2.1. QE1 : DANS QUELLE MESURE LE POSITIONNEMENT STRATEGIQUE, LE ROLE ET LES CONTRIBUTIONS SPECIFIQUES DU PAM SONT-ILS ADAPTES AUX PRIORITES NATIONALES, AUX BESOINS DE LA POPULATION ET AUX ATOUTS DU PAM ?

QE1.1 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP actuel sont-ils pertinents pour les politiques, plans, stratégies et objectifs nationaux, y compris la réalisation des objectifs nationaux de développement durable ?

QE1.1.1 Alignement et cohérence avec les politiques et les stratégies nationales et implication du Gouvernement dans la formulation

Constats Clés :

- **Le format pluriannuel et stratégique du PSP permet de contribuer directement à la mise en œuvre des stratégies nationales et à l'atteinte de leurs objectifs stratégiques.**
- **Les stratégies nationales sont dans l'ensemble peu actualisées et priorisent faiblement les actions à mener, ce qui limite la mise en cohérence possible du PSP avec les priorités nationales.**

46. Les interventions du PAM sont globalement alignées avec les politiques nationales (voir tableau 2, annexe II). Le premier point d'ancrage du PSP au niveau national se situe au niveau de la SCAPP, 2016-2030. Le PSP s'est inscrit activement dans l'agenda politique mauritanien engagé dans l'élaboration d'un SPSA. L'appui du PAM à la SNPS depuis 2018 est pertinente pour réduire les besoins d'assistance et contribue directement au premier axe de la SNPS (contribution à la lutte contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les changements climatiques). Le PSP est également pertinent avec la Stratégie nationale de Sécurité alimentaire qui vise à améliorer durablement l'accès des groupes vulnérables à une alimentation saine et équilibrée, et aligné avec son programme national d'investissement agricole en mettant en place un système d'alerte précoce (SAP) permettant de répondre rapidement aux besoins alimentaires de populations en situation d'urgence, et en intervenant en faveur de la protection de l'environnement et de la lutte contre la désertification.

47. Malgré l'alignement avec les grandes politiques nationales, la mise en cohérence des PSPPT et PSP avec les interventions portées par le Gouvernement demeure complexe. D'une manière générale, les stratégies nationales dans lesquelles le PAM inscrit ses interventions ne sont pas régulièrement mises à jour (par exemple, la SNPS et la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire datent de 2012) et manquent souvent de priorisation des axes d'intervention (par exemple, la SCAPP 2016-2030 ne présente pas d'orientations prioritaires parmi ses nombreux axes proposés) ce qui ne facilite pas leur mise en œuvre. Les politiques et stratégies nationales souffrent d'un manque d'outils de planification et de programmation. Cet environnement institutionnel ne facilite pas l'adaptation et l'intégration des actions du PAM dans les logiques nationales existantes ou souhaitées par les acteurs publics. Ces stratégies ne sont généralement pas déclinées au niveau sous-national à travers le processus de décentralisation (Q4.5.2).

48. Le plan stratégique multisectoriel de nutrition 2015-2025 est sans doute l'un des instruments nationaux où l'alignement du PSP est le plus manifeste. Il allie des approches spécifiques de prise en charge de la malnutrition à des approches sensibles de prévention de la malnutrition.

49. Le PAM est engagé depuis plus de 50 ans dans le développement d'une offre d'alimentation scolaire en Mauritanie. Il a appuyé en 2016 la formulation de la Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire (appui de l'atelier Approche Systémique pour de Meilleurs Résultats en Éducation²⁹ et organisation des voyages d'échange d'expérience avec le Brésil), puis dans le cadre du PSP, il a appuyé la création du PNAS en 2021, qui est constitué de trois composantes dont le PAM fait partie. Les actions entreprises dans le cadre du PSP du PAM dans les domaines de la nutrition, de l'assistance alimentaire et monétaire et de ses appuis en matière d'organisation communautaire sont alignées avec l'axe transversal de la Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre, 2011 qui promeut l'intégration du genre dans les politiques et programmes sectoriels.

QE1.1.2 Alignement avec les plans stratégiques et le CRF (Corporate Results Framework - Cadre de résultat) du PAM)

Constats clés :

- **Le PSP est aligné avec le CRF, mais celui-ci ne permet pas d'évaluer tous les résultats attendus de la stratégie pays construite dans une logique d'intervention multisectorielle et transversale.**
- **Le PSP Mauritanie n'a pas pu bénéficier des avancées des dernières politiques en matière de Genre, Diversité, Redevabilité, Protection et Alimentation Scolaire.**

50. Le PSP est fortement aligné avec le Cadre de résultat (2017-2021), ses objectifs et résultats stratégiques. Néanmoins, le CRF impose une vision par objectifs stratégiques et par activités qui ne correspond pas à la stratégie appuyée par le PSP constituée de trois axes d'intervention tels que présentés dans la TdC reconstruite pendant l'évaluation en consultation avec le BP (voir annexe VI) : (1) la réponse aux crises, (2) le paquet résilience, (3) l'appui au Gouvernement et aux autres acteurs. Certains résultats du PSP ne sont pas capturés par le CRF (tels que les progrès dans le développement de solutions durables pour les réfugiés et la réduction de l'assistance et les effets directs et indirects du paquet résilience et de la stratégie d'appui au SPSA) et n'apparaissent donc pas dans les rapports pays annuels (ACR). Cependant, des indicateurs de suivi de la mise en synergie des activités du paquet résilience sont actuellement testés et discutés en coordination avec l'Unicef (voir section 4.5.1).

51. L'évaluation a identifié un fort alignement du PSP aux politiques et plans stratégiques récents du PAM, notamment : (i) la politique sur le renforcement de la résilience (2015) adaptée au contexte du Sahel (2018) (ii) la stratégie de prévention de la nutrition et la promotion d'une programmation sensible à la nutrition (iii) l'approche transformative basée sur le genre. Sur le plan opérationnel, à titre d'exemple, l'approche à trois niveaux pour la résilience reprend les orientations institutionnelles du PAM et le cadre conceptuel *Scaling-up resilience* au Sahel partagé entre les cinq pays du G5 Sahel.

52. Cette approche résilience Sahel³⁰ insiste sur la nécessité de faire converger les activités sur les sites, de concentrer les intervenants, d'atteindre une couverture suffisante et de renforcer les capacités des communautés et du Gouvernement (dit 4C) (voir annexe XI, figure 31). Elle implique une approche participative pour l'identification et la mise en œuvre des activités, l'appropriation par le Gouvernement et la mise en place de partenariats avec différentes agences. Le focus sur la réhabilitation des écosystèmes dégradés et la création d'actifs productifs est une orientation spécifique du PAM en contexte sahélien. Le BP base effectivement le déploiement de l'activité 3A sur ces grandes orientations institutionnelles et spécifiques au Sahel et respecte le guide PAM (2016).

53. Le PSP n'a pas pu intégrer les cadres stratégiques formulés ultérieurement relatifs aux enjeux transverses de protection, redevabilité, genre et environnement. La politique environnementale adoptée en 2017 n'a pas été intégrée de façon systématique dans le PSP. La politique sur la protection humanitaire de 2012 a évolué en une politique sur la protection et la redevabilité en 2020³¹ et un plan d'action pour l'inclusion du handicap³². En ce qui concerne la stratégie d'appui à la protection sociale, elle a été adoptée

²⁹ SABER : Approche Systémique pour de Meilleurs Résultats en Éducation.

³⁰ WFP. 2018. Scaling up for resilient individuals, communities and systems in the Sahel Operational Reference Note.

³¹ WFP. 2020. Protection and accountability policy.

³² WFP. 2020. Disability inclusion road map (2020-2021).

en juillet 2021 et inclut la stratégie poursuivie en Mauritanie par le PAM comme un exemple de bonnes pratiques.

QE1.1.3 Alignement sur les objectifs et cibles des ODD (ODD 2,17) priorisés pour la Mauritanie

Constat clé :

- **Les EDS du PSPPT et PSP sont alignés avec la formulation et les cibles de l'ODD 2 et de l'ODD 17.**

Le PSP répond aux défis identifiés dans la ZHSR (2018) et aux recommandations formulées : l'accès à l'alimentation, en période de crises mais aussi pour les populations chroniquement en insécurité alimentaire à travers ses interventions immédiates et en participant au développement d'un SPSA ; la prévention et le traitement de la malnutrition à travers des interventions spécifiques et sensibles à la nutrition et la réduction de la fragmentation institutionnelle ; l'amélioration de la disponibilité alimentaire en appuyant la création d'actifs productifs.

54. Le PSP affiche clairement son ambition de contribuer à la réalisation de l'ODD 17 spécifiquement en apportant son soutien au Gouvernement pour développer un SPSA incluant le renforcement des systèmes d'information, de prévention et de gestion des crises alimentaires, à travers l'appui à la mise en place d'un dispositif permanent de réponse aux situations d'urgence et de coordination des interventions (Q1.1.1) qui contribue également au suivi des progrès dans la réalisation de l'ODD2.

QE1.2 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP actuel ont-ils répondu aux besoins des personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en Mauritanie (y compris les réfugiés), en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte ?

QE1.2.1 Pertinence par rapport aux besoins des personnes et des populations les plus vulnérables

Constats clés :

- **Le PSP orienté vers la réponse aux besoins immédiats et la réduction des causes de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle répond aux besoins des populations les plus vulnérables.**
- **L'appui concomitant au SPSA et au renforcement de la résilience des communautés est pertinent et complémentaire.**

55. Dans le contexte mauritanien, où le déficit alimentaire est élevé, s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et des chocs climatiques, en fournissant un paquet intégré d'activités résilience, tout en soutenant le Gouvernement dans la mise en œuvre de filets sociaux de protection sociale et en accompagnant le déploiement des outils associés (distribution inconditionnelle), permet d'apporter des réponses complémentaires de court et de long terme, susceptibles de s'articuler entre elles. Cette stratégie implique un ciblage géographique pluriannuel sur la base de critères de vulnérabilités chroniques et aigus, différents des activités saisonnières ciblant les zones faisant face à une insécurité alimentaire et nutritionnelle immédiates. Les choix des sites sont donc le résultat d'un arbitrage complexe.

56. Les besoins des réfugiés en matière d'assistance sont pris en compte et adaptés au niveau de vulnérabilité des ménages (Q3.2.2). Des mesures spécifiques sont mises en place pour permettre aux personnes à faible mobilité ou ayant des besoins particuliers d'être servies. Le PSP mentionne comme objectif de "[passer] progressivement à des activités destinées à aider les réfugiés à acquérir plus d'autonomie". Cet appui à la recherche d'autonomie s'est finalement centré sur un appui au Gouvernement, pour l'intégration des réfugiés dans le registre social national et le déploiement du paquet résilience dans la zone d'accueil. Il est à noter que les réfugiés non enregistrés n'ont pas bénéficié de ces activités. Cependant, en 2020, les réfugiés hors camp de la *moughaata* de Bassikounou ont été enregistrés.

57. Le ciblage géographique de l'assistance alimentaire à laquelle la prévention et la prise en charge sont couplées tient bien compte des prévalences de MAM. Cependant, le calendrier de la prise en charge de la MAM ne tient pas compte des variations géographiques et saisonnières de son incidence.

58. Les besoins en matière d'alimentation scolaire ne sont que partiellement couverts. Le PAM a appuyé en 2020 48.561 élèves dans 380 écoles primaires du pays, soit huit pour cent de l'ensemble des élèves inscrits dans les écoles primaires du pays. En concentrant ses appuis sur les sites résilience du PAM, l'appui aux cantines scolaire donne la priorité aux zones de forte insécurité alimentaire et nutritionnelle. Le critère de la faiblesse du niveau du taux de scolarisation n'a donc pas été retenu, contrairement à ce qui avait été initialement prévu dans le PSP. Depuis une dizaine d'années, les écoles coraniques ne font plus partie des écoles bénéficiaires du PAM, ce qui peut représenter un facteur d'exclusion, notamment dans les zones où il n'y a pas d'école publique accessible. Le PAM avait des difficultés à mettre en place et à suivre les cantines dans ces écoles dans la mesure où elles dépendent depuis 2012 non plus du Ministère de l'Éducation Nationale mais du Ministère des Affaires Islamiques. Dans un contexte de ressources budgétaires très contraint, le PAM a décidé de suspendre cet appui.

59. L'activité 3A a ciblé les zones de convergence définies dans le CPDD et conformes aux engagements de la Mauritanie dans le cadre de l'initiative de la grande muraille verte (Assaba, Guidimakha, HEC). Elle vise à renforcer la résilience des communautés face aux effets du changement climatique en réhabilitant des terres dégradées. La prise en compte de la problématique climatique par le PAM est particulièrement pertinente pour répondre aux besoins des populations souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. En milieu pastoral, l'activité 3A s'adapte aux spécificités du contexte (ex : création manuelle de pare-feux secondaires, récupération de pâturages). Le PAM a prévu dans son PSP de renforcer ses capacités de réponse aux besoins spécifiques des pasteurs. La prise en compte de leurs dynamiques sociales n'est cependant pas toujours effective (ex : parcours de transhumance, déplacements transfrontaliers, gestion des conflits entre agriculteurs et pasteurs).

60. Les communautés enquêtées ainsi que les ONG locales ont souligné la non-adéquation de la période de mise en œuvre des ouvrages 3A, souvent réalisées pendant l'hivernage, du fait des retards de validation des PCP par les autorités et en 2020 de la crise de la COVID-19. Pendant cette période, généralement consacrée aux travaux agricoles, l'accessibilité aux sites peut poser problèmes. Selon l'enquête des ménages, la période souhaitée pour s'investir dans cette activité 3A serait avril-juin, période de pré-soudure particulièrement critique pour les ménages. Les ménages sont satisfaits de recevoir les contributions financières sur une base mensuelle : 62,4 pour cent des répondants déclarent préférer une fréquence mensuelle de versement (dont 69 pour cent de femmes), cependant 40 pour cent des hommes préféreraient un versement unique, dans une optique d'investissement.

61. La collecte des données du SAP au travers de sites sentinelles répond à la fois aux besoins de suivi des zones agropastorales comme pastorales. Concernant la surveillance pastorale, le système permet une remontée des informations plus restreintes mais plus fréquentes des données pour s'adapter aux besoins et contraintes du milieu.

QE1.3 Dans quelle mesure le positionnement stratégique du PAM est-il resté pertinent tout au long de la mise en œuvre du PSPPT et du PSP compte tenu de l'évolution du contexte, des capacités nationales et des besoins en Mauritanie - en particulier en réponse à la pandémie de la COVID-19 ?

QE1.3.1 Flexibilité / Capacité à s'adapter aux évolutions du contexte national

Constats clés :

- **Au cours de la période, le PAM s'est adapté aux évolutions du contexte et aux crises. Pour la PSA, l'appui du PAM s'est ajusté aux capacités nationales et aux besoins techniques sur le long terme.**
- **Lors de la crise de la COVID-19, le PAM a intégré le plan de riposte national au plan de réponse de soudure, assurant une bonne réactivité mais risquant d'exclure des ménages particulièrement affectés par leur dépendance aux marchés.**
- **Le système de Suivi et Evaluation (S&E) permet d'adapter les programmes aux contextes et de nouveaux outils d'enquête à distance ont été testés.**
- **Cependant, il reste difficile pour le PAM d'intervenir dans les cas de crises à occurrence rapide ou d'adapter la période d'intervention aux besoins conjoncturels de la période de soudure en raison de contraintes programmatiques et financières fortes.**

62. Le BP du PAM s'est adapté aux évolutions du contexte e en effectuant des révisions budgétaires pour maximiser la réponse aux besoins (Q3.2, enquête de perception). Les activités menées dans le PSP sont ambitieuses, leur performance reposant sur l'hypothèse d'appropriation des activités par les services techniques de l'Etat (voir TdC, annexe VI). Les capacités nationales nécessitent une assistance technique sur un temps long, ce que le BP a proposé au CSA lors de la mise en place du dispositif national de réponse aux crises (et prochainement au sein de l'Observatoire Sécurité Alimentaire - OSA) pour la transition du SAP au Gouvernement. Le fait de ne pas pouvoir ancrer au niveau central le paquet résilience intégré a demandé au PAM d'adapter sa stratégie selon les orientations du bureau régional : il a fait le choix d'adopter une logique *bottom-up* en démontrant d'abord au niveau communautaire les preuves de l'efficacité de l'approche résilience afin de créer à partir de ces preuves, une dynamique au niveau central (Q2.1.2, EDS4). Le suivi du paquet résilience se fait par activité, la mise en place d'un suivi consolidé par site constitue un défi du fait de l'articulation d'intervention entre plusieurs partenaires sur un même site, et de l'étendue géographique. Un suivi de l'approche résilience est cependant étudié par le BP, à travers une réflexion autour de la mise en place par site résilience de fiches conjointes normatives, utilisées pour toutes les activités des sous-bureaux concernées.

63. Un des objectifs stratégiques du PSP en Mauritanie est d'établir un lien plus direct entre l'alerte précoce et la réponse aux crises. Avant l'adoption du PSP, le SAP n'avait pas la capacité d'analyser la situation de manière continue et désagrégée. Sans dispositif national de réponse aux crises ni mécanisme de financement des réponses, la réponse pendant la soudure demeurait hétérogène en termes d'approche et d'outil et peu coordonnée. Depuis 2018, le PAM, sous la direction du CSA, a appuyé l'élaboration de plans nationaux de réponse à travers le travail du Groupe de Sécurité Alimentaire (GSA). Ces planifications ainsi que les ateliers de capitalisation des réponses ont permis une réaction plus rapide et des réponses mieux coordonnées (entente sur une approche commune en termes de priorisation du ciblage géographique, de ciblage des ménages, de calcul des rations). Depuis 2019, le PAM appuie l'émergence du « Dispositif national d'alerte précoce, de préparation et de planification de la réponse aux chocs de sécurité alimentaire et de nutrition » qui vient d'être promulgué par décret en début d'année 2021. L'actuel appui du PAM à la création d'un fonds national de réponse aux crises va également dans le sens d'une amélioration de la capacité des partenaires et de l'Etat à répondre à temps aux besoins.

64. La standardisation de la période d'intervention (couverture de quatre mois de juin à septembre) concernant l'assistance soudure marque une difficulté pour le PAM à s'adapter. Les besoins ne sont en effet pas les mêmes d'année en année, les pics de soudure peuvent venir plus tôt sur une zone que sur une autre, s'étendre au-delà des quatre mois standard, etc. Il est cependant à noter une adaptation de l'assistance de soudure à la période de soudure pastorale depuis un an dans le Tagant, témoignant d'une meilleure adéquation avec les besoins spécifiques de chaque groupe. L'adaptation de cette période d'intervention à la conjoncture, si elle est souhaitable, est fortement contrainte par le calendrier de réception des fonds et les étapes préparatoires requises par le Gouvernement et les bailleurs pour pouvoir intervenir (implication des autorités, planification et ciblage, mise en place du dépistage et réalisation des *baselines*).

65. Si la capacité de réaction du PAM s'améliore au cours du PSP sur la question de la PSA, il reste difficile pour le PAM d'intervenir dans les cas de crises à occurrence rapide (inondation par exemple) car l'Etat ne convie pas toujours les Partenaires Techniques et Financiers à prendre part à la réponse et a une certaine aversion à déclarer l'Etat d'urgence : bien que le GSA avait annoncé une importante sécheresse dès septembre 2017, en janvier 2018 le Gouvernement n'avait pas encore officiellement déclaré la crise. La crise de la COVID-19 illustre bien ces difficultés. Pendant cette période, le PAM a déploré un manque de communication de Taazour et du CSA sur leurs actions de riposte et de coordination (ex : des demandes de mise en cohérence sur le montant des transferts n'ont pas abouti). Le bureau de la coordination des Nations Unies a créé un mécanisme ad-hoc de coordination des partenaires internationaux, mais cela n'a pas suffi à apporter une réponse efficace et coordonnée avec le plan national de riposte COVID-19 élaboré par le Gouvernement³³. De même, les sous-groupes créés de manière ad hoc (ex : le PAM et la FAO ont piloté le sous-groupe « appui aux ménages ») ont trop peu été mis en lien avec les groupes préexistants fonctionnels (ex : le groupe logistique ou le GSA).

³³ Source : entretien BP.

66. Le PAM au travers le GSA a répondu de manière pertinente aux besoins croissants des populations pendant la crise de la COVID-19, en intégrant le plan de réponse soudure au plan de riposte national et en demandant des fonds additionnels, et a opté pour une expansion horizontale de l'assistance de soudure (inclusion de localités identifiées prioritaires et vulnérables pendant la période de soudure). L'extension de la couverture s'est faite de façon rapide et a bénéficié du bon fonctionnement du GSA, mentionné comme tel par l'ensemble des parties prenantes interrogées, de ses outils harmonisés et procédures standardisées (Q4.4). Si la stratégie adoptée a été pertinente, ce choix s'est fait dans un contexte de manque de données sur les impacts potentiels de la COVID-19. Cette stratégie a pu avoir pour conséquence de ne pas inclure des ménages qui étaient peut-être plus durement touchés par les restrictions de déplacement et de rassemblement : des ménages fortement dépendants des marchés ayant un faible niveau d'autoconsommation et une plus grande vulnérabilité aux changements de prix ; des ménages dépendants de sources de revenus du milieu urbain ou d'envois de fonds de leur famille ; des ménages pastoraux dont la mobilité a été fortement limitée, etc. La pertinence d'ouvrir de nouveaux sites de prise en charge de la MAM à Nouakchott alors que la prévalence de la MAM à Nouakchott est inférieure à celles des autres régions, est également à questionner en prenant en compte le contexte de la crise de la COVID-19 et le manque de visibilité de son impact au premier semestre 2020.

67. Les *Post distribution monitoring* (PDM) réalisés sur le camp de Mbera pendant la crise COVID-19 ont souligné une vulnérabilité accrue des ménages les moins pauvres, à la suite des restrictions de mouvement notamment des échanges commerciaux avec le Mali. Une aide exceptionnelle a donc été réorientée sur ces catégories de ménages. Pendant la crise COVID-19, pour éviter les regroupements de personnes, le BP a déployé le dispositif pilote mVAM (*Vulnerability Analysis Mapping* – Analyse et Cartographie de la Vulnérabilité), d'enquête des ménages à distance, cependant ces résultats n'ont pas été utilisés pour la prise de décisions opérationnelles du fait d'un manque de qualité des données, le prestataire étant différent de celui régulièrement formé par le PAM. Si ce dispositif a des limites certaines (qualité des données, indisponibilité du réseau téléphonique dans certaines zones), il permet de compléter les autres systèmes existants de S&E et d'être mobilisé dans le cas de futures restrictions d'accès aux populations. Au-delà de cette crise sanitaire et pour améliorer sa capacité à anticiper les crises, la récente unité RAM (*Research Assessment Monitoring* – unité qui fusionne les unités VAM et S&E) souhaite pouvoir développer ses capacités d'analyse prospective en valorisant davantage les nombreuses données collectées. Dans l'état actuel, le temps consacré à cette dimension recherche est encore faible.

QE1.4 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP actuels sont-ils cohérents et alignés sur l'ensemble des secteurs des Nations Unies et de l'aide humanitaire, et incluent-ils des partenariats stratégiques appropriés fondés sur l'avantage comparatif du PAM en Mauritanie ?

QE1.4.1 Alignement avec le CPDD

Constat clé :

- **Le PSP est aligné avec le CPDD, et contribue à sa mise en œuvre. Le CPDD reste cependant un cadre de réflexion large qui oriente peu la stratégie du PAM.**

68. Le CPDD 2018-2022 qui intègre la planification de l'aide humanitaire et de développement des agences de l'ONU et de six ONG internationales en Mauritanie, a défini trois priorités : (i) contribution à la croissance inclusive ; (ii) renforcement du capital humain et des services sociaux de base ; (iii) appui à la gouvernance. Le PAM a été particulièrement impliqué dans les orientations définies pour le CPDD. Il définit par ailleurs trois zones de convergence : le HEC, le Guidimakha et Nouakchott périurbain. Le CPDD cherche à se baser sur les avantages comparatifs respectifs des différentes agences, et appui ainsi l'opérationnalisation de l'approche Nexus (Q 2.4.1).

69. Le calendrier d'élaboration et de mise en œuvre du PSP est aligné avec celui du CPDD. L'activité 3A contribue à la priorité stratégique 1 « croissance inclusive et durable » du CPDD, tandis que l'activité d'alimentation scolaire et de lutte contre la malnutrition contribuent à la priorité stratégique 2 « renforcement du capital humain et des services sociaux éducation et nutrition ». Le PSP répond au souhait du CPDD de mettre à disposition un service aérien entre les zones d'interventions prioritaires

difficiles d'accès. Le suivi des indicateurs des activités du PAM contribue à alimenter le suivi des indicateurs du cadre de résultat du CPDD.

70. Selon plusieurs entretiens au sein du BP, le CPDD fixe peu d'orientations prioritaires, ce qui limite sa capacité à orienter la stratégie et les opérations du PAM.

QE1.4.2 Avantages comparatifs du PAM et complémentarités avec autres agences, fonds et programmes ONU

Constats clés :

- **Le *leadership* et l'expertise technique en matière de gestion des crises alimentaires du PAM sont largement reconnus par les partenaires en Mauritanie. Ils sont également effectifs en appui institutionnel à la PSA, mais moins connus des acteurs. Ils ne sont pas encore effectifs dans le domaine de la résilience.**
- **Ses capacités opérationnelles et logistiques, son savoir-faire en matière de coordination notamment au travers du GSA, sont également soulignés comme des avantages comparatifs essentiels.**
- **L'appui à la mise en œuvre d'instruments de PSA et le renforcement de capacité, composantes phare du PSP, sont les thématiques les moins citées comme avantage comparatif dans l'enquête de perception.**

71. Sur la base de l'enquête de perception (voir annexe VIII) et des entretiens avec les parties prenantes, les principaux avantages comparatifs du PAM en Mauritanie sont :

- Les capacités opérationnelles, logistiques et techniques et la maîtrise des modalités d'intervention et de l'application des normes et standards de l'assistance humanitaire ;
- La proactivité et la rapidité dans la conception et la mise en œuvre des réponses humanitaires en réponse aux urgences et aux chocs et catastrophes liés à la sécheresse ;
- Le *leadership* conceptuel, technique et opérationnel reconnu dans la réponse aux urgences ;
- L'ancrage institutionnel du PAM et la capacité de contribuer au renforcement institutionnel, de porter des domaines d'expertise variés et innovants sur plusieurs années, du fait de capacités financières et humaines conséquentes (même si insuffisantes) (Q4.2.1) ;
- La présence délocalisée dans certaines régions du pays à travers ses bureaux et la couverture d'un champ spatial comprenant plusieurs zones d'appui aux communautés parmi les plus exposées et les plus affectées par les chocs et la vulnérabilité alimentaire ;
- Les capacités techniques pour fournir au Gouvernement des appuis dans la collecte des données, l'analyse des situations de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire, les méthodes d'évaluation des besoins, la mise en place de SAP et de prévision et de gestion des risques ;
- La structuration de la coordination de la réponse humanitaire, le ciblage des populations en situation d'urgence, les modalités d'intervention et de logistique de la réponse, à travers l'outil du Groupe Sécurité Alimentaire.
- L'appui au Gouvernement pour la mise en place du système d'assurance African Risk Capacity (ARC) Replica, associé au Dispositif National, pour obtenir des dédommagements en cas de sécheresse sévère (Q4.2) ;

72. Les avantages du PAM en Mauritanie sont reconnus et complémentaires à ceux de ses partenaires. L'avantage premier du PAM en Mauritanie reste la gestion des crises alimentaires et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) des populations, expertise complémentaire avec celles de partenaires comme l'UNICEF (éducation, santé/hygiène, eau) ou l'organisation internationale du travail (OIT) (accès à la protection sociale (Q1.4.3). Axe majeur du PSP et reconnu par les acteurs rencontrés, le développement d'instruments de protection sociale n'est pourtant pas perçu dans l'enquête de perception comme un avantage fort du PAM en Mauritanie. Ce résultat de l'enquête souligne sans doute un manque de communication sur cette dimension auprès des partenaires. De même, si l'ancrage du PAM auprès du Gouvernement et son appui institutionnel continu confèrent au PAM un positionnement clé, le

renforcement de capacité est peu perçu par les répondants de l'enquête comme un avantage comparatif. Enfin, dans le domaine de la résilience, l'absence d'ancrage institutionnel ne permet pas l'émergence d'un leadership du PAM.

QE1.4.3 Synergies et stratégies de partenariat avec les acteurs humanitaires et de développement présents dans le pays (ONU et hors ONU)

Constat-clés :

- **Le PSP a permis le développement d'un dialogue plus stratégique avec les bailleurs, centré sur les orientations du PAM.**
- **Des partenariats stratégiques sont en place avec la Banque Mondiale autour de la PSA, mais également avec les agences des Nations Unies (UNICEF, FAO, Fond international de développement agricole - FIDA, UNHCR, International Organization for Migration - IOM) dans les domaines de l'appui à la résilience communautaire et à la PSA.**
- **En revanche, les partenariats dans des secteurs-clés de la nutrition, du genre, de la protection et de l'environnement sont plus faibles.**
- **Au niveau opérationnel, le PAM s'appuie sur des ONG nationales partenaires organisées en consortium.**

73. Le partenariat avec la Banque Mondiale a évolué d'une collaboration opérationnelle sans vision partagée à une stratégie conjointe, depuis 2016. Cette nouvelle collaboration s'est établie suite à de nombreux échanges autour des concepts, de la sémantique et des orientations à envisager, avec la volonté réciproque de se projeter sur plusieurs années dans l'appui au SPSA mis en place par le Gouvernement. Un protocole d'entente a été signé en 2018 pour la période 2019-2022, engagé autour d'un partenariat stratégique, institutionnel et opérationnel autour d'un plan d'action. Le BP a su faire preuve de force de persuasion pour convaincre en interne (au niveau national, régional et au siège) de l'intérêt de ce nouveau positionnement. Depuis, le PAM est devenu un acteur majeur du SPSA en Mauritanie et son expérience a appuyé le développement de projet au Mali et au Niger et a été cité dans la nouvelle stratégie globale pour la Protection Sociale. Le PAM et la Banque Mondiale ont récemment recruté un référent technique, expert du SPSA en Mauritanie, pour appuyer le Gouvernement au nom des deux institutions (Q4.2.2). La collaboration se limite néanmoins à la SPSA et n'est pas encore effective dans d'autres secteurs importants comme le paquet intégré résilience, ce qui permettrait pourtant d'appuyer la coordination et l'harmonisation des pratiques au niveau national auprès du Gouvernement et des autres acteurs impliqués.

74. La mise en place du PSP a engendré un changement de perspective majeur en termes de partenariat avec les bailleurs, en évoluant d'une approche axée sur les orientations des donateurs à une approche basée sur les orientations stratégiques du PAM définies dans le cadre du PSPPT et PSP en accord avec les priorités gouvernementales. Le PAM travaille avec six à sept donateurs principaux : la Direction Générale de la Commission Européenne pour la protection civile et l'aide humanitaire (ECHO), BMZ, le Bureau des affaires humanitaires et le Bureau pour la population, les réfugiés et les migrants des Etats Unis, la Grande Bretagne, la France et le Japon. Mais il a la volonté de diversifier sa base de donateurs (pays nordiques, Arabie Saoudite, Fond Mondial, Banque Islamique de Développement) pour anticiper la baisse des ressources disponibles (la Mauritanie est un pays considéré comme non prioritaire par les financeurs par rapport aux autres pays sahéliens) et obtenir des financements plus flexibles et moins fléchés.

75. Un partenariat a été établi avec l'UNICEF autour des zones de convergence dans le domaine de la résilience depuis 2019. Cette approche est appuyée par la BMZ qui a établi un partenariat avec l'UNICEF, s'alignant sur la planification du PAM. Le programme entre le PAM et l'UNICEF n'est cependant pas conjoint, puisque les cadres de résultats sont différents³⁴. Si l'opportunité de construire une vision et une planification commune semble avoir été manquée, une feuille de route a cependant bien été établie en avril 2021 entre les deux agences. La signature du prochain cadre de partenariat des agences avec BMZ serait l'occasion d'harmoniser le partenariat et de renforcer la multisectorialité sur les sites résilience.

³⁴ Le partenariat PAM - UNICEF ne constitue pas un partenariat renforcé comme il l'est par exemple au Niger, avec des indicateurs partagés de suivi des effets du partenariat.

76. L'UNICEF et l'Organisation Internationale du Travail constituent des partenaires privilégiés du PAM dans le domaine de la protection sociale, notamment au travers d'un programme conjoint financé par le Fonds des *Sustainable Development Goals*³⁵. Des partenariats sont également engagés entre le PAM et la FAO (programme *Peace Building Fund* et entre le PAM, l'OIM et le FIDA (projet SD3C Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changement climatique). Le partenariat entre le PAM et l'UNHCR a évolué récemment reflétant les avancées faites par les deux agences en matière de résilience et de solutions durables pour les populations réfugiées et hôtes et le développement d'une approche Nexus humanitaire, développement et Paix dans la zone d'accueil des réfugiés (Q 2.4.1). L'UNHCR a notamment lancé de nouveaux programmes Nexus, tel le Pronexus, que le partenariat UNHCR-PAM pourrait appuyer. Le PAM a signé un partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) en septembre 2020 pour la fourniture d'une assistance alimentaire et de services de santé reproductive aux femmes et aux filles en âge de procréer en Mauritanie. Un partenariat a été établi avec Oxfam et Action Contre la Faim (ACF) Espagne pour mettre en place des sites sentinelles communautaires. Le tableau 13 dans l'annexe XI détaille ces partenariats.

2.2. QE2 : QUELLES SONT LA PORTEE ET LA QUALITE DE LA CONTRIBUTION SPECIFIQUE DU PAM AUX EFFETS DIRECTS STRATEGIQUES DEFINIS DANS LE PLAN STRATEGIQUE DE PAYS ?

QE2.1 Dans quelle mesure le PAM a-t-il fourni les produits escomptés et contribué aux effets directs stratégiques escomptés du PSPPT et du PSP ?

QE2.1.1 Evolution du nombre de bénéficiaires planifiés et atteints sur la période 2018-2021

77. Le suivi du nombre de bénéficiaires planifiés et atteints indique que le nombre de bénéficiaires total en 2018 et en 2020 sont élevés du fait de la crise climatique en 2018 et de la crise COVID-19 en 2020 (voir annexe XII, section 1). Le PSPPT prévoyait d'atteindre 516.171 bénéficiaires sur l'année 2018, 82,9 pour cent ayant finalement été atteints dont 53 pour cent de femmes. En nombre de bénéficiaires, l'EDS 2 (et notamment l'activité 9 liée à l'assistance soudure des ménages en insécurité alimentaire) possède le niveau de réalisation est le plus faible (Figure 8a). Le PSP prévoyait d'atteindre 444.566 bénéficiaires, augmentés à 680.642 personnes dans la révision budgétaire de juillet 2020. En 2019, l'objectif du nombre de bénéficiaires à atteindre a été dépassé (105,5 pour cent) grâce à l'utilisation de mécanismes de financement internes, alors que seuls 60,4 pour cent des bénéficiaires planifiés en 2020 à la suite de la révision budgétaire ont pu être atteints, lié au moindre impact que prévu de la crise COVID-19 donc à un faible taux de financement. Le nombre de bénéficiaires atteints en octobre 2021 (année sans choc) est légèrement plus faible qu'à la même date en octobre 2020 (Annexe XII, figure 32). L'analyse par EDS de l'évolution des bénéficiaires du PSP indique : (i) un objectif planifié non atteint pour l'EDS 1 en raison principalement du sous-financement de l'activité 8 mise en place pour répondre aux demandes spécifiques du gouvernement pendant la crise de la COVID-19 ; (ii) du dépassement des objectifs planifiés de l'EDS 2, effet relatif à l'assistance soudure des ménages en insécurité alimentaire ; (iii) à des objectifs non atteints pour les EDS 3 (prévention et traitement de la malnutrition) et 4 (assistance alimentaire pour création d'actifs) (figure 8b). Les analyses de l'évolution des bénéficiaires atteints et planifiés par activité sont disponibles dans la section 2.1.2.

Figure 8. Evolution du nombre de bénéficiaires atteints et planifiés, femmes et hommes, par an et par EDS (2018-2021)

Figure 8a. PSPPT

³⁵ PAM/UNICEF/BIT. 2020. Developing an integrated social protection model in the region of Guidimakha, Mauritania, SDG Fund.

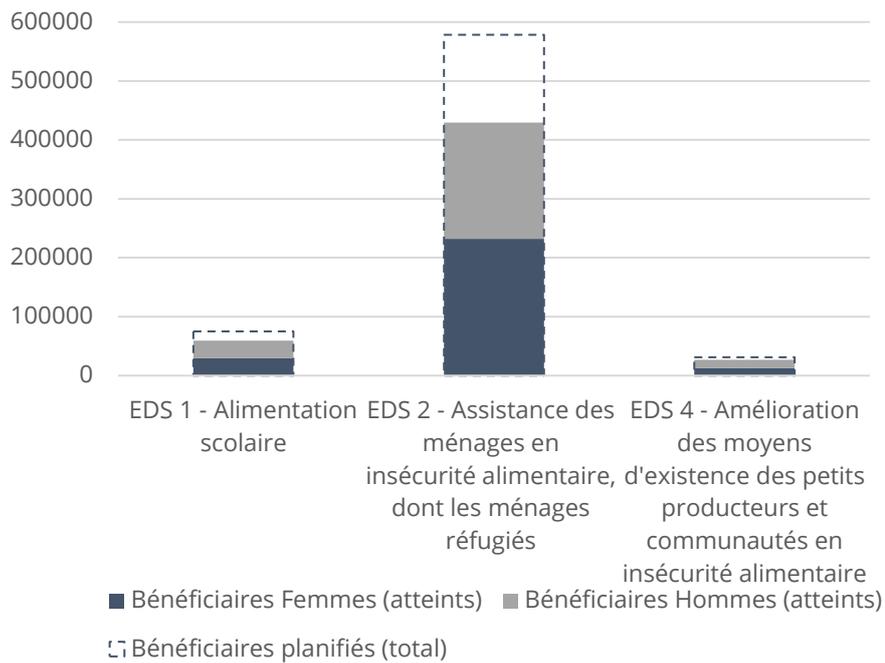
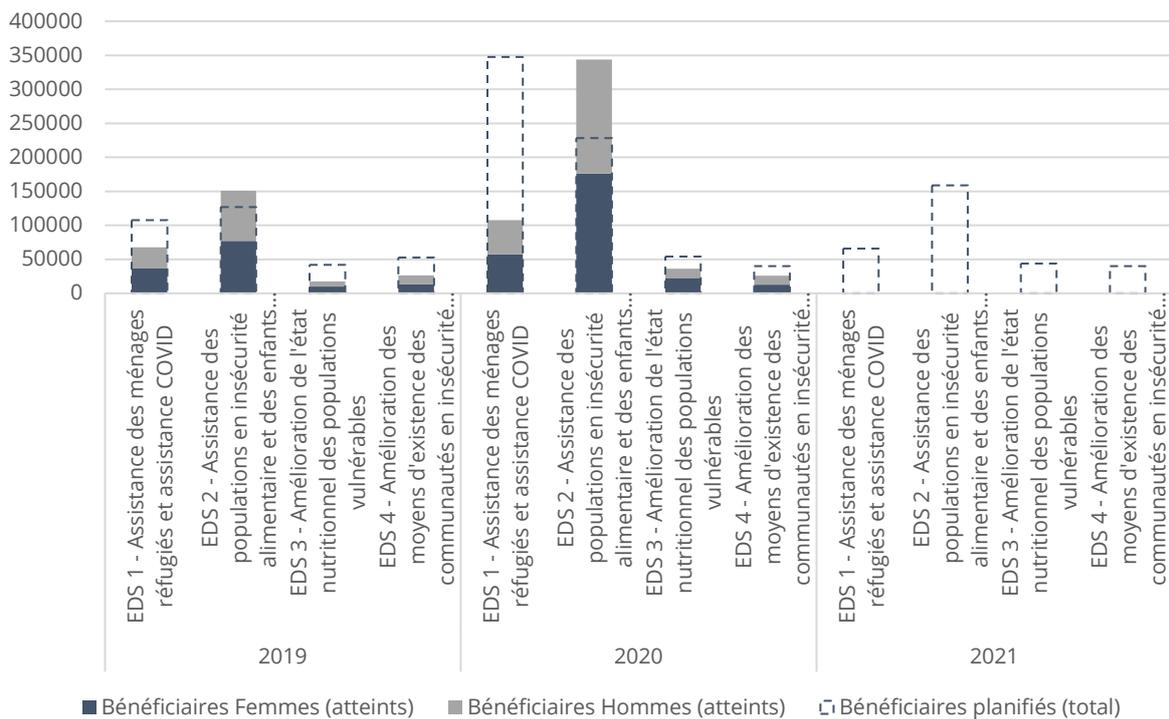


Figure 8b. PSP

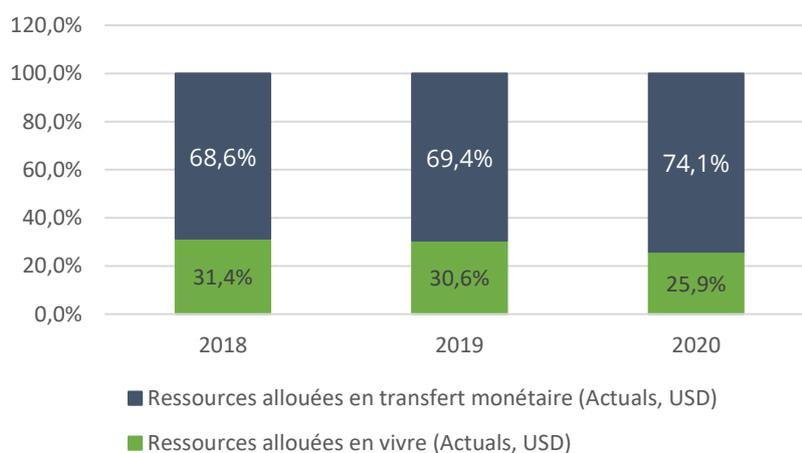


Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021.

78. En 2020, 60.003 réfugiés ont été assistés sur le camp de Mbera. La part des bénéficiaires réfugiés atteints reste relativement stable (20,5 pour cent en 2018, 22,7 pour cent en 2019 et 18,5 pour cent en 2020)³⁶ (voir figure 34, annexe XII). Les adultes de 18 à 59 (34,7 pour cent des bénéficiaires atteints en 2020) et les enfants de 5 à 11 ans (27,7 pour cent) sont les principaux bénéficiaires des interventions du PAM. L'annexe XII (section 1) apporte des éléments d'analyse additionnels sur les profils des bénéficiaires par tranche d'âge (figure 33) et par statut de résidence (figure 34).

79. Entre 2018 et 2020, la part des transferts monétaires alloués aux bénéficiaires dans l'ensemble des transferts d'assistance (vivre et cash confondu) augmente de 69 à 74 pour cent (figure 9). En 2021, les données ne peuvent être analysées que jusqu'en septembre, cette part diminuant légèrement à 59 pour cent.

Figure 9. Evolution des ressources allouées aux vivres vs transferts monétaires de 2018 à 2020 (USD)



Source : MR01 et MR02 - CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021

QE2.1.2 Efficacité dans l'atteinte des objectifs spécifiques et résultats attendus

80. L'équipe a choisi de structurer l'analyse par activité en indiquant les correspondances entre les PSPPT et le PSP, la répartition des activités et des cibles entre EDS ayant évolué. L'annexe XII (section 2) présente pour chaque activité un tableau synthétique des indicateurs relevés dans COMET (tableaux 16 à 22) et la répartition des bénéficiaires par activité (tableau 15).

➤ Appui aux réfugiés - Activité 1 (PSP) et Activités 3 et 4 (PSPPT)

Constat-clés :

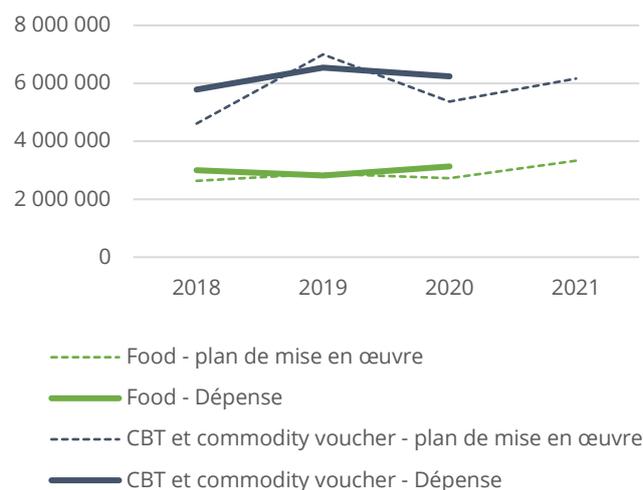
- **L'assistance du PAM permet le maintien de la SAN dans le camp.**
- **Le contexte agroécologique et socio-économique est peu propice aux progrès en matière de développement de solutions durables pour les réfugiés.**

81. En 2018, seul un tiers des cibles des indicateurs de résultat sont atteints. Cette situation s'améliore en 2019 et 2020 (voir annexe XII), à l'exception des résultats des activités de prévention ou de traitement de la malnutrition qui demeurent partiels même s'ils s'améliorent entre 2018 et 2020 (détail en annexe XII). En raison de la crise de la COVID-19, les indicateurs liés aux résultats de la cantine (taux d'inscription, ratio garçons - filles, taux de décrochage) se sont également détériorés en 2020 par rapport à 2019 où l'ensemble des seuils cibles avaient été atteints.

³⁶ EE, données COMET du 04-06-2021, CM-R001b Annual Country Beneficiaries.

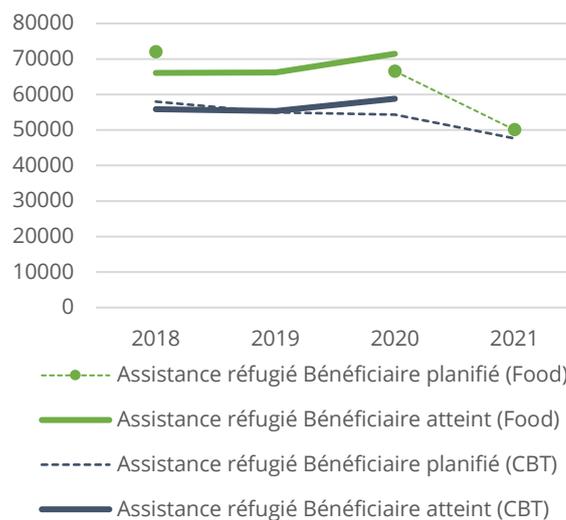
82. En 2019³⁷, le nombre de bénéficiaires recevant un transfert monétaire correspond à la cible et la dépasse en 2020. Le maintien du nombre de bénéficiaires a été permis par l'ajustement des rations. Pendant toute la période, les financements et les ressources sont restés stables et insuffisants pour couvrir l'ensemble des besoins alimentaires des bénéficiaires ciblés. Les rations sont ajustées aux ressources disponibles pour permettre le maintien de l'assistance. Au total sur 2019 et 2020, 55.1 pour cent des bénéficiaires sont des femmes.

Figure 10. Evolution des ressources allouées à l'activité Assistance aux réfugiés entre 2018* et 2021³⁸ (par modalité de transfert, USD)



Source : MR01 et MR02 - CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021

Figure 11. Nombre de bénéficiaires (planifiés et atteints) pour l'activité assistance réfugié entre 2018* et 2021, par modalité de transfert³⁹



Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021.

* En 2018, les chiffres correspondent aux activités 3 (assistance alimentaire aux réfugiés) et 4 (assistance nutritionnelle aux réfugiés) pour pouvoir être (partiellement) comparé aux années 2019 et 2020 où un paquet intégré est proposé.

83. La période a été marquée par une faible évolution de la situation des réfugiés et une dépendance toujours forte à l'assistance alimentaire. Depuis 2019, le Score de consommation alimentaire des réfugiés ayant reçu une assistance partielle ou aucune assistance en 2020 et 2021 sont similaires aux scores de consommation alimentaire des réfugiés les plus vulnérables ayant bénéficié d'un appui. La stratégie de ciblage (Q3.2.2) et d'assistance différenciée apparaît donc justifiée puisqu'elle permet à tous les groupes de maintenir une sécurité alimentaire similaire. De plus, elle permet de maintenir un score de consommation alimentaire acceptable pour la majorité des bénéficiaires de l'assistance complète, les plus vulnérables (85 pour cent d'entre eux) , , en Juillet 2020 (voir annexe XII, figure 36).

84. D'après les PDM et les entretiens menés, l'état nutritionnel et alimentaire des réfugiés est demeuré stable malgré les rations incomplètes. Les PDM montrent une détérioration légère du score de consommation alimentaire des ménages au moment de la période de soudure 2019, liée à une hausse des prix des denrées alimentaires couplée aux ruptures de financements. La situation s'est également

³⁷ Données relatives aux produits planifiés et atteints (*output indicators*) : comparaison de la performance entre le PSP 2019 et le PSP 2020 (source : ACR 2019 et ACR 2020). Selon le BP, le nombre de bénéficiaires planifiés de transfert monétaire (CBT) en 2019 était de 55 000 personnes, chiffre qui diffère de celui indiqué dans l'ACR 2019, qui semble donc erroné. Les chiffres concernant le nombre de bénéficiaires planifiés pour la modalité transfert en nature, n'est pas connu par l'EE. L'EE privilégie la source du BP dans la figure 11 suivante.

³⁸ Pour 2021, au moment des analyses, la donnée atteinte n'est pas disponible.

³⁹ Les chiffres qui concernant le nombre de bénéficiaires planifiés en 2019 proviennent du BP, et non de l'ACR (voir note de bas de page 38).

détériorée en 2020 du fait de la crise COVID-19 et a justifié le maintien temporaire de la distribution alimentaire pour les ménages réfugiés les moins vulnérables en 2020.

85. Le nombre d'enfants et de FEFA réfugiés bénéficiant d'aliments spécialisés pour la prévention et le traitement de la MAM est demeuré stable. Les indicateurs de la prise en charge de la MAM montre une performance élevée (taux de récupération de 99,7 pour cent en 2019 et 2020). La prise en charge de la MAM bénéficie de plus d'une bonne intégration et proximité⁴⁰ avec les centres de santé et la prise en charge de la MAS dans le camp, permettant une plus grande continuité de la prise en charge. La diversité alimentaire des bénéficiaires de la prévention de la malnutrition s'est améliorée en 2020 mais atteint juste les cibles fixées.

86. La cantine sur le camp de Mbera ne semble favoriser la fréquentation de l'école. Un seul repas composé de Corn Soya Blend (CSB) est fourni aux élèves pour le repas du petit déjeuner. Le repas du midi n'est pas fourni car la ration alimentaire des enfants est incluse dans la distribution mensuelle fournie par le PAM aux ménages vulnérables du camp. En 2019, 4.447 enfants bénéficient de la cantine scolaire (89 pour cent de l'objectif planifié). Le chiffre reste stable en 2020 (4.738 élèves) alors que le PAM souhaitait doubler le nombre d'élèves bénéficiaires (56 pour cent de l'objectif planifié). En 2021, le BP a planifié de fournir un petit déjeuner à 8.500 élèves sur le camp (comme en 2020).

➤ Assistance COVID-19. Activité 8 du PSP

Constat clé :

- **Aucun indicateur de suivi n'a été défini pour l'activité 8**
- **Sans demande spécifique du gouvernement d'appui pendant la crise de la COVID-19, l'activité 8 a été particulièrement sous-financée. Elle a uniquement permis la distribution de transferts monétaires dans le Brakna en 2020.**

87. Intégrée à l'EDS1 lors de la BR de juillet 2020 et calquée sur l'activité 2 (assistance soudure inconditionnelle), l'activité 8 a été conduite dans le Brakna (36.300 bénéficiaires du transfert monétaire) et Nouakchott (10.350 bénéficiaires du traitement MAM). Le PAM est intervenu au travers de transfert monétaire dans 226 sites du Brakna entre septembre et octobre 2020 (une distribution pour deux mois). Du fait de l'absence de demande officielle du Gouvernement d'appui spécifique pendant la crise sanitaire, la réponse a été particulièrement sous-financée : sur les 275.000 bénéficiaires planifiés, seuls 13,2 pour cent ont été atteints et aucune activité de prévention de la malnutrition n'a pu être organisée. En termes de ressources mobilisées, seuls 17 pour cent des besoins ont été couverts. L'argent a permis l'achat de nourriture et la réduction de la malnutrition, des redistributions entre ménages ont alimentés les mécanismes de solidarité préexistants.

➤ Assistance Alimentaire Inconditionnelle - Activité 2 (PSP) et Activités 1 et 9 (PSPPT)

Constat clé :

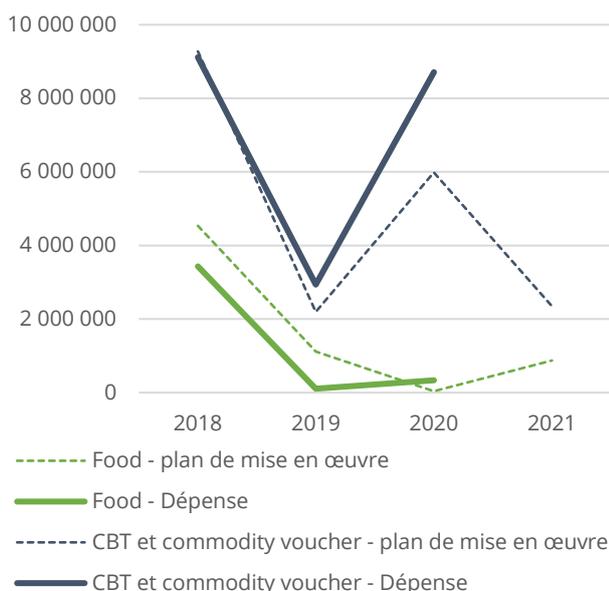
- **L'assistance alimentaire inconditionnelle se déroule globalement dans de bonnes conditions, mais le nombre de bénéficiaires des distributions d'aliments de complément spécialisés est très variable et tributaire des financements.**
- **La cible du score de consommation alimentaire a systématiquement été atteinte, dès la première année de mise en œuvre du PSP.**

88. En termes d'indicateurs au niveau de résultats (*outcome*), quatre scores nutritionnels sur neuf ne sont pas atteints en 2019 (non renseignés en 2018 et 2020). Les indices de mesure de l'utilisation des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence se sont améliorés entre 2019 et 2020 : l'utilisation de stratégies d'urgence ou de crise ont diminué et atteignent les seuils fixés, au contraire de l'utilisation de stratégie de stress dont le seuil fixé n'a pas été atteint. On note que les cibles en matière de score de consommation alimentaire sont atteintes en 2019 et 2020, plus de 60 pour cent des ménages a un score de consommation alimentaire acceptable (complément d'analyse en annexe XII).

⁴⁰ Entretiens avec acteurs clés et observations pendant les visites terrain.

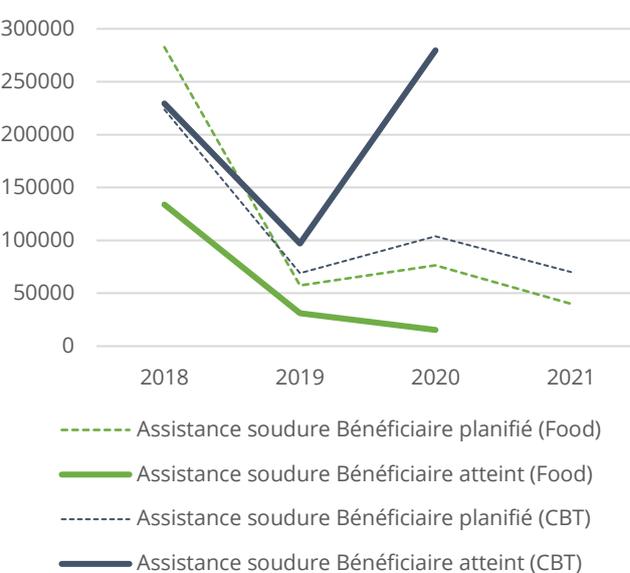
89. En termes d'indicateurs de produits (output), sur 2018 et 2020, le PAM dépasse ses cibles en nombre de bénéficiaires ayant reçu un transfert monétaire. En termes de montants planifiés finalement transférés (USD), la cible est largement dépassée en 2020 (188 pour cent de l'objectif), alors qu'il ne l'est pas en 2019 (87,6 pour cent). La cible de la distribution de nourriture fortifiée n'est pas atteinte en 2019 (54 pour cent de l'objectif planifié du nombre de bénéficiaires ou de tonnes distribuées) mais l'est en 2020. Au total sur 2019 et 2020, 51.6 pour cent des bénéficiaires sont des femmes.

Figure 12. Evolution des ressources de l'activité Assistance soudure inconditionnelle entre 2018 et 2021 (par modalité de transfert, USD)



Source : MR01 et MR02 - CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021

Figure 13. Evolution du nombre de bénéficiaires (planifiés et atteints) pour l'activité assistance soudure entre 2018 et 2021, par modalité de transfert



Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021.

90. Le niveau de satisfaction vis-à-vis de l'assistance soudure varie selon les zones. Si les distributions se passent généralement dans de bonnes conditions sur l'ensemble des sites (peu d'attente, sites de distribution accessibles), les ménages qui ne bénéficiaient que de l'assistance soudure sont moins bien informés de la fréquence et des montants des transferts que les ménages qui vivent dans les sites résilience⁴¹. Les montants transférés étaient bien adaptés à la taille des ménages.

91. La modalité vivre est progressivement remplacée par les transferts monétaires. Cette stratégie est menée pour des raisons d'optimisation des coûts (Q3.1.1) mais également pour répondre aux préférences des ménages assistés. Selon les groupes de discussion, le transfert monétaire est mieux apprécié que les vivres quelle que soit la zone visitée. L'argent est d'abord utilisé pour rembourser les dettes et acheter de la nourriture. L'aide est peu partagée entre les ménages. Dans la zone de Nema, où la population est majoritairement pastorale, les ménages bénéficiaires auraient souhaité que les aides leur parviennent plus tôt dans la saison en avril ou mai (le premier versement a eu lieu en juillet cette année). Dans le Tagant, la distribution a débuté en mai cette année, ce qui a été apprécié⁴². Les femmes touchent davantage que les hommes l'assistance soudure car elles restent généralement davantage dans les villages et ont la charge de la famille. Être une femme seule, avec des enfants à charge est souvent cité comme critère de vulnérabilité (Q2.2.2). Par ailleurs, la combinaison transfert monétaire et complément alimentaire (Supercereal / CSB) est

⁴¹ Résultats confirmés par les PDM de 2019 et de 2020 : dans le Guidimakha (sites résilience) 84 pour cent des ménages enquêtés connaissent le montant auquel ils avaient droit avant la distribution, dans le Tagant (pas de sites résilience), seul un ménage sur deux connaît les jours et heures de distributions, et un sur trois connaît le montant à recevoir.

⁴² Dans le Tagant en juillet 2020, neuf ménages sur dix confirment que l'assistance du PAM est arrivée au bon moment (PDM).

appréciée, d'autant qu'il est difficile de se procurer des aliments de compléments spécialisés sur les marchés.

92. En 2019, la distribution d'aliments de complément en prévention de la MAM n'a pas été régulière du fait de problème de financement et d'approvisionnement et n'a pas été systématiquement couplée avec les distributions générales. L'activité n'a été mise en œuvre que dans trois régions (Assaba, Guidimakha et Hodh El Chargui). Alors qu'en 2018, 32.000 personnes avaient bénéficié de cette activité, seuls 3.275 enfants et 2.946 femmes ont pu bénéficier d'aliments de compléments spécialisés en 2019. En 2020, 15.337 enfants et femmes ont été assistés. Aucun indicateur ne se rapporte à l'alimentation des enfants à l'exception de 2019. En 2019, le score de diversité alimentaire des enfants était à la limite de la cible (score de diversité alimentaire de 4). La diversité alimentaire des femmes s'est améliorée passant d'un score de 18 à 64 entre 2019 et 2020 en lien avec l'augmentation du nombre de bénéficiaires. Il n'est possible d'évaluer l'impact du complément alimentaire qu'à travers le paquet d'assistance alimentaire. Par contre, les bénéficiaires apprécient majoritairement ces aliments, non disponibles sur les marchés locaux.

➤ **Alimentation scolaire - Activité 3 (PSP) et Activité 2 (PSPPT)**

Constat clés :

- **Les indicateurs au niveau des résultats (*outcome*) de l'alimentation scolaire, en matière d'abandon et de rétention scolaire notamment, se sont beaucoup détériorés entre 2019 et 2020 du fait de la crise sanitaire et de la fermeture des écoles.**
- **Le suivi de la performance des cantines est faible.**
- **L'impact de la cantine en matière de scolarisation est difficile à mesurer, notamment en raison de l'impact majeur de la crise de la COVID-19 sur l'activité et le manque de suivi des données en 2018.**

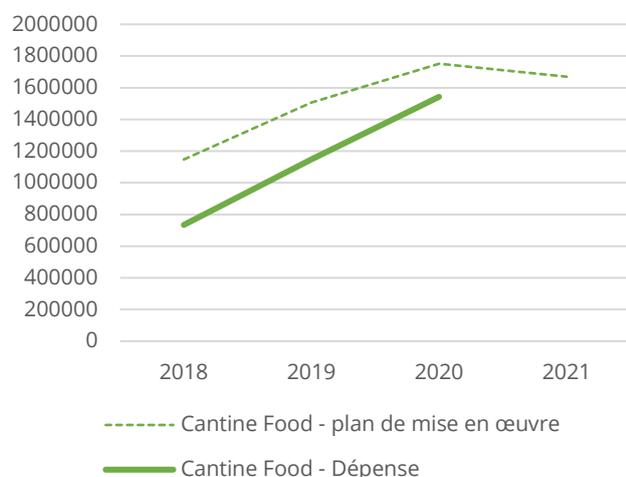
93. La crise de la COVID-19 a impacté négativement l'activité d'alimentation scolaire en raison de la fermeture des écoles de mars à septembre 2019. Selon les ACR 2018, 2019 et 2020, les indicateurs de résultat (taux de participation, taux d'inscription, taux de rétention et taux de sortie scolaire) ont régressé entre 2019 et 2020 (ils n'étaient pas suivis en 2018, non disponible pour 2021)⁴³. En 2019, la cible fixée sur le taux de présence à l'école avait été atteinte, contrairement à celles relatives aux taux de rétention ou de sortie du système scolaire.

94. En 2018, autour de 75 pour cent des bénéficiaires planifiés ont reçu l'appui en alimentation scolaire et 382 écoles avaient été assistées. Faute de financement suffisant, les cantines n'ont pas pu fonctionner le premier trimestre 2018. Elles ont fonctionné au second trimestre 2018 grâce aux fonds BMZ. En 2019 et 2020, le nombre d'élèves planifiés est atteint (respectivement 101,9 et 101,8 pour cent). Et en 2019, 285 établissements ont été appuyés par le PAM (81,4 pour cent de l'objectif), chiffre qui monte à 380 établissements en 2020 (objectif dépassé).

95. Les objectifs de couverture en nombre de jours de cantine (relativement au nombre de jours effectifs d'école) sont également remplis sur les deux années (objectif dépassé en 2019). En 2019, 60 pour cent des biens alimentaires planifiés ont été distribués, ce pourcentage tombe à 30 pour cent en 2020. Ces résultats s'expliquent par la fermeture des classes et par le report des reliquats des vivres non consommés sur l'année 2020-2021. Autant de filles que de garçons bénéficient de la cantine scolaire : au total sur 2019 et 2020, 50,9 pour cent des bénéficiaires sont des femmes.

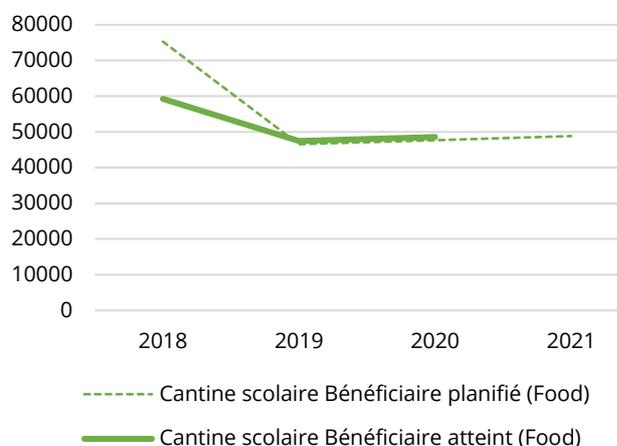
⁴³ Selon l'ACR 2020, entre 2019 et 2020 le taux de fréquentation des élèves est passé de 97 à 92 pour cent, le taux d'abandon est passé de 2,3 à 28 pour cent et le taux de rétention est passé de 97,7 à 72 pour cent.

Figure 14. Evolution des ressources allouées à l'activité cantine scolaire de 2018 à 2021 (vivre, USD)



Source : MR01 et MR02 - CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021

Figure 15. Nombre de bénéficiaires (planifiés et atteints) pour l'activité cantine scolaire entre 2018 et 2021



Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021.

96. Les rapports de mission du PAM dans les écoles visitées confirment une amélioration du fonctionnement de la cantine depuis 2018 (voir annexe XII). Cependant, le suivi de la performance et du fonctionnement des cantines reste faible : l'état des magasins de stockage, la composition des comités de gestion ou la contribution moyenne des parents à la cantine, l'existence d'un jardin scolaire, d'un point d'eau, etc. ne sont pas suivis. Le suivi des cantines devrait être renforcé fin 2021 avec l'implication des ONGs locales nouvellement formées et un renforcement de la collaboration entre les SB et les Directions Régionales de l'Education Nationale.

97. La cantine est selon les parents et comités de gestion un facteur incitatif de la scolarisation des enfants. Selon le rapport de mission de mai 2021 du PAM (Guidimakha), 52 pour cent des écoles visitées montrent une augmentation des inscriptions des élèves à l'arrivée de la cantine. Selon le rapport 2021 dans le HEC, les effectifs d'élèves présents dépassent les prévisions depuis que l'offre de la cantine est mise en place. L'impact de la cantine en matière de scolarisation est difficile à analyser⁴⁴ et la cantine ne peut effacer les difficultés majeures que connaît le système éducatif mauritanien (manque d'infrastructures, de matériel scolaire, d'enseignants). Sans une amélioration de l'offre scolaire, la cantine n'aura sans doute pas d'effet notoire sur l'amélioration des taux de rétention et d'achèvement des cycles.

➤ **Traitement de la MAM : Activité 4 (PSP) et Activité 5 (PSPPT)**

Constats clés :

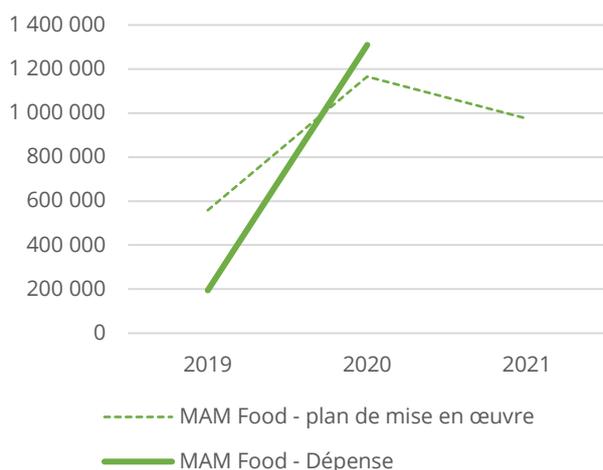
- **La performance instantanée de la prise en charge de la MAM est très élevée et n'est pas affectée par les variations importantes de financement, de calendrier et de nombres de bénéficiaires.**
- **La continuité de la prise en charge de la MAM et des soins entre MAS et MAM demeure insuffisante.**

98. Les nombres de bénéficiaires sont très inégaux, du fait des variations annuelles des besoins mais aussi de la couverture de la prise en charge. En 2018 et 2019, le nombre d'individus ayant reçu un traitement contre la MAM est relativement faible : 13.000 enfants de 6-59 mois en 2018 (cible non disponible) et 16.429

⁴⁴ Le manque de suivi des indicateurs *outcome* en 2018 et les effets très néfastes de la crise COVID-19 sur les indicateurs de 2020 empêchent d'estimer l'effet de la cantine sur la scolarisation.

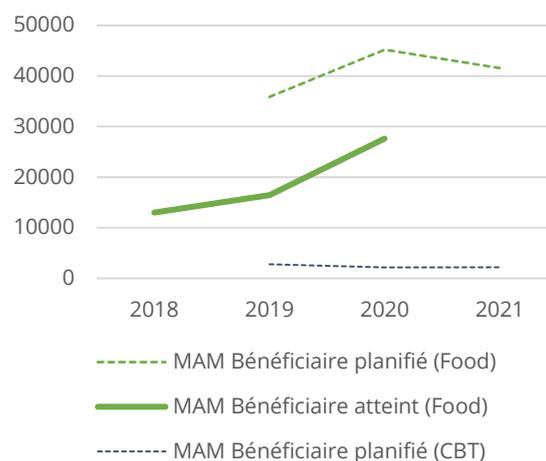
en 2019 (46 pour cent de la cible). En 2019, du fait du manque de financement, peu de FEFA ont été traitées, privilégiant les enfants ayant un risque de mortalité immédiat plus élevé. En 2020, par contre le nombre de bénéficiaires augmente : 27.628 enfants et 7.320 femmes enceintes et allaitantes, reflétant l'augmentation importante du nombre de centres appuyés. Au total sur 2019 et 2020, 61 pour cent des bénéficiaires sont des femmes.

Figure 16. Evolution des ressources allouées à l'activité MAM en 2019 et 2021 (vivre, USD)



Source : MR01 et MR02 - CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021

Figure 17. Nombre d'enfants 6-59 mois (bénéficiaires planifiés et atteints) ayant reçu un traitement MAM entre 2019 et 2021⁴⁵



Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021.

99. Les indicateurs de performance du traitement de la MAM sont très élevés sur toute la période, moins d'un pour cent d'abandon, autour d'un pour cent de non-réponse, aucune mortalité et donc des taux de rétablissement de plus de 98 pour cent de 2018 à 2020. Les indicateurs de performance sont des indicateurs instantanés et ne reflètent pas les importantes variations dans les calendriers et la continuité de la prise en charge (Q1.2.1). La performance de la prise en charge à Nouakchott est plus faible, elle est en effet récente et cela démontre également des contraintes spécifiques aux zones urbaines, notamment pour la mobilisation des accompagnants et des bénéficiaires. Le taux de rétablissement a été de seulement 95 pour cent, ce qui reste conforme aux standards humanitaires. Le nombre de centres de santé appuyés a beaucoup augmenté du fait de l'élargissement de la couverture géographique entre 2019 (trois régions) et 2020 (six régions). En 2019, 66 pour cent des centres planifiés sont appuyés tandis qu'en 2020, l'objectif a été dépassé (voir annexe XII). Si le nombre de centres a augmenté, la couverture de la population éligible devant pouvoir bénéficier de ces interventions a par contre diminué entre les deux années, les ressources mobilisées pour le traitement de chaque enfant sont donc plus élevées remettant en question la pertinence d'une approche privilégiant une grande couverture géographique au détriment de la continuité des soins (Q3.2.1).

➤ **Assistance alimentaire pour création d'actifs (3A). Activité 5 du PSP et Activité 6 du PSPPT**

Constats clés :

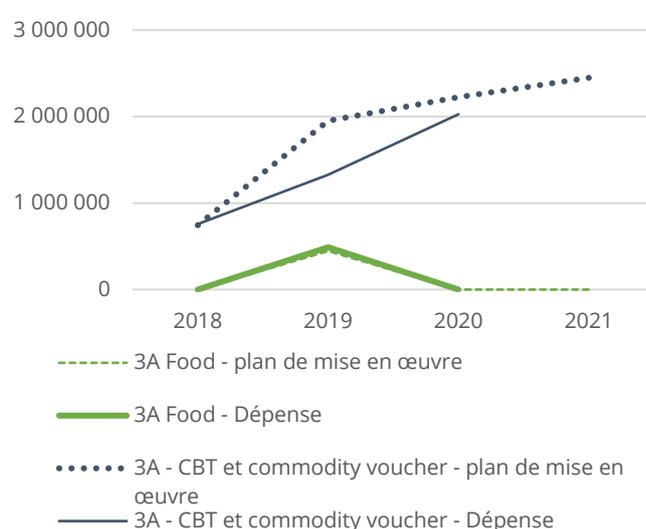
⁴⁵ Pour cette figure, l'EE a sélectionné les données qui ne concernent que les enfants de 6-59 mois ayant reçu un traitement MAM. En effet, seule cette donnée peut être comparée entre 2018 et 2020. En 2018, aucune valeur planifiée n'est indiquée.

A noter, au stade de pilote, des transferts monétaires ont été prévus dans l'activité 4 mais n'ont pas été financés.

- L'activité 3A est très bien suivie (plus de 98 pour cent des 59 indicateurs ont été renseignés depuis 3 ans)
- L'activité 3A permet de nombreux effets bénéfiques tels l'augmentation de la production, le renforcement de la cohésion sociale, la recharge des nappes souterraines (mentionné de façon répétée lors des groupes de discussion)
- L'ancrage institutionnel des interventions de résilience demeure non opérationnel au niveau de l'Etat, ne permettant pas la coordination et l'harmonisation des pratiques entre les acteurs engagés sur le sujet

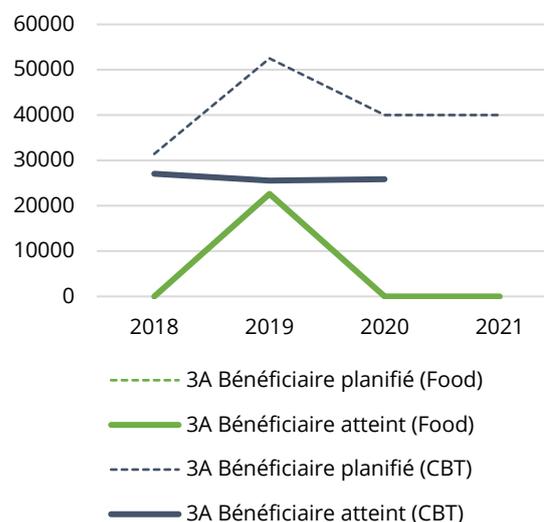
100. Les indicateurs de résultat (*outcome*) et de produit (*output*) pour cette activité sur les trois années concernées ont tous été renseignés à l'exception d'un indicateur de produit 2020 (sur un total de 59 indicateurs). Au total sur 2019 et 2020, 50 pour cent des bénéficiaires sont des femmes.

Figure 18. Evolution des ressources allouées à l'activité appui à la création d'actif 3A de 2018 et 2021 (par modalité de transfert, USD)



Source : MR01 et MR02 - CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021

Figure 19. Nombre de bénéficiaires (planifiés et atteints) pour l'activité assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) entre 2018 et 2021



Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021.

101. L'activité 3A a été fortement renforcée à partir du troisième trimestre de l'année 2018 (disponibilité des fonds BMZ) et le pourcentage de bénéficiaires atteints cette année est de 93 pour cent. En 2019, 64 pour cent des bénéficiaires planifiés ont été atteints et 68 pour cent du montant de transferts monétaires distribués dans le cadre de la création d'actifs. Ces taux s'expliquent par le temps pris pour établir les PCP (première étape de mise en œuvre des sites résilience) et les délais lors de la validation des Plans Opérationnels par les autorités. En 2020, du fait de la crise COVID-19 et de la restriction des mouvements opérés entre avril et juin pour réduire le risque de propagation du virus, le nombre de bénéficiaires et donc la somme transférée ont été restreints à respectivement 64 pour cent et 63 pour cent de leur cible pour l'année. Tandis qu'en 2018 la contribution des communautés consistait en l'élaboration des PCP (impliquant un nombre de jours limité par participant), par la suite elle concernait la construction des ouvrages (impliquant un nombre de jours bien plus conséquent - entre 60 et 90 jours par participant), en plus d'une augmentation du coût journalier (voir section 3.3.1) d'où l'augmentation des ressources allouées (figure 18) pour un nombre de bénéficiaires légèrement en baisse (certaines personnes n'avaient pas les capacités de construire les ouvrages) (figure 19).

102. L'activité 3A a été déployée sur 74 sites répartis sur 3 wilayas (HEC, Guidimakha, Assaba), dont 38 ont été initiés en 2019, 11 en 2020 et 25 en 2021. L'objectif d'assistance technique et de formation des partenaires n'est plus suivi en 2020. Si l'ensemble des cibles avaient été atteintes en 2019, ce n'est plus le

cas pour trois des six indicateurs pour l'année 2020. Ces indicateurs n'existaient pas en 2018 car les actifs n'étaient pas créés. Au total en 2020, les terres réhabilitées (397 ha) offrent un accès d'environ 0,25 ha de terre par ménage ciblé (1.600 au total). Trente-cinq kms de clôtures ont été installées, sans création de haie vive ou plantation intensive pour anticiper leur dégradation. Par ailleurs, le BP travaille à la possibilité de suivre l'évolution des paysages aux alentours des actifs créés⁴⁶ (comme réalisé au Tchad et au Niger⁴⁷), afin d'apporter des éléments de preuve des effets des ouvrages.

103. Le suivi des indicateurs de résultats (*outcome*) n'indique pas d'amélioration des scores de consommation ni de recours aux stratégies de stress (voir annexe XII). Par ailleurs, la multiplication par deux du nombre d'indicateurs de résultats entre 2018 / 2020 (9 indicateurs) et 2019 (18 indicateurs) n'était pas nécessaire.

En ce qui concerne le transfert de ressources et la création d'actifs, les principaux effets mentionnés lors des entretiens en focus groups dans les villages sont les suivants : augmentation de la production (agricole, pastorale, arboricole) ; Réduction de la migration ; Renforcement de la cohésion sociale et réduction des tensions ; Recharge de l'eau dans les nappes souterraines ; Apprentissage de nouvelles techniques de Conservation des eaux et des sols / Défense et restauration des sols (CES/DRS).

104. Le transfert monétaire n'a pas posé de difficulté particulière. Les groupes de discussion ont exprimé avoir reçu la somme prévue dans les délais impartis. L'argent a été principalement utilisé pour des achats de première nécessité (nourriture, santé, scolarité), des constructions liées à l'habitation (hangar, latrines), l'achat d'animaux (chèvres).

➤ **Appui institutionnel. Activité 6 du PSP et Activité 8 du PSPPT.**

Constats clés :

- **L'appui institutionnel auprès du Gouvernement se fait en très grande majorité dans le domaine de la PSA, et a permis un fort *leadership* du PAM sur ce sujet innovant**
- **Le suivi des sites sentinelles associés au SAP, commence pour certains sites à être relayé au Gouvernement, nécessitant un accompagnement de proximité**

105. Les indicateurs de produits (*output*) de l'activité 6 (nombre d'activités d'assistance technique, nombre de formations/ateliers organisés et nombre de structures renforcées) donnent peu d'information sur la qualité de l'appui fourni par le PAM. Si les appuis institutionnels ne concernaient que deux partenaires en 2018, ils deviennent plus conséquents en 2019 et 2020. En 2019 et en 2020, les objectifs sont tous atteints : 65 agents du Gouvernement en 2019 et 100 en 2020, ont bénéficié d'accompagnement technique ; six formations par an ont été dispensées (2019 et 2020) ; et 100 pour cent des institutions planifiées ont bénéficié du renforcement des capacités (trois en 2019 et quatre en 2020). Ces objectifs ont été définis basés sur l'analyse des besoins des institutions et des individus (voir QE1.3). En ce qui concerne la performance des indicateurs de résultats (*outcome*), les cibles fixées en matière de nombre de politiques ou programmes renforcés par le PAM ont été atteints en 2019 et en 2020. L'indicateur lié au nombre de personnes intégrées au système de protection sociale par l'activité 6 n'atteint pas la cible fixée mais s'améliore entre 2019 et 2020. En 2021 ces efforts se poursuivent, avec par exemple le responsable de l'appui à l'opérationnalisation du Dispositif National de réponse aux chocs, déployé à mi-temps auprès du Gouvernement.

106. Le renforcement des capacités institutionnelles a été un axe majeur de travail du BP sur le PSP, notamment au travers de l'appui au SPSA et le développement des cinq piliers qui le constituent⁴⁸ (voir annexe XVII). Les appuis fournis par le PAM aux acteurs ont été appréciés en très grande majorité. Le renforcement de capacité s'est fait notamment auprès du CSA et de l'OSA autour de la création du Dispositif national et la mise en place des sites sentinelles. Mi 2018, le PAM a mis à disposition du CSA un assistant technique pour accompagner la mise en place du Dispositif. En 2021, cet appui se poursuit pour son opérationnalisation. Pour assurer l'appropriation du Dispositif par les acteurs au niveau sous-national, six formations de sensibilisation ont été organisées auprès d'une centaine d'acteurs (collectivités, maires,

⁴⁶ WFP. 2021. Country Brief. September 2021.

⁴⁷ Source : Site internet du PAM sur « Transformer le Sahel – impressions du terrain. ». Février 2021. [_](#)

⁴⁸ PAM. 2021. Evaluation décentralisée liée à la contribution du PAM au SPSA en Mauritanie depuis 2018.

société civile). Le PAM vise le renforcement des capacités de l'OSA lui permettant d'assurer l'assistance technique pour la gestion des sites sentinelles. L'important *turn-over* des agents étatiques représente un important défi de cette activité 6.

107. Pendant la seconde phase du projet (première phase entre mi 2018 et 2020, seconde phase entre 2020 et 2021), un réseau de 107 sites sentinelles étaient fonctionnels sur quatre *wilayas*, 15 *moughaatas*, 61 communes. Lors des entretiens, il est apparu qu'en règle générale, les comités parviennent bien à collecter les données mensuellement, grâce au questionnaire simplifié en 2020. Chaque mois, l'ONG partenaire recueille les données collectées par les comités. Cependant ni les comités, ni les mairies ne reçoivent les bulletins produits trimestriellement. Ce manque de retour d'information crée de l'incompréhension chez les acteurs impliqués. Ils comprennent mal le sens de leur travail. Alors que ce n'est pas l'objectif de la collecte de données (qui permet d'adapter l'intervention aux risques, au-delà du site de collecte), ils regrettent qu'aucune intervention ne soit mise en place sur leur localité, pour répondre aux alertes pourtant transmises (Q2.3).

➤ **United Nations Humanitarian Air Service (UNHAS). Activité 7 du PSP et du PSPPT**

Constats clés :

- **Le service d'appui aérien humanitaire des Nations Unies UNHAS a depuis 2018 amélioré ses objectifs en termes de destinations desservies (trois destinations en plus de Nouakchott en 2021) et de capacités de transports**
- **L'UNHAS assure le recouvrement de ses coûts.**

108. Le taux de performance des indicateurs de résultat (*outcome*) s'est amélioré et a atteint sa valeur cible en 2020 pour deux indicateurs (nombre de destinations desservies et pourcentage d'utilisation de la capacité de transport) sur quatre au total.

109. L'UNHAS représente le pilier de l'accès humanitaire, permettant à la communauté humanitaire d'atteindre les populations affectées rapidement, notamment la zone d'accueil des réfugiés maliens (trois jours en voiture entre Nouakchott et Bassikounou) (Q3.3) et de façon plus sécurisée. Bassikounou représente 90 pour cent des destinations. En plus des quatre destinations actuelles, des demandes d'ajouter trois nouvelles destinations sont à l'étude. La cible du taux de satisfaction des utilisateurs du service UNHAS avoisine les 90 pour cent en 2019 et 2020⁴⁹. L'ensemble des partenaires rencontrés insistent sur l'importance de ce service pour la réalisation de leurs activités, notamment lorsqu'ils travaillent dans la zone de Bassikounou (détail en annexe XII).

➤ **Chaîne d'approvisionnement. Activité 9 du PSP**

Constats clés :

- **Les indicateurs relatifs à l'activité 9 sont inexistantes en 2018 et 2019 et non renseignés en 2020.**

110. Le suivi de l'activité 9 n'est pas réalisé de 2018 à 2020 (indicateurs de produit et de résultat non existants). L'équipe d'évaluation note que des formations, encadrements, accompagnements ont été organisés par le PAM à destination du Gouvernement. Le service logistique du PAM a été mis à disposition du Gouvernement pendant la crise sanitaire de la COVID-19 pour la réception, le transport et le stockage des colis, assurant le rôle de lead auprès du Gouvernement sur les aspects logistiques t, pour la première fois.

111. Cette activité vise à optimiser les coûts en louant ses capacités logistiques lorsqu'elles ne sont pas utilisées (ex : location d'une partie de ses magasins de stockage non utilisés, de ses camions, etc.). Le secteur privé fonctionnant bien en Mauritanie (en comparaison aux autres pays sahéliens), les besoins des organisations sont moins importants que dans d'autres pays de la région.

⁴⁹ Taux de satisfaction respectivement de 89 et 90 pour cent en 2019 et 2020. Non suivi en 2018.

QE2.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il contribué à la réalisation des objectifs intersectoriels (principes humanitaires, protection et responsabilité envers les populations touchées, égalité des sexes et autres considérations d'équité) ?

112. L'annexe XIII présente pour chaque objectif intersectoriel (Q2.1.3) un tableau synthétique des indicateurs relevés dans COMET (tableaux 23 à 26).

QE2.2.1 Intégration effective et niveau de réalisation des enjeux transverses (questions communes pour chaque enjeu)

Constat clés :

- **La prise en compte des enjeux transverses s'est améliorée entre le PSPPT et le PSP. Elle demeure généralement insuffisante.**
- **Les ressources dédiées sont insuffisantes et la mise en œuvre n'a pas encore bénéficié des lignes directrices institutionnelles développées récemment.**

113. La prise en compte des enjeux transverses (genre et handicap, redevabilité, protection et environnement) s'est améliorée entre le PSPPT et le PSP. Le PSP affiche clairement son ambition en matière de programmation sensible à la nutrition et transformative en matière de genre, recommandation-clés de l'évaluation du portefeuille d'activité du PAM 2011-2015⁵⁰, ainsi que la protection des réfugiés. Les besoins spécifiques des différents groupes sont mis en évidence dans le PSP.

114. Les ressources et les capacités humaines et financières pour développer des approches sensibles, intégratives et transformatives sont limitées par rapport aux besoins⁵¹, tant en interne qu'en externe⁵². Les politiques et lignes directrices institutionnelles relatives aux trois enjeux transverses sont relativement récentes (environnement 2017, protection et redevabilité 2020) et encore peu déclinées au niveau du BP (Q1.1.2). La politique sur le genre (2015) l'est davantage. La contribution des enjeux transverses au renforcement de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience des interventions reste encore limitée (H13 - TdC).

115. L'évaluation n'a pas observé de suivi-évaluation des enjeux transverses en dehors de la désagrégation par genre et âge qui ne précise pas si les besoins spécifiques sont correctement pris en compte, et des quelques indicateurs tirés du CRF.

QE2.2.2 Intégration effective et niveau de réalisation de la dimension Genre (dimensions intégrative et transformative) ainsi que de la dimension Handicap

Constats clés :

- **Les efforts en matière d'intégration du genre ont été très importants pendant la période du PSPPT-PSP.**
- **La transition d'une approche intégrative du genre, qui semble acquise en Mauritanie à une approche transformative n'est pas encore effective.**
- **Les activités basées sur la mobilisation communautaire reposent pour moitié sur le temps des femmes, représentant un coût d'opportunité potentiellement important pour elles.**
- **L'enjeu de la prise en compte du handicap n'est pas pris en compte dans les activités du PAM.**

116. Le PSP 2019-2022 a reçu un marqueur d'intégration du genre de quatre (indice le plus élevé), qui indique une très forte prise en compte du genre et des groupes d'âge dans le PSP. Une responsable genre a

⁵⁰ PAM. 2016. Evaluation du portefeuille pays du PAM Mauritanie 2011-2015, IRAM.

⁵¹ Cinq pour cent du budget alloué au Genre et données non disponibles pour les autres enjeux / un équivalent temps plein - ETP - référent Genre, un ETP référent protection et environnement et trois points focaux Genre dans les sous-bureaux consacrant 10 pour cent de leur temps sur le sujet.

⁵² Enquête de perception, Annexe VIII.

été recrutée en 2019. Le personnel du PAM et ses partenaires adhèrent aux obligations contractuelles en termes de formations et de recrutement de personnel dédié pour le genre. Le recrutement de femmes reste cependant un défi (Q4.2.2).

117. Le système S&E recueille des données ventilées par sexe et par âge pour l'ensemble des activités, excepté pour l'activité 6 (non requis dans le cadre de résultat). Les indicateurs de suivi des progrès vers l'égalité genre et l'autonomisation des femmes portent sur les activités liées à l'assistance soudure : selon les rapports annuels du PAM, les femmes et les filles représentent plus de la moitié des bénéficiaires des programmes (voir sujet d'évaluation). Le PAM encourage la participation égale des femmes et des hommes dans les comités communautaires organisés localement pour le ciblage et la gestion des activités : en 2018, 42 pour cent des membres de ces comités était des femmes, augmentant à 50 pour cent en 2019 et 2020. En 2020, 45 pour cent des membres du comité des sites sentinelles étaient des femmes. Aucune évolution majeure n'a été relevée au cours des visites en septembre 2021.

118. Des analyses des disparités entre les sexes sont intégrées dans les analyses de contexte, et dans les documents relatifs à la planification, à la mise en œuvre, au suivi, à l'évaluation et à la communication de l'information. Les questionnaires des PDM et les guides d'entretien ont été revus et les dimensions genre et protection intégrées. Le plan annuel de mise en œuvre du BP comprend des actions ciblées sur l'égalité des sexes. Le PAM cherche également à intégrer l'objectif d'égalité dans les travaux du GSA en créant un sous-groupe genre et protection pour mieux intégrer le genre lors du ciblage notamment. L'intégration de la problématique du handicap n'est intégrée que comme critère de vulnérabilité lors du ciblage.

119. Le BP a renforcé l'intégration de la question des inégalités homme-femme dans la plupart de ses interventions. Certaines activités touchent spécifiquement les femmes (appui à la nutrition aux femmes enceintes femmes allaitantes (FEFA)). Des activités de sensibilisation sur l'égalité homme-femme sont menées auprès des hommes et des femmes dans les Centres de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour modérés (CRENAM), pour promouvoir la santé des femmes. Selon l'enquête des ménages, 30 pour cent des participants aux séances d'information sur l'alimentation du nourrisson sont des hommes. Concernant l'activité 3A, le genre a été intégré, en adaptant les activités aux contraintes de vie des femmes. A titre d'exemple, la garde d'enfants a pu permettre aux mères de participer aux travaux. L'activité de garde a été rémunérée au même titre que la réalisation de l'ouvrage.

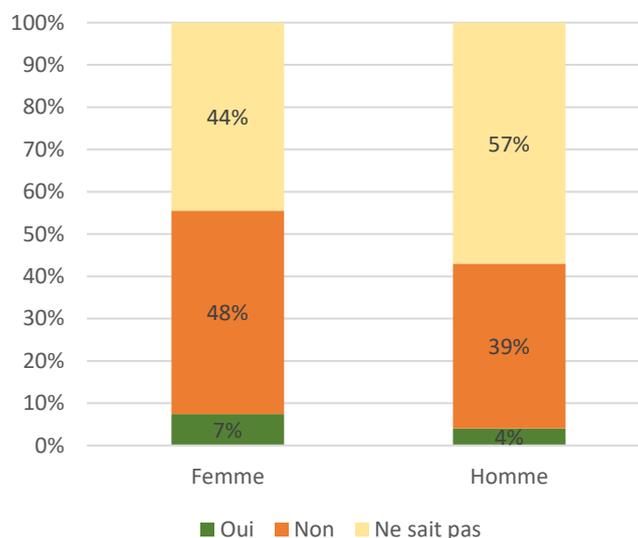
120. Si les efforts réalisés par le PAM sont à saluer en matière de structuration de son action en faveur de l'égalité homme-femme (Q4.2.2 pour des éléments additionnels concernant la politique genre de recrutement et de formation du PAM), le PSP ambitionne l'atteinte d'un objectif plus large de transformation de genre : « l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM ». Sur cette dimension, les efforts sont à poursuivre : les femmes participent aux différents comités de gestion des activités du PAM, mais leur présence est parfois symbolique. Peu d'accompagnement spécifique des femmes pour les aider à participer à la décision n'est engagé et il n'est pas démontré que la participation des femmes aux activités 3A permet d'induire une transformation dans leur SAN ou leur accès aux ressources ou services. Malgré un effort pour mobiliser des relais communautaires masculins, les hommes participent encore très peu aux séances de sensibilisation et sont peu impliqués dans le suivi nutritionnel des membres de la famille, y compris dans les pilotes de l'approche GASPA.

121. Concernant la cantine, aucun élément collecté sur le terrain ne permet de dire si l'alimentation scolaire diminue les discriminations basées sur le genre en termes d'accès à l'école. Selon les données des ACR, les filles bénéficient autant que les garçons du service de cantine (Q2.1.2). Les difficultés d'accès à l'école touchent les filles mais également les garçons, notamment en milieu pastoral. Certaines personnes ressources confirment le choix du PAM de ne pas fournir de cantines aux écoles coraniques (Q1.2), en raison du risque d'inciter les parents à laisser les garçons dans la *Mahdara* (voir annexe XIII).

122. Le coût d'opportunité pour les femmes qui s'engagent dans les comités de gestion communautaire n'est pas suivi. Si les femmes participent aux différents comités de gestion des activités du PAM, leur présence et prise de position est parfois symbolique. Cependant, selon l'enquête des ménages, la forte contribution des femmes et des hommes dans la mise en œuvre des activités ne semble pas être considérée comme un grand problème en Mauritanie (figure 20). Une étude complémentaire serait intéressante à mener pour avoir l'avis des principales concernées et élaborer un plan d'action permettant d'alléger ce coût d'opportunité, facteur de durabilité (Q2.3).

Figure 20. Perception des ménages concernant la forte mobilisation des femmes dans la mise en œuvre des activités du PAM et les difficultés que cela peut engendrer :

Est-ce que cette mobilisation forte pose problème selon vous ?



Source : Enquête auprès des ménages. Mission d'évaluation PSPPT/PSP. Octobre 2021.

QE2.2.3 Intégration effective et niveau de réalisation de la dimension Redevabilité

Constats clés :

- **Les résultats en matière de communication du PAM envers les communautés bénéficiaires ne sont pas atteints en 2018 et 2020.**
- **La stratégie de redevabilité du PAM se limite au système de réclamation et la mise en place d'un numéro vert.**

123. Des efforts de suivi ont été réalisés par le PAM sur la période évaluée, des marges d'amélioration existent cependant en matière de communication envers les populations bénéficiaires. La cible de l'indicateur "proportion de la population bénéficiaire informée sur les programmes du PAM", est partiellement atteinte en 2018 (non atteinte auprès des populations locales : 27 pour cent atteints versus >39,2 pour cent ciblés et atteinte auprès des réfugiés : 25,3 pour cent atteints versus >25,3 pour cent ciblés) ; elle le devient en 2019 (97% atteints versus >86% ciblés) mais ne l'est plus en 2020 (36 pour cent atteints versus >86 pour cent ciblés) en raison des restrictions de déplacement dues à la crise sanitaire. En 2019 et 2020, l'enjeu de redevabilité est renforcé par un deuxième indicateur ("proportion des activités dont le retour des ménages bénéficiaires est documenté et analysé"), dont la cible est atteinte en 2019 (100 pour cent atteints versus >80 pour cent ciblés) et en 2020 (100 pour cent atteints versus >80 pour cent ciblés).

124. Le rapport d'analyse des plaintes de 2019 et 2020 évoque un déficit de communication sur les critères de ciblage (compléments d'information en annexe XIII). En 2020, 99 pour cent des appels reçus⁵³ ont été traités avec un retour apporté. Dans presque tous les groupes de discussion au moins quelques personnes avaient connaissance de la ligne verte, mais sans connaître le numéro et sans jamais l'avoir utilisé.

125. Alors que généralement, le comité de sélection des bénéficiaires fait aussi office de comité des plaintes, au niveau du camp de Mbera, un comité des plaintes a été mis en place par le PAM, l'UNHCR et le CSA en 2020. Son objectif est de recueillir les informations, les interrogations, les niveaux de satisfaction, les besoins prioritaires des communautés afin d'apporter des réponses appropriées au plus vite.

⁵³ PAM. 2020. Rapport de plainte. Sur un total de 2050 appels enregistrés.

QE2.2.4 Intégration effective de la dimension Protection

Constats clés :

- **D'importantes contraintes d'accès dans les zones d'accueil des réfugiés justifient une coordination civilo-militaire structurée.**
- **Les risques de protection ne sont pas analysés et pris en compte de façon systématique et régulière.**

126. L'indicateur "Proportion de personnes ciblées recevant une assistance sans problèmes de sécurité" a été atteint à 95 pour cent en 2018 et 100 pour cent en 2019 et 2020. Les communautés interviewées n'ont jamais mentionné s'être senties en insécurité dans le cadre des interventions du PAM.

127. Dans le cadre de l'activité 3A, il a été mentionné par divers acteurs locaux que la conduite des travaux avait bien intégré les aspects de protection : travail des enfants non autorisé et temps d'attente sur site réduit pour minimiser les risques d'exposition à la violence domestique.

128. Le PAM applique la politique de l'ONU en matière d'escorte militaire dans la région du HEC. D'après les équipes du PAM, le recours aux escortes a un impact important sur l'accès aux populations de cette zone du fait de la récurrence des retards et annulations de missions. La collaboration civilo-militaire ne semble pas être prise en considération de façon structurée et systématique et ne bénéficie pas de ressources dédiées. L'utilisation d'escortes impacte aussi la confidentialité nécessaire à certaines activités et la perception du PAM par les populations (à titre d'exemple, le personnel des escortes s'asseyaient souvent à proximité des groupes de discussion menés). Cette politique est revue régulièrement par le BP et des alternatives sont envisagées si l'impact sur la mise en œuvre et le suivi des opérations devient trop important (hypothèse13, TdC).

QE2.2.5 Intégration effective et niveau de réalisation des enjeux environnementaux

Constats clés

- **Les enjeux environnementaux sont peu intégrés dans les activités et le fonctionnement interne du PAM en Mauritanie.**
- **L'activité 3A permet la régénération des sols et des écosystèmes dégradés**

129. La politique environnementale du PAM date de 2017. Elle vise à intégrer systématiquement la dimension environnementale dans les interventions menées. Elle précise "*le PAM continuera de s'employer à obtenir de tels bienfaits tout en s'efforçant d'éviter les préjudices*" et que "*La démarche du PAM en matière d'écoresponsabilité concerne aussi bien les activités menées au titre des programmes que les opérations internes, et couvre l'aide humanitaire d'urgence ainsi que les activités de développement à plus long terme*".

130. En 2019, un indicateur transverse a été défini pour l'environnement : "Proportion d'activités pour lesquelles les risques environnementaux ont été examinés et, le cas échéant, des mesures d'atténuation identifiées". Appliqué à l'activité 3A, la valeur de suivi en 2019 n'a pas évolué par rapport à la valeur de base (50) et l'objectif cible en 2019 n'est pas atteint (>50) (voir annexe XIII, tableau 26). En 2018 et 2020 aucun indicateur n'a été formulé. Des analyses de risques environnementaux et sociaux ont été réalisées avant la création des actifs, en collaboration avec les services techniques, toutes étant classées dans la catégorie "faible risque". Au contraire, l'activité 3A telle que mise en œuvre au Sahel par le PAM, se focalise sur la réhabilitation des écosystèmes dégradés, selon une approche basée sur le bassin versant, engendrant donc des bénéfices environnementaux certains. Sur l'activité alimentation scolaire, il est prévu d'expérimenter un foyer amélioré pour réduire la pression sur la ressource en bois.

131. Pour ce qui concerne le fonctionnement interne du PAM et de ses partenaires opérationnels, l'environnement est encore très peu intégré. Aucune étude d'impact environnemental n'a été menée pour réduire les effets de la mise en œuvre des activités (ex : gestion des déchets, émissions carbone, etc.). En 2019, le PAM a installé un système hybride solaire / diesel de production d'énergie dans le bureau de Bassikounou. En plus de réduire les émissions de gaz à effet de serre, ce système permet de réaliser d'importantes économies financières. Le PAM prévoit d'étendre ces installations dans les autres bureaux.

QE2.3 Dans quelle mesure les réalisations du PSPPT et du PSP sont-elles susceptibles d'être durables ?

Constats clés :

- **Le PSPPT et le PSP marquent l'engagement durable du PAM auprès des acteurs étatiques et des partenaires au travers d'une politique forte de renforcement de leurs capacités.**
- **Des stratégies de sortie sont élaborées dès la conception du PSP par activité. Cependant, le manque de moyens et de capacités au niveau décentralisé compromet leur opérationnalisation à ce niveau institutionnel.**
- **La mise en place d'un comité de gestion pour chaque activité déployée constitue un facteur de durabilité, mais est peu appuyée par les ONG partenaires et demeure fragile. La durabilité des activités au niveau communautaire est très incertaine (ex : sites sentinelles, ouvrages d'aménagement).**

132. Les activités du PSP s'inscrivent toutes dans une perspective de durabilité. L'accent mis sur le renforcement des capacités institutionnelles, sur l'appui aux solutions durables pour les réfugiés, sur la réduction de la vulnérabilité des communautés face aux effets du changement climatique, sur l'approche communautaire ainsi que sur l'élaboration de partenariats de long terme, sont des facteurs de durabilité des interventions.

133. Constat partagé pour l'ensemble des activités du PAM, le manque de moyens des services techniques au niveau décentralisé complique cependant ces stratégies de sortie (Q4.5). Il a été noté un manque de partage d'information de la part du PAM auprès des autorités locales et sous-nationales ainsi qu'auprès des services techniques, ne favorisant pas leur connaissance et implication durable dans les interventions menées⁵⁴.

134. Dans le domaine de la PSA, le renforcement des capacités et des outils des parties gouvernementales contribue à la durabilité des initiatives nationales. La mise en place de sites sentinelles dans le cadre du SAP ; l'harmonisation des pratiques (rations, durée, fréquence) ; l'utilisation du registre social pour le ciblage de l'assistance de soudure par les membres du GSA ; la création du Dispositif national pour piloter la préparation et la planification des réponses, sont autant d'éléments tangibles qui contribuent à soutenir la durabilité des cinq piliers qui sous-tendent la PSA. De plus, l'articulation entre l'appui institutionnel (activité 6) et le déploiement opérationnel des outils associés (activité 2) permet de tester les outils pour une amélioration en continue, et constitue un facteur important de durabilité, dans le but d'intégrer l'assistance de soudure saisonnière aux filets sociaux nationaux.

135. La mise en place des sites sentinelles entame sa deuxième et dernière phase (de 18 mois). Les *wilayas* ciblées étaient jusque-là suivies par des ONGs. Au cours de cette seconde phase, le Brakna sera géré par l'OSA. Cette transition de compétence vers une instance publique décentralisée, malgré les risques que cela comporte⁵⁵ est une expérience pilote dont il faudra tirer les leçons avant une éventuelle mise à l'échelle. Les bulletins produits suite à la collecte de données ne sont pas partagés avec les membres des comités, ce qui constitue un facteur de non-durabilité pour l'activité (Q2.1.2).

136. La recherche de solutions durables auprès des réfugiés est une des priorités identifiées par le PSP. Elle est mise en œuvre à travers trois axes : (i) adaptation de l'assistance en fonction des vulnérabilités des ménages ; (ii) appui à l'intégration des réfugiés dans le registre social et les filets sociaux nationaux (déploiement opérationnel prévu en 2022) ; (iii) déploiement du paquet résilience dans la zone d'accueil de Bassikounou, afin de renforcer la coexistence pacifique entre populations hôtes et réfugiées (voir annexe XIV, tableau 27). Les deux premiers axes sont en cours de déploiement. Le troisième est demeuré sans résultat probant. La zone d'accueil de Bassikounou bénéficie en effet de beaucoup d'interventions, de nombreux partenaires y interviennent. La mise en œuvre du paquet résilience du PAM sur le modèle standard a peu fonctionné, les populations s'étant peu appropriées le processus communautaire.

⁵⁴ PAM. 2020. Atelier de revue après actions des activités du programmes 3A. Rapport de synthèse.

⁵⁵ PAM. 2021. Evaluation décentralisée liée à la contribution du PAM au SPSA en Mauritanie depuis 2018.

137. Pour ce qui concerne la prise en charge de la malnutrition, aucune stratégie de sortie n'a été établie, et il n'existe pas de cadre de partenariat avec d'autres acteurs, notamment gouvernementaux, ni de financement public engagé sur le sujet. Le PAM collabore néanmoins avec l'UNICEF sur le développement du protocole simplifié qui pourrait permettre de répondre au défi de la faible couverture des services et améliorer la continuité des activités. Le PAM a aussi envisagé de recourir à des aliments de compléments spécialisés locaux. Les conditions de production locales, analysées par le BP, ne correspondent pas encore aux standards de qualité du PAM en matière de sécurité des aliments.

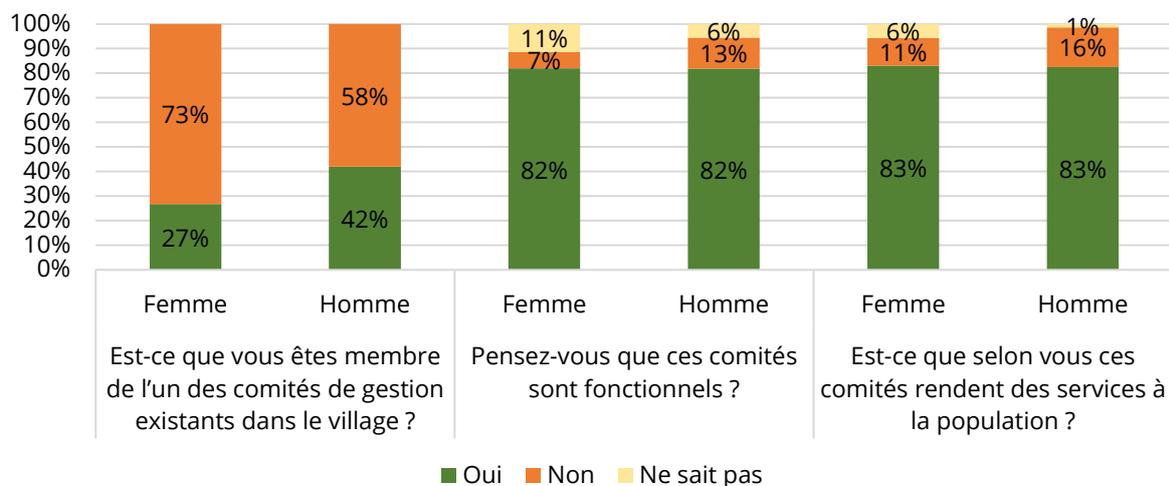
138. Pour ce qui concerne l'activité 3A, certains aménagements réalisés reprennent des techniques simples et éprouvées de la CES/DRS facilement duplicables, à condition d'accompagner les compétences techniques et de gestion des communautés, qui font encore défaut. Selon l'enquête des ménages (voir annexe X), 32 pour cent des répondants déclarent avoir participé aux formations dispensées sur la gestion et la maintenance des microprojets et infrastructures. Plusieurs ouvrages visités étaient endommagés au bout d'un an et certains ouvrages créés sont conséquents et nécessitent une grande technicité pour leur bon usage que les communautés ne maîtrisent pas toujours. Sur la commune de Melgue, deux ouvrages (barrage dans le village de Chtib et seuil en gabion dans le village de Gvava Peulh) n'ont pas pu être réparés par les communautés. Par ailleurs, l'impact sur le long terme de l'approche de réhabilitation des ressources naturelles par bassin versant, n'a pas encore été réalisée, faute de délais suffisamment conséquents (hypothèse9 TdC).

139. La mise en œuvre du volet Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAMS), consistant à valoriser les terres réhabilitées et à accompagner le développement des chaînes de valeurs associées) vient d'être initiée et pourrait permettre de développer des achats locaux d'aliment pour d'autres activités du paquet (cantines scolaires, prévention de malnutrition).

140. L'institutionnalisation du programme d'alimentation scolaire est une avancée essentielle en matière de pérennité. Cependant, les défis concernant son opérationnalisation restent entiers. Ils sont à la fois institutionnels (pas de cellule de coordination fonctionnelle entre les trois composantes du PNAS), et techniques (manque d'harmonisation des rations offertes aux élèves mauritaniens). Les objectifs de l'alimentation scolaire diffèrent d'un partenaire à l'autre, davantage axé pour le PAM sur l'amélioration de la SAN des ménages ayant des élèves mangeant à la cantine, que sur l'amélioration de la scolarisation des enfants. Le PSP, dont la priorité a été d'asseoir le PNAS, a peu mis en œuvre la stratégie visant à promouvoir une alimentation scolaire intégrant des produits locaux, comme prévu dans le PSP. Seule une étude filière a été élaborée (Q3.4 ; annexe XIV, tableau 28).

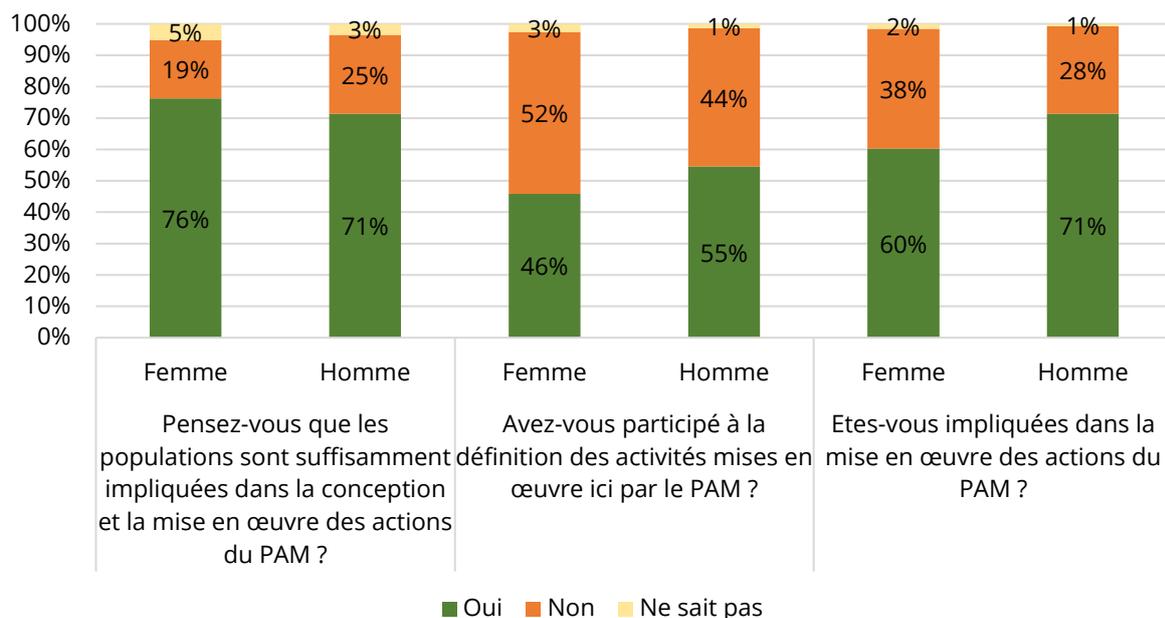
141. Une fois la PCP réalisée, des comités de gestion ou auxiliaires sont mis en place pour chaque activité du paquet, constituant un facteur de durabilité. Selon l'enquête des ménages, ces comités sont représentatifs de la communauté (notamment des plus pauvres) pour 48,5 pour cent des répondants. Selon les focus groups, les membres des comités sont souvent des personnes reconnues localement, cumulant plusieurs fonctions de représentation. Selon l'enquête auprès des ménages, quatre personnes sur cinq déclarent que ces comités sont fonctionnels et qu'ils rendent des services à la population ; trois personnes sur quatre pensent que les populations sont suffisamment impliquées depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre des activités (voir annexe X et figures 21 et 22). La mobilisation communautaire à travers ces comités de gestion, demeure fragile du fait du manque de structuration et d'absence de modèle économique approprié (engagement bénévole ou peu motivé). L'accompagnement par les ONGs paraît peu renforcé sur ce volet et peu adapté aux spécificités de chaque communauté.

Figure 21. Perception des ménages enquêtés au sujet de leur participation et de la fonctionnalité des comités de gestion dans les activités PAM, par genre (1)



Source : Enquête des ménages, Octobre 2021

Figure 22. Perception des ménages enquêtés au sujet de leur participation et de la fonctionnalité des comités de gestion dans les activités PAM, par genre (2)



Source : Enquête des ménages, Octobre 2021

142. Les PCP élaborés par les communautés (première étape de l'activité 3A) n'ont pas été appropriés par d'autres agences, à l'exception de l'UNICEF dans une moindre mesure, ce qui ne permet pas de répondre aux besoins non pris en charge par le PAM, identifiés comme prioritaires par les communautés. De plus, les PCP ne sont que rarement intégrés dans les plans de développement communaux, ce qui favoriserait pourtant leur appropriation et durabilité.

143. Des efforts ont été entrepris pour renforcer les compétences de ONG locales et leurs conditions de travail (voir annexe XIV, tableau 29). Pourtant, elles soulignent leur manque d'implication dans la conception des activités. Selon les entretiens avec les ONG partenaires et certains *activity managers*, le fait qu'elles ne participent pas aux réunions du GSA limite la remontée des difficultés opérationnelles et leur rôle en matière de conception des activités.

QE2.4 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP ont-ils facilité des liens plus stratégiques entre l'action humanitaire, le développement et, le cas échéant, la paix

QE2.4.1 Intégration des interventions d'urgence, de renforcement de la résilience, de consolidation de la paix (Ta7)

Constat clé :

- **L'approche *Nexus* est en cours d'opérationnalisation en Mauritanie ; elle a connu des progrès récents grâce à la mobilisation de ressources appropriées, mais reste limitée à certains secteurs et exclut pour le moment la nutrition.**

144. L'approche *Triple Nexus* d'intégration des interventions d'urgence, de développement et de consolidation de la paix de façon concomitante, tient une place importante dans le PSP. Le PSP intègre des orientations programmatiques visant la consolidation de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique entre les communautés, en plus de la recherche de complémentarité entre les actions humanitaires et les programmes de développement. Cette vision est bien intégrée également dans le cadre plus large du CPDD des Nations Unies mais la mise en œuvre reste très limitée du fait du manque de financements.

145. L'adoption d'un PSP pluriannuel a facilité la mise en œuvre de l'approche *Nexus* (voir enquête de perception annexe VIII), et se focalise sur deux dimensions : (1) l'assistance aux réfugiés, l'accompagnement du développement de solutions durables et la coexistence pacifique avec les populations hôtes, et (2) la transition de l'assistance alimentaire saisonnière vers un SPSA. Cette dernière inclut plusieurs aspects dont la préparation de la réponse aux crises, le renforcement de la résilience et le développement de systèmes nationaux renforçant le contrat social entre le Gouvernement et la population. Ces deux dimensions du *Nexus* sont alignées avec le CPDD et déclinées dans des plans de travail annuels avec les autres agences.

146. Le PSP affiche également très clairement une stratégie de mobilisation de financements pluriannuels en appui à cette approche *Nexus*. Jusqu'à présent, les financements humanitaires ont été prédominants au niveau national comme au niveau du PAM (Q4.2). L'essentiel des financements est encore attribué à des interventions à court terme lié à des plans de réponse aux urgences, ce qui représente un défi majeur dans la mise en œuvre effective d'une approche *Nexus*. Les partenaires du PAM ont néanmoins réussi à mobiliser de nouvelles sources de financement récemment, comme le projet ProNexus de l'UNHCR financé par la GIZ.

147. Plusieurs initiatives en cours représentent des opportunités de développer l'approche *Nexus* dans le HEC, y compris l'intégration des personnes réfugiées dans le registre social et le partenariat entre le UNHCR et l'Etat en faveur d'une amélioration de l'accès au marché du travail (tableau 30, Annexe XV). L'appui à la PSA a notamment permis de contribuer à l'approche *Nexus* en promouvant une plus grande intégration entre les réponses aux urgences, la prévention et la lutte contre l'insécurité alimentaire chronique et la transition vers un système de prise en charge de l'insécurité alimentaire plus durable et pertinent. La prise en charge et la prévention de la malnutrition restent des défis majeurs n'étant appuyées principalement que par des programmes humanitaires.

2.3. QE3 : DANS QUELLE MESURE LE PAM A-T-IL UTILISÉ DE MANIÈRE EFFICACE⁵⁶ SES RESSOURCES POUR CONTRIBUER À L'OBTENTION DES PRODUITS ESCOMPTÉS ET À LA RÉALISATION DES EFFETS DIRECTS STRATÉGIQUES DÉFINIS DANS LE PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ?

QE3.1 Dans quelle mesure les résultats ont-ils été livrés dans les délais prévus ?

3.1.1. Respect des délais par rapport aux plans initiaux

Constats Clés :

- **Dans son ensemble, les activités mises en œuvre dans le cadre du PSPPT-PSP correspondent aux calendriers et respectent les délais prévus. Au niveau de l'exécution des activités, le passage aux transferts monétaires réduit les risques de retard et de ruptures de stocks.**

⁵⁶ WFP. 2021. Technical Note. Evaluation of efficiency in Country strategic Plan Evaluations.

- **L'activité de prévention et traitement de la MAM souffre le plus de l'inadéquation des cycles de financement et des ruptures de *pipeline*.**

148. D'une manière générale, la perception des bénéficiaires, des partenaires et du personnel du PAM est que les activités des PSPPT et PSP sont mises en œuvre conformément aux calendriers et respectent les délais prévus⁵⁷. En 2020, l'essentiel des activités planifiées a été mis en œuvre malgré les effets de la pandémie de la COVID-19. Les retards pour raison logistique (transport ou livraison) sont faibles : la part des intrants qui quittent à temps les entrepôts s'améliore entre 2018 et 2021 (voir annexe XVI, tableau 31). Les délais de décaissement pendant le PSP sont en moyenne de 4,7 mois (voir annexe XVI, tableau 32) et principalement du fait des délais importants de l'activité 6 – appui institutionnel du PSP (Q3.3.1). Les difficultés sont davantage liées à l'inadéquation des cycles de financement aux besoins et à la rupture de *pipeline* (Q3.1.2). Les procédures de ciblage sont mises en œuvre à temps et sont conformes aux Procédures opérationnelles standards, même lorsque les délais de réalisation sont courts⁵⁸.

149. Selon les plans annuels de performance (2020 et 2021⁵⁹) et les entretiens avec le management du BP, la décision d'utiliser la modalité de transfert monétaire (à la place des vivres) a amélioré les délais de distributions et a réduit les risques de retard, liés notamment au transit portuaire.⁶⁰ Lors des focus groups réalisés avec des ménages bénéficiaires de transfert monétaire pendant la période de soudure et selon les PDM, aucun retard de distribution n'a été mentionné. Le couplage transfert/*Blanket supplementary feeding* est effectif dans la majorité des cycles de distribution à l'exception des distributions pour les réfugiés pour des raisons logistiques. Dans le cas des réfugiés, cela peut réduire l'effet direct de la complémentation alimentaire, distribuée avant la ration générale au moment de l'évaluation.

150. L'activité la plus affectée par les retards concerne la prise en charge de la MAM. Le PAM, seul acteur en Mauritanie engagé sur le sujet, doit importer les produits spécialisés. Or le manque de financement et les retards dans l'acheminement des produits engendrent inévitablement des retards de déploiement. En 2020 par exemple, l'activité était planifiée de mai à octobre 2020, mais les retards résultant de la non-disponibilité des vivres à Las Palmas⁶¹ et de leur arrivage tardif dans le pays n'ont permis un démarrage qu'à partir de juillet. La non-disponibilité de Supercereal a entraîné un ajustement du nombre de rations. Le protocole 'simplifié', en cours d'élaboration, pourrait permettre l'utilisation d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (*ready-to-use-therapeutic food* (RUTF)) pour la prise en charge de la MAM (identique à celui utilisé pour la MAS) ce qui pourrait faciliter l'approvisionnement ainsi que d'assurer la continuité de prise en charge.

151. Sur les activités liées à la cantine scolaire et aux appuis à la création d'actifs, les principales difficultés ayant causé des retards de mise en œuvre sont liées au manque de financement, aux conséquences de la crise sanitaire (fermeture des écoles), à des problèmes de contractualisation avec les ONG nationales de mise en œuvre (rupture de contrat, délai dans la validation des plans opérationnels lors de la mise en œuvre des projets 3A) et à l'inaccessibilité de certaines zones pendant l'hivernage. Sur les sites résilience, la concentration géographique des activités est un facteur d'efficience qui est encore sous-exploité.

152. Afin de minimiser les délais d'acheminement des vivres, des marges d'amélioration existent au niveau des transporteurs à qui il est demandé de diversifier leur flotte pour accéder aux zones les plus enclavées, ou encore au niveau des magasins du CSA dans lesquels il est possible de réduire le temps nécessaire à la sortie de vivre. Les principales pistes d'amélioration consistent à limiter les achats régionaux en privilégiant les achats *Global Commodity Management Facility*⁶² et les achats locaux de riz et de farines composées. Ces solutions de productions locales ont été envisagées mais elles restent limitées du fait du déficit de production nationale, du niveau de prix non compétitifs vis à vis du marché international (notamment pour

⁵⁷ Enquête de perception (Annexe VIII), entretiens.

⁵⁸ Par exemple, lors de la mise en œuvre de l'activité 8 dans le Brakna en 2020.

⁵⁹ Le plan de 2019 n'a pas été partagé avec l'Equipe d'.

⁶⁰ Les délais issus du transit portuaire étaient évalués importants (source : Evaluation du portefeuille PAM Mauritanie 2011-2015)

⁶¹ L'achat des denrées pour répondre aux différentes activités programmées est basée en partie sur le service offert par le Global Commodity Management Facility à Las Palmas, qui a permis de réduire les délais d'importation.

⁶² Plate-forme de financement pour le prépositionnement de nourriture dans une région en fonction de la demande anticipée des BP, afin de réduire les délais de livraison.

le riz) et des difficultés pour les acteurs nationaux (producteurs et système de contrôle et d'analyse – laboratoire) de répondre aux normes de qualité des denrées. Selon le plan annuel de performance de 2020, la collaboration entre l'unité Programme, l'unité Approvisionnement et l'unité Budget et les sous-bureaux du PAM, a été renforcé à travers des réunions hebdomadaires qui ont permis d'améliorer la visibilité du *pipeline*, de réduire les délais d'approvisionnement et de rationaliser la gestion et le suivi des vivres (Q3.3.3).

3.1.2. Capacité à respecter les délais de mise en œuvre face aux évolutions du contexte et aux contraintes opérationnelles

Constat clé :

Le PAM a démontré tout au long de la mise en œuvre du PSP sa capacité à anticiper les changements de situation.

153. Les sécheresses de 2018 et 2020 sont les événements les plus sévères sur la période du PSPPT-PSP et ont considérablement augmenté les besoins (Q3.2.1). La crise de la COVID-19 a de son côté affecté la mise en œuvre des opérations (Q4.4). Le BP est parvenu à répondre aux besoins avec une extension de son assistance soudure, cependant la révision budgétaire n'a été validée qu'en juillet 2020, soit assez tardivement dans la saison. Le délai de réponse est sans doute davantage lié aux difficultés de coordination avec le plan de riposte national qu'à une difficulté de passer des révisions budgétaires en urgence. La stratégie d'autonomisation des ménages réfugiés, visant la réduction progressive du nombre de bénéficiaires de l'assistance du PAM dans le camp, a pris du retard, sous l'effet de la COVID-19 (Q2.1.2) et des difficultés à mettre en œuvre des solutions durables (Q2.3).

154. Chaque année, le BP classe les principaux risques auxquels il devra faire face l'année suivante pour pouvoir limiter l'impact de ces derniers et les anticiper avec la mise en place de mesures d'atténuation (voir annexe XVI, tableau 33). Le PAM réalise un suivi régulier des principaux marchés afin d'adapter les modalités de transferts. Le système de suivi de la sécurité alimentaire permet également dès le mois de décembre et les premières estimations du cadre harmonisé de planifier l'assistance saisonnière. La mise en œuvre continue néanmoins de dépendre de la disponibilité des financements et il reste finalement difficile pour le PAM de s'adapter à des périodes précoces de soudure.

QE3.2 Dans quelle mesure la couverture et le ciblage des interventions étaient-ils appropriés ?

3.2.1. La couverture du PSPPT et du PSP a-t-elle permis de contribuer aux résultats attendus ?

Constats clés :

- **Pour faire face aux contraintes financières et politiques du Gouvernement et des bailleurs, le BP a adopté certaines stratégies pour maximiser la couverture de ses interventions.**
- **La coordination du PAM avec ses partenaires dans des plans de réponse a permis de mieux répartir des ressources limitées et couvrir les besoins.**
- **Les choix du BP de concentrer les activités sur certains sites et d'assurer une continuité territoriale dans les appuis sont l'objet de vives critiques du Gouvernement et des bailleurs.**

155. L'appui du PAM au SPSA a produit des résultats significatifs susceptibles de contribuer à une meilleure couverture des personnes affectées par les chocs et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Depuis 2018, l'élaboration des plans de réponse soudure, l'amélioration des données et des procédures de ciblage (Q3.2.2) et l'harmonisation des modalités d'intervention des partenaires du GSA (Q4.3.2) ont permis un meilleur positionnement des acteurs, donc une meilleure couverture des besoins humanitaires. Ainsi, en 2018, sur les 602.000 personnes attendues en situation de « crise » ou « d'urgence » (phase 3 et 4 de l'*Integrated Phase Classification*) sur la période projetée (de juin à août 2018), le plan des partenaires couvre 541.707 soit un taux de couverture de 90 pour cent des besoins humanitaires⁶³.

⁶³ Les 10 pour cent restants correspondent aux populations affectées dans les Wilayas du Nord. La non-couverture de ces populations s'explique par l'absence de partenaires dans ces zones et par des contraintes logistiques. Source : Plan de réponse soudure 2018.

156. L'importante fluctuation du nombre de ménages bénéficiaires planifiés entre 2018 et 2021 (voir tableau 15, annexe XII) s'explique par les crises qu'a connu la Mauritanie en 2018 (sécheresse) et en 2020 (sécheresse et crise sanitaire). Avec le financement additionnel issu de la révision budgétaire 2020, un peu plus de 50 pour cent des besoins des populations classées en phase 3 ou plus par le cadre harmonisé est couvert (contre un peu moins de 30 pour cent hors financement COVID-19)⁶⁴.

157. La couverture des besoins des individus vulnérables à la malnutrition est très irrégulière (EDS3). La cible du PSP et des plans annuels correspond à 50 pour cent des besoins. En 2019, 45 pour cent des enfants MAM ciblés ont reçu un traitement et 61 pour cent en 2020. Le PAM demeure le seul intervenant dans la prise en charge de la MAM. La couverture de cette activité est principalement dépendante des financements et de l'approvisionnement (Q3.1.1). La prévention et le traitement de la MAM sont couplés avec l'assistance alimentaire. Néanmoins ces activités sont financées par différents bailleurs et ne sont pas toujours alignées en termes de calendrier et d'activités. Les distributions alimentaires ne peuvent donc pas être utilisées pour le dépistage des cas et la sensibilisation. La couverture des besoins varie grandement et est souvent d'assez courte durée ne permettant pas de réels impacts sur la prévention et la consolidation des effets du traitement.

158. Sur le camp de Mbera, il est prévu dans le PSP de porter assistance aux nouveaux arrivants. Le déficit de financement (61 pour cent des besoins planifiés, Q4.2) ne permet pas de proposer les rations initialement prévues. Selon les plans annuels de performance, en 2020, les distributions de vivres ne couvrent pleinement les besoins que sur trois mois (avril, mai, et juin). De janvier à mars, les rations ont dû être réduites en raison de retards d'approvisionnement en vivres (Q3.1). En juillet 2020, une réduction préventive a de nouveau été opérée dû au déficit de financement attendu en fin d'année. En 2021, une ration réduite a été distribuée de janvier à juin avec une moyenne de 184 gr de vivres par personne et par jour et de 267 Mauritanie Ouguiya (MRU) par personne par mois (environ 6,2 USD, couvrant 63 pour cent des besoins énergétiques moyens).

159. Le manque de financement a également influencé la stratégie de couverture proposée pour appuyer les écoles en cantine scolaire. L'offre de cantine s'est concentrée sur les sites résilience déjà identifiés par le PAM et ne couvre pas l'ensemble des besoins des écoles primaires mauritaniennes (Q1.2). Au sein du programme national d'alimentation scolaire, la composante gérée par le PAM représente 28 pour cent des 172.000 élèves bénéficiant d'une cantine scolaire en Mauritanie (composantes du PAM, de l'Etat et de Counterpart international confondues)⁶⁵. La logique de concentration des ressources du PAM sur les sites résilience n'est pas acceptée par le Gouvernement. La mise en place des cantines scolaires sur l'ensemble des écoles appartenant à une commune où un site résilience, s'oppose à la logique du Gouvernement de n'appuyer que les écoles regroupées, à cycle complet. Le Gouvernement est sensible au fait de limiter la sédentarisation anarchique des populations afin de pouvoir rationaliser son offre de services publics (voir contexte), et notamment l'offre scolaire. L'approche de l'alimentation scolaire de l'Etat, axée sur l'amélioration de l'offre éducative s'oppose à celle du PAM qui vise un soutien de la sécurité alimentaire et la résilience des ménages au travers des cantines.

160. Le PAM en accord avec les autres membres du GSA propose le principe de continuité territoriale à l'échelle communale pour son assistance soudure : à la demande du Gouvernement et des autorités locales, l'ensemble des villages d'une commune sont bénéficiaires de l'assistance soudure lorsque celle-ci est classée rouge par le cadre harmonisé⁶⁶. Cette logique de couverture continue vient s'opposer à la logique de ECHO qui souhaite concentrer les ressources uniquement sur les localités les plus pauvres de la commune⁶⁷. La couverture des villages en insécurité alimentaire n'appartenant pas à une commune rouge, est une demande du Gouvernement à laquelle le dispositif national devra répondre dans le futur.

⁶⁴ Chiffres issus de la matrice de suivi de la réponse soudure de Novembre 2020.

⁶⁵ Dans le HEC, le DREN a estimé que 20% des écoles sur son territoire n'étaient pas encore bénéficiaires d'une cantine scolaire malgré des besoins urgents.

⁶⁶ SOP – version 30.04.2020. Ciblage des ménages pour l'assistance alimentaire basée sur le Registre Social. GSA (2020), Rapport d'atelier de capitalisation de la réponse de soudure 2020, décembre 2020.

⁶⁷ La classification des localités les plus en insécurité alimentaire est une difficulté car les données de l'Enquête de suivi ne sont pas désagrégées à ce niveau. L'implication d'un comité (type CODEP, Q3.2.2) pour prioriser les villages au sein

3.2.2. Le ciblage des interventions a-t-il permis d'apporter une assistance appropriée aux populations les plus vulnérables ?

Constats clés :

- **La qualité du ciblage s'est améliorée au cours du PSPPT et PSP grâce au travail du GSA. Si les erreurs d'inclusion semblent limitées, les erreurs d'exclusion restent importantes.**
- **L'acceptabilité du ciblage pendant l'assistance soudure est faible. Elle est beaucoup moins problématique dans des zones où le PAM intervient de manière concentrée.**
- **La stratégie de ciblage réalisée sur le camp de Mbera pour faire face à la diminution des ressources a été stoppée en 2020 et fait l'objet de vive contestation des ménages réfugiés.**

161. La qualité du ciblage s'est améliorée au cours du PSPPT et PSP. Plusieurs changements stratégiques sur la période ont été menés par le BP en matière de ciblage. Tout d'abord, la tenue régulière de réunions et d'ateliers de capitalisation du GSA depuis 2018 pour élaborer les plans nationaux de réponse soudure ont permis l'adoption en 2019 d'une approche commune de ciblage de l'ensemble des membres et l'amélioration progressive des modalités d'intervention. Un travail commun de révision de l'outil de ciblage a été réalisé pour améliorer la priorisation géographique jusqu'au niveau communal au travers des Comités Départementaux. Associé à une désagrégation plus fine des Enquêtes de suivi de la Sécurité Alimentaire depuis 2019, au niveau de la *moughaata et non plus wilaya*, le ciblage géographique permet une sélection plus objective des communes et des villages affectés par l'insécurité alimentaire.

162. En cohérence avec une demande du Gouvernement d'utiliser le registre social pour cibler les ménages bénéficiaires des programmes sociaux et en réponse à une recommandation de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM (2011-2015), le PAM et l'ensemble des membres du GSA utilisent depuis 2019 le registre social comme base de ciblage des ménages en insécurité alimentaire. La méthode *Household Economy Approach* n'est plus utilisée et un ensemble de filtres commun aux acteurs est appliqué dans les listes du registre social. Des procédures communes visant à limiter les erreurs d'inclusion et d'exclusion et à atténuer certaines faiblesses de l'approche de ciblage du registre social sont adoptées : enquêtes de vérification effectuées sur l'ensemble des ménages du registre et sur 25 pour cent des ménages hors registre, permettant de dépasser certaines limites du registre social (quotas attribués à l'échelle communal sans tenir compte des disparités importantes du niveau de pauvreté qui existent entre deux localités ; quotas souvent jugés trop faibles pour couvrir les besoins des populations ; manque d'actualisation des listes).

163. Lors de l'atelier de capitalisation de 2019 du GSA qui avait pour objectif de tirer des leçons sur l'utilisation du registre social, le nombre d'erreurs d'inclusion est considéré comme faible. Le risque d'erreur d'exclusion semble pour sa part beaucoup plus important : selon le rapport préliminaire de processus de vérification de ciblage du PAM réalisé sur le Guidimakha en 2019, il concerne trois personnes sur quatre. Le risque d'exclusion est notamment lié au problème de quota insuffisant sur certaines zones pour couvrir les besoins et à la qualité ou l'obsolescence des données (voir annexe XVI, figure 36). Cette analyse des erreurs d'exclusion n'a été réalisée qu'en 2019 sur une wilaya. Le problème d'exclusion est majeur et mériterait une analyse systématique à chaque exercice de ciblage et harmonisée entre les membres du GSA. Jusqu'ici, aucun mécanisme ne permet aux programmes utilisateurs du registre social d'alimenter par retour d'information les bases de données du registre social dans un processus d'amélioration continue des données. Ce retour d'information permettrait la mise à jour dynamique des bases du registre social et permettrait aux utilisateurs (en dehors du GSA) de coordonner leurs actions avec d'autres partenaires, notamment dans le domaine de la résilience.

164. La distinction entre les listes du registre social et la liste des ménages bénéficiaires des activités du PAM n'est pas toujours bien comprise (Q2.2.3). Les maires, peu impliqués dans le processus, reçoivent régulièrement les plaintes des administrés qui n'ont pas été ciblés sans avoir l'information nécessaire pour pouvoir y répondre. Si le fait de ne plus répéter les exercices de ciblage tous les ans (comme c'était le cas avant 2019 avec l'approche *Household Economy Approach*) est efficient, cela limite la « rotation des

d'une commune est alors nécessaire. Cette méthodologie reste recommandée lorsqu'un acteur, après avoir cherché à s'associer à d'autres partenaires, ne peut au final pas couvrir la commune dans son ensemble.

ménages » dans les listes bénéficiaires, pratique répandue pour améliorer l'acceptabilité du ciblage communautaire. L'utilisation du registre social, en enregistrant les ménages pour plusieurs années, limite cette pratique et augmente le risque de frustration sur les localités très pauvres. Cette insatisfaction sera d'autant plus grande que les ménages bénéficieront à la fois de l'assistance soudure et du filet national de l'Etat Tekavoul⁶⁸. Les procédures de ciblage complémentaire⁶⁹ mises en œuvre par le PAM et les membres du GSA limitent en partie ce risque en augmentant légèrement les quotas et en ouvrant chaque année l'accès aux listes.

165. Sur les sites résilience, la diversité des approches de ciblage associée à une forte concentration des ressources facilite l'acceptabilité du ciblage. Lors de groupes de discussion réalisés avec des ménages non bénéficiaires, le ciblage communautaire pour l'assistance soudure semble beaucoup moins problématique que sur les sites hors résilience⁷⁰. Le ciblage des ménages dans le cadre de l'activité 3A est large ce qui facilite l'acceptation des propriétaires terriens de mettre à disposition leur terre⁷¹. Même si aucun incident n'est encore à déplorer, il a été noté un manque de sécurisation des terres de la part du projet, entraînant le risque que les propriétaires demandent à récupérer leur terre réhabilitée avant la fin de la période discutée.

166. Sur le camp de Mbera, pour faire face au manque de financement, la stratégie initiée en 2017 a été de catégoriser les populations réfugiées en six groupes, suivant leur niveau de vulnérabilité alimentaire et socio-économique et d'exclure certains groupes de l'assistance mensuelle (4 à 6). Malgré le fait que les groupes 5 et 6 ne représentent que quatre pour cent de l'ensemble des ménages réfugiés enregistrés au niveau du camp, l'évaluation note sur l'ensemble des groupes de discussion réalisés une très faible acceptation de la stratégie de ciblage. Ce constat n'est pas confirmé dans les résultats du PDM d'avril 2020 où seuls 13,2 pour cent des ménages retirés de l'assistance se déclarent insatisfaits. La stratégie a été stoppée en raison des impacts de la crise sanitaire plus important sur les ménages des groupes 5 et 6 que sur les autres groupes (voir annexe XVI) (H5 TdC).

167. Les sites résilience ont été sélectionnés selon l'approche à trois niveaux (voir sujet de l'évaluation). Pour répondre à une problématique territoriale, les sites couvrent généralement plusieurs localités, qui s'intègrent dans le cadre d'un même bassin versant. Les *wilayas* et *moughaatas* sont sélectionnés selon l'approche à trois niveaux. Les sites sont en revanche sélectionnés en concertation avec les autorités et services déconcentrés. Au-delà de la pertinence en termes de réhabilitation des écosystèmes, les localités ne doivent pas être en conflit au préalable. Bien que le ciblage des sites résilience prenne en compte les données de l'IPC, l'articulation globale entre appui au SPSA et aux sites résilience reste peu intégrée.

168. Le ciblage des écoles bénéficiaires de cantine scolaire est lié aujourd'hui à celui des sites résilience (Q3.2.1). Il est donc basé sur des critères de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, non liés aux indicateurs ayant trait au défi de scolarisation comme l'avait initialement prévu le PSP (Q1.2). Les ressources allouées à l'alimentation scolaire étant contraintes, le choix du PAM consistant à concentrer ses efforts sur les sites résilience s'entend et répond au besoin de renforcement du capital humain des communautés assistées.

169. Concernant le choix des sites sentinelles communautaires visant la collecte de données du SAP, une approche mixte d'échantillonnage a été adoptée autour d'indicateurs tels que la taille des villages et des villes sélectionnées, la représentation de plusieurs grandes catégories de moyens d'existence, l'accessibilité au marché, etc. Ces critères semblent pertinents, permettant de différencier la surveillance des zones agropastorales des zones pastorales (Q1.2). Les comités impliqués dans le relevé des données installés dans les plus grandes localités semblent mieux fonctionner en raison d'un meilleur accès au réseau de téléphonie mobile (Q2.1).

⁶⁸ Selon le rapport endline de Echo réalisé en novembre 2019, autour de 80 pour cent des ménages assistés par le PAM le sont aussi par Tekavoul dans le Guidimakha et le Hodh El Gharbi.

⁶⁹ Le ciblage complémentaire permet la réalisation d'enquêtes de vérification sur 25 pour cent des ménages hors registre et 100 pour cent des ménages du registre (éligible ou pas après l'application des filtres).

⁷⁰ Un ménage non bénéficiaire de l'assistance soudure pourra compter sur les appuis des autres activités du paquet. « *Ce qui est bien avec le PAM, c'est qu'un enfant maigre, même s'il n'est pas dans une famille pauvre [bénéficiaire de l'assistance soudure], il peut aller au CRENAM pour avoir le produit* » (focus group femmes bénéficiaires, *moughataa* de Nema, HEC)

⁷¹ Selon l'enquête des ménages, le cash distribué pour l'activité 3A est l'activité la plus inclusive avec 80,5 pour cent des répondants déclarant en avoir bénéficié.

QE3.3 Dans quelle mesure l'assistance du PAM a-t-elle été délivrée de manière efficiente ?

3.3.1. Analyse cout-bénéfice et maximisation des bénéfices

Constat clé :

- Les niveaux d'exécution des budgets sont corrects.
- Le BP maintient des niveaux de coûts directs proportionnels au niveau d'activité pendant le PSPPT et le PSP. Les coûts d'appui semblent maîtrisés.
- Le coût moyen par bénéficiaire est relativement stable entre 2018 et 2020 mais globalement supérieur au planifié.
- Le coût de distribution des transferts monétaires représente en 2020 autour de 3 pour cent de la valeur transférée lors des assistances alimentaires saisonnières et annuelles auprès des réfugiés. Il diminue fortement entre 2018 et 2020.

170. En matière d'exécution du budget, le BP montre une bonne capacité à dépenser les ressources mobilisées : à la fin du PSPPT, 98,9 pour cent des ressources allouées ont été dépensées. Après 30 mois d'exécution du PSP (sur 48 mois au total – 62 pour cent de la période de mise en œuvre), le pourcentage des ressources dépensées par rapport aux ressources mobilisées est de 84,3 pour cent (figures 23-24). Des difficultés à décaisser sur l'activité 6 liée à l'appui institutionnel fourni pour mettre en place le SPSA sont observées : 62,3 pour cent des ressources mobilisées sont dépensées à l'heure actuelle. Alors qu'il se passe en moyenne 4,7 mois entre la disponibilité du financement et le premier décaissement sur l'ensemble des activités du PSP, le temps écoulé pour l'activité 6 augmente à 14,7 mois (voir annexe XVI, tableau 32).

Figure 23. Ratios Dépense / ressources mobilisées et ressources mobilisées/ planification des besoins, par activité (PSPPT, 2018)

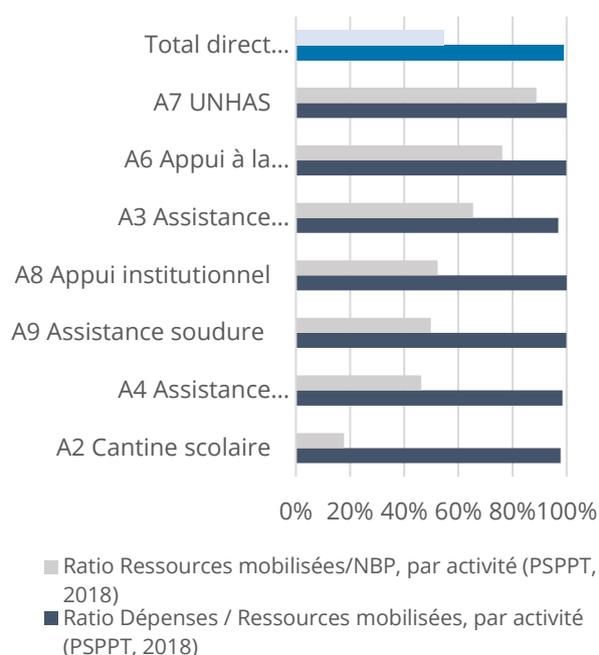
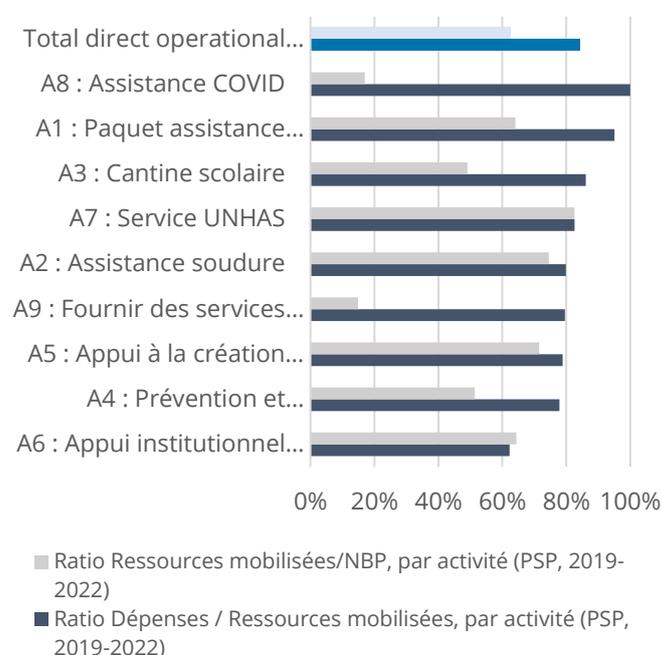


Figure 24. Ratios Dépense / ressources mobilisées et ressources mobilisées/ planification des besoins, par activité (PSP, 2019-2022)



Source : équipe d'évaluation à partir de MR01 et MR02 - ACR1-A Cumulative Financial Overview – standard country report V33. Données extraites le 20 mai 2021

171. Le BP, malgré le contexte d'imprévisibilité du niveau des ressources qui seront mobilisées, semble parvenir à gérer correctement les niveaux des coûts, ces derniers restant proportionnels aux niveaux d'activité pendant le PSPPT et le PSP. Les coûts de support directs semblent maîtrisés et ont été stables

entre le PSPPT et le PSP. Les coûts de support directs ont été bien estimés en 2018 et surestimés pendant le PSP (voir annexe XVI, tableau 35, section 5). L'évolution des coûts de support directs entre le PSPPT et le PSP suivent l'augmentation des coûts opérationnels directs.

172. Une analyse des coûts par bénéficiaire⁷² a été réalisée par l'évaluation pour chaque activité du PSPPT et du PSP, par année. Le coût moyen par bénéficiaire est relativement stable entre 2018 et 2020 entre 40 et 43 USD et globalement supérieur au planifié (+29 pour cent en 2018 et +19 pour cent en 2019 et 2020) (tableau 1 ci-dessous). En 2021, le coût planifié par bénéficiaire augmente à 53 USD. Comparé à 2020, l'augmentation en 2021 concerne essentiellement l'activité assistance aux réfugiés (à la fois sur la modalité nourriture et transfert monétaire) et l'activité assistance soudure (modalité nourriture). Selon le BP, cette augmentation du coût planifié par bénéficiaire en 2021 est due au renchérissement des prix des denrées et le coût du transport maritime. Le coût par bénéficiaire pour l'assistance mensuelle en transferts monétaires aux ménages réfugiés de Mbera s'élève à plus de 100 USD par bénéficiaire entre 2018 et 2020 (voir annexe XVI, figure 37). Le coût par bénéficiaire atteint concernant le transfert monétaire distribué pour l'activité 3A triple entre 2018 et 2020, en passant de 28 USD en 2018 (planification) à 78 USD en 2020 (réalisation des ouvrages). Pour ces deux activités, le coût par bénéficiaire est supérieur à ce qui avait été planifié, du fait de l'augmentation lors de la RB de 2020, du coût journalier (de 0,539 USD/jour à 0,782USD/jour) et du nombre de jours de travaux (voir QE2.1.2, activité 5).

Tableau 1. Evolution du coût moyen par bénéficiaire, entre 2018 et 2021 (USD)

	Coût / bénéficiaire planifié (USD)	Coût / bénéficiaire atteint (USD)	Variation entre le coût planifié et le coût atteint
2018	31	40	129%
2019	36	43	119%
2020	36	43	119%
2021	53		
Total⁷³	37	42	123%

Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021 ; MR01 et MR02 CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021

173. Le coût par bénéficiaire est de façon marquée inférieur au planifié pour l'activité cantine scolaire sur les trois années en raison de la diminution des rations livrées (manque de financement et fermeture des écoles). Il l'est également pour l'activité MAM en 2019 (mais pas en 2020, l'équipe d'évaluation n'explique pas cette différence car les ruptures d'intrant se sont produites sur l'ensemble de la période) et pour l'activité soudure (en 2020 pour la modalité cash et en 2019 pour la modalité vivre) (voir annexe XVI, section 6). Concernant l'assistance soudure, on note une diminution du coût par bénéficiaire entre 2018 et 2019/2020. Afin de maîtriser davantage les coûts, le PAM a cherché pendant la période du PSP à trouver une alternative à l'approche de ciblage par *Household Economy Approach*. L'utilisation du registre social a permis ainsi de ne pas répéter la procédure de ciblage chaque année : le coût diminue de 40 USD par bénéficiaire à respectivement 30 et 31 USD en 2019 et 2020 (voir annexe XVI, tableau 36).

174. Les gains sur les coûts de distribution contribuent à l'efficacité des activités du PAM. Ils sont particulièrement observables sur les transferts monétaires des activités d'assistance alimentaire pour les réfugiés et soudure et le 3A entre 2018 et 2020. Les transferts de vivre par contre ne connaissent pas la même évolution conditionnée par les coûts de transport et de gestion⁷⁴ (figure 25). Le poids de ce coût de distribution est logiquement plus important pour le transfert de vivre (voir annexe XVI, section 7). Le coût de distribution des transferts monétaires représente en 2020 autour de 3 pour cent de la valeur transférée lors des assistances alimentaires saisonnières et annuelles auprès des réfugiés. Cette part est divisée par

⁷² Les données proviennent des rapports COMET et CPB. A noter que les bénéficiaires indiqués dans le rapport COMET peuvent faire l'objet de doublon.

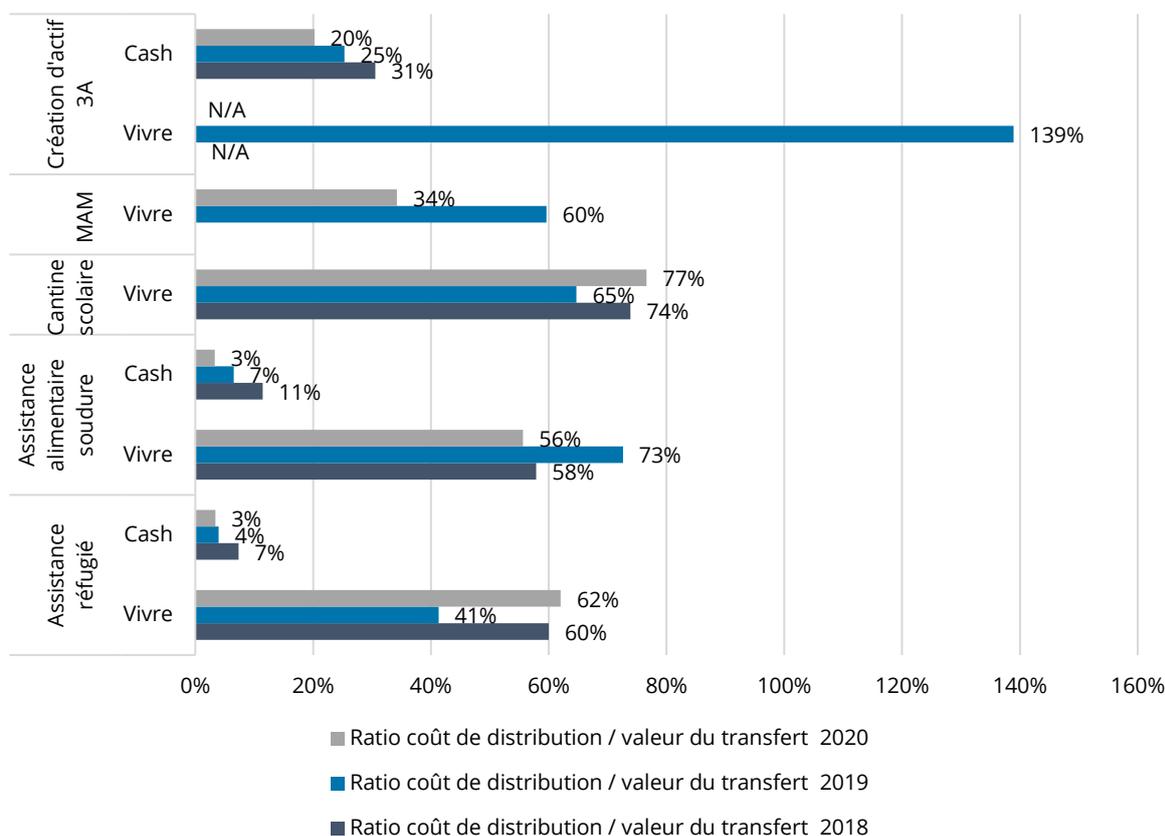
MR01 et MR02 CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021 ; CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021.

⁷³ Coût total calculé pour 2018, 2019 et 2020.

⁷⁴ Source : MR01 et MR02 CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021

deux ou trois pour les deux activités entre 2018 et 2020. Le coût de distribution du cash 3A constitue une dépense plus importante, à hauteur de 31 pour cent de la valeur transférée en 2018, diminuant à 20 pour cent en 2020. 65 pour cent de ce coût de distribution correspond aux dépenses liées à la mise en œuvre par les opérateurs de terrain.

Figure 25. Ratio Coût de distribution / valeur des transferts, par modalité et activité, entre 2018 et 2020



Source : MR01 et MR02 CPB-Plan vs Actual Report v2.1, données extraites le 6 septembre 2021

3.3.2. Efficience des moyens logistiques et opérationnels

Constat clé :

- **Le risque de perte de vivre semble maîtrisé.**
- **Le service UNHAS permet une optimisation conséquente du temps de transport.**

175. La part de perte de vivre avant livraison est maîtrisée, quasiment nulle sur la période 2018-2021. Le niveau des pertes post livraison sont également très faibles et en dessous des taux de perte au niveau régional, excepté en 2019 où un taux plus élevé (4,08 pour cent) est enregistré (non expliqué par l'équipe d'évaluation) (voir annexe XVI, tableau 37).

176. La création de l'activité 9 lors de la révision budgétaire d'avril 2019, en réponse à la crise COVID-19, avait pour objectif de proposer aux autres structures (gouvernementales, agences de l'ONU, ONG) les capacités de stockage et de transport du PAM. Ce nouveau service proposé au-delà de la crise sanitaire, et déjà déployé dans d'autres pays, permet au PAM d'optimiser ses coûts logistiques en récupérant une partie de ses charges fixes à travers la location de ses capacités logistiques déployées (ex : location d'une partie d'entrepôt non utilisé, location de camions).

177. Le service d'appui aérien humanitaire de l'UNHAS proposé par le PAM (activité 7) permet une optimisation conséquente du temps de transport (Nouakchott – Bassikounou, 3 jours par route, 3 heures

en avion) et une amélioration considérable des conditions sécuritaires (routes particulièrement dangereuses en Mauritanie, avec 25,6 décès pour 100.000 habitants en 2019). Depuis 2013, ce service est devenu payant permettant d'assurer un recouvrement des coûts, en complément des financements mis à disposition par les bailleurs. Les enquêtes de satisfaction menées par le PAM permettent de réévaluer les destinations prioritaires pour une optimisation des moyens logistiques.

178. Les transferts monétaires se font à travers une même banque pour l'ensemble du pays (Banque El Amana), permettant une optimisation des coûts associés et une simplification des démarches opérationnelles.

3.3.3 Efficience de la gestion des ressources humaines

Constat clé :

- **De fortes évolutions managériales (organisation et communication) ont été réalisées sur la période d'évaluation.**
- **Les indices de performance en matière de ressources humaines sont généralement atteints.**
- **Une amélioration des contrats et de l'organisation du travail avec les partenaires du PAM participe à une meilleure efficience des activités.**

179. Avec la mise en place des PSP, l'unité *Budget and Programming* du BP a été renforcée, son fonctionnement clarifié et sa visibilité accrue. Elle joue dorénavant le rôle d'interface entre les unités Programme et Finance. Les réunions de suivi budgétaire avec chaque *activity manager* sont planifiées sur une base mensuelle. Cela assure un suivi régulier de l'évolution du budget et donc une meilleure anticipation sur l'utilisation et recherche des fonds. L'unité *Budget and Programming* travaille en étroite collaboration avec l'unité Partenariat pour élaborer les propositions financières associées aux propositions de projets. Les responsabilités dont elle est garante en matière d'analyse des déficits et des surplus basés sur les rapports financiers, ainsi que ses nouvelles fonctions qui lui incombent en matière de gestion des coûts associés (salaire, mission) et la programmation des dépenses, assure une meilleure visibilité de l'état des financements et ainsi une maximisation de l'utilisation des fonds. Par ailleurs, les bailleurs ont maintenant accès au suivi du PSP permettant de connaître l'état des dépenses et des besoins de financements pour une meilleure gestion des opportunités financières.

180. La création en interne des *activity* et *strategic objective*) *managers* depuis la mise en place du PSP, a facilité la gestion des interventions. Chaque manager est responsable du suivi de son activité / *strategic objective*, du suivi budgétaire, des contrats (*Field-Level Agreement*) avec les partenaires, du suivi des modalités. Toutes les décisions en termes d'imputation, d'achats de fournitures, de recrutement sont sous leur contrôle. La transition vers le format PSP et la gestion par activités a nécessité certains ajustements. Une formation a été développée et partagée par le siège fin 2019 - début 2020 pour la prise en main de ces nouvelles fonctions.

181. Selon les plans annuels de performance 2018, 2020 et 2021⁷⁵, les indices de performance en matière de ressources humaines sont généralement atteints : les objectifs en matière de formation, de réunions et de mission sont remplis (annexe XVIII, section 2). Une nette amélioration de la communication interne a été déployée depuis l'adoption du PSP. De nombreuses réunions régulières ont été depuis mises en place : au sein de l'unité Programme, entre senior management, avec les sous bureaux, avec l'unité Budget and Programming, entre unités, etc. Selon les entretiens avec les *activity managers*, ce renforcement de la communication en interne a permis une plus grande efficience dans la gestion des ressources et la valorisation des expertises (Q4.2.2).

182. Avec l'adoption du PSP, une évolution notable des contrats *Field-Level Agreement* a permis d'allonger la période contractuelle, renouvelable chaque année suite à l'évaluation menée par le PAM. L'organisation des partenaires de mise en œuvre sous forme de consortium, permet la mutualisation de certaines expertises spécifiques (génie rural et genre). De plus, elle permet en cas d'absence d'un membre, qu'il puisse être remplacé par un expert équivalent d'une ONG partenaire, contribuant ainsi à l'optimisation des ressources humaines.

⁷⁵ Le plan annuel de performance 2019 n'a pas été partagé avec l'EE.

QE3.4 Dans quelle mesure des options alternatives plus rentables⁷⁶ (par exemple les modalités de transfert) ont-elles été envisagées ?

3.4.1. Disponibilité, pertinence et usage fait des analyses de coût-efficacité pour la prise de décision

Constat clé :

- **Aucune étude de coût efficacité n'a été menée pour mettre en évidence les avantages comparatifs de différents modèles de transferts concernant la mise en œuvre des activités.**

183. Le PAM réalise un suivi régulier des principaux marchés qui peut lui donner des indications concernant le choix de modalités de transfert à privilégier. Cependant, aucune étude analytique de préférence et de coût efficacité n'a été menée pour mettre en évidence les avantages comparatifs de différents modèles de transferts concernant l'assistance soudure (transferts monétaires vis-à-vis des transferts en nature). Dans son PSP 2019-2022, le PAM s'engage à réaliser 60 pour cent de l'assistance alimentaire par le biais de transferts monétaires là où les études de marché montrent que cela est pertinent. Selon les résultats des PDM et l'enquête des ménages réalisés dans le cadre de cette évaluation (annexe X), les ménages ont une préférence très marquée pour la modalité cash : selon l'enquête, 88,2 pour cent des ménages enquêtés préfèrent l'assistance sous cette forme.

184. Les alternatives à la distribution de vivres dans le cadre de l'appui aux cantines scolaires (modèle basé sur des coupons alimentaires par exemple, ou sur l'approvisionnement local des cantines) n'ont pas fait l'objet d'analyse spécifique. Le PAM a conduit une étude de filière qui a dégagé quelques pistes de réflexion autour notamment de l'approvisionnement local en niébé et en farine de poisson. Autour du niébé, le principal frein concerne les problèmes de conservation de la denrée. En ce qui concerne la farine de poisson, le PAM teste, en collaboration avec l'Agence allemande de Développement (GIZ), l'acceptabilité de la farine de poisson auprès des parents et des cuisinières. Le poisson séché n'a pas été retenu comme option car les productions locales ne permettaient pas d'atteindre les standards *Food Safety and Quality Assurance* du PAM.

185. Les avancées en matière de procédures de ciblage des ménages lors des réponses aux crises (Q3.2.2) sont le résultat d'une étude, puis d'un guide méthodologique appuyé par le PAM et la Banque Mondiale et réalisé en 2018 et 2019 qui ont permis de définir les modalités d'utilisation du registre social par les membres du groupe de sécurité alimentaire⁷⁷. Le PAM est partie prenante d'une étude⁷⁸ actuellement menée pour améliorer les procédures du registre social et optimiser l'utilisation des données par le PAM lors des exercices de ciblage. Elle cherche entre autres à améliorer la qualité des bases de données du registre social en définissant les modalités de mise à jour, notamment au travers du retour d'information des programmes utilisateurs dont le PAM fait partie.

⁷⁶ Cost-effective en anglais.

⁷⁷ IRAM. 2019. Guide méthodologique pour l'utilisation du Registre Social pour le ciblage des interventions de réponse aux chocs en Mauritanie.

⁷⁸ IRAM. 2021. Etude sur l'amélioration des processus du registre social. Rapport d'analyse pour le compte de l'agence du registre social mauritanien, en collaboration avec le PAM/UNICEF/BM.

2.4. QE4 : QUELS SONT LES FACTEURS QUI EXPLIQUENT LES RESULTATS OBTENUS PAR LE PAM ET LA MESURE DANS LAQUELLE IL A RENDU POSSIBLE LE CHANGEMENT D'ORIENTATION STRATEGIQUE DEFINI DANS LE PLAN STRATEGIQUE DE PAYS ?

QE4.1 Dans quelle mesure le PAM s'est-il appuyé sur les données existantes concernant les enjeux de sécurité alimentaire et de nutrition en Mauritanie ainsi que les données issues de l'évaluation pour élaborer le PSPPT / PSP ?

4.1.1 Conception du PSP basée sur des preuves (qualité des données)

Constat clé :

- **L'élaboration du PSP s'est appuyée sur des sources d'information peu nombreuses mais variées et fiables.**

186. Les évaluations et revues sont peu nombreuses mais de qualité et ont aidé à définir la logique d'intervention des plans stratégiques. Le PSP est fortement aligné avec les constats de la ZHSR (Q1.1.3), tels les facteurs climatiques, la forte vulnérabilité chronique des populations à l'insécurité alimentaire, le besoin de restaurer et valoriser les ressources naturelles et les chaînes de valeur mais aussi la mobilisation nécessaire de ressources financières et opérationnelles pluriannuelles pour faire face à ces défis.

187. Le PSP est également aligné avec les recommandations de l'évaluation du portefeuille pays (2011-2015) qui formulait des recommandations sur l'appui aux filets sociaux nationaux, le renforcement des systèmes nationaux de suivi et d'alerte précoce, le renforcement du secteur nutrition et des approches du PAM en faveur de la résilience et l'égalité des genres (voir annexe XVII, tableau 38) en cohérence avec les orientations stratégiques du RBD.

188. Les analyses de besoins (*essential needs assessment*, estimation du *Minimum Expenditure Basket*) et les études de faisabilité des différentes activités n'ont pas été réalisées : il n'existe par exemple pas d'étude visant à évaluer les préférences des ménages en matière de modalité de transfert (Q3.4.1). Il n'y a pas eu d'évaluation récente des activités d'alimentation scolaire depuis l'état des lieux réalisés en 2016 pendant l'atelier réalisant le diagnostic des capacités nationales basé sur l'Approche Systémique pour de Meilleurs Résultats en Éducation.

189. L'élaboration du PSP a bénéficié du système de suivi de la sécurité alimentaire des ménages à travers l'Enquête de suivi de la Sécurité Alimentaire mise en place par le PAM et le CSA depuis 2005. Il mesure deux fois par an l'évolution de la situation socioéconomique des ménages afin d'identifier et de suivre les menaces potentielles sur leur sécurité alimentaire. Ce système permet aussi de fournir des informations saisonnières sur la sécurité alimentaire dans le pays, et ainsi d'alerter les décideurs sur le choix des actions à prendre. Le PSP s'est appuyé sur un ensemble de preuves collectées telles que les enquêtes SMART et *Multiple Indicator Cluster Survey*, l'analyse des causes de la malnutrition (NCA) et les enquêtes nationales permanente sur les conditions de vie des ménages.

190. Ces informations ne permettent d'appuyer que partiellement le difficile alignement entre les ressources, les capacités disponibles et les besoins, notamment en matière de prise en charge de la malnutrition et de l'alimentation scolaire, pour lesquelles les ressources sont systématiquement et largement inférieures aux besoins. Peu d'analyses fournissent les détails nécessaires à l'élaboration de critères de ciblage suffisamment différenciés pour faire face aux fortes contraintes budgétaires. (Q4.2.1).

QE4.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il été en mesure de mobiliser des ressources adéquates, prévisibles et flexibles pour financer le PSPPT / PSP ?

4.2.1 Stratégie de financement et effets de levier

Constats clés :

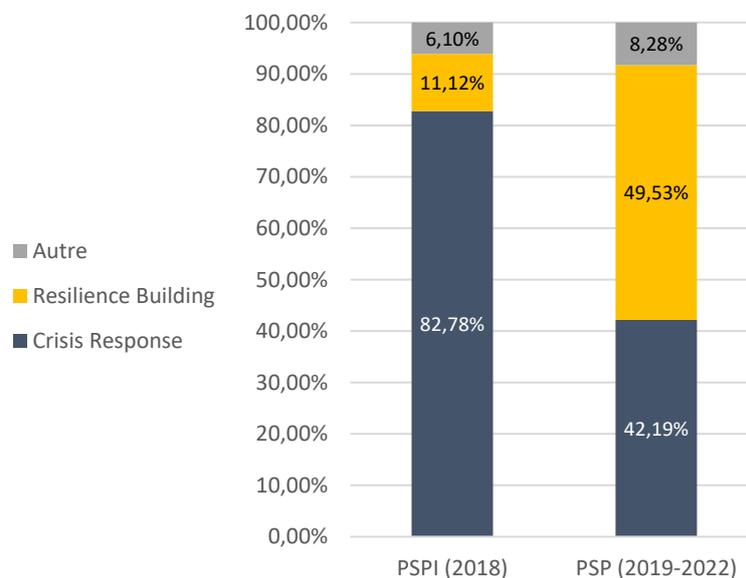
- **Sur la période 2018-2021, le PAM est demeuré l'acteur humanitaire recevant les plus gros financements en Mauritanie.**

- **Des progrès ont été fait dans la mobilisation de financement pluriannuel, néanmoins le PAM reste très dépendant de financements humanitaires.**
 - **Les niveaux de financements demeurent stables autour de 50 pour cent du NBP.**
- **En matière de mobilisation de ressource, les activités les moins bien financées sont les activités d'alimentation scolaire et de prise en charge de la MAM.**

191. Le PAM a reçu 37 pour cent des financements humanitaires alloués dans le pays en 2018, 31 pour cent en 2019, 23 pour cent en 2020 (année de la réponse à la crise de la COVID-19) et 34,2 pour cent en 2021 selon les estimations provisoires⁷⁹.

192. Entre le PSPPT et le PSP, la part allouée à la réponse aux crises a beaucoup diminué pour laisser une place plus importante aux activités d'appui à la résilience, représentant 11,1 pour cent du budget révisé du PSPPT en 2018 et 48,7 pour cent du budget du PSP 2019-2022 (figure 26). En 2018, la part allouée à la résilience a été considérablement réduite lors de la révision budgétaire en faveur d'une augmentation de la réponse aux crises face à des besoins croissants.

Figure 26 : Allocation des ressources par domaine d'intervention (PSPPT et PSP, Mauritanie)



Source : Equipe d'évaluation à partir de WFP, CPB Grant Balances Report v3.0, données extraites le 26 Novembre 2021

193. Les proportions allouées des ressources mobilisées à chaque activité sont en grande partie respectées par rapport à ce qui avait été prévu dans le NBP (voir analyse par activité et annexe XVIII, section 1)). Le BP semble parvenir à orienter les ressources sur les activités qu'il souhaitait et avait planifié, les variations entre les activités étant limitées. La part des ressources mobilisées allouée aux activités d'alimentation scolaire et de la prise en charge de la MAM sur le total des ressources a été légèrement plus faible que planifiée.

194. Les niveaux de financement du PSPPT et du PSP sont restés constants sur la période. Environ la moitié des besoins planifiés sont couverts sur les deux exercices (section sujet d'évaluation). En matière de mobilisation de ressources, comparées au NBP, en 2018, les activités les mieux couvertes ont été le service UNHAS et l'appui à la création d'actif (figure 23, section 3.3.1). Les activités d'assistance alimentaire aux ménages réfugiés ont été financées à 65 pour cent, pourcentage plus faible pour l'assistance nutritionnelle dans le camp. Les activités d'assistance soudure et d'appui institutionnel aux acteurs étatiques ne sont

⁷⁹ OCHA services. 2021.

financées qu'à hauteur de 50 pour cent des besoins planifiés. L'activité en faveur de l'alimentaire scolaire n'a été financé qu'à 17,4 pour cent du NBP en 2018 (voir annexe XVIII, section 1).

195. En ce qui concerne le PSP, les activités les moins bien financées sont l'alimentation scolaire et la prise en charge de la MAM (représentant respectivement 49,1 et 51,4 pour cent des ressources nécessaires). Les activités les mieux couvertes sont le service UNHAS, l'assistance soudure (74,5 pour cent) et l'appui à la création d'actif (71,5 pour cent) (figure 24, section 3.3.1 et annexe XVIII). Les niveaux de financement reflètent donc les priorités des financeurs et non celles du BP (hypothèse3 TdC).

196. Les sources de financement du PAM se sont diversifiées et la réponse à la crise de la COVID-19 a attiré des financements satisfaisants. Les principaux donateurs du PSPPT et du PSP sont la Commission européenne au travers d'ECHO, les Etats-Unis et la BMZ. Les financements pluriannuels de la BMZ ont très fortement financé le paquet résilience : premier donateur (après la contribution du PAM) du paquet résilience, BMZ finance 21,7 pour cent des financements alloués au focus « *resilience building* »⁸⁰. Les sites sentinelles ont bénéficié des financements pour la préparation aux désastres d'ECHO (DIPECHO). Le Bureau régional du PAM a joué un rôle important dans la mobilisation de financements pluriannuels auprès de la BMZ (figure 6, section 1.3).

197. Les financements du PAM demeurent néanmoins très largement dépendants des financements humanitaires annuels, souvent affectés à des activités spécifiques et moins flexibles. Cette situation reflète la difficulté de mobiliser des financements pluriannuels des bailleurs de développement qui pourtant correspondraient mieux aux orientations stratégiques du PSP. Les partenariats avec les autres agences de l'ONU (notamment UNHCR et UNICEF) et la Banque Mondiale pourraient apporter des résultats démontrant la capacité des interventions à produire des résultats durables et donc offrir de nouvelles opportunités de financement, mais ces dynamiques sont juste en train de s'enclencher (hypothèse1, TdC).

198. Depuis 2018, le PAM participe à l'initiative African Risk Capacity de l'Union Africaine d'assurance contre les risques de catastrophes et bénéficie du contrat d'assurance *ARC Replica* dédié aux organisations non-gouvernementales. Le PAM a concentré en 2020 son appui sur l'amélioration des paramètres techniques du système assurantiel. Associé à la création d'un fond national de financement des réponses aux chocs, *African Risk Capacity* s'appuie sur des outils nationaux et vise à faciliter l'accès à des financements plus sûrs et prévisibles. En 2020, un décaissement de 167.000 USD pour répondre à la sécheresse de 2019 a permis au PAM d'intervenir dans le Tagant dès le mois de mai. Certes limité par rapport aux besoins, le système confirme sa capacité à répondre à un choc de façon précoce, le montant du financement étant connu dès décembre 2019.

4.2.2 Mesure dans laquelle la gestion des ressources humaines a soutenu ou nui aux opérations

Constats clés :

- **Le recrutement d'experts nationaux, et qui plus est de femmes, demeure le principal défi en gestion des ressources humaines et a un impact sur la prise en compte des enjeux transverses.**
- **Malgré ce défi, le BP a pu augmenter ses ressources humaines pour répondre aux objectifs du PSPPT et du PSP et d'importants efforts sont en cours pour améliorer l'attractivité des postes et appuyer les orientations stratégiques**

199. L'organigramme du PAM a évolué de 135 positions en début de PSP à 156 aujourd'hui et le turn-over est relativement faible (cinq employés en un an). Le recrutement de staff nationaux, expérimentés, représente un important défi. Or un des objectifs est de transférer un maximum de positions d'internationaux vers des postes de nationaux. 30 postes restent à pourvoir, pour aboutir à une bonne adéquation entre organigramme et structuration du PSP⁸¹ (hypothèse4, TdC).

200. Pourtant de nombreux efforts sont entrepris, notamment celui de faire évoluer les modalités contractuelles, de contrats de courte durée (représentant 70 pour cent des contrats en début d'année) à des contrats à durée indéterminée (objectif 70 à 80 pour cent des contrats en fin d'année). Cela a pour

⁸⁰ Source : CPB grant Balances report v3.0, données extraites le 26 Novembre.

⁸¹ La revue de l'alignement organisationnel (2021) présente l'organigramme de chaque unité et sous-bureau et les postes vacants associés.

objectif de faire évoluer le niveau d'engagement et de mieux répondre aux enjeux de moyen et long terme du PSP malgré le manque de visibilité des financements. L'objectif recherché est que toutes les positions du PAM soient pourvues avant le démarrage du prochain PSP.

201. Selon les plans annuels 2018, 2020 et 2021⁸², les indices de performance en matière de ressources humaines sont généralement atteints, excepté en matière de recrutement de personnel féminin (voir annexe XVIII, tableau 41). Le recrutement des femmes représente un défi majeur. Aujourd'hui 27 pour cent des employés sont des femmes, l'objectif était d'atteindre 35 pour cent d'ici la fin de l'année 2021, mais il ne pourra vraisemblablement pas être respecté (Q3.3.3). Des difficultés de recrutement de femmes sont particulièrement soulignées dans les sous-bureaux

202. Le recrutement en janvier 2021 d'une référente technique du paquet résilience (regroupant les activités 2, 3, 4, 5) permet de renforcer l'expertise globale en interne et d'apporter plus de cohérence et de synergie entre les activités du paquet. Le recrutement au second semestre 2021 d'un assistant technique, expert en PSA (par le PAM et la Banque Mondiale à travers un protocole d'accord conjoint) permet de renforcer le niveau d'expertise en interne, d'améliorer la communication entre organisations, et de renforcer la synergie avec les parties gouvernementales. La création de ces deux postes techniques (PSA et résilience) permet d'asseoir la continuité de l'expertise du PAM dans ces deux domaines clés du PSP.

203. Un plan de formation est établi par unité incluant une liste de formation (principalement disponibles en ligne) pour chacun. Plusieurs formations sont obligatoires pour tous (ex : Genre, Code de conduite). Les efforts en matière de formation sur la problématique des inégalités homme-femme ont été importants sur la période du PSP. En septembre 2019 (basé sur l'approche stratégique du RBD et avec leur appui) et en septembre 2020 (avec l'unité ressources humaines du BP), deux séquences de formation ont été organisées pour l'ensemble du personnel afin de promouvoir le dialogue sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Un plan de développement intégrant plan de formation, sessions de coaching et mise en situation est également défini.

QE4.3 Dans quelle mesure le PSPPT / PSP a-t-il débouché sur des partenariats et des collaborations avec d'autres acteurs ayant positivement influencé la performance et les résultats ?

4.3.1 Avantages du PSP en matière de partenariat et de complémentarité d'interventions (cohérence et renforcement de capacité)

Constat clé :

- **L'élargissement des domaines d'intervention du PSPPT et PSP a demandé au PAM d'élargir les partenariats stratégiques établis.**

204. Selon l'enquête de perception, le changement d'approche stratégique du PAM a permis de renforcer les partenariats et d'harmoniser les interventions entre le PAM et ses partenaires (voir annexe VIII). L'élargissement des domaines d'intervention du PSPPT et PSP a demandé au PAM d'élargir les partenariats stratégiques notamment avec les parties gouvernementales. Le CSA demeure le partenaire historique et privilégié du PAM mais il ne peut demeurer la seule instance gouvernementale partenaire de référence pour l'ensemble des nouveaux domaines d'intervention.

205. Un nouvel accord de partenariat a été établi avec le Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs (MEPSP) en tant que ministère de rattachement de la SCAPP. Il représente également le ministère de tutelle défini par les autorités pour ancrer au niveau du Directeur Général le programme résilience financé par BMZ à travers la mise en place d'un comité de pilotage interministériel⁸³, constitué mais non effectif. Ce comité ne s'est pas encore réuni malgré les nombreuses demandes du PAM, tel que confirmé par les autres partenaires.

206. Un accord de partenariat a récemment été établi avec Taazour. Depuis 2018, le PAM est devenu un partenaire de choix du Gouvernement dans le domaine de la PSA. Un partenariat a été établi avec le registre social et aujourd'hui un appui du PAM est prévu pour la mise à jour du registre social et l'appui au

⁸² Le plan annuel de performance 2019 n'a pas été partagé avec l'EE.

⁸³ Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Elevage, Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Ministère de la santé et des affaires sociales.

ciblage de Nouakchott, en partenariat avec la Banque Mondiale, l'UNICEF et l'UNHCR. Dans le domaine de la protection sociale, le BP vient d'engager un partenariat avec le Ministère des Affaires Sociales et de la Famille (MASEF) en 2021 (hypothèse3, TdC)

207. Un partenariat était établi en 2015 avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable dans le cadre du Projet d'amélioration de la résilience des communautés et de leur sécurité alimentaire face aux effets néfastes du changement climatique qui a pris fin en 2019. Actuellement ce partenariat est établi dans le cadre d'un projet de remise de dette de l'Espagne en collaboration avec la Grande Muraille Verte ; du projet *Peace Building Fund* déployé dans le Guidimakha ; et du programme partenarial avec le FIDA autour du Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changement climatique. Aucune relation de partenariat n'a à ce jour été établie avec le Ministère de l'Agriculture malgré les opportunités évidentes qu'il y aurait autour de l'activité 3A, le PAM en est conscient et envisage d'y remédier. L'engagement récemment initié du PAM dans l'appui à la mise en valeur des terres restaurées accentuera encore la nécessité d'établir ce partenariat.

208. Les financements accordés en 2018 par BMZ pour soutenir le paquet intégré résilience a donné lieu en 2019 à des financements additionnels pour mener une approche complémentaire entre le PAM et l'UNICEF. Le PAM et l'UNICEF travaillent tous deux autant que possible sur les mêmes sites résilience (l'UNICEF est présent dans 93 pour cent des sites résilience du PAM) afin de répondre aux besoins prioritaires exprimés par les communautés dans le cadre du PCP (dans les secteurs de l'éducation, eau et assainissement, santé). Cela a donné lieu au renforcement du partenariat stratégique entre les deux agences, et à des efforts de planification commune (établissement de feuille de route). Le partenariat établi n'est cependant pas un partenariat renforcé (comme cela est le cas au Niger dans les communes de convergence par exemple), le programme n'ayant pas été élaboré de façon conjointe, puisque les deux programmes ont été définis séparément avec BMZ (hypothèse7, TdC). Par ailleurs, la complémentarité entre l'appui au paquet résilience et au SPSA n'est pas encore articulée.

209. Le PAM n'a pas établi d'autres partenariats pour une complémentarité élargie des interventions permettant de répondre aux autres priorités mentionnées par les communautés dans le cadre des PCP. Dans le domaine du traitement de la malnutrition, on observe un manque de continuité de la prise en charge entre la MAS et la MAM dû à une insuffisance de la coordination institutionnelle, ne permettant pas d'optimiser l'efficacité et d'assurer la durabilité des interventions (QE2.3). D'autres partenariats (avec la FAO et l'Université de Nouakchott en matière de résilience, avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en matière de genre) ont été développés et sont présentés dans le tableau 14 de l'Annexe XI.

210. La *moughaata* de Bassikounou, zone d'accueil des réfugiés, bénéficie de nombreux appuis de divers partenaires, en premier lieu de l'UNHCR. Il est particulièrement difficile dans cette zone d'assurer une mobilisation et une appropriation suffisantes des communautés autour de la réalisation des ouvrages 3A du fait du contexte socio-économique et institutionnel. Le PAM s'interroge sur le meilleur positionnement à avoir associé à son mandat, pour répondre aux besoins spécifiques des populations sans risquer de se dupliquer aux initiatives déjà déployées. Dans un tel contexte, une analyse conjointe des besoins permettrait d'identifier la meilleure complémentarité possible entre organisations pour un positionnement plus adapté (hypothèse8, TdC).

4.3.2 Avantages du PSP en matière de coordination

211. A travers le GSA, le PAM a su se positionner comme un allié des ONGs, et un alignement a été validé autour d'une approche de la réponse basée sur les besoins. Le GSA est aujourd'hui dissous pour être intégré au Dispositif national, à travers le Comité de Coordination de Mise en œuvre de la réponse et au second dispositif intitulé Comité d'Analyse des Besoins ancré à l'OSA. Le PAM va continuer son rôle d'animation pour un transfert progressif au Gouvernement. La proximité établie entre le PAM et les ONGs sera cependant importante à maintenir, dans un cadre à définir.

212. Le BP a sollicité les sous-bureaux pour créer un GSA au niveau *wilaya*, afin de démultiplier la dynamique nationale au niveau sous-national. Cette expérience a été productive à Bassikounou, mais peu effective ailleurs. Le Dispositif national prévoit de créer des Comités Régionaux de Sécurité Alimentaire afin de permettre un partage d'expérience et d'information, une complémentarité d'interventions entre les organisations, autorités et services techniques présents dans la *wilaya*. La décentralisation d'ateliers de capitalisation, permettrait également de faciliter le renforcement des capacités entre structures. La faiblesse du processus de décentralisation (Q4.5.2) en Mauritanie et le manque de ressources allouées aux

services techniques ont pour conséquence un manque de coordination au niveau *wilaya*. Dans l'Assaba et le Guidimakha, les comités de concertation ne sont pas fonctionnels et les services techniques manquent d'informations relatives aux opérations menées. Dans le HEC et le Gorgol en revanche ces mécanismes de coordination sont fonctionnels.

213. Selon les ONG partenaires, le dépistage de la MAM pourrait gagner en efficacité s'il était réalisé en commun avec les opérateurs engagés sur le dépistage de la MAS (expérience réalisée en 2019 entre le PAM et ACF, mais non renouvelée en 2020 faute de cadre officiel de collaboration). Le PAM et l'UNICEF travaillent avec les mêmes partenaires de mise en œuvre, parfois les mêmes auxiliaires de santé, sans qu'il n'y ait d'outils communs de planification. Ce manque de planification conjointe ne permet pas aux ONGs d'optimiser l'efficacité et l'efficience des interventions.

214. La cohérence et l'alignement du PSP sur les politiques et stratégies nationales sont limités par les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des dispositifs institutionnels de coordination. Le comité de pilotage de la SNPS bien qu'il existe n'est pas toujours fonctionnel et le comité de pilotage de l'approche résilience n'est pas opérationnel (Q4.3.1).

215. La révision de la SNPS est planifiée, sous l'égide du MEPSP. Le comité de révision, mis en place début 2021, n'est pas encore fonctionnel. La révision sera appuyée en 2022 principalement par l'UNICEF et mise en œuvre par un comité intersectoriel. Ce processus offre une opportunité de renforcer les cadres de coordination autour de thèmes prioritaires pour le PAM : la protection sociale adaptative et réactive aux chocs, la protection sociale sensible à la nutrition et au genre et la promotion d'une approche combinée entre la PSA et le paquet intégré résilience. Les partenaires techniques et financiers veilleront à créer des synergies positives en appui à cette nouvelle stratégie. Une meilleure articulation et coordination avec l'agence Taazour et ces différents programmes de filets sociaux constitue une opportunité de coordonner les actions en matière de lutte contre la pauvreté.

QE4.4 Dans quelle mesure la planification stratégique au niveau du pays a-t-elle affecté la flexibilité et les résultats dans un contexte opérationnel dynamique, en particulier en ce qui concerne l'adaptation et la réponse à la COVID-19 et autres crises ?

Constats clés :

- **L'adoption du format PSP a permis une plus grande flexibilité et réactivité des réponses.**
- **Sous condition d'acceptation des bailleurs, les lignes budgétaires peuvent plus facilement qu'avant faire l'objet d'une allocation à une activité plutôt qu'à une autre, suivant les besoins.**
- **Le PAM a réussi à adapter ses modalités d'intervention aux contraintes imposées par la crise de la COVID-19 sans impact majeur sur la qualité de ses opérations et la performance de ses activités.**

4.4.1 Avantages du PSP en matière de flexibilité et de résultat

216. Dans le cadre du PSP, le PAM a conservé sa capacité à répondre rapidement à une crise. Les révisions budgétaires ont pu continuer à être passées en urgence afin de répondre aux besoins des populations.

217. Le format PSP permet une plus grande flexibilité dans la gestion des ressources entre activités. La quasi-totalité des financements des PSPPT et PSP est fléchée au niveau des activités (respectivement 100 pour cent et 98,7 pour cent) (tableau 42 à 44, annexe XIX), mais pour le PSP les fonds peuvent être transférés avec l'accord du bailleur. Ainsi, entre le PSPPT et le PSP, l'allocation des ressources a été répartie plus équitablement entre les EDS. La part allouée à la réponse aux crises a beaucoup diminué pour laisser une place plus importante aux activités orientées résilience. Au cours de la mise en œuvre du PSPPT, 80 pour cent des ressources ont été allouées à l'EDS2 (réponse aux crises). A ce stade de la mise en œuvre du PSP (2 ans et demi), 35,2 pour cent des ressources sont allouées à l'EDS1 (réponse aux crises), 31,2 pour cent à l'EDS2 (assistance soudure) et 13,9 pour cent à l'EDS4 (lutte contre la malnutrition, voir annexe XIX).

218. La réponse à la crise de la COVID-19 a démontré cette capacité d'adaptation. En Juillet 2020, la validation de la révision budgétaire a pris du temps (Q3.1.1) à s'accorder avec la réponse nationale. L'activité 8 du PSP a été créée lors de cette révision budgétaire pour permettre une grande flexibilité de réponse, et constitue un instrument utile à conserver.

QE4.5 Quels sont les autres facteurs qui peuvent expliquer la performance du PAM et dans quelle mesure il a opéré le virage stratégique attendu du PSPPT et du PSP ?

4.5.1 Facteurs internes de succès / échecs

Constats clés :

Plusieurs facteurs internes influencent la performance des activités du PAM :

- **Au niveau du S&E, l'adoption du format PSP a facilité le suivi des activités du PAM ; par contre le format contraint fortement le suivi des effets du paquet résilience.**
- **Au niveau de la communication, des efforts ont été réalisés pour adapter les messages aux parties prenantes. Plusieurs outils ont été développés pour communiquer sur l'approche intégrée résilience du PAM au Sahel.**
- **Le RBD a orienté l'approche stratégique du BP autour de l'approche résilience intégrée. Le RBD a également accompagné le BP lors de la crise de la COVID-19 en termes de financement et de mise à disposition d'outils.**

219. L'adoption du format PSP a permis d'harmoniser les indicateurs de suivi et d'évaluation et a facilité le suivi des activités. Selon l'unité RAM, la définition du cadre logique du programme et des plans de monitoring s'est beaucoup améliorée depuis 2018 grâce à l'adoption d'une approche stratégique sur plusieurs années. Le taux de renseignement des indicateurs s'améliore entre 2018 et 2020. Certaines difficultés de remontée des données du niveau local au niveau central ont été notées en 2018⁸⁴. Selon l'unité RAM, les données produites par les moniteurs mensuellement au niveau des sous-bureaux (dispositif mis en place à la fin de l'année 2020) ne semblent pas encore exploitées de façon systématique par les responsables d'activités.

220. Le suivi par activité du format du PSP rend difficile la mesure des effets de la mise en synergie de plusieurs activités. Aujourd'hui, pour pallier en partie à cette difficulté, une seule personne collecte les données de l'ensemble des activités sur la même période. Un outil de suivi commun à plusieurs pays du Sahel *Scale up Resilience* est actuellement à l'étude au niveau du RBD, le BP du PAM travaillant en collaboration étroite avec l'UNICEF pour élaborer un canevas commun.

221. Les efforts réalisés en termes de renforcement des compétences des ONGs nationales de mise en œuvre (et des communautés) est également à noter (formations, séances de démonstrations, journées de visites, *boot camps*, ateliers de capitalisation). Les ONG partenaires déclarent être satisfaites des formations prodiguées par les sous-bureaux et souhaiteraient poursuivre ces renforcements de capacités.

222. L'introduction des smartphones a permis une amélioration visible de la qualité des données collectées. Des tests de cohérence peuvent être réalisés ; la collecte de données peut être suivie quotidiennement et des rectifications peuvent être apportées si besoin. D'autres outils sont envisagés qui permettraient d'améliorer la qualité du reporting (rapport en ligne standardisé, utilisation de drones et de l'imagerie satellitaire pour le suivi des impacts des actifs 3A créés⁸⁵, etc). Le développement de ces nouveaux outils est actuellement dépendant des discussions en cours avec le siège sur leur alignement avec la politique de protection de données du PAM et l'alignement avec les outils standards.

223. Selon l'enquête de perception réalisée par l'évaluation, les acteurs interrogés estiment que la communication du PAM est satisfaisante. Cela est sans doute à associer avec les efforts réalisés par l'unité *Communication, Reporting and Fund Raising* qui a développé une stratégie de communication spécifique à chaque public (Gouvernement, bénéficiaires, donateurs). De nombreux documents ont été mis à

⁸⁴ WFP. 2018. Stratégie S&E Mauritanie (2019-2022).

⁸⁵ WFP. 2021. *Transformer le Sahel. Impressions du terrain (Plateforme Sway)*

disposition en ligne pour faciliter la redevabilité vis-à-vis des donateurs (ex : rapport annuel pays, avec des efforts réalisés en infographie), le suivi budgétaire peut également être partagé en ligne pour faciliter la collecte de fonds complémentaires en toute transparence, enfin de nombreux documents ont été traduits en arabe pour favoriser la diversification des donateurs (Q1.4.3). La communication à destination des autorités et services techniques déconcentrés demeure faible.

224. Des outils de communication ont notamment été développés pour communiquer sur l'approche intégrée résilience du PAM au Sahel (rapport, note, court métrage et films) (voir annexe XX, tableau 46).

225. L'appui du RBD a été essentiel en matière de formulation des orientations stratégiques autour de l'approche intégrée. Ces orientations (Q3.3.1) cohérentes avec les Plans Résilience Pays (Agir) ont été présentées au Secrétaire Général du G5 Sahel, elles ont permis de proposer un appui à leur mise en œuvre opérationnelle. Le RBD a aidé à développer des indicateurs de paquet résilience dans son ensemble afin de suivre le niveau de synergie des activités entre elles (phase test). Le RBD a également facilité l'obtention des financements de BMZ dans le domaine de la résilience. Le RBD a également appuyé le BP pendant la crise de la COVID-19 en matière de production et analyse de données, de ressources méthodologiques et de logistique (voir annexe XX, tableau 47).

4.5.2 Facteurs externes de succès / échecs

Constat clé :

Plusieurs facteurs externes influencent la performance des activités du PAM :

- **La faiblesse des processus de décentralisation et de déconcentration des services administratifs et techniques en Mauritanie limite l'appropriation et la pérennité des interventions du PAM ;**
- **La faiblesse des réseaux de télécommunication a des répercussions programmatiques. Les difficultés d'accès dans la région du HEC en raison des déplacements sous escorte handicapent le suivi et la mise en œuvre des activités.**

226. Le fonctionnement administratif de l'Etat mauritanien repose sur une organisation très centralisée de ses services. Le processus de déconcentration des services est engagé mais les résultats sont encore limités et les moyens alloués aux services techniques de l'Etat insuffisants⁸⁶. Cet environnement institutionnel complique l'intervention du PAM et limite l'implication, le transfert de compétence, la mise à l'échelle et la pérennité des interventions. Les intérêts et objectifs de l'Etat peuvent être opposés à ceux du PAM, concernant notamment la logique poursuivie en matière de continuité territoriale (Q3.2.1).

227. L'évaluation note sur plusieurs *wilayas* un manque d'implication et d'engagement des directions régionales qui limite l'intégration des actions du PAM dans les logiques de développement local. La région du HEC fait figure d'exception dans ce domaine (Q4.3). Dans l'ensemble du pays, les mairies sont impliquées essentiellement au niveau de l'identification et de la définition des ouvrages et ont peu d'information en matière de mise en œuvre et du suivi des activités sur leur territoire. La récente Stratégie Nationale de Décentralisation et de Développement Local (2018) est sans doute une opportunité pour des partenaires comme le PAM de revoir sa stratégie d'implication des collectivités locales en renforçant les liens avec les mairies notamment et les conseils régionaux.

228. La faiblesse du réseau de téléphone et d'internet pose d'importantes difficultés à plusieurs niveaux : certains membres de comités de collecte de données des sites sentinelles déclarent connaître des problèmes pour envoyer les données au niveau sous-national ; cela peut poser un problème de redevabilité si les populations de certaines zones ne peuvent pas contacter le numéro vert ; les enquêtes à distance peuvent également souffrir de cette faiblesse. Le système de « mobile money » pour l'assistance monétaire du PAM n'est pour le moment pas envisagé, en grande partie en raison de la faiblesse du réseau.

229. Sur la *wilaya* du HEC, les véhicules du PAM doivent être accompagnés d'une escorte de la gendarmerie mauritanienne pour accéder aux zones d'intervention. Une seule voiture d'escorte est disponible par *moughaata*, ce qui entraîne des conflits d'agenda entre les partenaires. Cette contrainte d'escorte limite l'accès au terrain et a des effets en matière de suivi des activités.

⁸⁶ ID/BINOR (2018) a et b

Conclusions et recommandations

3.1. CONCLUSIONS

230. Neuf thèmes d'apprentissage ont été identifiés pour cette évaluation au cours de la phase de démarrage. Ils sont intégrés au travers des conclusions.

Conclusion 1 - POSITIONNEMENT STRATEGIQUE : Le cadre stratégique pluriannuel du PSP renforce le positionnement stratégique du PAM. Il s'inscrit dans la poursuite de l'objectif Faim Zéro en répondant aux besoins immédiats et chroniques des populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

231. Bien que les effets de la complémentarité entre les différentes activités ne soient pas encore complètement visibles, l'approche stratégique combinant l'appui institutionnel à la PSA et le paquet résilience est pertinente par rapport aux besoins (Thème d'apprentissage n°3) et cohérente avec les orientations stratégiques du RBD. Elle vise à répondre aux besoins immédiats des communautés les plus vulnérables tout en réduisant leurs causes de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

232. L'appui institutionnel du PAM dans le domaine de la PSA, se base sur une dynamique portée par le Gouvernement, une stratégie nationale et le CPDD. Il veille à bien s'adapter aux capacités et besoins nationaux en assurant une évolution progressive et consolidée des compétences et des procédures. L'expertise du PAM dans ce domaine est largement reconnue et des partenariats stratégiques essentiels ont été développés notamment avec la Banque Mondiale (Thème d'apprentissage n°2). Le PAM appuie la transition d'une action humanitaire ad hoc vers une assistance plus complète et durable.

233. L'approche stratégique du PAM s'inscrit dans une perspective de durabilité autour de l'appui institutionnel du Gouvernement (PSA), la recherche de solutions durables pour les réfugiés (conclusion 3), et le renforcement de la résilience communautaire (conclusion 4). L'appui du PAM à la SNPS à travers le renforcement des capacités et des outils des partenaires gouvernementaux contribue à la durabilité des initiatives nationales. Cependant, le contexte institutionnel et opérationnel en Mauritanie demeure complexe et la faible densité de population rend l'accès et la couverture des besoins coûteux. Le PAM cherche à maintenir un équilibre entre le renforcement des capacités institutionnelles au niveau national et décentralisé et le respect de ses engagements auprès des populations les plus vulnérables en conservant sa capacité de réponse (Ta8). Les faiblesses des mécanismes de coordination et les retards dans la mise à jour de certains instruments (tel que le Registre Social) sont des contraintes auxquelles le PAM s'adapte en continu (ex : vérification de données du Registre et ciblage complémentaire).

234. Le PAM est un acteur humanitaire incontournable en Mauritanie. Depuis 2018, il reçoit chaque année la plus importante part des financements humanitaires alloués. Il a largement contribué à l'élaboration du CPDD (2018-2022) et a aligné son PSPPT-PSP dessus. Depuis 2018, le BP défend sa vision stratégique et a su convaincre de sa pertinence. Il a continué d'alimenter en continu sa réflexion stratégique et d'ajuster ses interventions en conséquence.

235. Le leadership du PAM en tant que co-animateur du GSA a été largement reconnu. Il a facilité le partage de pratiques et d'approches entre les institutions gouvernementales, ONGs, Banque Mondiale et agences de l'ONU. Le PAM a élargi ses partenariats. Cependant, ils pourraient l'être davantage. La programmation des activités entre les partenaires n'a pas toujours été menée de façon conjointe (Thème d'apprentissage n°4).

Conclusion 2 - ENJEUX TRANSVERSES. La prise en compte des enjeux transverses (genre, redevabilité, protection et environnement) s'est améliorée au cours du PSPPT-PSP mais demeure insuffisante.

236. Les enjeux transverses sont insuffisamment pris en compte malgré la vision ambitieuse du PSP. Les ressources dédiées sont insuffisantes et leur mise en œuvre n'a pas encore bénéficié des lignes directrices institutionnelles récemment développées. Des efforts ont été réalisés par le BP pour mettre en place une approche intégrative du genre. Cependant, l'approche transformative n'est pas appuyée par une stratégie claire et n'est pas encore effective. Concernant les mécanismes de redevabilité, des efforts restent à faire en renforçant notamment le partage d'information auprès des communautés et des autorités. Les enjeux

environnementaux ne sont pas intégrés dans le fonctionnement interne du BP. Le BP n'a pas mené d'analyse des risques environnementaux associés aux actifs créés (Thème d'apprentissage n°9).

237. Autour du camp de réfugiés, les risques de protection et d'accès humanitaire ne sont pas considérés comme prépondérants. La zone n'a pas connu des problèmes de sécurité importants. L'utilisation des escortes représente néanmoins une contrainte d'accès importante qui doit être revue de façon régulière.

Conclusion 3 - REFUGIES ET ZONES D'ACCUEIL. Le BP appuie la recherche de solutions durables tout en veillant à maintenir le même niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

238. L'augmentation du nombre de réfugiés maliens et la diminution régulière du budget alloué à cette activité exigent une recherche de solutions durables qui a été bien anticipée par le PAM aux côtés de l'UNHCR.

239. Faisant face à des difficultés persistantes de financement de l'activité et pour répondre de façon plus pertinente aux besoins des réfugiés et des populations hôtes, le PAM s'appuie sur l'approche *Nexus humanitaire, développement et Paix* développée avec les partenaires pour associer les efforts humanitaires à des solutions durables incluant l'intégration des réfugiés dans le registre social et les filets sociaux nationaux, la réduction progressive du nombre de réfugiés assistés et le déploiement du paquet résilience dans la zone d'accueil. Si la coordination des acteurs autour de l'approche *Nexus* s'est renforcée, celle-ci ne commence qu'à recevoir des financements diversifiés et à être opérationnalisée (Thème d'apprentissage n°7).

240. La stratégie de ciblage rencontre une forte opposition de l'ensemble des réfugiés, est une source de tension et n'a permis que des gains substantiels. La stratégie d'intégration des réfugiés dans le registre social et la PSA constitue une opportunité importante. La mise en œuvre du paquet résilience selon le modèle standard n'est pas pertinente. Le contexte agroécologique, les dynamiques sociales et le grand nombre d'acteurs sur la zone d'accueil invitent à développer une approche différente. Le PAM a commencé à diversifier ses partenariats afin de bénéficier des avantages comparatifs de chaque partenaire. En attendant cette transition, l'assistance alimentaire est nécessaire au maintien de la sécurité alimentaire des réfugiés (Thème d'apprentissage n°5).

241. Le service UNHAS demeure essentiel et pertinent.

Conclusion 4 - PAQUET RESILIENCE. Le principe de résilience intégrée est en cours de mise en œuvre au niveau communautaire via le paquet résilience, mais n'est pas encore ancré au niveau national. La convergence des interventions entre le PAM et l'UNICEF est en cours de déploiement, des efforts de planification sont réalisés et la mise en synergie est recherchée (Ta6).

242. Le RBD a appuyé le BP à formuler les orientations stratégiques de l'approche résilience, en cohérence avec l'approche institutionnelle déployée au Sahel focalisée sur la réhabilitation des écosystèmes. L'appropriation par les institutions nationales est nécessaire. La coordination a été ancrée au niveau du MEPSP mais demeure non effective. Aucun ancrage n'a encore été défini au niveau sous-national.

243. Les quatre activités du paquet résilience sont déployées sans véritable synergie entre elles sur les sites résilience de trois *wilayas*. La méthodologie PCP a permis d'identifier les priorités des communautés, cependant cet outil reste peu valorisé car non approprié par d'autres acteurs et non intégré dans les outils de planification communaux. La recherche de synergie entre le paquet résilience du PAM et celui de l'UNICEF est en cours.

244. La durabilité des actifs créés demeure un enjeu nécessitant de revoir les critères de sélection des ouvrages et de renforcer les capacités des communautés et des partenaires de mise en œuvre (notamment en ingénierie sociale). La prochaine étape est la valorisation des terres réhabilitées afin d'augmenter les capacités de production et leur intégration dans les chaînes de valeur. Elle représente une opportunité pour la mise en synergie des activités du paquet résilience et le développement d'achats locaux.

Conclusion 5 - NUTRITION. La prise en charge de la MAM continue de souffrir de la fragmentation institutionnelle et la continuité de la prise en charge entre MAM et MAS n'est pas assurée.

245. Le PAM demeure le seul acteur assurant la prise en charge de la MAM en Mauritanie. Le PSP n'a pas permis d'atténuer la fragmentation institutionnelle. La coordination entre acteurs, et notamment avec l'UNICEF, est effective mais les activités de dépistage, de sensibilisation et de prise en charge continuent très souvent d'être mises en œuvre de façon parallèle auprès des mêmes cibles. L'absence de continuité de

prise en charge entre MAS et MAM est dû aux contraintes de financement et d'approvisionnement et au manque de planification conjointe. L'adoption d'un protocole simplifié pourrait permettre de faire progresser la planification conjointe. Le nombre de sites offrant un service de prise en charge a fortement augmenté en 2020, remettant en question la pertinence du ciblage et l'efficacité de l'activité, sans assurer une continuité du service dans le temps.

246. La prise en charge instantanée de la MAM est performante mais a peu d'effets sur l'incidence et la prévalence. Les activités de prévention se limitent à l'accès à des aliments fortifiés, toujours importés, et à des activités de sensibilisation. Le renforcement de la stratégie d'achats locaux et de mise à disposition des produits nutritionnels fortifiés produits dans le pays est mentionné dans le PSP mais non opérationnel. Les opportunités offertes par la PSA et le paquet résilience ne sont pas encore exploitées.

Conclusion 6 - ALIMENTATION SCOLAIRE. Bien que le BP ait largement appuyé le processus d'institutionnalisation de l'alimentation scolaire, les défis concernant l'opérationnalisation et la durabilité du programme restent entiers.

247. L'ancrage au niveau national de l'activité cantine est un résultat important à souligner pendant le PSPPT-PSP. L'actuel processus d'institutionnalisation de l'alimentation scolaire concerne la Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire et la création du Programme National d'Alimentation Scolaire, dont l'opérationnalisation reste un défi.

248. Après 50 ans de collaboration entre le PAM et le Gouvernement, des divergences de vision importantes existent sur la finalité de l'alimentation scolaire et le ciblage des écoles. Le Gouvernement vise une augmentation des effectifs scolarisés et veut concentrer les ressources sur des écoles à cycles complets. Le PAM poursuit un objectif de réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et privilégie l'intégration dans le paquet résilience. Les modalités d'intervention diffèrent entre les composantes du PAM et de l'Etat au sein du PNAS. Le S&E des cantines scolaires, jusqu'ici faible, est renforcé grâce à une implication plus directe des ONGs partenaires.

Conclusion 7 - REACTIVITE. Le BP a démontré une forte capacité d'adaptation, flexibilité et réactivité face aux évolutions du contexte, notamment la crise COVID-19.

249. Le BP s'est adapté aux évolutions du contexte et aux crises tout au long du PSPPT et du PSP, en particulier pendant la crise COVID-19. L'utilisation du Registre Social a permis d'étendre la couverture des bénéficiaires pendant l'assistance soudure sans avoir à conduire une étude spécifique (Thème d'apprentissage n°1).

250. L'adoption du format PSP devrait permettre une plus grande flexibilité dans la gestion des ressources entre les interventions et notamment entre interventions d'urgence et d'appui à la résilience. Tout en conservant la possibilité d'établir des révisions budgétaires rapidement. Les financements demeurent néanmoins conditionnés à l'affectation à des activités spécifiques ne permettant pas de réaliser pleinement cette opportunité.

251. Cependant le BP n'a pas la possibilité d'adapter son assistance de soudure aux spécificités du contexte du fait des contraintes de calendrier de financement des bailleurs. En 2021, le PAM a pu adapter l'assistance de soudure au calendrier pastoral dans le Tagant grâce au mécanisme assurantiel ARC *Réplica*.

Conclusion 8 - ORGANISATION INTERNE. D'importantes réorganisations ont été menées en interne pour faciliter la mise en œuvre du PSPPT-PSP, notamment dans le domaine des ressources humaines et de la communication.

252. Le format PSP a engendré d'importantes réorganisations internes. La coordination entre le suivi des activités et du budget est renforcée et facilite la mise en œuvre et la gestion financière associée. La communication interne entre le BP et les sous-bureaux est renforcée grâce à la mise en place de réunions régulières et d'échange d'informations systématiques.

253. Le BP a mené d'importants efforts pour faire évoluer ses ressources humaines (recrutement privilégié de femmes, évolution des modalités de contrat de court à long terme). Des postes restent à pourvoir, l'objectif étant d'avoir une équipe complète avant le démarrage du prochain PSP.

Conclusion 9 - FINANCEMENT. La stratégie de mobilisation des ressources financières a permis d'accéder à des fonds diversifiés, qui manquent encore de flexibilité.

254. Le PAM a su mobiliser les fonds, et a été en mesure de mobiliser des fonds supplémentaires conséquents pour répondre aux différentes crises (sécheresse, COVID-19) pendant la mise en œuvre du PSPPT et du PSP. 53,3 pour cent et 55,3 pour cent des plans d'estimation des besoins du PSPPT et du PSP ont été financés. Le PAM reste majoritairement dépendant des fonds humanitaires, annuels, peu flexibles. Au-delà de BMZ, le PAM manque encore de reconnaissance auprès des bailleurs de développement.

255. Le BP a su faire évoluer sa stratégie de mobilisation de fonds, d'une approche basée sur les orientations des bailleurs vers une approche basée sur ses orientations stratégiques.

256. Le BP a réalisé d'importants efforts en termes de communication à destination des bailleurs (actuels et potentiels) et de la société civile.

Conclusion 10 - S&E et ETUDES. Le PAM a largement amélioré la qualité de ses données.

257. D'importants progrès ont été réalisés sur le suivi d'indicateurs, les outils et méthodes de collecte et partage des données. La gestion numérique des données a beaucoup amélioré la qualité des enquêtes. Certaines activités manquent néanmoins encore d'outils suffisants pour assurer un pilotage efficace (cantines, paquet résilience, renforcement des capacités).

258. Les propositions d'innovations faites par le BP en termes de suivi ne répondent pas toujours aux orientations de standardisation du siège, ce qui génère des frustrations, réduit les forces d'innovation.

3.2. RECOMMANDATIONS

259. Les conclusions de l'évaluation sont globalement positives, de nombreux efforts déjà entrepris doivent donc être poursuivis. Les recommandations formulées dans le cadre de la précédente évaluation de la Stratégie de Protection Sociale (2021) restent d'actualité (voir annexe XVII). La cartographie croisant constats, conclusions et recommandation est présentée en annexe XXI. Les recommandations formulées ci-dessous serviront de base de discussion à l'atelier pays prévu début mars et seront amendées à la suite.

	N°	Recommandation	Organe responsable	Autres entités collaboratrices (le cas échéant)	Dégré de priorité	Délai de mise en œuvre
STRATÉGIQUE	RECOMMANDATION 1 : RENFORCER LA STRATÉGIE COMBINÉE DE LA PROTECTION SOCIALE ADAPTATIVE (PSA) ET DU PAQUET INTÉGRÉ RÉSILIENCE					
	R1.1	Améliorer l'articulation entre les programmes nationaux pro-pauvres et les interventions du paquet résilience, en profitant de l'opportunité de la mise à jour de la SNPS pour conceptualiser et promouvoir l'approche combinée., ainsi que du partenariat avec Taazour pour optimiser la couverture des besoins	BP	Ministère des Affaires Sociales et de la Famille (MASEF) Taazour	Elevé	Déc. 2022
	R1.2	Conserver un équilibre entre l'engagement auprès des politiques publiques pour mettre en place des solutions durables et les capacités d'intervention pour répondre aux besoins immédiats. A titre d'exemple, il pourra s'agir de développer un cadre législatif de protection des données pour favoriser les collaborations PSA – paquet résilience ; de conserver les capacités d'analyse et de mise en œuvre opérationnelle du PAM pour garantir les principes et la qualité de réponse aux besoins immédiats relevant de son mandat.	BP	Registre social RBD	Elevé	Déc. 2022
	R1.3	Poursuivre l'engagement du PAM en matière de renforcement de capacité, au niveau central et décentralisé. A titre d'exemple, il pourra s'agir d'accompagner l'opérationnalisation du Dispositif National ; de réaliser un bilan des capacités et des besoins des services techniques et des autorités ; de renforcer les capacités des partenaires de mise en oeuvre.	BP	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Partenaires de mise en œuvre Services techniques Autorités territoriales	Elevé	Déc. 2022
STRATÉGIQUE	RECOMMANDATION 2 : RENFORCER LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX TRANSVERSES					
	R2.1	Genre : Concrétiser le passage d'une approche intégrative à une approche transformative. A titre d'exemple il pourra s'agir de poursuivre les efforts d'intégration de la problématique des inégalités homme-femme ; de renforcer les analyses pour mieux comprendre les barrières et les opportunités associées ; de promouvoir l'intégration des indicateurs de genre dans les plans nationaux de réponse aux chocs ; de capitaliser sur les bonnes pratiques.	BP	Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises RBD	Elevé	Déc. 2022
	R2.2	Redevabilité : Renforcer la redevabilité et les retours d'information vis-à-vis des parties prenantes afin de renforcer leur adhésion. A titre d'exemple, il pourra s'agir de systématiser les retours d'information (ex : bulletins d'informations aux sites	BP	RBD	Elevé	Déc. 2022

	N°	Recommandation	Organe responsable	Autres entités collaboratrices (le cas échéant)	Dégré de priorité	Délai de mise en œuvre
		sentinelles) ; de développer une approche commune de partage d'information et de remontée des réclamations avec les différents partenaires.				
	R2.3	Environnement : Développer la prise en compte des enjeux environnementaux dans la mise en œuvre des interventions du PAM. A titre d'exemple il pourra s'agir de systématiser les analyses de risques et d'impacts des interventions 3A ; de développer en interne une réflexion sur l'impact environnemental des opérations ; de promouvoir l'utilisation de foyers améliorés dans les cantines scolaires. et étudier leurs effets et leurs impacts sur l'environnement.	BP	RBD	Elevé	Déc. 2022
	RECOMMANDATION 3 : REVOIR LA STRATÉGIE D'ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS EN S'APPUYANT SUR LES AVANTAGES COMPARATIFS DES ACTEURS PRÉSENTS					
	R3.1	Renforcer les partenariats autour des solutions durables, notamment avec l'UNHCR. A titre d'exemple il pourra s'agir d'identifier des actions prioritaires et des communautés et de développer des plans d'action conjoints.	BP	UNHCR, IOM, UNICEF et autres partenaires	Elevé	Déc. 2022
	R3.2	Adapter le paquet résilience aux spécificités des zones d'accueil. A titre d'exemple, il pourra s'agir de réviser le paquet d'activités proposé afin qu'il corresponde davantage aux moyens d'existence des communautés (pastoralisme, semi-urbain) ; de développer de nouveaux partenariats pour renforcer les compétences en solutions durables pour les réfugiés ; de se coordonner avec les acteurs de la zone pour une meilleure complémentarité géographique et thématique ; d'intégrer comme critère des sélection des sites résiliences la mobilisation communautaire autour de cette initiative. moyens d'existence des communautés,	BP	Acteurs clés intervenant dans la zone d'accueil RBD	Elevé	Déc. 2022
	R3.3	Protection : Renforcer le positionnement et les capacités du PAM autour des enjeux de protection et d'accès humanitaire. A titre d'exemple, il pourra s'agir de réévaluer régulièrement les risques d'accès, l'utilisation d'escorte et la coordination civilo-militaire. ,	BP	RBD HQ	Elevé	Déc. 2022
	RECOMMANDATION 4 : RENFORCER LES EFFETS ET L'ANCRAGE DU PAQUET INTÉGRÉ RÉSILIENCE					
OPÉRATIONNEL	R4.1	Renforcer les synergies entre les activités du paquet intégré résilience. A titre d'exemple il pourra s'agir d'identifier les liens directs possibles entre activités du paquet (y compris avec celles du paquet UNICEF) ; d'appuyer les comités des activités du paquet à développer des plans d'action conjoints ; de valoriser l'expertise d'ONGs internationales présentes sur les territoires pour renforcer les compétences des sous-bureaux et des partenaires de mise en œuvre (ex : en ingénierie sociale et intervention en milieu pastoral).	BP	UNICEF RBD ONGs internationales	Elevé	Déc. 2022

	N°	Recommandation	Organe responsable	Autres entités collaboratrices (le cas échéant)	Dégré de priorité	Délai de mise en œuvre
	R4.2	Renforcer la durabilité du paquet résilience au niveau communautaire. A titre d'exemple il pourra s'agir de dimensionner les ouvrages aux capacités des communautés ; d'intégrer les PCP dans les plans de développement communaux ; de renforcer l'accompagnement communautaire et le rôle des partenaires de mise en œuvre.	BP	ONGs internationales	Elevé	Déc. 2022
	R4.3	Créer une dynamique nationale autour de l'approche résilience intégrée, avec le développement d'une stratégie conjointe PAM-UNICEF et une mobilisation des partenaires autour d'un plaidoyer commun pour l'opérationnalisation du comité de pilotage résilience.. A titre d'exemple il pourra aussi s'agir de documenter les effets et impacts de l'approche résilience pour disposer d'évidences et ajuster les interventions ; d'élargir les partenariats pour s'assurer de répondre aux attentes prioritaires formulées par les communautés dans les PCP.	BP	UNICEF Autres organisations internationales Acteurs engagés en appui à la résilience RBD	Elevé	Déc 2022
	RECOMMANDATION 5 : OPÉRATIONNALISER LE PLAN NATIONAL D'ALIMENTATION SCOLAIRE (PNAS) ET MONTRER LES EFFETS					
OPÉRATIONNEL	R5.1	Réconcilier les approches et objectifs de l'alimentation scolaire entre la vision du Gouvernement et celle du PAM, en coordination avec Counterpart International. A titre d'exemple il pourra s'agir de contribuer à l'adoption d'une vision commune ; de soutenir la mise en place d'un comité de pilotage de la PNAS ; d'élaborer un cadre logique partagée ; de valider des stratégies de ciblage et d'harmonisation des modalités d'interventions.	BP	Ministère de l'Education Nationale Counterpart International RBD	Elevé	Déc. 2022
	R5.2	Harmoniser les modalités d'intervention de la cantine (ration équivalente, suivi et évaluation commun, qualité nutritionnelle des aliments)	BP	RBD	Moyen	2023
	R5.3	Poursuivre le renforcement du système de suivi et évaluation des cantines, y compris par rapport aux contributions communautaires et aux activités multisectorielles sensibles à la nutrition (hygiène, santé, production locale) mises en place dans le cadre du paquet résilience.	BP		Elevé	2022

ANNEXES

ANNEXE I : RESUME DES TERMES DE REFERENCES

Objet et priorités de l'évaluation

Le plan stratégique de pays (PSP) du PAM en Mauritanie (2019-2022) s'articule autour de six résultats stratégiques axés sur les réponses d'urgence, une approche intégrée pour la résilience, le renforcement des capacités institutionnelles et les services humanitaires communs. Dans le cadre du PSP, le PAM prévoyait de jouer un rôle de premier plan dans le renforcement des capacités institutionnelles requises pour le système de protection sociale adaptative, en se concentrant sur le renforcement de la résilience aux niveaux national et communautaire.

Le budget total du PSP en Mauritanie approuvé par le Conseil d'administration du PAM en novembre 2018 était de 132,4 millions de USD pour un total d'environ 445 000 bénéficiaires sur quatre ans (2019-2022). Une révision budgétaire approuvée en juin 2020 a porté le budget total à 164,6 millions de USD et le nombre prévu de bénéficiaires à environ 680.000. L'unité d'analyse de l'évaluation sont le PSP approuvé en novembre 2018 et le PSP provisoire de transition (PSPP-T, janvier-décembre 2018), ainsi que toute révision budgétaire approuvée ultérieurement. L'évaluation couvrira toutes les activités du PAM (y compris les résultats transversaux) à partir de 2018, ainsi que l'année 2017 en relation avec le développement du PSPP-T et du PSP actuel, pour mieux évaluer dans quelle mesure les changements stratégiques envisagés avec l'introduction du PSP ont eu lieu.

L'évaluation se focalisera sur les contributions du PAM aux résultats stratégiques énoncés dans le PSP, l'établissement de liens de cause à effet plausibles entre les produits des activités du PAM, le processus de mise en œuvre, l'environnement opérationnel et les changements observés au niveau des résultats, en tenant compte aussi des effets inattendus. Elle mettra également l'accent sur le respect des principes humanitaires, l'égalité des genres, la protection et la responsabilité envers les populations touchées. L'évaluation respectera les normes et standards du Groupe d'Evaluation des Nations Unies et les critères d'évaluation du Comité de l'Assistance au Développement de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE/CAD), à savoir : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficacités, la durabilité, ainsi que la connectivité et la couverture.

Objectifs et utilisateurs de l'évaluation

Les évaluations du PAM servent le double objectif de rendre compte de l'action menée et d'en tirer des enseignements. L'évaluation cherchera à solliciter le point de vue d'un large éventail de parties prenantes internes et externes, à être utile aux différents acteurs concernés et à fournir des enseignements à l'échelle nationale, régionale et institutionnelle.

Les principaux utilisateurs des constats et des recommandations issues de la présente évaluation seront le bureau de pays du PAM et ses partenaires. Cette évaluation permettra d'éclairer la conception du nouveau plan stratégique de pays. Le rapport d'évaluation sera présenté à la session du Conseil d'administration en novembre 2022.

Questions d'évaluation clés

L'évaluation abordera les quatre questions clés suivantes :

QUESTION 1. Dans quelle mesure la position stratégique, le rôle et la contribution spécifique du PAM en Mauritanie sont-ils fondés sur les priorités du pays et les besoins des populations ainsi que sur les atouts du PAM ? L'évaluation cherchera à déterminer dans quelle mesure le PSPP-T et le PSP étaient pertinents pour les politiques, plans, stratégies et objectifs nationaux, notamment la réalisation des objectifs nationaux de développement durable. Elle évaluera en outre dans quelle mesure le PSPP-T et le PSP ont répondu aux besoins des personnes les plus vulnérables du pays (y compris les réfugiés) pour garantir que personne ne soit laissé pour compte ; si le positionnement stratégique du PAM est resté pertinent tout au long de la mise en œuvre du PSPP-T et du PSP à la lumière de l'évolution du contexte, des capacités et des besoins nationaux, en particulier en réponse à la pandémie de la COVID-19 ; et dans quelle mesure le PSPP-T et le PSP étaient cohérents et alignés sur le cadre de coopération plus large des Nations Unies et

comprenaient des partenariats stratégiques appropriés fondés sur l'avantage comparatif du PAM dans le pays.

QUESTION 2. Quelle est l'étendue et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux résultats stratégiques du PSPP-T et du PSP de la Mauritanie ? L'évaluation examinera dans quelle mesure le PAM a réalisé les produits escomptés et contribué aux résultats stratégiques escomptés du PSPP-T et du PSP, y compris la réalisation des objectifs transversaux (principes humanitaires, protection, responsabilité envers les populations touchées, égalité des genres et autres questions d'équité). Elle appréciera également dans quelle mesure les réalisations du PSPP-T et du PSP sont susceptibles d'être pérennes ; et si le PSPP-T et le PSP ont facilité l'établissement de liens plus stratégiques entre l'aide humanitaire, le développement et, le cas échéant, l'action en faveur de la paix.

QUESTION 3. Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficiente pour contribuer aux produits et résultats stratégiques du PSPP-T et du PSP ? L'évaluation déterminera si les produits ont été réalisés dans les délais prévus ; la couverture et le ciblage des interventions ont été appropriés ; la fourniture de l'assistance a été efficiente ; et si des mesures alternatives plus efficaces ont été envisagées.

QUESTION 4. Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM et dans quelle mesure il a opéré le changement stratégique attendu par le PSPP-T et le PSP ? L'évaluation cherchera à déterminer dans quelle mesure le PAM a analysé et utilisé les données existantes sur les défis liés à la faim, les problèmes de sécurité et de nutrition dans le pays pour développer le PSPP-T et le PSP. Elle appréciera également dans quelle mesure le PSPP-T et le PSP ont conduit à : une mobilisation des ressources adéquates, prévisibles et flexibles ; au développement de partenariats appropriés et d'une collaboration avec d'autres acteurs ; une plus grande flexibilité dans des contextes opérationnels dynamiques, en particulier en ce qui concerne l'adaptation et la réponse à la COVID-19 et à d'autres crises et défis inattendus ; et comment ces facteurs affectent les résultats. Enfin, l'évaluation cherchera à identifier tout autre facteur organisationnel et contextuel ayant influé sur la performance du PAM et le changement stratégique escompté par le PSPP-T et le PSP.

Portée, méthodologie et questions éthiques

L'évaluation adoptera une approche méthodologique mixte se reposant sur des sources de données primaires et secondaires, y compris une revue documentaire, des entretiens avec des informateurs clés, des enquêtes et des groupes de discussion. Une triangulation systématique des données obtenues de sources multiples et par différentes méthodes sera effectuée pour valider les résultats et éviter les biais dans le jugement évaluatif.

Dû à la pandémie de la COVID-19, la phase de démarrage sera menée à distance. En fonction de l'évolution des contextes national et global, la phase de collecte de données sera menée à travers un travail de terrain conduit à distance ou entièrement/partiellement dans le pays. Un atelier d'apprentissage final se tiendra soit à distance soit en Mauritanie. L'évaluation sera conforme aux directives éthiques du PAM et au cadre du Groupe d'Évaluation des Nations Unies de 2020.

Il s'agit notamment, mais pas exclusivement, de veiller au consentement éclairé, de protéger la vie privée, la confidentialité et l'anonymat des participants, d'assurer la sensibilité culturelle, de respecter l'autonomie des participants, de garantir un engagement équitable des participants (y compris des femmes et des groupes socialement exclus) et de veiller à ce que l'évaluation ne porte pas préjudice aux participants ou à leurs communautés.

Rôles et responsabilités

ÉQUIPE D'ÉVALUATION : L'évaluation sera menée par une équipe de consultants indépendants possédant un mélange d'expertises pertinentes liées au PSP en Mauritanie (c'est-à-dire : l'aide humanitaire, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les programmes scolaires, les interventions spécifiques à la nutrition, la protection sociale, le soutien aux petits exploitants agricoles, le renforcement des capacités institutionnelles, l'égalité des sexes, la protection humanitaire et la responsabilité envers les populations affectées).

RESPONSABLE DE L'ÉVALUATION de l'OEV : L'évaluation sera gérée par Filippo Pompili, chargé d'évaluation au bureau de l'évaluation du PAM (OEV). Il sera le principal interlocuteur entre l'équipe d'évaluation, représentée par le chef d'équipe, et les parties prenantes au PAM, afin de garantir un processus de mise en

œuvre harmonieux et le respect des normes de qualité d'OEV pour le processus et le contenu. L'assurance qualité de deuxième niveau sera fournie par Michael Carbon, chargé principal d'évaluation.

Un Groupe de référence interne d'un échantillon représentatif des parties prenantes du PAM issues des secteurs d'activité concernés à différents niveaux du PAM seront consultés tout au long du processus d'évaluation pour examiner et fournir des commentaires sur les produits d'évaluation. La directrice adjointe de l'évaluation approuvera les versions finales de tous les produits de cette évaluation.

PARTIES PRENANTES : On attend des parties prenantes internes du PAM aux niveaux national, régional et du siège qu'elles collaborent durant toute l'évaluation pour garantir l'utilité et la transparence du processus. Les parties prenantes externes, telles que les bénéficiaires, le Gouvernement, les donateurs, les partenaires d'exécution et d'autres agences de l'ONU seront consultées au cours du processus d'évaluation.

Communication

Les conclusions préliminaires seront partagées avec les parties prenantes du PAM au bureau de pays, au bureau régional et au siège lors d'une séance de compte rendu à la fin de la phase de collecte de données. Une restitution des résultats préliminaires plus approfondie sera organisée en octobre 2021 pour informer le nouveau processus de conception de PSP. Un atelier d'apprentissage finale se tiendra en janvier 2022 pour promouvoir l'appropriation des résultats et des recommandations préliminaires par les parties prenantes dans le pays. Les conclusions de l'évaluation seront activement diffusées et le rapport final d'évaluation sera accessible au public sur le site Web du PAM.

Calendrier et jalons clés

Phase de mise en route : avril-juillet 2021

Collecte de données : septembre 2021

Restitution des résultats préliminaires à distance : octobre 2021

Rapports : octobre 2021 – mars 2022

Atelier d'apprentissage : janvier 2022

Conseil d'administration : novembre 2022

ANNEXE II : CONTEXTE

Pauvreté monétaire et multidimensionnelle

Le revenu national brut par habitant est estimé en 2019 à 1.756 de dollars US (USD)⁸⁷. Une analyse récente a mis en évidence les risques de chômage des femmes et des jeunes⁸⁸.

Le taux de pauvreté est passé de 51 pour cent en 2000 à 31 pour cent en 2014, accompagné, pour la première fois, par une baisse du nombre de pauvres entre 2008 et 2014⁸⁹. Pourtant, des disparités importantes persistent. Ces inégalités se remarquent davantage entre le milieu rural et le milieu urbain (taux de pauvreté de 44,4 et 16,7 pour cent respectivement) et entre zones géographiques du pays⁹⁰.

Plusieurs facteurs contribuent à ces inégalités : l'insuffisance et l'instabilité des revenus en milieu rural, la faible intégration des pauvres dans les circuits économiques, le faible accès des groupes les plus vulnérables aux terres arables et viabilisées, aux formations, aux techniques culturelles modernes et aux intrants. A cela s'ajoute l'insuffisance de l'offre et de l'accès aux services sociaux de base dans les zones pauvres et le manque d'investissements agricoles qui permettraient d'augmenter les capacités productives du pays.

La Mauritanie est classifiée par INFORM⁹¹ avec un risque élevé, du fait de son exposition aux risques climatiques (sécheresse et inondations principalement) et aux épidémies. Depuis le début de la décennie 2000, la Mauritanie a connu plusieurs chocs majeurs: (i) la sécheresse de 2002/2003 ; (ii) l'invasion acridienne de 2004 ; (iii) la sécheresse de 2006 ; (iv) la hausse des prix de 2007/2008 ; (v) la fièvre de la vallée du Rift de 2009/2010 ; (vi) la hausse des prix de 2010, accentuée par la sécheresse de 2011/2012 avec d'importantes pertes de bétail ; (vii) les inondations de 2013 et (ix) plus récemment l'impact socio-économique de la pandémie COVID-19 depuis 2020 couplé avec un cycle de pluviométrie insuffisante.

Education

La scolarité est obligatoire en Mauritanie sur une période de neuf ans, soit théoriquement de six à 14 ans. Moins de trois élèves sur cinq terminent l'école primaire et seulement six pour cent terminent l'enseignement secondaire. Il est actuellement estimé que 45 pour cent des enfants en âge scolaire sont hors de l'école, soit environ 455.000 enfants. Face à ce grand nombre d'enfants en situation d'abandon ou de nonaccès scolaire, le système offre peu de possibilités de formation professionnelle ou d'enseignement alternatif débouchant sur une certification ou un diplôme⁹². Enfin, seul un candidat au baccalauréat sur dix obtient son diplôme.

Insécurité alimentaire et nutritionnelle

Une analyse contextuelle intégrée de 2017 a conclu qu'entre 2011 et 2015, cinq régions du sud - Gorgol, Assaba, Guidimakha, Tagant, et Hodh El Gharbi - avaient connu une fréquence élevée d'insécurité alimentaire et de chocs naturels. Ces régions se caractérisent par un niveau élevé d'insécurité alimentaire dans la période post-récolte, qui tend à s'aggraver pendant la période de soudure. En 2018, année où la soudure agropastorale a été particulièrement difficile en raison d'une grave sécheresse, un quart de la population était en insécurité alimentaire. Selon les projections du cadre harmonisé pour la soudure 2021 (projection pour juin-août 2021), le nombre total de population estimées en insécurité alimentaire sévère (phase trois à cinq) était de 484.150 personnes (10,7 pour cent de la population totale).

Les cycles répétés de sécheresse et la dégradation des ressources naturelles affectent profondément les capacités productives, dans un pays où l'agriculture n'est pas rentable et utilise des pratiques peu

⁸⁷ BM. 2021. Données Mauritanie.

⁸⁸ OCDE. 2017. Analyse des systèmes de résilience face aux risques transfrontaliers dans les pays du Sahel.

⁸⁹ RIM. 2019. Revue nationale volontaire des objectifs de développement durable. Stratégie de croissance accélérée et prospérité partagée (SCAPP)

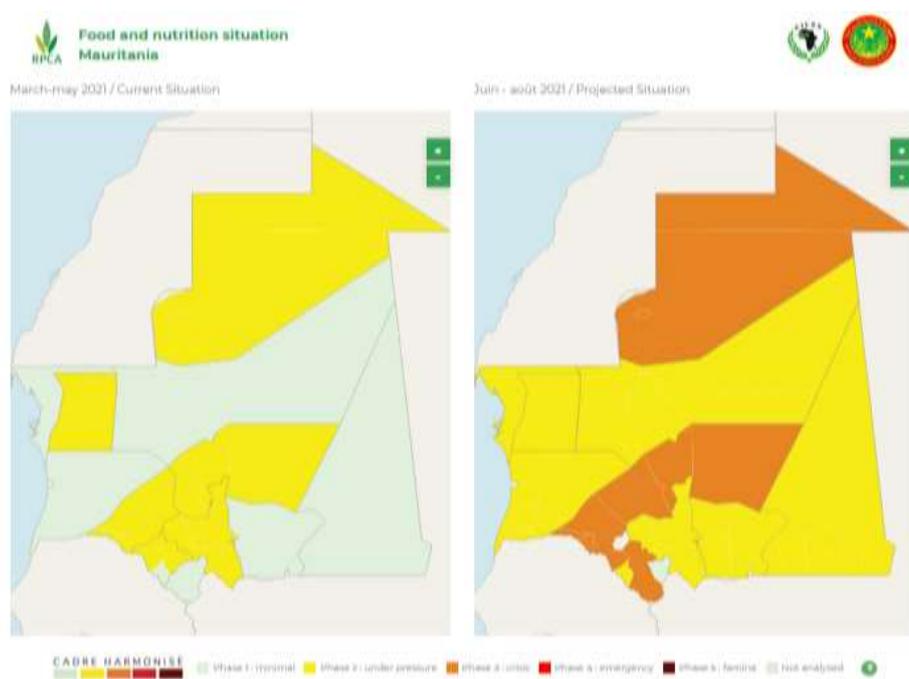
⁹⁰ Enquête Permanente sur les Conditions de Vies des Ménages (2014).

⁹¹ INFORM Country Profile 2022 <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/INFORM-Risk/Country-Profile>

⁹² <https://www.unicef.org/mauritania/media/1296/file/Fact%20Sheet%20Mauritania%20FR.pdf>

adaptées⁹³. L'insécurité alimentaire, comme la pauvreté, est majoritairement rurale, touchant les ménages à faible revenu⁹⁴.

Figure 277. Insécurité alimentaire en Mauritanie : situation de mars/mai 2021 et projection pour la période de soudure juin-août 2021.



Source : CSA- Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel (2021), *Cadre harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire*

La prévalence de la sous-alimentation dans la population totale est passée de 9,6 pour cent en 2004-2006 à 11,9 pour cent en 2017-2019⁹⁵. Selon les analyses de l'UNICEF de prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants d'âge préscolaire (0-5 ans) en Mauritanie, 28 pour cent des enfants (36 pour cent pour les enfants appartenant au quintile le plus pauvre) souffrent de retard de croissance⁹⁶. D'après l'enquête SMART 2018, 11,6 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de MAM et 2,3 pour cent de la forme la plus sévère. Les causes de la malnutrition sont multidimensionnelles, comprenant la persistance de l'insécurité alimentaire, les pratiques alimentaires inadéquates, la fréquence des maladies chez les enfants, les difficultés d'accès à l'eau potable et à un système d'assainissement approprié, la pauvreté, le manque d'investissement dans les secteurs clés (santé, éducation), les pratiques de soin et d'hygiène inadéquates et l'iniquité de genre (en lien notamment avec les mariages/grossesses précoces, le faible espacement des naissances, etc.)⁹⁷.

Une seule enquête Link NCA a été menée en 2016 au Guidimakha mettant en avant trois facteurs de risque prépondérants : l'alimentation non appropriée des jeunes enfants, l'accès physique aux structures de santé et la mobilité des communautés pendant la période de soudure. Si la MAM est persistante et élevée notamment dans la moitié Sud de la Mauritanie, le nombre d'enfants à traiter est relativement faible et devrait permettre une intégration plus aisée dans le système de santé national. Les principaux défis en matière de lutte contre la malnutrition sont donc la faiblesse du système de santé, la faible densité de population, les longues distances à parcourir jusqu'aux centres de santé et l'insuffisance d'actions de prévention efficace.

⁹³ MEPSP. 2016. Plan stratégique multisectoriel de nutrition (PSMN) 2016-2025

⁹⁴ MEPSP. 2012. Stratégie nationale de sécurité alimentaire pour la Mauritanie (SNSA 2015-2030)

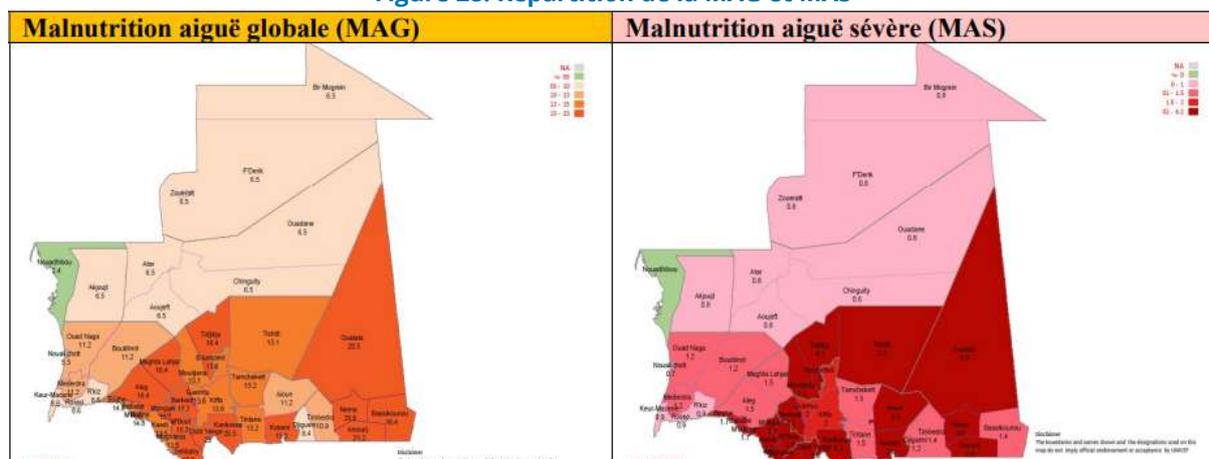
⁹⁵ FAO. 2020. The state of food security and nutrition in the world.

<http://www.fao.org/3/ca9692en/online/ca9692en.html#> (données extraites le 17/06/2021)

⁹⁶ UNICEF. 2019. Situation des enfants dans le monde.

⁹⁷ RIM. 2019. Revue ODD/SCAPP.

Figure 28. Répartition de la MAG et MAS



Source : Enquête SMART. 2018

Inégalités et vulnérabilités liées au genre

Malgré les efforts nationaux en matière de promotion du statut de la femme, seulement 20,3 pour cent des sièges parlementaires sont occupés par des femmes ; 12,7 pour cent des femmes adultes ont suivi des études secondaires (contre 25 pour cent des hommes) ; et le taux d'activité féminine est de 29,2 pour cent (contre 63,2 pour cent pour les hommes)⁹⁸. Les mariages précoces (35,2 pour cent avant l'âge de 18 ans) et les grossesses précoces (21,5 pour cent) persistent tandis que la mortalité maternelle reste élevée (766 sur 100.000 naissances vivantes). Le taux de prévalence global des violences basées sur le genre s'élève à 68,1 pour cent et l'excision affecte presque deux tiers des femmes. En milieu rural, seules 31 pour cent de femmes connaissent les procédures d'accès à la propriété foncière et 18,7 pour cent sont propriétaires de terres. Du fait d'un important exode rural masculin, les femmes restent souvent seules dans le ménage avec leurs enfants à charge⁹⁹. Selon les données disponibles (enquête permanente sur les conditions de vie des ménages, 2014), les femmes sont à la tête de plus de 30 pour cent des ménages. Malgré une baisse observée pendant les récentes années, les taux de mutilations génitales et de mariage des enfants restent très élevés.

Migration, réfugiés et protection humanitaire

Au Sahel, les déplacements de population et les crises fréquentes rencontrées ont pour conséquence une augmentation du flux de migrants de la sous-région vers la Mauritanie. En raison de sa position géographique, la Mauritanie est devenue un important site de transit pour les mouvements migratoires, y compris pour les migrants irréguliers se rendant en Europe. L'assistance aux migrants sur son territoire est un défi majeur pour l'Etat¹⁰⁰. Selon les données de l'UNHCR, en novembre 2020, la population totale concernée (réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés au HCR) dénombrait 67.200 personnes, dont la grande majorité (95 pour cent, soit 62.000 personnes) étaient des Maliens fuyant les violences de leur pays et hébergés dans le camp de Mbera et les villages alentours (région de Bassikounou). Le nombre de réfugiés maliens est en légère hausse constante, en juillet 2021 il atteint 67.810, dont 66.455 enregistrés dans le camp de Mbera.

COVID-19

La Mauritanie enregistre son premier cas du virus SARS-CoV-2 le 13 mars 2020. Au 17 juin 2021, 20.151 cas confirmés de personnes malades avaient été déclarés malades et 477 décès ont été recensés¹⁰¹. Au-delà des impacts sanitaires, limités jusqu'ici, la Mauritanie est exposée aux effets économiques négatifs de la

⁹⁸ PNUD. 2019. Rapport sur le développement humain, Note d'information – Mauritanie.

⁹⁹ AGIR priorités pays résilience

¹⁰⁰ IOM, 2021. Données Mauritanie. <https://www.iom.int/countries/mauritania> (données extraites le 17/06/2021)

¹⁰¹ UN INFO, 2021. COVID-19 Data Portal. https://data.uninfo.org/Home/_CountryProfile/Mauritania (données extraites le 17/06/2021)

pandémie. Le ralentissement économique de l'Europe et de la Chine (principaux partenaires commerciaux du pays) a entraîné une baisse de la demande pour les exportations mauritaniennes (minerais de fer et poisson notamment).

Une étude conjointe sur la sécurité alimentaire du PAM, de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la Coopération allemande (GIZ), sur l'impact de la COVID-19 a conclu que les mesures restrictives prises par le Gouvernement ont provoqué un ralentissement des activités productives et des services, tandis que les niveaux de la demande, de l'accès et de la diversification des produits disponibles sur les marchés sont restés inchangés (FAO/PAM/GIZ, 2020). Les populations urbaines ont été touchées plus sévèrement par les restrictions de déplacement et les couvre-feux (Enquête de suivi de la Sécurité Alimentaire, septembre 2020)¹⁰².

Il n'y a pas eu d'étude sur les impacts de la fermeture des écoles (et des cantines scolaires) du 16 mars au 31 août 2020 en Mauritanie. Des effets en matière de déficit d'apprentissage, de déscolarisation d'enfants et de renforcement de l'insécurité alimentaire pour les enfants des ménages les plus précaires sont sans doute à prévoir.

Politiques nationales

Tableau 2. Stratégies nationales et inscription du PSPPT et PSP du PAM dans les objectifs nationaux du Gouvernement

Stratégies et politiques nationales	Contenu de la politique / stratégie	Articulation avec les PSPPT et PSP du PAM
Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030)	<p>Levier stratégique :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) promouvoir une croissance forte, durable et inclusive ; ii) développer le capital humain et l'accès aux services sociaux de base ; Et iii) renforcer la gouvernance <p>Elle vise à éradiquer l'insécurité alimentaire sévère et à réduire l'insécurité alimentaire à moins de cinq pour cent et la MAG à deux pour cent.</p> <p>Elle promeut la mise à l'échelle des programmes de protection sociale tels que les filets sociaux réactifs aux chocs pour atteindre l'ODD 2.</p> <p>La stratégie donne également la priorité à l'inversion de la dégradation de l'environnement et à l'atténuation du changement climatique par le reboisement, la stabilisation des dunes et la conservation des sols et de l'eau.</p> <p>Elle vise aussi la réduction des inégalités et la promotion du genre.</p>	<p>Le PSP contribue au premier levier stratégique, portant sur la gestion des ressources naturelles, la résilience et la gestion des risques de catastrophes, ainsi qu'au second levier, incluant la mise en place d'un système de protection sociale performant et d'un registre social permettant un ciblage efficace des personnes les plus vulnérables.</p> <p>La SCAPP fixe explicitement comme priorité la mise en place d'un Dispositif national permanent de préparation et de planification de la réponse aux chocs. Des objectifs en matière de prévention et de traitement de la malnutrition modérée et sévère sont également fixés.</p>
Stratégie nationale de protection sociale (SNPS, 2013)	<p>Depuis 2013, le Gouvernement mauritanien, avec ses partenaires, s'est engagé en faveur de la protection sociale et des filets sociaux.</p> <p>Objectif global :</p> <ul style="list-style-type: none"> « Contribuer à l'atténuation de la vulnérabilité des groupes défavorisés et aider les populations à faire face aux risques les plus significatifs de la vie ». <p>Elle s'articule autour de cinq axes stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> Insécurité alimentaire et nutritionnelle : « 	<p>L'appui du PAM à la SNPS depuis 2018 contribue directement au premier axe de la SNPS.</p> <p>Elle propose également des mesures pour promouvoir l'équité de genre.</p> <p>Le PSPPT et le PSP ont pour objectif de faire émerger des plans nationaux de réponse et de faire évoluer les procédures de ciblage en systématisant l'utilisation du registre social.</p>

¹⁰² RIM-RURAL, 2020. Note de synthèse. <https://rim-rural.org/2021/01/05/fsms-septembre-2020-note-de-synthese/> (données extraites le 17/06/2021)

	<p>contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les changements climatiques ».</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès aux services de santé et d'éducation • Sécurité sociale et travail/emploi ; • Amélioration du cadre de vie ; • Assistance sociale et la promotion des groupes vulnérables. <p>L'agence Tadamoune a été créée en 2016 et est devenue la délégation Taazour depuis 2019. Le principe d'un registre national des ménages pauvres a été adopté dès 2013 dans la SNPS, puis dans la SCAPP. La Mauritanie, avec le Sénégal, est le pays du Sahel où l'institutionnalisation du registre social est la plus avancée.</p>	
Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire - vision 2030 ¹⁰³	<p>Objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Permettre aux populations les plus vulnérables d'avoir à tout moment un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive ». <p>La Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire donne une place prépondérante au développement rural.</p>	En accord avec le document national Priorités résilience Pays de 2016, le PSP oriente davantage sa stratégie en faveur de la résilience communautaire et de la sécurisation des moyens d'existence des populations (moins en faveur du développement rural).
Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2015-2025	<p>Objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une réponse coordonnée d'interventions multisectorielles intégrées et sensibles à la nutrition dans le domaine de la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement¹⁰⁴. <p>Le dispositif de lutte contre la malnutrition inclut également le Protocole National pour la Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë . L'engagement du Gouvernement se manifeste aussi par l'adhésion à l'initiative « Renewed Effort Against Child Hunger » (REACH) et au mouvement « Scaling Up Nutrition »¹⁰⁵.</p>	Les interventions du PAM sont des outils d'opérationnalisation de certaines composantes du plan stratégique multisectoriel de nutrition notamment la lutte contre la malnutrition, le renforcement de la nutrition communautaire et de la mobilisation sociale, la nutrition en milieu scolaire et l'amélioration des dispositifs de coordination des programmes de nutrition.
Stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire (2016)	<p>Elaborée à la suite d'un diagnostic des capacités nationales utilisant l'Approche Systémique pour de Meilleurs Résultats en Éducation (SABER). Objectifs multiples de l'alimentation scolaire : promotion de l'accès à l'éducation, à la santé, à l'hygiène et la nutrition, et d'appui à l'économie locale au travers de l'approvisionnement auprès de producteurs locaux. Le Gouvernement mauritanien a très récemment (avril 2021) inscrit dans la loi de finance une ligne budgétaire dédiée au financement du programme national de cantine scolaire (PNAS). Le PNAS possède trois composantes portées respectivement par : l'Etat, Counterpart International et le PAM.</p>	<p>L'appui du PAM a été décisif dans l'actuel processus d'institutionnalisation de l'alimentation scolaire. Le PSP s'aligne avec les objectifs de la politique qui visent à soutenir la scolarisation des filles et des garçons, la sécurité alimentaire et la nutrition des enfants et la transition vers un programme national mis en œuvre par le Gouvernement. Le PSP s'inscrit également dans l'objectif d'approvisionnement local des cantines scolaires en s'engageant en faveur d'un soutien des moyens de subsistance des petits agriculteurs et éleveurs et la mise en place de capacités nationales pour l'approvisionnement local, le contrôle de la</p>

¹⁰³ <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Mau147221.pdf>

¹⁰⁴ MEPSP. 2016. PSMN 2015-2025.

¹⁰⁵ MEPSP. 2016. PSMN 2015-2025.

		qualité et de la sécurité sanitaire des aliments, le stockage et la logistique des vivres.
Stratégie nationale d'institutionnalisation du genre (2011¹⁰⁶)	Objectif : institutionnaliser le genre d'une manière transversale dans les différents domaines d'intervention en vue de la promotion de l'égalité et de l'équité genre et de garantir la promotion de la femme. La SCAPP (2016-2020) vise la réduction des inégalités et la promotion du genre.	Le PSP promeut l'institutionnalisation du genre en vue de la réduction des inégalités hommes-femmes et la promotion des femmes.

¹⁰⁶ MASEF, 2021. *Stratégie nationale d'institutionnalisation du Genre*. <http://www.masef.gov.mr/article345.html> (Données extraites le 17/06/2021)

ANNEXE III : SUJET DE L'ÉVALUATION

Section 1. Présentation du PSPPT et PSP

Tableau 3. Structuration générale du PSPPT (2018) par EDS et activité

Effets directs stratégiques (EDS)	Activités (A)
EDS 1 : La population en insécurité alimentaire et vulnérable des 6 régions ciblées, y compris les enfants en âge d'aller à l'école, a un accès stable à l'alimentation tout au long de l'année	A1 : Assistance alimentaire inconditionnelle (en nature et/ou en cash), y compris des rations nutritionnelles préventives pour les enfants de 6-23 mois A2 : Distribution de repas scolaires
EDS2 : Les personnes touchées par la crise, y compris les réfugiés, sont en mesure de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après la crise.	A3 : Fournir une assistance alimentaire (conditionnelle et inconditionnelle) aux réfugiés maliens en insécurité alimentaire touchés par la crise au Mali, y compris des repas scolaires. A4 : Fournir une assistance nutritionnelle aux enfants réfugiés maliens (âgés de 6-23 mois) et aux FEFA pour la prévention de la malnutrition pendant six mois (de mai à octobre), et aux enfants réfugiés maliens (âgés de 6-59 mois) et FEFA avec un traitement de lutte contre la MAM) pour toute l'année. A9 : Fournir une assistance alimentaire d'urgence inconditionnelle aux ménages mauritaniens vulnérables, y compris des rations nutritives préventives pour les enfants (âgés de 6 à 23 mois) et les FEFA et fournir un traitement nutritionnel d'urgence aux enfants mauritaniens vulnérables (6 à 59 mois) et FEFA pendant deux mois jusqu'à récupération entre mars et octobre
EDS 3 : Les enfants et les femmes et filles enceintes et allaitantes des 6 régions ciblées ont un statut nutritionnel amélioré tout au long de l'année	A5 : Traitement de la MAM de mai à octobre chez les enfants de 6-59 mois et transferts monétaires aux FEFA pour prévenir la malnutrition
EDS 4 : Les petits producteurs et communautés en insécurité alimentaire des 6 régions ciblées ont amélioré leurs moyens d'existence et leur résilience pour mieux satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels tout au long de l'année.	A6 : Assistance alimentaire pour la création d'actifs (FFA) familiaux et communautaires
EDS 5 : La communauté humanitaire en Mauritanie a accès aux services UNHAS toute l'année	A7 : Fournir des services de vols aux partenaires humanitaires, vers les zones d'interventions humanitaires.
EDS 6 : « Le Gouvernement a amélioré ses capacités de gestion des politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition, et identifie, cible et assiste la population en insécurité alimentaire et vulnérable à la malnutrition tout au long de l'année »	A8 : Formations et assistance technique pour la formulation de politiques, la mise en œuvre et la coordination d'activités de protection sociale, la résilience, la préparation et la réponse aux urgences, en intégrant le genre

Source: PAM Mauritania, Transitional Interim Country Strategic Plan (January - December 2018)

Tableau 4. Structuration générale du PSP (2019-2022) par EDS et activité

Effet direct stratégique (EDS)	Activités (A)
--------------------------------	---------------

Réponse aux crises	EDS1 : Les personnes touchées par la crise dans les zones ciblées, y compris les réfugiés, sont en mesure de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les crises	A1 : Fournir un ensemble d'assistance intégrée aux réfugiés, y compris une assistance alimentaire (conditionnelle et/ou inconditionnelle), des repas scolaires et des aliments nutritifs spécialisés aux enfants et aux FEFA pour la prévention et le traitement de la malnutrition A8 : Fournir une aide alimentaire et une alimentation complémentaire aux populations/ménages touchés par la pandémie (<i>activité ajoutée suite à la révision budgétaire 1 en Juillet 2020</i>) <i>L'activité 8 est une activité temporaire liée à la réponse COVID-19. Elle sera désactivée en 2021.</i>
Construction de la résilience	EDS2 : Les populations en situation d'insécurité alimentaire dans les régions ciblées, y compris les enfants d'âge scolaire, ont accès à une alimentation adéquate et nutritive toute l'année.	A2 : Fournir une assistance alimentaire saisonnière aux populations mauritaniennes en situation d'insécurité alimentaire, en intégrant des aliments nutritifs spécialisés complémentaires pour les enfants (âgés de 6 à 23 mois) ainsi que les FEFA. A3 : Fournir des repas scolaires aux enfants mauritaniens vulnérables pendant l'année scolaire, d'une manière qui s'appuie sur et stimule la production locale (alimentation scolaire locale)
	EDS3 : Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel dans les zones ciblées, y compris les enfants et les femmes et filles enceintes et allaitantes, ont amélioré leur état nutritionnel toute l'année	A4 : Parmi les populations mauritaniennes en situation d'insécurité alimentaire, fournir des aliments nutritifs spécialisés pour le traitement de la MAM aux enfants âgés de 6 à 59 mois et aux FEFA, des messages liés à la nutrition aux femmes et aux hommes prestataires de soins, et des transferts monétaires aux FEFA et assistant aux soins pré/post-natals.
	EDS4 : Les populations et les communautés en situation d'insécurité alimentaire exposées aux chocs climatiques dans les zones ciblées ont des moyens de subsistance plus résilients et des systèmes alimentaires durables toute l'année.	A5 : Fournir un soutien aux moyens de subsistance aux ménages mauritaniens en situation d'insécurité alimentaire et à risque, y compris le développement ou la réhabilitation des actifs naturels et productifs (y compris FFA), à travers une approche communautaire intégrée, équitable et participative
	EDS5 : Les institutions nationales ont renforcé leurs capacités à gérer les politiques et programmes de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale, y compris un système de protection sociale adaptative (réactif aux chocs), d'ici 2030	A6 : Fournir un soutien au renforcement des capacités des institutions nationales sur la conception et la mise en œuvre de : i) un plan de planification de réponse permanent pour la sécurité alimentaire et la nutrition avec des mécanismes consolidés d'alerte précoce et de coordination, ii) une sécurité nationale réactive aux crises, sensible à la nutrition et transformatrice en genre- système de filets, iii) et des opérations efficaces de préparation et de chaînes d'approvisionnement
Réponse aux crises	EDS6 : Les partenaires humanitaires et de développement ont accès à des services communs qui leur permettent d'atteindre et d'opérer dans les zones ciblées toute l'année	A7 : Fournir des services de vols aux partenaires humanitaires, vers les zones d'interventions humanitaires. A9 : Fournir des services logistiques à la demande aux partenaires gouvernementaux, des Nations Unies et non gouvernementaux pour faciliter des opérations efficaces sur le terrain (fourniture de services CPA et activités de plateforme) (<i>activité ajoutée suite à la révision budgétaire 1 en Juillet 2020</i>)

Source : PAM Mauritania Country Strategic Plan (2019-2022) et révision budgétaire (Juillet 2020)

Section 2. Evolution budgétaire par EDS entre 2018 et 2021

Tableau 5. Evolution budgétaire par effet direct stratégique suivant les révisions budgétaires successives (en USD)

PSPPT (2018)

	EDS1	EDS2	EDS3	EDS4	EDS5	EDS6	Total cost (USD)
Budget initial (2018)	12.315.796	15.541.739	2.897.703	3.023.548	3.43.688	476.120	37.694.594
Révision budgétaire 2 (février 2018)	4.436.460	47.867.617	169.426	2.862.084	3.330.625	946.106	59.612.318
Révision budgétaire 3 (juin 2018)	4.551.152	48.948.070	169.126	3.262.875	3.324.706	1.065.199	61.321.127
PSP (2019-2022)							
	EDS1	EDS2	EDS3	EDS4	EDS5	EDS6	Total cost (USD)
Budget initial (2019)	54.276.591	36.270.277	6.598.336	15.996.783	7.815.210	11.411.101	132.368.299
Révision budgétaire 1 (mars 2020)	63.133.156	46.880.811	7.992.101	21.385.585	7.935.485	17.278.735	164.605.872

Source : équipe d'évaluation, PSPPT (2018) ; PSP (2019) ; Révisions budgétaires (PSPPT BR2 et BR3 ; PSP BR initial)

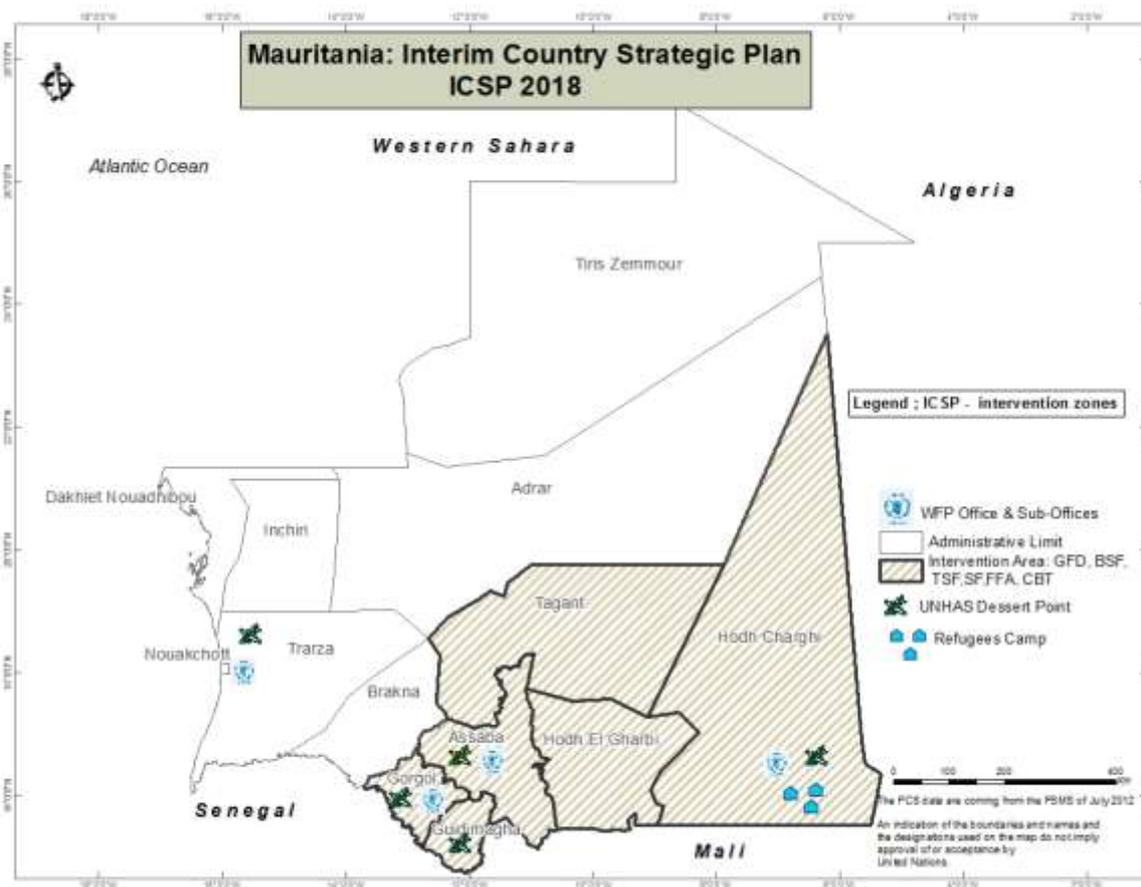
Section 3. Cartes des interventions du PAM

Figure 29. Présentation des catégories définies dans l'Analyse Intégrée du Contexte

Exposition aux Chocs Naturels	Récurrence de l'insécurité Alimentaire		
	FAIBLE	MOYENNE	HAUTE
FAIBLE	<p>CATEGORIE 5</p> <p>En l'absence d'un point d'entrée clair centré sur l'insécurité alimentaire à long terme (notant que des poches d'insécurité alimentaire peuvent exister), les thématiques programmatiques devraient se concentrer sur le RRC à un niveau justifié par le risque. Cela peut inclure les systèmes d'alerte précoce et de préparation aux catastrophes appropriés par rapport aux risques, ainsi que l'atténuation de la dégradation des sols et d'autres mesures de réduction des risques.</p> <p>Zone 5B</p>	<p>CATEGORIE 3</p> <p>Les zones 3A sont caractérisées par une insécurité alimentaire persistante qui peut justifier des filets de sécurité. Les zones 3B sont plus probablement liées à des facteurs saisonniers où les filets de sécurité peuvent également s'appliquer, ou à des chocs nécessitant un accès sur le redressement. Alors que le risque de choc naturel est plus faible, certains contextes plus locaux pourraient bénéficier de systèmes d'alerte précoce/ de préparation aux catastrophes pour réduire les risques.</p> <p>Zone 3B</p> <p>Zone 3A</p>	<p>Zone 3A</p>
MOYENNE	<p>CATEGORIE 4</p> <p>En l'absence d'un point d'entrée clair centré sur l'insécurité alimentaire à long terme (en soulignant que des poches d'insécurité alimentaire peuvent exister), le RRC, y compris l'alerte précoce et la préparation aux catastrophes, est une priorité. En outre, l'attention devrait être accordée à la dégradation des terres, étant donné que cela pourrait aggraver les chocs futurs, ce qui pourrait avoir un impact sur la sécurité alimentaire.</p> <p>Zone 4B</p>	<p>CATEGORIE 2</p> <p>Les situations d'insécurité alimentaire existante peuvent être liées à des chocs naturels ou anthropiques ou à des facteurs saisonniers. Si la saisonnalité en est la cause, les filets de sécurité peuvent réduire l'insécurité alimentaire prévisible, si les chocs en sont la cause, un objectif de redressement peut être approprié. En même temps, le risque de choc élevé pousse pour le RRC, y compris l'alerte précoce et la préparation aux catastrophes.</p> <p>Zone 2B</p> <p>Zone 2A</p>	<p>CATEGORIE 1</p> <p>L'insécurité alimentaire persistante suggère que les filets de sécurité offrant un soutien prévisible aux populations vulnérables peuvent être appropriés, ainsi qu'un risque de choc élevé justifie l'inclusion de la RRC, y compris l'alerte précoce et la préparation aux catastrophes.</p> <p>Zone 1B</p> <p>Zone 1A</p>
HAUTE	<p>Zone 4A</p>	<p>Zone 2A</p>	<p>Zone 1A</p>

Source : PAM. AIC. Partie I : Document Technique.

Figure 30. Carte des interventions du PAM durant le PSPPT (2018)



Source : Mauritania Transitional INTERIM Country Strategic Plan (version finale, décembre 2018)

Section 4 : Source de financement du PSPPT et PSP

Tableau 6. Principaux donateurs dans le domaine de la réponse aux crises (par ordre décroissant) pour le PSPPT

MR01	Donor Country	Total
Focus area Crisis response	WFP	7.343.067,98
	CANADA	3.319.517,04
	U.S.A.	3.027.367,08
	U.K.	2.753.875,20
	BELGIUM	2.495.559,27
	UN CERF	1.750.061,88
	EUR. COMMISSION	1.216.065,91
	NEW ZEALAND	822.484,36
	JAPAN	798.039,25
	IRELAND	693.108,07
	FRANCE	611.610,81
	SPAIN	553.005,70
	SWEDEN	401.745,44
	AUSTRALIA	382.547,79
DENMARK	342.780,21	
PRIVATE DONORS	158.194,16	

MONACO	96.041,45
SAUDI ARABIA	68.238,43
NORWAY	44.868,82
OPEC FUND FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT	34.003,94
FINLAND	21.498,30
GERMANY	0,00

Source : Equipe d'évaluation à partir de WFP, CPB Grant Balances Report v3.0, données extraites le 26 Novembre 2021

Tableau 7. Principaux donateurs dans le domaine de la réponse aux crises (par ordre décroissant) pour le PSP

MR02	Donor Country	Total
Focus area Crisis response	WFP	11 205 899,86
	U.S.A.	9 108 107,97
	U.K.	6 712 672,13
	EUR. COMMISSION	6 102 188,53
	JAPAN	2 623 319,55
	GERMANY	2 653 842,12
	SWEDEN	896 850,86
	CANADA	685 803,67
	SAUDI ARABIA	555 746,00
	FRANCE	807 622,39
	SPAIN	473 657,39
	UN Other Funds and Agencies (excl. CERF)	172 938,04
	UN CERF	170 783,52
	BELGIUM	113 247,82
	DENMARK	75 623,27
PRIVATE DONORS	5 815,12	

Source : Equipe d'évaluation à partir de WFP, CPB Grant Balances Report v3.0, données extraites le 26 Novembre 2021

ANNEX IV : METHODOLOGIE

Phase de démarrage. La phase de démarrage de l'étude s'est déroulée de fin avril à mi-août 2021. Une réunion de lancement a été organisée par OEV et plusieurs réunions ont eu lieu par la suite entre OEV et l'équipe d'évaluation pour un partage de la documentation disponible, des informations relatives à la gestion des données du PAM et la feuille de route intégrée (Integrated Road Map - IRM). Un travail d'analyse des données du PSPPT et du PSP et une revue bibliographique ont été réalisés par l'équipe d'évaluation.

L'évaluation se base sur les questions d'évaluations et sous questions d'évaluation développées par OEV et communes à toutes les évaluations stratégiques. Elles se réfèrent toutes aux critères d'évaluation définis par le CAD de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), tel que l'illustre le tableau ci-dessous.

Tableau 8. Calendrier de l'évaluation

Steps	Action by	Tentative key dates (TOR)	Updated and validated timeline (30.11)
Phase 2 - Inception			
Team preparation, literature review prior to HQ briefing	Team	April 2021	
HQ Inception Briefings / recordings	Evaluation Manager & Team	3-10 May 2021	
CO and RB Inception Briefings	<u>Evaluation Manager</u> & Team	11-25 May 2021	
Submit high quality draft 0 Inception Report (after the company's quality check) to OEV	Team Leader	23 June 2021	22 June 2021
OEV quality assurance and feedback	Evaluation Manager	30 June 2021	28 June 2021
Submit draft 1 Inception Report	Team Leader	7 July 2021	5 July 2021 (AM)
Draft Inception Report Review by OEV (prior to sharing with CO)	Evaluation Manager/Quality Assurance n°2/DDoE	8-14 July 2021	5 - 27 July
Draft Inception Report Review by CO	CO	n.a.	27 July - 11 August
Submit final draft addressing CO comments	Team Leader	n.a.	11 - 25 August
Final review, clearance by QA2 and circulation	Evaluation Manager	18 July 2021	3 - 12 August 2021
Phase 3 - Data Collection, including Fieldwork			
In-country (or remote) Data Collection	Team	6-27 September 2021	12 Sept - 1 Oct 2021
Exit Debrief (ppt)	Team Leader	27 September 2021	1 October 2021
Preliminary Findings Debrief with the IRG	Team	5 October 2021	12 October 2021
Steps	Action by	Tentative key dates (ToR)	Updated timeline (08.06)
Phase 4 - Reporting			
Submit high quality draft Evaluation Report to OEV (after the company's quality check)	Team Leader	27 October 2021	10 November 2021

OEV quality feedback sent to Team Leader	Evaluation Manager	6 November 2021	22 November 2021
Submit revised draft Evaluation Report to OEV	Team Leader	17 November 2021	30 November 2021
OEV quality check	Evaluation Manager	18-30 November 2021	
Seek clearance prior to circulating the Evaluation Report to IRG	DDoE	30 November - 7 December 2021	
OEV shares draft evaluation report with IRG for feedback	Evaluation Manager/IRG	8 December 2021	
Learning workshop (in country or remote)	Country Office/Team Leader/ RB/ Evaluation Manager	19-20 January 2022	
Consolidate WFP comments and share with Team	Evaluation Manager	31 January 2022	
Submit revised draft Evaluation Report to OEV based on WFP's comments, with team's responses on the matrix of comments	Evaluation team	14 February 2022	
Review D2	Evaluation Manager	15-22 February 2022	
Submit final draft Evaluation Report to OEV	Team Leader	23-28 February 2022	
Review D3	Evaluation Manager	1-8 March 2022	
Seek final approval by DDoE	DDoE	9-15 March 2022	
Draft Summary Evaluation Report	Evaluation Manager	16-31 March 2022	
Seek DDoE clearance to send Summary Evaluation Report	DDoE	1-11 April 2022	
OEV circulates Summary Evaluation Report to WFPs Executive Management for information upon clearance from DDoE	DDoE	15 April 2022	

Tableau 9. Critères CAD - OCDE

Critères	Définition	Questions d'Évaluation
Pertinence	La mesure dans laquelle les objectifs et la conception de l'intervention répondent aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, du pays et des partenaires/institutions, et continuent de le faire si les circonstances changent.	QE1
Coherence	La mesure dans laquelle d'autres interventions soutiennent ou minent l'intervention, et vice versa. Comprend la cohérence interne (c.-à-d. les synergies et les liens entre l'intervention et d'autres interventions ainsi que la cohérence de l'intervention avec les normes internationales pertinentes) et la cohérence externe (c.-à-d. la cohérence de l'intervention avec les interventions d'autres acteurs dans le même contexte)	QE1/QE2
Efficacité	La mesure dans laquelle l'intervention a atteint, ou devrait atteindre, ses objectifs	QE2/QE4

	et ses résultats, y compris les résultats différentiels entre les groupes.	
Efficienc	La mesure dans laquelle l'intervention donne des résultats, ou est susceptible de le faire, de façon économique et en temps opportun.	QE3/QE4
Durabilité	La mesure dans laquelle les résultats de l'intervention sont susceptibles de se poursuivre.	QE2
Connectivité	La nécessité de s'assurer que les activités d'urgence à court terme soient menées dans un contexte qui tienne compte de problèmes à plus long terme et interconnectés	QE2
Couverture	La nécessité d'atteindre les principaux groupes de population confrontés à des risques alimentaires où qu'ils se trouvent	QE3

Source : Adapté du CAD de l'OCDE, 2019

L'évaluation a commencé à recueillir de l'information à travers la conduite d'entretiens (certains étaient enregistrés, car communs à plusieurs évaluations stratégiques). L'évaluation a sollicité le point de vue d'un nombre important de parties prenantes internes et externes au PAM, au niveau décentralisé, national, régional et global. Les principales parties prenantes concernées ont été : le senior management du BP, plusieurs référents techniques du RBD et de divisions techniques du Siège, quelques partenaires clés (ex : UNICEF).

Plusieurs réunions ont également été organisées avec l'équipe d'évaluation et le BP afin de présenter les outils méthodologiques développés en vue de leur finalisation et intégration dans le rapport de démarrage. Il s'est agi de travailler plus en détail sur les outils suivants : la TdC reconstituée par l'évaluation ; la matrice d'évaluation ; l'agenda de la mission terrain proposée. Ces outils proposés par l'équipe d'évaluation ont été discutés et validés avant la soumission du rapport de démarrage avec le BP pour une plus grande pertinence de la méthodologie d'évaluation développée. La matrice d'évaluation intègre les hypothèses de la TdC ainsi que les thèmes d'apprentissages formulés.

De plus une enquête de perception a été développée par l'équipe d'évaluation et envoyés aux parties prenantes. Son objectif était de recueillir les points de vue des acteurs internes (BP, sous-bureaux, RBD) et externes - collaborateurs du BP en Mauritanie (groupes de travail, partenaires opérationnels, partenaires gouvernementaux, partenaires UN et donateurs) sur des dimensions clés d'évaluation pour lesquelles la perception des acteurs est importante. Il s'agit d'un outil de collecte de données secondaire, complémentaire au travail principal de revue documentaire et d'enquête qualitative mené par l'évaluation. Cette enquête comprenait 23 questions, dont la grande majorité étaient des questions fermées à noter de 1 à 4 (du moins au plus satisfaisant). Un envoi et trois relances ont été programmés à la mailing liste composée de 91 adresses, de plus un lien a été partagé pour une diffusion élargie. La période de collecte entre juillet et août était peu propice (congés annuels, fête nationale). Au total 76 personnes ont répondu à l'enquête (7 membres des clusters et groupes de travail ; 9 donateurs ; 6 partenaires gouvernementaux ; 18 partenaires opérationnels ; 11 partenaires UN ; 25 employés du BP et RBD).

Une présentation a été organisée en amont de la visite pays, afin de partager un premier niveau d'information avec l'ensemble des responsables de départements et du management du BP et des sous bureaux, concernant les objectifs de la mission d'évaluation, les principaux outils utilisés, l'agenda envisagé, le niveau d'information attendu.

Phase de collecte des données. Une mission en Mauritanie a été conduite du 13 Septembre au 1er Octobre 2021 inclus intégrant l'ensemble des membres de l'équipe d'évaluation (à l'exception de M. Mohamed Selmane Lemine qui était en convalescence jusqu'au 26 septembre). L'agenda de la mission a été revu en tout début de mission afin de tenir compte des dates de distribution maintenant disponibles, prévues dans le camp de Mbera.

Au total, 30 localités ont été visitées dans 6 régions, 50 entretiens institutionnels ont été menés en régions et dans les localités visitées, et 82 groupes de discussion ont été organisés dans les localités visitées rassemblant 433 personnes bénéficiaires et non bénéficiaires des activités pilotées par le PAM (3A, nutrition, cantines, assistance alimentaire). De plus, 45 entretiens ont été menés à Nouakchott avec le BP et

ses principaux collaborateurs (Gouvernement, partenaires UN, bailleurs, partenaires opérationnels). La planification de ces entretiens a été faite avec l'aide du BP et des sous bureaux, et grâce à un appui constant du BP.

Les résultats préliminaires de la visite de terrain ont été partagés avec le BP le 1er Octobre 2021 et avec l'IRG le 12 Octobre, permettant de confirmer la pertinence des principales observations et premières conclusions et recommandations de l'évaluation.

Une enquête auprès de 300 ménages a également été menée la première semaine d'octobre 2021 pour compléter cette phase de collecte d'informations primaires. Un questionnaire a été développé. Un bureau d'études mauritanien a conduit cette enquête et renseigné les données. L'analyse a été faite par l'évaluation.

Pour ce qui concerne les limites de la collecte des données, il faut noter que certaines informations n'ont pas pu être collectées et donc certaines lignes d'investigation analysées. Celles-ci sont détaillées dans le rapport. Il s'agit notamment d'informations relatives aux cantines scolaires (la rentrée n'avait pas encore eu lieu, les établissements étaient donc fermés et les cantines non fonctionnels). Il faut noter également que du fait des conditions sécuritaires et du temps restreint disponible pour les visites de différentes localités, les sites d'intervention les plus distants n'ont pas pu être visités.

Thèmes d'apprentissage. Les Thèmes d'apprentissage définis comme devant être étudiés au cours de cette évaluation sont les suivants. Ils s'appuient sur les propositions faites dans les termes de référence de l'étude complétées des propositions de l'équipe d'évaluation suite aux entretiens menés avec les différentes unités du PAM. Ils sont tous intégrés à la matrice d'évaluation (annexe V).

La Mauritanie a été fortement touchée par la **pandémie de la COVID-19** que ce soit sur le plan sanitaire que sur le plan économique (voir paragraphe 14). Le PAM a introduit une RB afin de soutenir les populations dont la sécurité alimentaire se dégradait en raison de la crise et d'appuyer la logistique de la réponse du Gouvernement et des autres agences onusiennes (paragraphe 31). Quelle a été la pertinence, l'efficacité et l'efficience de la réponse à la crise de la COVID-19 du PAM ? Quelle est la pertinence de la couverture géographique et de son évolution dans le temps ? Quels ont été les effets sur les autres interventions prévues dans le cadre du PSP ? (Thème obligatoire pour tous les PSPE de 2021) - (issu des termes de référence) - **Thème d'apprentissage n°1.**

Avec sa **Stratégie Nationale de Protection Sociale** (2013) le Gouvernement cherche à atténuer la vulnérabilité des groupes défavorisés et aider les populations à faire face aux risques les plus significatifs de la vie, à travers la mise en place d'un système intégré de protection sociale adaptative (voir paragraphes 20-21). Le PSP vise à renforcer les capacités institutionnelles du Gouvernement dans ce domaine (paragraphe 29). Dans quelle mesure la contribution du PAM à l'agenda national de protection sociale est-elle pertinente, efficace et durable ? Comment le PAM a-t-il positionné ses appuis par rapport aux autres partenaires dans ce domaine (Banque Mondiale notamment) ? Dans quelle mesure et comment le PAM a-t-il utilisé au mieux les forces et les avantages comparatifs des différents partenaires en Mauritanie pour parvenir à une vision partagée et maximiser l'impact positif à travers le PSP ? - (issu des termes de référence) - **Thème d'apprentissage n°2.**

La Mauritanie se classe parmi les pays les plus impactés par le **changement climatique** (paragraphe 8). Le Gouvernement s'est d'ores et déjà engagé notamment dans ses stratégies SNPS 2013 et SCAPP 2016-2020 à réduire la vulnérabilité de la population aux effets du CC (paragraphe 15). Le PSP vise, à travers son EDS4, à renforcer la résilience des populations en situation d'insécurité alimentaire exposées aux chocs climatiques. Quelle est la pertinence et l'efficacité de la contribution du PAM à la résilience climatique des populations souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, également dans la perspective d'une éventuelle suppression progressive de son intervention dans ce domaine ? - (issu des termes de référence) - **Thème d'apprentissage n°3.**

Le PAM a cherché lors de la formulation de son PSPPT et PSP à définir son positionnement en complémentarité des autres acteurs clés, afin de tirer parti des **avantages comparatifs des différents partenaires** engagés sur les mêmes thématiques dans le pays. Dans quelle mesure et comment le PAM a-t-il tiré parti des forces et des avantages comparatifs des différents partenaires en Mauritanie pour réaliser une vision commune et maximiser l'impact positif du PSP ? - (issu des termes de référence) **Thème d'apprentissage n°4.**

Le paquet d'assistance auprès des réfugiés représente 33 pour cent des ressources du PSP (paragraphe 37). L'EDS1 apportant la réponse aux besoins alimentaires prioritaires est conçu dans un objectif d'**autonomisation des populations** réfugiées et s'inscrit dans les priorités conjointes du HCR et du PAM. Quelle est la pertinence, l'efficacité et la durabilité de l'appui du PAM en faveur de l'autonomisation des réfugiés en lien avec l'accès des réfugiés aux filets sociaux nationaux, le soutien à l'intégration des réfugiés dans le registre national et les modalités de ciblage ? - (formulé par l'équipe d'évaluation) – **Thème d'apprentissage n°5.**

Le PSP a largement mis l'accent sur l'intégration du principe de **résilience intégrée**, à la fois au niveau national et communautaire, selon une approche promue par le RBD. Le renforcement de la résilience est intégré dans les EDS2, 3 et 4, les deux premiers étant tournés vers la fonction protectrice de la PSA et l'EDS4, la fonction productive de la PSA. Au-delà de la mise en œuvre du paquet intégré, quelle est la pertinence des approches et outils envisagés et éventuellement déjà en partie déployés par le PAM pour ce qui concerne : le renforcement de l'ancrage institutionnel dans le domaine de la résilience ; la recherche d'évolution de l'approche « convergence » vers plus de « synergie » ; le renforcement de l'analyse conjointe PSA et Résilience ? - (formulé par l'équipe d'évaluation) – **Thème d'apprentissage n°6**

L'équipe pays ONU donne la priorité aux investissements pour ce qui concerne le lien entre humanitaire, développement et paix, conformément à la stratégie intégrée ONU pour le Sahel (United Nations Integrated Strategy for the Sahel) (voir PSP). Or le PAM intègre ces orientations dans ces cadres stratégiques plus larges. L'équipe d'évaluation analysera la pertinence et l'efficacité de l'appui du PAM en faveur des enjeux de cohésion sociale, de réduction des tensions, de prévention des conflits (réfugiés – hôtes / agriculteurs – éleveurs / intra et inter communautés / jeunes), de nexus - (formulé par l'équipe d'évaluation) – **Thème d'apprentissage n°7.**

Le PAM cherche à soutenir les **mécanismes nationaux** pour s'attaquer de façon pérenne aux causes profondes des vulnérabilités à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'EDS5 vise à renforcer les institutions nationales et à renforcer leurs capacités (paragraphe 28). L'équipe d'évaluation s'interrogera sur la pertinence, l'efficacité et la durabilité de l'appui du PAM en matière de renforcement de systèmes nationaux (Base d'analyse évaluation décentralisée PSA ; analyse niveau terrain ; qualité du ciblage) - (formulé par l'équipe d'évaluation) – **Thème d'apprentissage n°8.**

Le PSPPT et le PSP intègrent plusieurs axes transversaux d'analyse (paragraphe 2). Le genre est sans doute **l'enjeu transverse** qui a été le plus intégré de façon institutionnelle dans les différents domaines d'interventions du PAM. L'équipe d'évaluation s'interrogera sur le niveau d'intégration de ces enjeux transverses : approche intégrative et transformatrice du genre ; opportunités socio-économiques des jeunes ; redevabilité vis-à-vis des communautés ; protection ; enjeux environnementaux - (formulé par l'équipe d'évaluation) – **Thème d'apprentissage n°9.**

Tableau 10. Liste des personnes rencontrées dans le cadre de l'évaluation par structure, position, genre et localité

PAM	Nom de la personne	Structure	Poste	Homme	Femme
Nouakchott	Kinday SAMBA	BP PAM	Directrice Pays		1
Nouakchott	Paulo OLIVEIRA	BP PAM	Directeur Pays adjoint	1	
Nouakchott	Damien VAQUIER	BP PAM	Chef de programme. Responsable S05	1	
Nouakchott	Jean Loïc GUIEZE	BP PAM	A6 - ARC replica et risk financing A5 - Support à la commercialisation des producteurs Coordinateur GSAN	1	
Nouakchott	Mahamoudou NIODGO	BP PAM	Activity manager 5	1	
Nouakchott	Alejandra CARMONA	BP PAM	Chargée résilience		1
Nouakchott	Mohamed JIDDOU	BP PAM	Responsable SO4 résilience. Activity manager 8 - crise COVID-19	1	
Nouakchott	Fatimetou LAHWERTHI	BP PAM	Activité manager 2 + CBT officer sur les différentes activités (FFA et réfugiés)		1
Nouakchott	Fatimata SY	BP PAM	Fonction / coordination des activités alimentation scolaire, nutrition, appui institutionnel		1
Nouakchott	Oumou SOW	BP PAM	Activity manager 6 Appui institutionnel. Point focal Protection sociale adaptative		1
Nouakchott	Franck MULLER	BP PAM	Poste conjoint PAM-Banque Mondiale - Expert Protection Sociale	1	
Nouakchott	Mamadou SALL	BP PAM	BP – Head Supply Chain + Référent Activité 9	1	
Nouakchott	Mohamed ZEIN	BP PAM	Assistant technique auprès du CSA	1	
Nouakchott	Kadiata THIAM	BP PAM	Activity manager 3 Alimentation scolaire		1
Nouakchott	Mamadou KANE	BP PAM	Nutritionniste	1	
Nouakchott	Papa Gormack Ndiaye	BP PAM	Chef unité S&E	1	
Nouakchott	Navel THIAM	BP PAM	RAM officer	1	
Nouakchott	Abdoulaye Dia	BP PAM	Assistant S&E	1	
Nouakchott	Cheikh Meodj	BP PAM	VAM officer	1	
Nouakchott	Khadijetou DIOP	BP PAM	Assistant S&E - système de réclamation		1

Nouakchott	Basongo BAGUI	BP PAM	Consultant HCR PAM pour le ciblage des réfugiés de Bassikounou	1	
Nouakchott	Martin NSEKE	BP PAM	Activity manager 7 UNHAS	1	
Nouakchott	Mohamed BA	BP PAM	Budget Programming Officer	1	
Nouakchott	Abdoulaye KANE	BP PAM	Budget Programming Associate	1	
Nouakchott	Riana RAVOALA	BP PAM	Chef Unité Partenariat		1
Nouakchott	Lewis EKRA	BP PAM	Chargé des ressources humaines	1	
Nouakchott	Ali CHAM	BP PAM	Responsable de l'unité Admin / Finance	1	
Dakar	Adamou ISSAKA	RBD	Senior Expert Resilience	1	
Dakar	Volli CARUCCI	RBD	Head Resilience and Livelihoods Unit	1	
HEC Bassikounou	Mathias TONALTA	Sous-bureaux PAM	Chef du sous bureau de Bassikounou (Activity manager 1)	1	
HEC Bassikounou	Madani SY	Sous-bureaux PAM	Programme assistant	1	
HEC Bassikounou	Cheikh FALL	Sous-bureaux PAM	Responsable logistique	1	
HEC Bassikounou	Aboubacar SALL	Sous-bureaux PAM	Activité 3A	1	
HEC Bassikounou	Mamadou Kane	BP PAM	Nutrition	1	
ASSABA Kiffa	Alassane DIOP	Sous-bureaux PAM	Chef du sous-bureau	1	
ASSABA Kiffa	Moulaye ZAHNINE	Sous-bureaux PAM	Moniteur	1	
ASSABA Kiffa	Boubou BA	Sous-bureaux PAM	Associate Program Resilience 3A	1	
GUIDIMAKHA Sélibaby	Baba DIA	Sous-bureaux PAM	Point focal A5	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Hamedine KANE	Sous-bureaux PAM	Program Assistant Resilience	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Dia DJIBRIL	Sous-bureaux PAM	Assistant logistique	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Ahmed KHILIL	Sous-bureaux PAM	Coordinateur Projet <i>Peace Building Fund</i>	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Mohamadou LO	Sous-bureaux PAM	OIM et coordinateur du Sous-bureaux Système des Nations Unies	1	
GORGOL Kaédi	Cheikh Sidiya DIOP	Sous-bureaux PAM	Chef du sous-bureau Kaédi + de l'antenne Sélibabi	1	
GORGOL Kaédi	Hachimi Haidara	Sous-bureaux PAM	Assistant de suivi	1	
GORGOL Kaédi	Mintou Correra	Sous-bureaux PAM	Point focal Genre		1
GORGOL Kaédi	Yahya Mohamed Mbareck	Sous-bureaux PAM	Point focal Nutrition	1	

GORGOL Kaédi	Demba Datt	Sous-bureaux PAM	Assistant financier	1	
GORGOL Kaédi	Ba Racine	Sous-bureaux PAM	Assistant moniteur	1	
GORGOL Kaédi	El Housseinou Kane	Sous-bureaux PAM	Assistant monitoring	1	
TAGANT	Oumar Kane	Sous-bureaux PAM	Food Assistant Monitor	1	
PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX					
Nouakchott	M. SIDATY	Ministère de l'éducation	Directeur de l'unité nutrition et éducation sanitaire	1	
Nouakchott	Brahim BEYE	CSA	Conseiller du commissaire, chargé du Dispositif DCAN	1	
Nouakchott	Sidi Ahmed TIGUEDY	CSA	Directeur des programmes développement	1	
Nouakchott	Moulaye SAID Ould Baba Ainina	CSA/OSA	Directeur de l'OSA	1	
Nouakchott	Fatou Mint Ali	CSA	Directrice de l'aide d'urgence		1
Nouakchott	Ahmed Dou Abdel Rahmane	CSA	Coordinateur Aide aux réfugiés	1	
Nouakchott	Moussa Diagana	Ministère de la Santé	Directeur Santé de la mère et de l'enfant	1	
Nouakchott	Baraka Seyid	Ministère de la Santé	Cheffe du Service Développement de la Nutrition		1
Nouakchott	Sidi Ahmed Bouh	CSA	Coordinateur Projet Réfugiés	1	
Nouakchott	Taleb Khyar Cheikh MELAININE	Taazour	Coordinateur du Programme National des Transferts Sociaux Tekavoul	1	
Nouakchott	Ahmed Salem Ould BEDDE	Registre Social	Directeur Général du Registre Social et du Système d'Information	1	
Nouakchott	Ely Abdrabou	Registre Social	Chef de service	1	
Bassikounou	Eby Mohamed Babe	CSA	Chef du bureau de l'assistance des réfugiés	1	
HEC Nema	Cheikh ABDALLAH	Wali HEC	Wali HEC	1	
HEC Nema	Said na Aly ALITH ALLAH	Direction Régionale de l'Education Nationale	Directeur Régional de l'Education Nationale adjoint	1	
HEC Nema	Aboubekrin BEIDIYE	DA	Directeur de l'agriculture	1	
HEC Nema	Mohamedou OULD TIJANI	Conseil régional	Président - Conseiller régional	1	
HEC Nema	SIDI MOHAMED	CSA	FG : Délégué adjoint, chef de la division technique, magasinier	4	
ASSABA Kiffa	Lemrabott Mohamed ahid Nejachi	Direction Régionale de l'Education Nationale	Directeur Général Adjoint	1	

ASSABA Kiffa	Baba ould Saleck	Commune de Melgue	Maire	1	
ASSABA Kiffa	Eby Mohamed Mbareck	Wilaya de l'Assaba	Conseiller du Waly, en charge des affaires politiques et sociales	1	
ASSABA Kiffa	Diop Oumar	DRASS	Responsable admin et financier	1	
ASSABA Kiffa	Moktar Sidi Mohamed Khatter	CSA Kiffa	Chef Division Développement CSA Kiffa	1	
ASSABA Kankossa	El Mehdi ould Djaghly	Kankossa	Maire	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Moustapha ould Magha	Conseil régional	Président	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Sala Sagho	Conseil régional	Conseil Régional - Secteur du Développement	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Mohamed TALEB	CSA	Délégué Régional	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Montaga SAKHO	CSA	Chef de division Développement	1	
GORGOL Kaédi	Khayri AHMED	CSA	Délégué régional	1	
GORGOL Kaédi	SALEK	Ministère de l'Economie	Coordinateur Régional	1	
GORGOL Kaédi	Cheikhna ould Kenkou	DRASS	Directeur	1	
GORGOL Kaédi	Ba Alassane	DRASS	Chef Service Santé de base et Nutrition	1	
BRAKNA	Mohamed Yemehlou ould Sidi Ali	Autorités administratives	Hakem de Bababe	1	
TAGANT	Oumar Kane	Sous-bureaux PAM	Food Assistant Monitor	1	
TAGANT Moudjéria	Mohamed Ahmed Mahmoud	Commune SOUDOUD	Maire	1	
TAGANT Tidjikja	Abdellahi Zein	Wilaya	Directeur du Cabinet	1	
TAGANT Tidjikja	Yemehlou Mohamed Vadel	DRAS	Directeur Regional	1	
TAGANT Arrondt Waahatt	Hmeidy Dah El Keihil	Commune Wahatt	Adjoint au maire Rachid (wahatt)	1	
PARTENAIRES OPERATIONNELS					
Nouakchott	Désiré YAMEOGO	Counterpart International	Chief of party	1	
Nouakchott	Nouhoum SIDIBE	ACF	Responsable programme prévention et résilience	1	
Nouakchott	Mahamane Salissou MAMANE	OXFAM	Responsable S&E - Membre du GSAN	1	
Nouakchott	Antoine Vollet	Save the children	Coordinateur des programmes	1	
Nouakchott	Ahmed Ould Brahim	ONG Association Pour l'Epanouissement de la Population	Président - secrétaire exécutif	1	

Nouakchott	Matthieu Lefebvre	Banque Mondiale	Expert Protection Sociale	1	
Nouakchott	Djeinaba Diallo	Banque Mondiale	Experte Protection Sociale		1
Nouakchott	Ahmed Ould AMAR	Progres-SD3C	Coordonnateur	1	
Nouakchott	Mohamed Ould Bilal	Progres-SD3C	Responsable Administratif et Financier	1	
Nouakchott	Mohamed Lemine Lemrabott	Progres-SD3C	Responsable Suivi (RSEGSC)	1	
Nouakchott	Bouh Ould Sleimane	Progres-SD3C	Expert National Infrastructures	1	
Bassikounou	Apolinaire Sowe Kapet	Save the Children	Chef de Projet Bassikounou	1	
HEC Nema	Abdoul Aziz AMANI	ACF	Chef de base ACF	1	
HEC Nema	Benahy MBEIRICK BELKHEIR	ACF	Chargé de projet site sentinelle	1	
HEC Nema	M. TANJA	ACF	Superviseur site sentinelle	1	
HEC Nema	Issa DIAKHITE	ADICOR	Chef de projet	1	
HEC Nema	Bouya DAOU	ADICOR	Nutritionniste	1	
HEC Nema	Fatimetou	ADICOR	Genre		1
HEC Nema	Naji Sidi Mohamed	AU SECOURS	Point focal ONG Au secours	1	
HEC Nema	TOURAD	ONG Association Pour m'Epanouissement de la Population	Génie rural	1	
HEC Nema	Moussa KONDE	ONG Association pour l'Epanouissement de la Population	Ingénieur agronome	1	
HEC Nema	Aliou Wele	Association de Recherche pour le Développement	Chef d'antenne	1	
HEC Nema	Thierno SALL	Association de Recherche pour le Développement	Génie rural	1	
HEC Nema	Yacoub DOUA	Banque El Amana	Directeur technique BEA de l'unité cash transfer	1	
ASSABA Kiffa	Youssef DIARA	AU SECOURS	Chargé de Programme	1	
ASSABA Kiffa	BamoussaHAMADI	AU SECOURS	Point focal ONG Au secours	1	
ASSABA Kiffa	Baye	AU SECOURS	Référent technique	1	
ASSABA Kiffa	Mohamed OUMAR	ONG Union des Associations de Gestion Participative de	Secrétaire Général	1	

		l'Oasis Assaba			
ASSABA Kiffa	Hindou Djibril	ONG Au Secours	Animatrice Kiffa		1
ASSABA Kiffa	Boida mint Yarba	ONG Au Secours	Animatrice Kiffa		1
ASSABA Kiffa	Baye El Khadar	ONG Au Secours	Consultant ingénieur agronome	1	
ASSABA Kiffa	Brahimould ahmed deida	ONG Au Secours	Genie rural	1	
ASSABA Kiffa	Mohamedould Slama	ONG Au Secours	Genie rural	1	
ASSABA Kiffa	Oumar Djaghly	ONG Sapas	Président ONG	1	
ASSABA Kiffa	Dia Oumar	ONG Sapas	Genie rural/3A	1	
ASSABA Kiffa	Ba Moussa	ONG Sapas	Genie rural	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Moulaye DIALO	ACF	Coordinateur Gorgol + Guidimakha	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Koura SEIDOU	GRDR ONG Migration-Citoyenneté-Développement	Responsable Agroécologie et Entreprenariat	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Djara BARAKI	GRDR	Animateur programme Juth	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Zeinabou	GRDR	Chargée de mission, projet Déclic		1
GUIDIMAKHA Sélibabi	Mamadi	GRDR	Chef du projet Juth	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	El Ghassoum Dia	GRET	Chef de Projet et responsable antenne selibaby	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	El Hassen Soumaré	ONG Assistance Education	Superviseur	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Yahya Mbareck	ONG Au Secours	Suivi Evaluation	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Aboubekrine Tandia	ONG Actions	Coordinateur	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Houdou Sow	ONG Au Secours	Point Focal	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Mohamed Salem Dicko	ONG Au Secours	Superviseur	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Madouri Marega	ONG Tenmiya	Coordinateur Régional	1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Traoré Jiddou	ONG GRADD	Président	1	
GORGOL Kaédi	Youssef TAMBOURA	ONG Association Mauritanienne pour la Santé, l'Environnement et la Lutte contre l'Analphabétisme	Président	1	
GORGOL Kaédi	Aliou Yelo THIAM	Croissant Rouge Mauritanien	Responsable Logistique et Finance	1	

GORGOL Kaédi	Baba Inna M'BODJ	Croissant Rouge Mauritanien	Président CRM Wilaya du Gorgol	1	
GORGOL Kaédi	Khalid Mahamat MOUSSA	OXFAM	Chargé projet Action humanitaire	1	
GORGOL Kaédi	Doucouré MACERE	OXFAM	Chargé projet Développement + Interim Chef de base	1	
BRAKNA	Djibril BA	ASD	Président	1	
BRAKNA	Adama Samba Sow	ASD	Technicien	1	
DONATEUR					
Nouakchott	Verena STIEBING	GIZ	Chargée du portefeuille de la communication GIZ		1
Nouakchott	Dr Antje GOLLNER-SCHOLZ	Ambassade d'Allemagne	Cheffe de mission adjointe		1
Nouakchott	Marianne Tinlot	ECHO	Assistante Technique Mauritanie, Pays cotiers et Assistance Alimentaire		1
PARTENAIRES UN					
Nouakchott	Anthony Kwaku OHEMENG-BOAMAH	UN	Coordinateur résident	1	
Nouakchott	Oumar KANE	FAO	Point focal Sécurité alimentaire, Urgence, Pastoralisme	1	
Nouakchott	Blandine Bihler	UNICEF	Responsable Résilience		1
Nouakchott	Christian Tenberg	UNICEF	Chef de Section Nutrition	1	
Nouakchott	Louis Falcy	UNHCR	Chargé programme resilience	1	
HEC Bassikounou	Ridha Rezgui	UNHCR	Chargé du bureau de Bassikounou	1	
HEC Bassikounou	Aboubacry Sow	IOM	Senior Assistant Stabilisation et Resilience	1	
HEC Nema	Daouda NIANG	UNHCR		1	
HEC Bassikounou	Kalidou Ba	UNICEF	Expert santé / nutrition - intérim de chef de bureau de Bassikounou	1	
HEC Bassikounou	Ibrahim BOUCOUN	BIT	Programme assistant	1	
HEC Bassikounou		OIM		1	
GUIDIMAKHA Sélibabi	Mohamed LO	OIM	Responsable sous bureau Sélibabi	1	
TOTAL				141	20
Total : 161 entretiens					

Tableau 11. Liste des focus groups réalisés dans le cadre de l'évaluation par type, nombre de personnes rencontrées, genre et localité

Commune	Localité	Site	Activité	Nature Focus group	Nb FG	Homme	Femme	Total
Wilaya HEC								
Oum Avnadech	Sidi Beya	Ancien site résilience	A3, A4, A5	FG Cantine scolaire	1	2	2	4
				FG qqs leaders ayant participé au PCP	1	5		5
	Oum Avnadech	Site sentinél/CRENAM	A4, A6	FG CRENAM (auxiliaire, infirmier)	1	1	2	3
				FG CRENAM (ONG opérateur local)	1	1	1	2
				EI ACF responsable du site	1	1		1
Bangou	Rhaim	Ancien site résilience	A2 ; A3 ; A4 ; A5	FG ménages bénéficiaire de l'assistance soudure	1	1	4	5
				FG comité 3A	1	3	1	4
Amourj	Zerg	Ancien site résilience	A3, A4 et A5	FG Comité de gestion (COGES)/ Association des parents d'élèves (APE) Cantine	1	4	1	5
				FG 3A	1		5	5
				FG CRENAM staff santé	1	1	2	3
				FG CRENAM (bénéficiaires)	1		5	5
	Oumounouh 3	Ancien site résilience	A3, A4 et A5	FG Comité de Gestion cantine	1	1	2	3
	Oumounouh 2	Site sentinél	A6	FG comité site sentinél	1	3	3	6
Fassala	Fassala	Mairie		EI Mairie	1	1		1
	Néré	Site incomplet - site sentinél	A3, A4, A6	FG site sentinél et cantine	1	3	5	8
	Samarassa	Site incomplet	A4, A5	FG femmes population hôte	1		8	8
				FG hommes population hôte	1	7		7
				EI femme réfugiée	1		1	1

				El homme réfugié	1	1		1
Daar	Arkin	Site incomplet	A3 ; A4	FG Hommes APE	1	8		8
				FG Femmes	1		16	16
				El coordinateur du camp	1	1		1
Fassala	Camp Mbera	Camp Mbera	A1	FG ménages désactivés de l'assistance	1	9	4	13
				FG ménages G4 (uniquement cash)	1	9	6	15
				FG ménages nouveaux arrivants (uniquement vivre)	1		7	7
				Groupes femmes	1		5	5
				Groupes éleveurs	1	4		4
				FG conseil pédagogique Camp Mbera	1	15		15
				El Directeur Ecole 3	1	1		1
				FG ménages bénéficiaires DGV G1-G3	1	3	3	6
				FG staff CRENAM	1	5	1	6
				FG Nutrition mère et auxiliaire	1		3	3
Wilaya Assaba								
Melgue	Chtib	Nouveau site résilience	A5	FG Hommes	1	16	0	16
				FG Femmes	1		10	10
			A2	Auxiliaires CRENAM	1	1	1	2
			A3	FG APE	1	8		8
Melgue	Neznaza	Ancien site résilience	A5	FG Hommes	1	24	0	24
			A2	FG Femmes	1		14	14
			A4	Auxiliaire CRENAM	1		1	1
			A3	FG APE	1	5	3	8
Melgue	Gourmel	Ancien site résilience	A5	FG mixte bénéficiaires	1	12	7	19
Melgue	Worthy	Ancien site résilience	A5	FG mixte bénéficiaires	1	5	4	9
			A3	APE	1	2	3	5
			A2	FG mixte bénéficiaires	1	4	3	7

Melgue	Gvava Peulh	Ancien site résilience	A4	FG GASPA formatrices + population	1	3	8	11
				Auxiliaires CRENAM	1	1	1	2
			A3	FG APE	1	1	5	6
			A5	Comité de Gestion	1	1	2	3
Kankossa	Werenguel	Nouveau site résilience	A5	FG mixte	1	10	8	18
Wilaya Guidimakha								
Daffort	Levkarine	Nouveau site résilience	A5		1	3	8	11
			A4	Auxiliaires	1	1	1	2
			A2	Bénéficiaires	1	1	3	4
			A3	APE	1	4	0	4
Daffort	Garva Jeylani	Ancien site résilience	A5	Comité de Gestion	1	4	4	8
			A3	APE	1	2	1	3
Tachott	Hsey Sid Ahmed	Nouveau site résilience	A4	Auxiliaires	1	1	1	2
			A2	FG bénéficiaires	1	2	8	10
			A5	FG bénéficiaires	1	3	3	6
			A3	APE	1	2	1	3
Wilaya du Brakna								
	Abdellah Djery	COVID-19	A8	FG Bénéficiaires	1	7	4	11
	Nouarat	COVID-19	A8	FG Bénéficiaires	1	10	6	16
Wilaya du Tagant								
Soudoud	Legned		A2 +A4	FG Groupe de femmes	1		10	10
			A2	Bénéficiaire et non bénéficiaire/G.mixte et G.f	1	7	7	14
Tidjikja	Tidjikja		Partenaire de mise en œuvre	ONG Assistance éducation Consortium	1	6	2	8
	Dbouilgui		A4	Auxiliaires CRENAM	1		2	2

			A2	FG Assistance soudure Beneficiaires, non-bénéficiaires et comité	1	3	15	18
	Legraiva		A4	Auxiliaires CRENAM	1		2	2
			A2	FG Bénéficiaires assistance soudure	1		7	7
Wahad	Acharim		A2	FG comité de ciblage	1	3	4	7
			A4	Auxiliaires CRENAM	1		2	2
			A4	FG Mamans	1		4	4
	Rachid		A2	FG Assistance soudure Beneficiaires, non-bénéficiaires et comité	1	5	16	21
			A4	Auxiliaire CRENAM,	1	1	1	2
	Lehweitat		A4	Auxiliaires CRENAM	1		2	2
		A2	FG comité de ciblage	1	2	3	5	
Soudoud	Letfatar		A4	Auxiliaire CRENAM, Infirmier	1	1	1	2
TOTAL					78	252	287	539

ANNEXE V : MATRICE D'EVALUATION

Questions	Dimensions de l'analyse	Lignes d'investigation	Indicateurs	Sources d'information	Méthodes de collecte de l'information	Niveau d'évaluabilité
Q1 - Dans quelle mesure la position stratégique, le rôle et la contribution spécifique du PAM en Mauritanie reposent-ils sur les priorités du pays et les besoins de la population ainsi que sur les atouts du PAM ?						
1.1 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP actuel sont-ils pertinents pour les politiques, plans, stratégies et objectifs nationaux, y compris la réalisation des objectifs nationaux de développement durable ?	1.1.1 Alignement, pertinence et cohérence avec les politiques et les stratégies nationales et implication du Gouvernement dans la formulation	<p>Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP sont-ils alignés sur les priorités nationales telles que décrites dans les politiques et plans nationaux ?</p> <p>L'introduction du PSP a-t-elle contribué à l'alignement avec les politiques et les priorités nationales ?</p> <p>Sur quelles politiques, stratégies et plans gouvernementaux nationaux/infranationaux le PAM a-t-il aligné ses activités (ou non) ?</p> <p>Dans quelle mesure les orientations stratégiques et opérationnelles du PAM sont-elles pertinentes et alignées avec les politiques, stratégies et plans gouvernementaux nationaux / infranationaux ? (Ta2)</p> <p>Dans quelle mesure le Gouvernement a-t-il pris part au processus d'élaboration du PSPPT PSP ? (TdC H1). Quelles ont été les modalités d'implication du Gouvernement dans sa conception et sa formulation ?</p>	<p><i>Niveau de conformité des orientations et objectifs stratégiques du PSPPT et PSP avec les politiques et plans gouvernementaux</i></p> <p><i>Perception du positionnement stratégique (thématique, géographique) et de la réputation du PAM</i></p> <p><i>Évolution de la perception du rôle du PAM avec le nouveau PSP</i></p>	<p><i>Documents sur le processus d'élaboration du PSPPT et du PSP :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Zero Hunger Strategic Review - Cadre logique et TdC - Politiques et programmes nationaux - Evaluations conduites par le Gouvernement ou les autres agences des Nations Unies - Documents finaux du PSPPT et du PSP <p><i>Entretien avec les principales parties prenantes du Gouvernement aux niveaux national et local</i></p> <p><i>Entretien avec des informateurs clés de la communauté internationale et donateurs</i></p>	<p><i>Analyse des documents</i></p> <p><i>Entretiens avec informateur-clés</i></p> <p><i>Enquête de perception (questionnaire en ligne)</i></p>	<p><i>Niveau élevé</i> <i>Documents accessibles et/ou possibilité de collecter l'information au travers d'informateur-clés si les processus n'ont pas été documentés en détails</i></p>
	1.1.2 Alignement avec les plans stratégiques et le CRF (Corporate Result Framework - Cadre de résultat) du PAM	<p>Dans quelle mesure les orientations stratégiques du PSPPT et le PSP sont-elles alignées sur les stratégies et politiques globales du PAM quand pertinentes ?</p> <p>Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP sont-ils alignés sur les forces et les capacités opérationnelles du CRF au niveau institutionnel ?</p> <p>Est-ce que le cadre de résultat des documents PSPPT / PSP s'est faite selon une articulation logique, une bonne cohérence interne, de façon complète ? (Cohérence entre ODD / objectifs / résultats / activités)</p>	<p><i>Niveau de conformité des orientations stratégiques du PSP avec celles du PAM au niveau global</i></p> <p><i>Niveau d'optimisation du PSPPT et du PSP par rapport aux orientations et outils proposés dans le cadre du CRF ?</i></p> <p><i>Niveau de cohérence de la structure du PSPPT et du PSP</i></p> <p><i>Formulation et utilisation d'une TdC</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégies et guidance globale du PAM - CRF - Evaluations thématiques institutionnelles 	<p><i>Analyse des documents</i></p> <p><i>Entretiens avec informateur-clés</i></p>	<p><i>Niveau élevé</i> <i>Documents accessibles et/ou possibilité de collecter l'information au travers d'informateur-clés (par ex. entretiens BR, siège...)</i></p>

	<p>1.1.3 Alignement sur les objectifs et cibles des ODD (ODD 2,17) priorités pour la Mauritanie</p>	<p>Les effets directs stratégiques dans le PSPPT et le PSP sont-ils décrits de façon appropriée par rapport aux ambitions du PAM et du gouvernement en matière d'ODD ?</p> <p>Quels progrès ont été réalisés dans l'élaboration de systèmes intégrés dirigés par les agences pour éclairer la programmation nationale et suivre les progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 2 ?</p>	<p><i>Résultats attendus alignés avec les cibles ODD du PAM et du Gouvernement</i> <i>Disponibilité, cohérence et utilisation de systèmes conjoints pour suivre les progrès vers l'ODD2</i> <i>- Niveau de transcription des orientations stratégiques institutionnelles associés aux ODD en objectifs stratégiques, résultats et activités</i> <i>- Niveau de cohérence entre les activités</i></p>	<p><i>Documents sur le processus d'élaboration du PSPPT et PSP :</i> <i>- Zero Hunger Strategic Review</i> <i>- Politiques et stratégies nationales</i> <i>- Cadre logique et TdC</i> <i>- Système de suivi de l'atteinte de l'ODD2</i> <i>- Documents finaux du PSPPT et du PSP</i></p>	<p><i>Analyse des documents</i></p> <p><i>Entretiens avec informateur-clés</i></p>	<p><i>Niveau élevé Documents accessibles</i></p>
--	---	--	---	---	--	--

<p>1.2 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP actuel ont-ils répondu aux besoins des personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en Mauritanie (y compris les réfugiés), en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte ?</p>	<p>1.2.1 Pertinence par rapport aux besoins des personnes et des populations les plus vulnérables</p>	<p>Le plan stratégique-pays était-il basé sur une analyse complète des besoins humanitaires et de développement actuel, y compris les besoins/ résilience ?</p> <p>Les activités, les résultats et les objectifs du PAM sont-ils liés aux besoins des populations ?</p> <p>Lors de la conception du PSP, est ce que les groupes de bénéficiaires et les zones définis sont considérés comme les plus vulnérables ?</p> <p>Le genre, la protection, l'accès, l'équité et toute autre considération pertinente ont-ils été pris en compte ?</p> <p>Des groupes vulnérables ont-ils été exclus ? Pourquoi ? La réponse planifiée du PAM est-elle proportionnée aux besoins ?</p> <p>Est-ce que la méthodologie de priorisation des zones à couvrir est pertinente au regard des besoins ? Quelle pertinence du processus via les comités départementaux ? Quelle pertinence du concept de continuité territoriale ?</p> <p>Dans quelle mesure l'approche intégrée des interventions de prévention et de traitement de la malnutrition renforce la pertinence, l'efficacité et l'efficience des interventions ? (TdC H9)</p> <p>Dans quelle mesure le positionnement stratégique du PAM et les approches déployées permettent-ils de renforcer la résilience climatique des populations (réfugiés / hôtes) dans la perspective d'une réduction des interventions ? (Ta3)</p> <p>Dans quelle mesure le</p>	<p><i>Disponibilité et utilisation d'évaluations détaillées des besoins, y compris sur la résilience, les aspects genre et la protection</i></p> <p><i>Profondeur de l'analyse contextuelle</i></p> <p><i>Logique des TdC et des cadres programmatiques</i></p> <p><i>Logique pour la priorisation des besoins</i></p> <p><i>Disponibilité d'une stratégie d'accès, accountability to affected people, redevabilité</i></p> <p><i>Perception des bénéficiaires et des parties prenantes sur la focalisation du PSP sur les groupes et régions les plus vulnérables</i></p> <p><i>Taux d'exclusion suite aux ciblage des ménages</i></p>	<p><i>PSP, logframe, TdC</i></p> <p><i>Analyse des besoins et du contexte par le PAM (VAM, FSMS ...)</i></p> <p><i>Evaluations conduites par les autres acteurs : Gouvernement, UN, ONG, Cadre harmonisé, FEWS Net (Famine Early Warning Systems Network)</i></p> <p><i>Documents d'analyse causale et thématiques spécifiques</i></p> <p><i>Entretiens avec les principales parties prenantes, y compris les bénéficiaires</i></p> <p><i>Base de données du PAM et des acteurs membres du GSA (enquête de vérification après l'application des filtres sur la Base de données du Registre)</i></p>	<p><i>Analyse des documents et de base de données</i></p> <p><i>Entretiens avec informateur-clés</i></p> <p><i>Discussions de groupe avec les bénéficiaires</i></p>	<p><i>Niveau moyen</i></p> <p><i>La disponibilité des informations varie en fonction des groupes de population et des thèmes</i></p> <p><i>Il y a moins d'informations disponibles sur les besoins des réfugiés ainsi que sur certaines thématiques transverses (genre, environnement)</i></p> <p><i>Les données des partenaires du GSA sur le taux d'exclusion sont partielles.</i></p> <p><i>L'analyse des données du PAM n'a été réalisée que sur le Guidimakha sur 2019.</i></p> <p><i>Les processus de décision et de priorisation peuvent ne pas être documentés en détails mais certaines informations peuvent être recueillies à travers des entretiens</i></p>
---	---	---	---	---	---	---

		<p>positionnement stratégique du PAM et les approches déployées sont-ils pertinents pour soutenir l'autonomisation des réfugiés (en lien avec l'accès aux filets sociaux nationaux ; le soutien à l'intégration dans le registre national ; l'évolution des modalités de ciblage) ? (Ta5)</p> <p>Dans quelle mesure le positionnement stratégique et les approches déployées relatifs au paquet intégré résilience, sont-ils pertinents pour : renforcer l'ancrage institutionnel dans le domaine de la résilience ; évoluer d'une approche de « convergence » vers une approche en « synergie » ; renforcer l'analyse conjointe PSA et Résilience ? (Ta6)</p> <p>Est-ce que l'outil PSP a permis d'améliorer l'adaptation des activités aux besoins identifiés des plus vulnérables et d'apporter une réponse proportionnée aux besoins ?</p> <p>L'approche intégrative / transformative de la prise en compte des femmes dans le PSP est-elle pertinente et prend-elle en considération leurs besoins spécifiques ?</p> <p>L'ouverture du système ARC Replica aux populations pastorales est-elle pertinente par rapport à leurs besoins spécifiques ?</p>				
--	--	--	--	--	--	--

<p>1.3 Dans quelle mesure le positionnement stratégique du PAM est-il resté pertinent tout au long de la mise en œuvre du PSPPT et du PSP compte tenu de l'évolution du contexte, des capacités nationales et des besoins en Mauritanie - en particulier en réponse à la pandémie de la COVID-19 ?</p>	<p>1.3.1 Flexibilité / Capacité à s'adapter aux évolutions du contexte national (Ta1)</p>	<p>Dans quelle mesure le positionnement stratégique du PAM est resté pertinent et conforme aux évolutions du contexte et des priorités du pays tout au long de la mise en œuvre du PSPPT et PSP ?</p> <p>Dans quelle mesure le PAM a-t-il adapté sa stratégie et ses interventions en réponse à la pandémie de la COVID-19 ? Par rapport aux conditions d'accès humanitaire et de sécurité ? (Ta1)</p> <p>Le format et les principes du PSP permettent-ils une plus grande souplesse ? (cf. Q4)</p>	<p><i>Niveau d'identification et de prise en compte de l'évolution du contexte national, des priorités nationales et des besoins ?</i></p> <p><i>Niveau d'utilisation de ces données par le PAM en comparaison aux autres organisations</i></p> <p><i>Preuves et exemples d'adaptation, révisions du PSP selon l'évolution du contexte national</i></p> <p><i>Points de vue du Gouvernement et de la communauté internationale sur la pertinence de l'évolution stratégique du PAM</i></p>	<p><i>PSP et révisions ACR, rapports et évaluations des partenaires</i> <i>Evaluations et recherches spécifiques menées par le PAM/RAM</i> <i>Evaluations des besoins et du contexte conduites par les parties prenantes</i> <i>Entretiens avec les principales parties prenantes</i> <i>Entretien avec des informateurs clés de la communauté internationale et donateurs</i></p>	<p><i>Analyse des documents</i></p> <p><i>Entretiens avec informateur-clés</i></p> <p><i>Discussions de groupe avec les bénéficiaires</i></p> <p><i>Enquête de perception (questionnaire en ligne)</i></p>	<p><i>Niveau élevé Documents accessibles et/ou possibilité de collecter l'information au travers d'informateur-clés (par ex. entretiens BR, HQ...)</i></p>
<p>1.4 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP actuels sont-ils cohérents et alignés sur l'ensemble des secteurs des Nations Unies et de l'aide humanitaire, et incluent-ils des partenariats stratégiques appropriés fondés sur l'avantage comparatif du PAM en Mauritanie ?</p>	<p>1.4.1 Alignement avec le CPDD (Cadre de Partenariat Développement Durable)</p>	<p>Dans quelle mesure le PSP est-il aligné avec les orientations et les activités du CPDD ?</p> <p>Est-ce que le cadre stratégique PSP a facilité l'alignement entre les orientations stratégiques du PAM et le CPDD ?</p>	<p><i>Niveau de conformité du PSPPT et du PSP avec le CPDD</i> <i>Perception de la cohérence par les parties prenantes</i></p>	<p><i>PSPPT et PSP, CPDD</i> <i>Rapports d'ateliers et documents relatifs au processus d'élaboration</i> <i>Entretiens</i></p>	<p><i>Analyse des documents</i></p> <p><i>Entretiens avec informateur-clés</i></p>	<p><i>Niveau élevé Disponibilité des documents et possibilité de collecter l'information au travers d'informateur-clés</i></p>

	<p>1.4.2 Avantages comparatifs du PAM et complémentarités / autres agences, fonds et programmes UN</p>	<p>A-t-on procédé à une analyse de l'avantage comparatif et des complémentarités du PAM avec les principaux partenaires des Nations Unies aux différentes phases de conception ?</p> <p>Quelle est la perception du Gouvernement et de la communauté internationale sur les forces et les avantages comparatifs du PAM dans l'ensemble du paysage des Nations Unies ?</p> <p>Est-ce que le cadre stratégique PSP modifie l'avantage comparatif du PAM ?</p> <p>Le PSP a-t-il tiré parti de ses avantages comparatifs et de ses complémentarités avec d'autres partenaires des Nations Unies dans le pays ? (Ta4)</p>	<p><i>Existence d'une analyse des complémentarités des partenaires des Nations Unies et de l'avantage comparatif du PAM</i></p> <p><i>Perception des atouts et des avantages comparatifs du PAM dans le paysage des Nations Unies</i></p> <p><i>Niveau d'harmonisation entre les orientations stratégiques du PAM et le rôle/les avantages comparatifs attendus, et changements perçus avec le nouveau PSP</i></p>	<p><i>Documents de programmation du PAM Programmes conjoints (par exemple, sites résilience, ODD...)</i></p> <p><i>Analyse des avantages comparatifs du PAM recensés dans les évaluations précédentes</i></p> <p><i>Entrevues avec des informateurs clés parmi les homologues nationaux, les bénéficiaires et la communauté internationale</i></p>	<p><i>Analyse des documents</i></p> <p><i>Entretiens avec informateur-clés</i></p> <p><i>Enquête de perception (questionnaire en ligne)</i></p>	<p><i>Niveau moyen</i></p> <p><i>L'analyse détaillée des avantages comparatifs du PAM pourrait ne pas être disponible/documentée de façon claire.</i></p> <p><i>Les informateur-clés pourraient avoir des avis divergents sur les avantages comparatifs du PAM et la pertinence de son positionnement.</i></p>
--	--	--	--	--	---	--

	<p>1.4.3 Synergies et stratégies de partenariat avec les acteurs humanitaires et de développement présents dans le pays (UN et hors UN)</p>	<p>Dans quelle mesure et comment le PAM a-t-il tiré parti des forces et des avantages comparatifs des différents partenaires (acteurs humanitaires et de développement, UN et hors UN) en Mauritanie pour réaliser une vision commune et maximiser l'impact positif du PSP ? (Ta4) Est ce que des partenariats stratégiques ont été intégrés au PSPPT et PSP ? Quelle évolution dans le temps (programmes / PSPPT / PSP) ?</p> <p>Dans quelle mesure ces partenariats stratégiques établis à la conception du PSPPT / PSP étaient-ils pertinents ? Le renforcement d'approches conjointes renforce t'il la pertinence et la portée des interventions du PAM ? Dans quelle mesure cela accroît les opportunités de financement ? (TdC H1)</p> <p>Dans quelle mesure les partenaires stratégiques du PAM ont-ils pris part au processus d'élaboration du PSP et contribuent-ils à sa mise en œuvre en complémentarité de leur propre stratégie ? (TdC H2)</p> <p>Le cadre stratégique pluriannuel du PSP permet-il de renforcer le positionnement du PAM et les opportunités de financement associés, autour des enjeux de renforcement de la résilience des communautés et de renforcement des systèmes nationaux ? (TdC H3)</p> <p>Dans quelle mesure ces synergies et stratégies de partenariats noués ont eu des effets démultiplicateurs quant aux actions menées ?</p>	<p><i>Nombre et type de partenariats/ actions conjointes/initiatives établis</i> <i>Evaluations des partenaires</i> <i>Documents sur le processus d'élaboration du PSPPT et PSP et les consultations menées</i> <i>Perception des parties prenantes</i></p>	<p><i>Cartographie des parties prenantes</i> <i>MoU avec les partenaires et évaluations/audit des partenaires</i> <i>Stratégies des autres partenaires</i> <i>Documents des groupes et autres mécanismes de coordination</i> <i>Données financières pertinentes</i> <i>Examen des actions/initiatives conjointes mises en place</i> <i>Entrevues avec des partenaires stratégiques</i></p>	<p><i>Analyse des documents</i></p> <p><i>Entretiens avec informateurs-clés</i></p>	<p><i>Niveau moyen</i> <i>L'analyse détaillée des avantages comparatifs du PAM et de ses partenaires pourrait ne pas être disponible/docu mentée de façon claire.</i> <i>Les informateur-clés pourraient avoir des avis divergents sur la pertinence des partenariats et des choix faits.</i></p>
<p>Q2 - Quelle est l'étendue et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux effets directs stratégiques du PSPPT et du PSP en Mauritanie ?</p>						

<p>2.1 Dans quelle mesure le PAM a-t-il fourni les produits escomptés et contribué aux effets directs stratégiques escomptés du PSPPT et du PSP ?</p>	<p>2.1.1 Progrès vers la contribution à l'atteinte des objectifs globaux du PSP</p>	<p>Quel est le niveau de réalisation des objectifs liés à l'ODD2 définis dans le cadre de la revue faim zéro, directement imputables au PSPPT / PSP ?</p> <p>Dans quelle mesure la structuration du PSP est-elle plus adaptée à contribuer à l'impact global de l'ODD2 que la précédente organisation sous forme de programmes ?</p>	<p><i>Etude comparative entre indicateurs formulés dans la revue Faim Zéro et ceux du PSPPT / PSP</i></p> <p><i>Analyse comparative du niveau d'évaluabilité de la contribution à l'ODD via la précédente organisation sous forme de programme et la nouvelle du PSPPT / PSP</i></p>	<p>- Documents sur le processus d'élaboration et documents finaux du PSPPT et PSP</p> <p>- Zero Hunger Strategic Review et politiques et stratégies nationales</p> <p>- Logframes et TdC</p> <p>- Système de suivi de l'atteinte de l'ODD2</p>	<p>Analyse des documents</p> <p>Entretiens avec informateurs-clés</p>	<p>Niveau élevé Documents accessibles</p>
	<p>2.1.2 Efficacité dans l'atteinte des objectifs spécifiques et résultats attendus</p>	<p>Quel est le niveau de réalisation des différentes étapes de la chaîne de résultats (objectifs spécifiques / résultats / activités) du PSPPT / PSP ?</p> <p>Pourquoi en 2020 les planifications ont été atteintes pour les transferts monétaires (objectif dépassé) et non pour les transferts en nature ?</p> <p>Dans quelle mesure le renforcement de la synergie entre les interventions du paquet résilience a permis de réduire la vulnérabilité SAN ? (TdC H6) Dans quelle mesure le paquet intégré résilience a permis de renforcer la résilience climatique des populations ? (Ta3)</p> <p>Dans quelle mesure les activités de soutien aux réfugiés ont-elles permis de soutenir l'autonomisation des réfugiés ? Quel est le niveau d'accès aux filets sociaux nationaux ; d'intégration dans le registre national ; quelles évolutions des modalités de ciblage ? (Ta5)</p> <p>Dans quelle mesure les interventions du paquet intégré résilience ont-elles permis de soutenir l'ancrage institutionnel de la résilience ; de faire évoluer les pratiques pour plus de synergie ; de renforcer l'approche conjointe PSA – Résilience ? (Ta6)</p>	<p>- Niveau d'atteinte des différents objectifs et résultats attendus sur la base des indicateurs formulés dans le PSPPT / PSP et revus en cours de mise en œuvre</p> <p>- Niveau d'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle</p> <p>- Niveau de précision des modalités de collecte et des indicateurs de suivi prédéfinis / redéfinis en cours de mise en œuvre</p> <p>- Preuves d'anticipation des effets négatifs / indirects</p> <p>- Niveau de prise en compte des effets négatifs / indirects, dans les outils de planification et de suivi</p> <p>- Niveau de précision de la planification des personnes à assister par modalité (Cash/Nature)</p>	<p>Documents finaux PSPPT / PSP</p> <p>Rapports annuels</p> <p>Outil de présentation du mécanisme S&E (outils de collecte des données / valeurs de référence / indicateurs suivis / organisation des collectes / etc.)</p> <p>COMET</p> <p>Rapports de suivi et d'analyse des indicateurs</p> <p>Rapports d'évaluations / Audits</p> <p>Outils de planifications</p>	<p>Analyse des documents</p> <p>Entretiens avec informateurs-clés, inclus. Les bénéficiaires</p> <p>Groupes de discussions avec les bénéficiaires et es acteurs</p>	<p>Niveau élevé ; documents disponibles et possibilité de collecter les informations attendues auprès des partenaires et bénéficiaires</p>

		<p>Quelle est la perception des partenaires et des bénéficiaires vis-à-vis de l'atteinte des objectifs stratégiques et des résultats attendus des interventions du PAM ?</p> <p>Est-ce que les activités menées dans le cadre des PSPPT / PSP a eu des effets indirects ou négatifs ? Si oui, quels sont-ils ?</p>				
<p>2.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il contribué à la réalisation des objectifs intersectoriels (principes humanitaires, protection et responsabilité envers les populations touchées, égalité des sexes et autres considérations d'équité)?</p>	<p>2.2.1 Intégration effective et niveau de réalisation des enjeux transverses (questions communes pour chaque enjeu)</p>	<p>Dans quelle mesure les PSPPT / PSP / RB ont intégré chacun des enjeux transverses ? L'approche choisie était-elle la plus pertinente par rapport au contexte ? Dans quelle mesure cela a permis de renforcer la qualité des interventions du PAM et de ses partenaires ?</p> <p>Dans quelle mesure les enjeux transverses sont-ils bien intégrés dans les outils de suivi ? Dans quelle mesure ces données ont-elles été bien valorisées, et est-ce que cela a permis de réorienter certaines interventions ?</p> <p>Quel est le niveau d'intégration des enjeux transverses suivants : approche intégrative et transformatrice du Genre ; opportunités socio-économiques des jeunes ; redevabilité vis-à-vis des communautés ; protection ; enjeux environnementaux ? - (Ta9)</p> <p>Quelles sont les difficultés auxquelles s'est heurtée la mise en œuvre des approches relatives aux enjeux transverses, tout le long du PSPPT et PSP ? Quelles ont été les solutions proposées ?</p> <p>Dans quelle mesure les compétences de l'équipe PAM et de ses partenaires ont été appropriées quant aux enjeux transverses ? Est-ce que cela se reflète dans les documents</p>	<p><i>Niveau d'intégration de chaque enjeu transverse dans la formulation des PSPPT / PSP et les révisions budgétaires</i></p> <p><i>Evolution du budget prévu et alloué aux enjeux transverses</i></p> <p><i>Pourcentage d'outils de suivis intégrant les données ségréguées par genre / âge / handicapé</i></p> <p><i>Niveau d'intégration des enjeux transverses dans les outils de suivi (outils concernés / niveau de détail des informations collectées / descriptif du mécanisme de collecte / précision des indicateurs)</i></p> <p><i>Nombre de formations et de personnes formées autour de chaque enjeu transverse (PAM + ONGs + Gouvernement)</i></p> <p><i>Existence d'analyses spécifiques dédiées aux enjeux transversaux</i></p> <p><i>Niveau d'intégration des enjeux transverses dans les cadres contractuels avec les partenaires</i></p> <p><i>Niveau d'intégration des enjeux transverses dans les</i></p>	<p><i>Analyse des enjeux transverses</i> <i>Documents PSPPT / PSP / RB / corporate</i> <i>Outils de suivi</i> <i>Rapports monitoring</i> <i>Rapport annuels</i> <i>Outils de formation Logical Framework Analysis</i> <i>Entrevues avec des informateurs clés et les communautés</i></p>	<p><i>Analyse des documents</i></p> <p><i>Entretiens avec des informateurs-clés, inclus. les bénéficiaires</i></p> <p><i>Groupes de discussions avec les communautés</i></p> <p><i>Enquête de perception (questionnaire en ligne)</i></p>	<p><i>Niveau élevé : Documents stratégiques et outils de suivi disponibles</i></p>

		contractuels de partenariat ? Dans quelle mesure le nouveau cadre stratégique du PSP a amélioré l'intégration effective et les effets produits des interventions, relatifs à chaque enjeu transverse ? Dans quelle mesure l'intégration des enjeux transverses a-t-elle permis de renforcer la pertinence, l'efficacité et l'efficience des interventions ? (TdC H10)	<i>évaluations des partenaires ? / dans les rapports annuels du PAM ?</i>			
	2.2.2 Intégration effective et niveau de réalisation de la dimension Genre (dimensions intégrative et transformative) ainsi que de la dimension Handicap	Quelles évolutions des données désagrégées par genre / âge / handicap ? Quels sont les effets du déploiement de l'approche "intégrative" du Genre depuis 2 ans ?				<i>Niveau élevé Documents d'analyse et suivi des indicateurs disponibles. Réfèrent Genre au BP.</i>
	2.2.3 Intégration effective et niveau de réalisation de la dimension Redevabilité	Quels outils et mécanismes de redevabilité ont été définis et mis en place ? Dans quelle mesure la circulation des informations relatives à la Redevabilité a bien fonctionné ? Quelles conséquences en termes d'évolution des pratiques ? Dans quelle mesure l'intégration des enjeux de Redevabilité a permis d'améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience des interventions du PAM ?				<i>Niveau moyen : peu de documentation disponible, même si des informations existent auprès du S&E (Système de gestion des plaintes avec les outils associés et staffs dédiés). Outils peu développés. Pas de référent sur le sujet. Peu d'efforts entrepris sur le sujet, difficiles à évaluer.</i>

	<p>2.2.4 Intégration effective de la dimension Protection</p>	<p>Dans quelle mesure les principes de Protection ont été priorisés, intégrés et mis en place ? Quels outils ont été formalisés et mis en place ? Quelles recommandations émises ?</p> <p>Dans quelle mesure les recommandations pour renforcer la protection des bénéficiaires et des personnels ont été adoptées ?</p> <p>Comment les problématiques liées à l'accès humanitaire ont été prises en compte ?</p> <p>Dans quelle mesure l'intégration des enjeux de Protection a permis d'améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience des interventions du PAM ? (TdC)</p>				<p><i>Niveau moyen : peu de documentation disponible. Peu d'outils développés. Pas de référent sur le sujet. Des efforts ont pourtant été entrepris</i></p>
	<p>2.2.5 Intégration effective et niveau de réalisation des enjeux environnementaux</p>	<p>Quel niveau d'intégration de l'environnement sur le plan logistique (efficacité énergétique, impact carbone, gestion déchets) ? dans le cadre des interventions (effets sur les ressources naturelles, sensibilisation des communautés) ?</p> <p>Quel niveau d'intégration de l'environnement selon une approche intégrative ? / et transformative ?</p> <p>Quel positionnement du PAM par rapport aux cadres stratégiques institutionnels ? par rapport au positionnement des autres acteurs dans le pays ?</p>				<p><i>Niveau faible : composante peu développée, hormis les actifs créés de réhabilitation des ressources naturelles (FFA). Mesure des effets sur l'environnement difficiles à évaluer. Pas de référent sur le sujet, nécessité de collecter des informations auprès d'un grand nombre de personnes. Peu de documentation disponible.</i></p>

<p>2.3 Dans quelle mesure les réalisations du PSPPT et du PSP sont-elles susceptibles d'être durables ?</p>	<p>2.3.1 Durabilité des interventions du PAM</p>	<p>Dans quelle mesure la perspective de durabilité a été suffisamment prise en compte dans le PSPPT / PSP / révisions budgétaires ? Sous quelle forme ? (Ex : approche participative ; sensibilisation et formation)</p> <p>Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de réplication, des activités par les Communautés et le Gouvernement ? (Ta2 / Ta5 / Ta6)</p> <p>Dans quelle mesure les effets bénéfiques des interventions sont-ils susceptibles d'être durables pour ce qui concerne : (1) la réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles (notamment pour ce qui concerne le renforcement de l'autonomisation des réfugiés – Ta3) ; (2) le paquet intégré résilience (ex : part du Cash reçu par les ménages réinvestis dans la mise en valeur des sites récupérés, mais aussi l'ancrage institutionnel, la recherche de synergie, le lien PSA – résilience – Ta6) ; (3) le renforcement des systèmes nationaux et de coordination (notamment pour ce qui concerne l'agenda national de Protection Sociale – Ta3) ?</p> <p>Quels efforts sont entrepris pour suivre le niveau de durabilité des interventions ? Dans quelle mesure le format du cadre stratégique PSP renforce-t'il les opportunités de durabilité des interventions menées ?</p> <p>L'approche par territoire / bassin versant de réhabilitation des ress. nat. maximise-t-elle les effets bénéfiques à long terme ? (TdC H8)</p>	<p>- Niveau d'intégration de la perspective de durabilité dans la conception et la formulation du PSPPT / PSP / Révisions Budgétaires ?</p> <p>- Preuve des efforts entrepris pour renforcer la durabilité des interventions ?</p> <p>- Niveau d'appropriation des activités menées par les communautés</p> <p>- Proportion de réplication par les communautés des interventions du paquet intégré résilience</p> <p>- Intégration des interventions PAM dans les outils communautaires (ex : articulation entre le PCP et la planification communale)</p> <p>- Niveau d'efficacité des mesures de renforcement de capacité auprès des parties prenantes nationales et besoin d'évolution des pratiques.</p> <p>- Niveau d'ancrage national des secteurs d'intervention ?</p> <p>- Niveau d'appropriation des mécanismes / outils au niveau décentralisé ?</p> <p>- Niveau d'appropriation des mécanismes / outils d'alerte précoce et de réponses aux crises au niveau décentralisé par les services techniques de l'Etat ?</p> <p>- Niveau d'intégration des perspectives de durabilité dans les outils de suivi ?</p>	<p>Documents finaux PSPPT / PSP / révisions budgétaires</p> <p>Rapports annuels</p> <p>Outils et Rapports de suivis</p> <p>PCP Planification Communautaire Participative / PCP Plans de Développement Communautaires</p> <p>Documents de création d'instances gouvernementales associées et de suivi de leur mise en œuvre effective</p> <p>Cadres institutionnels de renforcement des capacités</p> <p>Documents de capitalisation Diagnostic des besoins en renforcement de capacité OSA</p>	<p>Analyse des documents</p> <p>Entretiens avec informateurs-clés, inclus les bénéficiaires</p> <p>Discussions de groupe avec les bénéficiaires et acteurs</p> <p>Enquête de perception (questionnaire en ligne)</p>	<p>Niveau moyen : Période de mise en œuvre évaluée sur 2,5 ans, court pour mesurer pleinement la durabilité des interventions. Durabilité souvent davantage développée en deuxième partie de programme, or l'évaluation intervient en cours de période de mise en œuvre du PSP.</p>
---	--	---	--	--	--	---

<p>2.4 Dans quelle mesure le PSPPT et le PSP ont-ils facilité des liens plus stratégiques entre l'action humanitaire, le développement et, le cas échéant, la paix ?</p>	<p>2.4.1 Intégration des interventions d'urgence, de renforcement de la résilience, de consolidation de la paix (Ta7)</p>	<p>Dans quelle mesure le format du cadre stratégique PSP renforce les opportunités d'intégration entre les interventions de court terme, de plus long terme et de prévention des conflits ?</p> <p>Dans quelle mesure est-ce que les interventions de préparation et de réponse aux crises / de renforcement de la résilience / de prévention des conflits ont été intégrées dans le PSPPT / PSP / révisions budgétaires ?</p> <p>Quels mécanismes organisationnels sont mis en place au niveau du BP pour favoriser cette intégration du Nexus tout au long du cycle de projet ?</p> <p>Dans quelle mesure le PAM contribue à renforcer l'intégration de ces trois composantes dans les cadres de coordination nationaux ? Dans quelle mesure le PAM est un élément moteur du triple Nexus en Mauritanie ?</p> <p>Quel a été le niveau d'engagement du PAM dans les activités de renforcement de la résilience ? Ont-elles apporté des avantages en termes de réduction des crises et de prévention des conflits ?</p> <p>Quelles ressources / capacités / budget ont été alloués à la prévention des conflits ? (Ta7)</p> <p>Quels partenariats stratégiques établis avec des acteurs / donateurs clés du développement ? Quel niveau de complémentarité ? Quels résultats obtenus ?</p> <p>Dans quelle mesure la participation conjointe des populations (PCP, création d'actifs, valorisation partagée</p>	<p>- Niveau de cohérence entre les interventions de réponses aux crises alimentaires et périodes de soudure (act 1, 2 et 8) et le paquet intégré résilience</p> <p>- Nombre de partenariats stratégiques établis avec des acteurs du développement ?</p> <p>- Niveau de contribution des actifs générés dans le paquet résilience avec la réduction des crises et la prévention des conflits ?</p> <p>- Niveau d'analyse, de vision prospective, force de plaidoyer autour des enjeux du triple Nexus en Mauritanie</p>	<p>Documents finaux PSPPT / PSP / révisions budgétaires</p> <p>Rapports plaidoyer</p> <p>Rapports annuels</p> <p>Outils et Rapports de suivis</p> <p>CR ateliers de coordination</p>	<p>Analyse des documents</p> <p>Entretiens avec des informateurs clés, incl. Bénéficiaires</p> <p>Groupes de discussions avec des bénéficiaires et acteurs</p> <p>Enquête de perception (questionnaire en ligne)</p>	<p>Niveau moyen : Cadre d'analyse relatif aux éléments de prévention des conflits en cours d'élaboration officielle au niveau institutionnel. Concept du Nexus encore en tâtonnement dans le secteur.</p>
--	---	--	---	--	--	---

		des ressources réhabilitées) contribue-t-elle à renforcer la cohésion sociale et à désamorcer les risques de tension ? (TdC H7) (Ta7)				
Q3 : Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficiente pour contribuer aux produits et effets directs stratégiques du PSPPT et du PSP en Mauritanie ?						
3.1 Dans quelle mesure les résultats ont-ils été livrés dans les délais prévus ?	3.1.1. Respect des délais par rapport aux plans initiaux	Les activités du PSPPT et du PSP ont-elles été mises en œuvre comme prévu par le PSP et les plans annuels ? Quels sont les facteurs ayant influencés le respect des délais ?	• Niveau de conformité entre le calendrier de mise en œuvre des activités et des outputs et leur mise en œuvre effective	• PSPPT et PSP, révisions, ACR (2017-2020) • Données et rapports issus du Suivi & Evaluation • Bénéficiaires, responsable des programmes au BP et sous-bureaux, partenaires de mise en œuvre	Analyse des documents Entretiens avec des informateur-clés, incl. Bénéficiaires Discussions avec des groupes de bénéficiaires et d'acteurs	<i>Niveau faible</i> Les informations sur les calendriers de mise en œuvre pourraient ne pas être disponible (hors rapports standards/CRF) et les informateur-clés ne pas avoir souvenir des dates exactes.
	3.1.2. Capacité à respecter les délais de mise en œuvre face aux évolutions du contexte et aux contraintes opérationnelles	Dans quelle mesure la capacité du PAM à respecter les délais de mise en œuvre du PSPPT et du PSP a-t-elle été affectée par la crise de la COVID-19 et d'éventuelles autres crises (ex : catastrophes naturelles) ? (Ta1) Dans quelle mesure le PAM a pu adapter des éléments des programmes pour respecter les délais de mise en œuvre face à des changements ?	• Niveau de conformité entre le plan de mise en œuvre de la réponse pendant la crise C-19 et le calendrier de mise en œuvre des activités et des outputs Preuves d'ajustements des activités et des éléments des programmes, justifiés et associés à des événements, changements et informations spécifiques (par ex. crise, C-19, sécurité/accès, rapport VAM...)			<i>Niveau moyen</i> les calendriers de mise en œuvre pourraient ne pas être disponibles. Par contre les adaptations sont documentées et les informateur-clés peuvent aussi apporter des informations sur cette dimension.

<p>3.2 Dans quelle mesure la couverture et le ciblage des interventions étaient-ils appropriés ?</p>	<p>3.2.1. La couverture du PSPPT et du PSP a-t-elle permis de contribuer aux résultats attendus ?</p>	<p>Quelle a été la couverture du PSPPT et du PSP ? Est-elle mesurée de façon adéquate ? Le positionnement géographique des interventions et son évolution dans le temps, étaient-ils pertinents ?</p> <p>Pourquoi y a-t-il eu des fluctuations importantes du nombre de bénéficiaires planifiés entre les années 2018, 2019 et 2020 ? Dans quelle mesure ces modifications ont eu des incidences en matière de couverture des besoins et quelles mesures le PAM a-t-il pris pour maximiser cette couverture ?</p> <p>Correspond-elle à la couverture prévue et a-t-elle permis d'atteindre les résultats attendus ?</p> <p>A-t-elle été affectée par de nouvelles crises, notamment par la COVID-19 ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Activités et outils permettant de mesurer la couverture des programmes</i> • <i>Niveau de conformité de la couverture effective avec la couverture prévue</i> • <i>Niveau de couverture géographique (Wilaya et Moughaata ciblées/vulnérables)</i> • <i>Niveau de couverture des besoins (ménages et de personnes ciblées / vulnérables)</i> • <i>Evidence d'adaptation de la couverture des programmes en réponse à la C-19 ou d'autres facteurs/crises</i> • <i>Perception des partenaires et acteurs sur la couverture</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>WFP corporate guidelines and recommandations</i> • <i>PSP documents et révisions ; ACR (2017-2020)</i> • <i>Rapports d'activités et de suivi-Evaluation</i> • <i>Rapport de Vérification du Ciblage 2020 et 2021</i> • <i>Information et évaluations spécifiques au niveau pays (Cadre Harmonisé, Fews Net, VAM, Clusters...) et local (VAM, partenaires...)</i> • <i>Procédures opérationnelles standards et guidance spécifiques</i> • <i>Bénéficiaires et leurs communautés</i> • <i>Partenaires gouvernementaux, BP, BR, autres agences UN, partenaires de mise en</i> 	<p><i>Analyse des documents</i></p> <p><i>Entretiens avec des informateurs-clés, incl. Bénéficiaires</i></p> <p><i>Discussions avec des groupes de bénéficiaires et d'acteurs</i></p> <p><i>Enquête de perception (questionnaire en ligne)</i></p>	<p><i>Niveau moyen</i> <i>La façon dont les bénéficiaires sont comptabilisés ne permet d'évaluer la couverture que de façon approximative (pas de données mensuelles, possibilité de double-comptabilisation...), à moins que des outils spécifiques soient utilisés.</i></p>
--	---	---	---	--	--	---

	<p>3.2.2. Le ciblage des interventions a t'il permis d'apporter une assistance appropriée aux populations les plus vulnérables ?</p>	<p>Les méthodes de ciblage choisies permettent-elles de cibler les zones et les personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ? Correspondent-elles aux informations et moyens disponibles ? Ont-ils été déterminés de façon conjointe et/ou coordonnée avec d'autres acteurs ?</p> <p>Les personnes les plus vulnérables ont-elles été consultées et les méthodes et critères de ciblage sont-ils acceptés ?</p> <p>Leur mise en œuvre a-t-elle permis de cibler les populations les plus vulnérables et les bénéficiaires attendus ? Leur mise en œuvre a-t-elle engendré des délais ou des couts spécifiques ?</p> <p>Les méthodes et critères de ciblage ont-ils pris en compte les facteurs d'âge, de genre et de diversité et les risques de protection ? Ont-ils permis de réduire les risques de tensions communautaires et de favoriser la résilience et l'autonomisation des personnes ciblées ?</p> <p>Dans quelle mesure permettent-ils de réduire les risques d'inclusion et d'exclusion ?</p> <p>Le ciblage s'est-il adapté pour permettre de continuer à apporter une assistance appropriée en tenant compte des retours du mécanisme de gestion des plaintes, de nouvelles informations, nouveaux besoins (not. C-19) et des évolutions du contexte ?</p> <p>Le ciblage différencié des réfugiés basé sur les besoins et non sur le statut renforce t'il l'efficacité sans compromettre la SAN des réfugiés ? (TdC H4)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de conformité des méthodes et critères sélectionnés avec les informations et les moyens disponibles Niveau de conformité des méthodes et critères sélectionnés avec les attentes et perception des personnes vulnérables • Mise en œuvre d'activités de suivi de la pertinence et de l'efficacité des méthodes de ciblage utilisés Preuves d'adaptation des méthodes de ciblage en réponse à la C-19 ou d'autres facteurs/crises • Preuves de consultation des bénéficiaires et des communautés et de redevabilité sur les méthodes de ciblage Perception des partenaires et acteurs sur les méthodes de ciblage 	<p>œuvre</p>		<p><i>Niveau élevé Cette dimension a un intérêt particulier pour le PAM, ses partenaires et ses bénéficiaires, elle est donc suivie et évaluée de façon détaillée et documentée. Les entretiens avec les informateurs-clés, les bénéficiaires et les communautés peuvent permettre de compléter l'information.</i></p>
--	--	--	---	--------------	--	--

3.3 Dans quelle mesure l'assistance du PAM a-t-elle été délivrée de manière efficiente ?	3.3.1. Analyse cout-bénéfice et maximisation des bénéfices	<p>Quels sont les couts des activités mises en œuvre ?</p> <p>Comment les ressources financières disponibles ont-elles été gérées pour contribuer au mieux aux résultats du PSPPT et du PSP ? Comment l'insuffisance de financement a-t-elle été gérée ?</p> <p>Quelles sont les stratégies adoptées pour maximiser les ressources financières disponibles ? quel est leurs impacts sur les résultats des interventions et les aspects transverses ?</p> <p>La gestion s'est-elle adaptée de façon appropriée aux nouvelles crises (not. C-19), aux évolutions des couts et contraintes financières et opérationnelles ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Analyse des couts</i> • <i>Décisions prises dans la gestion des ressources financières, y compris priorisation des besoins</i> • <i>Preuves de la réalisation d'outputs</i> • <i>Preuves de stratégies adoptées et mises en œuvre pour maximiser les ressources financières disponibles</i> • <i>Perception des parties prenantes</i> 	<p>PSPPT, PSP, révisions budgétaires, ACR</p> <p>Rapports et outils de Suivi-Evaluation</p> <p>Rapports financiers</p> <p>Entretiens avec parties prenantes</p>	<p>Analyse des documents</p> <p>Entretiens avec des informateur-clés, incl. Bénéficiaires</p> <p>Discussions avec des groupes de bénéficiaires et d'acteurs</p>	<p><i>Niveau moyen</i></p> <p><i>L'analyse des couts unitaires et des couts des différentes activités peut être limitée par la disponibilité d'informations financières et programme suffisamment détaillées. Par contre les adaptations et les choix faits sont documentés et/ou les informateur-clés peuvent apporter des informations sur cette dimension.</i></p>
	3.3.2. Efficience des moyens logistiques et opérationnels	<p>Les moyens logistiques et opérationnels ont-ils été utilisés de la façon la plus appropriée pour contribuer aux objectifs du PSPPT / PSP ?</p> <p>Dans quelle mesure le choix des sources d'approvisionnement et la gestion des moyens logistiques et opérationnels ont-ils contribué à l'efficience ? La gestion s'est-elle adaptée de façon appropriée aux nouvelles crises (not. C-19) et contraintes opérationnelles ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Décisions prises dans la gestion des moyens logistiques et opérationnels, y compris priorisation des besoins</i> • <i>Preuves de la réalisation d'outputs</i> • <i>Preuves de stratégies adoptées et mises en œuvre</i> • <i>Perception des parties prenantes</i> 	<p>PSPPT, PSP, révisions budgétaires, ACR</p> <p>Rapports et outils de Suivi-Evaluation</p> <p>Notes des services concernés</p> <p>Entretiens avec parties prenantes</p>		<p><i>Niveau élevé</i></p> <p><i>Les décisions et choix sont soit documentés soit l'information est disponible auprès des informateur-clés</i></p>

	3.3.3 Efficience de la gestion des ressources humaines	<p>Dans quelle mesure la structure/organisation des effectifs du PAM est-elle la plus adéquate par rapport aux objectifs du PSPPT et PSP ?</p> <p>Dans quelle mesure le roulement du personnel et les postes vacants ont-ils été géré de façon efficiente ?</p> <p>Qualité / compétences et expériences du personnel recruté par rapport aux besoins/stratégie du PSP ?</p> <p>Impacts de l'organisation des Ressources Humaines sur les aspects transversaux (genre, protection, redevabilité, environnement)</p>	<p>Analyse de l'organigramme du BP, analyse des rapports concernant le staff (postes vacants et difficulté à recruter, turnover pendant l'PSPPT et le PSP)</p> <p>Impact du turnover sur la performance des interventions du PAM</p> <p>Qualité et expérience du personnel au BP</p>	<p>Organigramme</p> <p>BD staff Octobre 2020</p> <p>Entretien département Ressources Humaines du BP</p> <p>Entretien avec les activity manager</p>	<p>Analyse des données</p> <p>Entretien semi structuré</p>	<p>Niveau moyen-analyse de la base de données staff d'Octobre 2020 (à voir si maj possible). Données à compléter sur place</p> <p>Possibilité de vérifier avec le staff Ressources Humaines les perspectives de recrutement et croiser l'information avec la stratégie du BP sur l'année à venir et pour le prochain PSP. Risque de perte d'information lié au turnover. Entretien avec les activity manager à propos du turnover du personnel</p>
3.4 Dans quelle mesure des options alternatives plus rentables (par exemple les modalités de transfert) ont-elles été envisagées ?	3.4.1. Disponibilité, pertinence et usage fait des analyses de cout-efficacité pour la prise de décision	<p>Des analyses coût-efficience et des alternatives réalistes ont-elles été considérées dans l'élaboration du PSPPT, du PSP et des plans annuels ?</p> <p>La recherche d'alternatives a-t-elle été stimulée et discutée avec les partenaires et poursuivi par le PAM ?</p> <p>Comment les modalités de mise en œuvre (ex : modalité de transfert) ont-elles été sélectionnées d'une analyse cout-bénéfice et sont-elles réévaluées régulièrement ?</p> <p>Quels ont été les impacts de ses décisions sur les résultats et les aspects transverses ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des mesures prises pour répondre aux recommandations des évaluations précédentes / couts et efficience <p>Nouvelles analyses menées et stratégies/alternatives adoptées</p> <ul style="list-style-type: none"> Etudes sur le cout-efficience Perception des parties prenantes sur le cout-efficience et la recherche d'alternatives 	<p>PSPPT, PSP, révision budgétaire</p> <p>ACR</p> <p>Notes et rapports</p> <p>Etudes</p>	<p>Analyse des documents</p> <p>Entretiens avec des informateur-clés, incl. bénéficiaires</p> <p>Entretiens avec des informateur-clés</p>	<p>Niveau moyen</p> <p>L'existence d'analyses et de recherche d'alternatives est connue par les informateur-clés. Par contre les processus pourraient ne pas être documentés.</p>

Q4 - Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM et dans quelle mesure le virage stratégique attendu par le PSPPT et le PSP a-t-il été opéré ?						
4.1 Dans quelle mesure le PAM s'est-il appuyé sur les données existantes concernant les enjeux de sécurité alimentaire et de nutrition en Mauritanie ainsi que les données issues de l'évaluation pour élaborer le PSPPT / PSP ?	4.1.1 Conception du PSP basée sur des preuves (qualité des données)	<p>Existe-t-il des preuves selon lesquelles la logique d'intervention du PSP a été basée sur l'analyse disponible de la faim, de la sécurité alimentaire et des besoins / problèmes nutritionnels, y compris les causes profondes ?</p> <p>Les recommandations des évaluations précédentes ont-elles été utilisées (ex : Evaluation Portfolio 2011-2015) ?</p> <p>Des travaux complémentaires ont-ils été menés pour analyser les causes cycliques et profondes des problèmes de faim, de sécurité alimentaire et de nutrition (Ex. PCP, entretiens complémentaires à la revue faim zéro) ? idem pour analyser les enjeux transverses (genre, protection, redevabilité, nutrition notamment)</p> <p>Les résultats de cette analyse ont-ils été utilisés pour alimenter la conception des interventions du PSP ?</p> <p>Les preuves ont-elles été discutées / analysées et exploitées collectivement pour éclairer le processus du PSP (sélection des OS, activités et mécanismes de livraison comme la nourriture par rapport à l'argent liquide) ?</p>	<p><i>Preuve de l'utilisation des résultats des études SAN / vulnérabilité et notamment de la revue faim zéro ; Vérification que les données produites par le PAM (évaluation de faisabilité, PDM, MVAM, Atelier / réunions avec des partenaires ...) soit bien prise en compte. Intégration des recommandations et des leçons apprises des évaluations passées</i></p> <p><i>Vérification que le design des PSPPT et le PSP intègrent bien l'ensemble des données produites</i></p>	<p><i>Zero hunger strategic review</i></p> <p><i>Rapport des enquêtes : FSMS, SMART, PDM, PCP, études de faisabilité, MVAM</i></p> <p><i>Evaluation portefeuille pays 2011-2015</i></p> <p><i>Evaluation décentralisée de la stratégie de protection sociale adaptative</i></p> <p><i>Evaluation projet PARSACC</i></p> <p><i>Evaluations d'autres partenaires stratégiques du PAM (Banque Mondiale, UNICEF, FAO, FIDA).</i></p> <p><i>Evaluations et études régionales pertinentes</i></p> <p><i>ACR (2017-2020)</i></p> <p><i>Triangulation PSP / TdC</i></p> <p><i>Compte rendu d'ateliers</i></p> <p><i>Documentation produite autour du PSP</i></p> <p><i>Interviews / FG avec les personnes ressources clés du PAM (au niveau régional, BP and strategic objective) et avec les partenaires stratégiques</i></p>	<p><i>Revue documentaire</i></p> <p><i>Entretiens semis structurés avec les informateurs clés, inclus bénéf.</i></p> <p><i>Groupes de discussions avec les bénéficiaires et acteurs du territoire</i></p>	<p><i>Niveau moyen - Littérature abondante et accessible (ou en voie d'obtention) ; Une nuance cependant sur l'absence d'étude "essentiel need assessment" et calcul du MEB mauritanien ; Les études de faisabilité réalisées pour guider le choix de modalités d'intervention sur les zones prioritaires n'ont pas été récupérées. Possibilité de vérifier le fait que les résultats des études et analyses soient prises en compte dans le PSP grâce aux entretiens avec les personnes ressources</i></p>

<p>4.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il été en mesure de mobiliser des ressources adéquates, prévisibles et flexibles pour financer le PSPPT / PSP ?</p>	<p>4.2.1 Stratégie de financement et effets de levier</p>	<p>Le PAM a-t-il réussi à obtenir des sources de financement pour les différentes composantes / activités du PSP (PSA / résilience / autonomie des réfugiés / renforcement des capacités) ? Niveau de financement des différentes activités et évolution de l'allocation des ressources.</p> <p>Une analyse de tendance (pré/post PSP) sera effectuée sur les ressources mobilisées afin d'identifier si la capacité de levée de financement s'est améliorée sur la période au moment du passage au PSPPT puis au PSP.</p> <p>Pourquoi les ressources demandées n'ont pas pu être obtenues et quels ont été les effets de ces restrictions budgétaires sur le financement des activités ? Sur quelle base les ressources mobilisées ont-elles été allouées aux différentes activités ?</p> <p>Quelle a été la stratégie de collecte de fonds du PAM pour le PSP (stratégie de mobilisation des ressources, origine des fonds, diversification, prévisibilité) ? Quelles sont les raisons qui expliquent le fléchage (earmarking) quasi unique sur les activités du PSPPT et du PSP ? Quelles conséquences en matière d'orientation stratégique et de priorisation des activités ? Quel positionnement stratégique de chaque donateur ? Quelles mesures adoptées par le PAM pour solutionner cette difficulté de fléchage des fonds ? Les risques associés à la stratégie de financement ont-ils été clairement identifiés ? Dans quelle mesure le choix du PSP de réaffecter davantage les ressources au renforcement de la résilience et d'allouer de façon plus équilibrée les ressources entre les</p>	<p><i>Existence d'une stratégie de levée de fonds et risques associés</i> <i>Niveau de financement du PSP par OS/Activité</i> <i>Analyse des sources de financement (donateurs, partenaires, Gov) et volume des ressources allouées aux activités du PSP</i> <i>Preuve de mobilisation de ressources supplémentaires /donateurs dans le cadre du processus PSP</i> <i>Ressources mobilisées (valeur en dollars US) pour les systèmes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition grâce au renforcement des capacités du PAM (indicateur CRF)</i></p>	<p><i>Stratégie de financement et de partenariat du PAM</i></p> <p><i>Données CPB et les rapports de situation de ressources du PSPPT et PSP</i></p> <p><i>Données cumulative « financial overview » par activités</i></p> <p><i>Interviews avec les principaux donateurs du PAM (Allemagne, USA, Commission européenne, UK)</i></p> <p><i>Interview avec le staff BP en charge de la recherche de fonds</i></p>	<p><i>Analyse des données</i></p> <p><i>Entretiens semis structurés avec informateurs clés</i></p>	<p><i>Niveau élevé - Base de données accessibles et de bonne qualité</i> <i>Croisement de cette analyse des données avec les positionnements stratégiques de principaux donateurs et du PAM au travers des entretiens)</i></p>
--	---	---	--	--	--	---

		<p>activités des domaines de la réponse aux crises et du renforcement de la résilience vis-à-vis du PSPPT était-il pertinent vis-à-vis des objectifs stratégiques du PAM ?</p> <p>Le processus du PSP a-t-il aidé à sécuriser / accélérer les efforts de collecte de fonds ? Y a-t-il eu un changement de comportement des donateurs ? (Au niveau des activités financés) ? Démarches pour attirer des nouveaux financements. Adéquation des modalités de financement à la stratégie du PAM (fonds pluriannuels) et impact en matière de résultats des interventions d'urgence ?</p> <p>Comment les activités sont dimensionnées (basée sur les ressources / sur les besoins) et impact sur le processus d'allocation des ressources / ambition sur leur stratégie de mobilisation des ressources ? Quels ont été les effets des révisions budgétaires sur la mobilisation financière et la flexibilité du PAM ?</p> <p>Comment expliquer les différences de niveau de décaissement entre les activités du PSP menées jusqu'ici ? Quelle stratégie / perspective en matière d'assurance sécheresse ?</p> <p>Le processus du PSP a-t-il stimulé les financements nationaux par le Gouvernement (ou d'autres partenaires) pour les systèmes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition ou pour les activités connexes du PAM ?</p>				
--	--	---	--	--	--	--

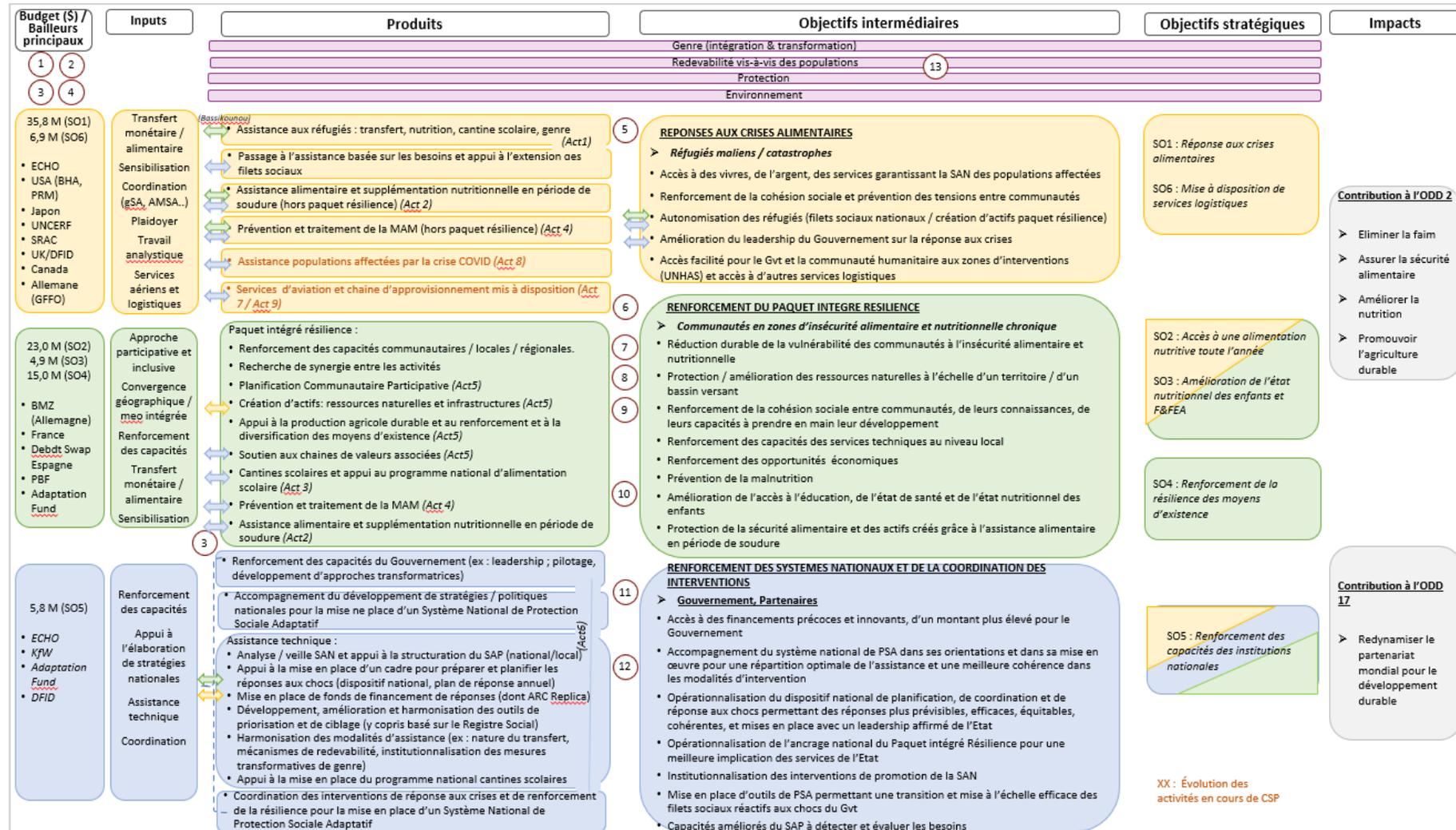
	<p>4.2.2 Mesure dans laquelle la gestion des ressources humaines a soutenu ou nui aux opérations</p>	<p>Dans quelle mesure la structure/organisation des effectifs du PAM est-elle adéquate aux objectifs du PSPPT et PSP ?</p> <p>Dans quelle mesure le roulement du personnel et les postes vacants ont-ils eu un impact sur les capacités ?</p> <p>Qualité / compétences et expérience du personnel recruté par rapport aux besoins/stratégie du PSP ?</p> <p>Impacts de l'organisation ressources humaines sur les aspects transversaux (genre, protection, redevabilité, environnement)</p>	<p><i>Analyse de l'organigramme du BP, analyse des rapports concernant le staff (postes vacants et difficulté à recruter, turnover pendant l'PSPPT et le PSP)</i></p> <p><i>Impact du turnover sur la performance des interventions du PAM</i></p> <p><i>Qualité et expérience du personnel au BP</i></p>	<p><i>Organigramme</i></p> <p><i>BD staff Octobre 2020</i></p> <p><i>Entretien département ressources humaines du BP</i></p> <p><i>Entretien activity manager</i></p>	<p><i>Analyse des données</i></p> <p><i>Entretien semi structuré avec les informateurs clés</i></p>	<p><i>Niveau moyen-analyse de la base de données staff d'Octobre 2020 (à voir si maj possible). Données à compléter sur place</i></p> <p><i>Possibilité de vérifier avec le staff ressources humaines les perspectives de recrutement et croiser l'information avec la stratégie du BP sur l'année à venir et pour le prochain PSP. Risque de perte d'information lié au turnover. Entretien avec les activity manager à propos du turnover du personnel</i></p>
--	--	---	---	---	---	--

<p>4.3 Dans quelle mesure le PSPPT / PSP a-t-il débouché sur des partenariats et des collaborations avec d'autres acteurs ayant positivement influencé la performance et les résultats ?</p>	<p>4.3.1 Avantages du PSP en matière de complémentarité d'interventions (cohérence et renforcement de capacité)</p>	<p>Le processus du PSP a-t-il été un moyen d'améliorer la stratégie de collaboration avec de nouveaux types de partenaires / avec davantage de partenaires ?</p> <p>Le processus du PSP a-t-il été un moyen de renforcer le niveau d'engagement du Gouvernement dans la réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ?</p> <p>Les partenariats (LT, programme conjoint) ont-ils bien été concrétisés ?</p> <p>Les partenariats ont-ils conduit à des résultats plus appropriés en termes de satisfaction des besoins des bénéficiaires et des objectifs nationaux ? de prise en compte des enjeux transverse ? d'amélioration de l'accès humanitaire ?</p> <p>Quelle est la qualité de la coopération Sud-Sud et quelle contribution aux résultats du PSP ?</p> <p>La mise en œuvre des interventions à travers des consortia d'ONG et sur plusieurs années, a-t-elle renforcé la qualité des interventions et les capacités des ONGs ? (TdC H5)</p>	<p><i>Nombre et type de partenariats / évolution entre les ITPSP et PSP ; Actions conjointes / initiatives mises en place avant et après l'adoption du PSPPT et du PSP Analyse / évaluation des stratégies de partenariats - Amélioration de l'alignement / niveau d'intégration des activités avec les stratégies du Gouvernement et des partenaires ; Niveau d'engagement des institutions étatiques</i></p> <p><i>Nombre d'échanges/ateliers Sud Sud organisés sur 2018 et 2019-2021</i></p>	<p><i>Cartographie des parties prenantes</i></p> <p><i>Cartographies réalisées sur le GSA, Cash Working Group, autres clusters</i></p> <p><i>Stratégie de partenariat</i></p> <p><i>Protocole d'accord/Lettre d'accord avec les partenaires / initiatives conjointes</i></p> <p><i>Évaluation de la performance des partenaires de mise en œuvre</i></p> <p><i>Stratégies des autres partenaires stratégiques du PAM</i></p> <p><i>Entretiens avec les principaux ministères, avec les agences UN partenaire, avec d'autres partenaires opérationnels (Ex : GSA)</i></p> <p><i>Enquête de perception des principaux partenaires du PAM pendant PSPPT et PSP</i></p>	<p><i>Analyse documentaire</i></p> <p><i>Entretiens semis structurés avec informateurs clés</i></p> <p><i>Enquête de perception</i></p>	<p><i>Niveau élevé. Un grand nombre de documents ont été fournis (Memorandum of Understanding, évaluation des partenariats opérationnels). Les entretiens avec les activity manager et les partenaires opérationnels et stratégiques compléteront l'information.</i></p>
	<p>4.3.2 Avantages du PSP en matière de coordination</p>	<p>Evolution du rôle du PAM dans la coordination sectorielle et intersectorielle en Mauritanie (au niveau central et local) - (résilience, CBT, relèvement rapide, nutrition, lien entre l'aide humanitaire et le développement, etc.) ?</p> <p>Le renforcement de la coordination avec les acteurs ont permis d'améliorer la performance du PSP (y compris en réponse à la COVID-19) ?</p> <p>Dans quelle mesure le PAM fait progresser l'harmonisation des stratégies entre les acteurs</p>	<p><i>Niveau de coordination des activités (réponse à la soudure et pauvreté chronique) et impacts sur la performance des interventions</i></p> <p><i>Niveau de coordination des activités du PAM avec celles des partenaires et du Gouvernement pour la réponse COVID-19.</i></p> <p><i>Evolution du rôle du PAM sur la période évaluée et perspective</i></p> <p><i>Niveau de participation aux réunions des parties prenantes.</i></p>	<p><i>Documents de programmation</i></p> <p><i>Rapports d'atelier de capitalisation du GSA et de ses sous-groupes.</i></p> <p><i>Ateliers SAP</i></p> <p><i>Enquête de perception des principaux partenaires du PAM pendant PSPPT et PSP sur le rôle du PAM en matière de coordination</i></p> <p><i>Entretien avec les</i></p>	<p><i>Analyse documentaire</i></p> <p><i>Entretiens semis structurés avec informateurs clés, inclus bénéf.</i></p> <p><i>Enquête de perception</i></p>	<p><i>Niveau élevé - rapports d'atelier disponibles ; L'enquête de perception ainsi que les entretiens semis structurés serviront à évaluer l'évolution et la pertinence du rôle du PAM en matière d'harmonisation</i></p>

		(humanitaire et développement) ? avec le Gouvernement ?		partenaires clés		des interventions
4.4 Dans quelle mesure la planification stratégique au niveau du pays a-t-elle affecté la flexibilité et les résultats dans un contexte opérationnel dynamique, en particulier en ce qui concerne l'adaptation et la réponse à la COVID-19 et autres crises ?	4.4.1 Avantages du PSP en matière de flexibilité et de résultat	Le processus et conception du PSP est-elle suffisamment flexible pour s'adapter aux priorités changeantes de la Mauritanie et aux besoins des bénéficiaires ? Niveau de réactivité aux crises (rapidité de révision de l'allocation des budgets entre activités, des activités, des plans de travail) ? Quel a été l'effet de la crise COVID-19 sur les performances des activités ? (Ta1)	<i>Disponibilité de données sur l'évolution de la situation et des besoins Preuve de flexibilité pour répondre à l'évolution des besoins et des priorités opérationnelles au fil du temps, avant et après le PSP (y compris la gestion des ressources et flexibilité des procédures)</i>	<i>PSPPT et PSS TdC et logique d'intervention Interviews avec les équipes du BP et du BR, des sous-bureaux Interviews avec les partenaires stratégiques (opérationnels et financiers)</i>	<i>Revue bibliographique Entretiens semis structurés avec informateurs clés, inclus bénéf. Enquête de perception</i>	<i>Niveau élevé- documents programmatiques disponibles ; L'enquête de perception ainsi que les entretiens semis structurés serviront à évaluer la capacité du BP à répondre à temps et de manière adaptée aux crises</i>
4.5 Quels sont les autres facteurs qui peuvent expliquer la performance du PAM et dans quelle mesure il a opéré le virage stratégique attendu du PSPPT et du PSP ?	4.5.1 Facteurs internes de succès / échecs	Est-ce que les mécanismes de S&E, de reporting étaient de qualité ? Depuis l'introduction du nouveau CRF ? Est-ce que la formulation des indicateurs, le calcul des valeurs de référence, les outils de collecte et d'analyse étaient appropriés ? Est-ce que cela a permis un partage d'information suffisamment rapide pour permettre une réactivité appropriée du management ? Est-ce que le suivi a permis de renforcer la pertinence et l'efficacité des interventions ? Les risques et opportunités ont-ils été bien compris et correctement gérés ? Quels autres facteurs internes ont eu une incidence positive ou négative sur les programmes du PAM et la performance du PSP : appui du bureau régional / siège (formation, guidelines, atelier) ; facteurs organisationnels ; communication ; mobilisation des ressources humaines; etc.	<i>Nombre, type, pertinence et qualité de l'appui du BR/siège en faveur du BP Pertinence et facteurs de performance du système S&E comme aide à la décision Preuves d'autres facteurs internes qui ont influencé positivement ou négativement la performance des interventions</i>	<i>Analyse des outils de formation et des types d'appui du BR Analyse de la structure des indicateurs S&E et croisement avec les besoins en matière de pilotage Entretiens avec le BP et le BR du PAM</i>	<i>Analyse des indicateurs Entretiens avec le BP et le BR du PAM</i>	<i>Niveau élevé - Bases de données disponibles ; possibilité de vérifier lors des entretiens si d'autres facteurs internes (en plus des facteurs liés au S&E et à l'appui du BR) apparaissent.</i>

	<p>4.5.2 Facteurs externes de succès / échecs</p>	<p>Quels autres facteurs externes ont eu une incidence positive ou négative sur la mise en œuvre des programmes du PAM et la performance du PSP : crise sanitaire, situation politique et sécuritaire, facteurs socio-culturels au niveau de l'appropriation communautaires des interventions, évolution des priorités gouvernementales (PSA, résilience, décentralisation, etc), des priorités des partenaires/positionnement des donateurs ; couverture des réseaux de télécommunication/opportunité digitalisation / CBT...</p>	<p><i>Impact de la crise sanitaire sur la performance des interventions du PAM</i> <i>Analyse du jeu d'acteurs entre le PAM et ses principaux partenaires, acteurs historiques et nouveaux partenaires à venir (gouvernementaux comme internationaux). Impact des anciens/nouveaux ancrages sur la performance du PAM.</i> <i>Analyse des tendances / positionnement des principaux influenceurs de la stratégie du PAM</i></p>	<p><i>Matrice des parties prenantes</i></p> <p><i>Entretien avec les principales parties prenantes du Gouvernement aux niveaux national et local</i></p> <p><i>Entretien avec des informateurs clés de la communauté internationale et donateurs</i></p>	<p><i>Analyse documentaire</i></p> <p><i>Entretiens semis structurés avec informateurs clés, inclus bénéf.</i></p> <p><i>Enquête de perception</i></p>	<p><i>Niveau moyen-Docs programmatisés et nationaux sur la gestion de la crise COVID-19 accessibles ; Nécessité de compléter la documentation sur la politique de décentralisation en Mauritanie ou la stratégie de développement des télécommunications et des services bancaires. Les entretiens et l'enquête de perception viseront à comprendre le positionnement stratégique de chacun</i> <i>Possibilité de vérifier lors des entretiens si d'autres facteurs externes (en plus des facteurs précités) apparaissent.</i></p>
--	---	--	---	--	--	---

ANNEXE VI : THEORIE DU CHANGEMENT RECONSTITUEE (TDC)



HYPOTHESES (proposées par l'EE)

Budget / Inputs à Produits

- 1 - Le renforcement d'approches conjointes menées avec d'autres agences renforce la pertinence et la portée des interventions du PAM et accroît les opportunités de financements
- 2 - Le Gouvernement et les partenaires stratégiques du PAM ont pris part au processus d'élaboration du PSP et contribuent à sa mise en œuvre en complémentarité de leurs propres stratégies
- 3 – Le cadre stratégique pluriannuel du PSP permet de renforcer le positionnement stratégique du PAM et donc sa lisibilité associée, ce qui favorise la mobilisation de financements, ce qui favorise le dialogue avec les institutions nationales (sortir de la logique « projet »)
- 4 - Le PAM parvient à mobiliser l'expertise requise – tant au niveau de son personnel que des partenaires de mise en œuvre – pour mener à bien les objectifs fixés dans le cadre du CSP

Produits --> Objectifs intermédiaires

- 5 - Le ciblage différencié des réfugiés basé sur les besoins et non sur le statut renforce l'efficacité sans compromettre la SAN des réfugiés
- 6 - La mise en œuvre des interventions à travers des consortia d'ONG et sur plusieurs années, renforce la qualité des interventions et les capacités des ONGs
- 7 – Le renforcement de la synergie entre les interventions du paquet résilience ainsi qu'avec les différents acteurs intervenant dans les sites (et partenaires dans le cas d'UNICEF, par exemple) renforce la réduction de la vulnérabilité SAN
- 8 – La participation conjointe des populations (PCP, création d'actifs, valorisation partagée des ressources réhabilitées mais aussi participation des parents d'élèves, CRENAM communautaires) permet l'inclusion de la diversité locale dans les actions et donc contribue à renforcer la cohésion sociale et à désamorcer les risques de tension
- 9 - L'approche par territoire / bassin versant de réhabilitation des ressources naturelles maximise les effets bénéfiques à long terme
- 10 - L'approche intégrée des interventions de prévention et de traitement de la malnutrition renforce la SAN des communautés vulnérables
- 11 – Le renforcement des systèmes nationaux associés à la Protection Sociale Adaptative renforce le leadership du Gouvernement ainsi que la qualité des réponses apportées aux Communautés
- 12 – L'harmonisation des modalités d'intervention en matière de transfert monétaire permet une plus grande efficacité des réponses apportées aux populations

Enjeux transverses

- 13 – L'intégration des enjeux transverses (genre, protection, redevabilité, environnement) permet de renforcer la pertinence, l'efficacité et l'efficacité des interventions

HYPOTHESES (issues du PSP – correspondant aux conditions nécessaires à la mise en œuvre des interventions)

SO1

- Ressources suffisantes (humaines, logistiques, financières) pour l'assistance alimentaire et nutritionnelle
- Pas de rupture d'approvisionnement en raison d'une opportunité de financement
- Réponse humanitaire complémentaire fournie par le HCR et d'autres partenaires.

SO2

- Les donateurs et le gouvernement fournissent un soutien et un financement en temps opportun
- Les partenaires disposent de capacités et de ressources suffisantes pour mettre en œuvre les activités comme prévu
- Les mécanismes gouvernementaux de coordination de l'aide alimentaire, de la nutrition et de l'éducation sont efficaces
- Les marchés fonctionnent dans les communautés ciblées pour les distributions d'argent
- Les conditions politiques et de sécurité n'affectent pas les opérations
- L'appropriation/le leadership du gouvernement est fort.

SO3

- Les partenaires disposent de capacités et de ressources suffisantes pour mettre en œuvre les activités prévues
- Des centres de santé adéquats sont disponibles pour le traitement des enfants et des femmes souffrant de malnutrition
- Les mécanismes de coordination du gouvernement et des partenaires en matière de nutrition fonctionnent efficacement
- Un financement opportun est disponible pour assurer une réponse saisonnière
- L'appropriation/le leadership du gouvernement est fort.

SO4

- Les donateurs et le gouvernement fournissent un soutien et un financement opportuns pour la réponse saisonnière
- Les partenaires disposent de capacités et de ressources suffisantes pour mettre en œuvre les activités comme prévu
- Les mécanismes de coordination gouvernementaux sont efficaces
- Les marchés fonctionnent dans les communautés ciblées pour les distributions d'argent
- Les conditions politiques et de sécurité n'affectent pas les opérations.

ANNEXE VII : AGENDA DE LA MISSION D'EVALUATION

Date		AGENDA – Equipe d'Evaluation - Evaluation Stratégique PSPPT - PSP	
		Equipe A	Equipe B
Jour 0	Dim 12/09	Arrivée à Nouakchott	
Jour 1	Lundi 13/09	Entretiens Nouakchott	
Jour 2	Mardi 14/09	Entretiens Nouakchott	
Jour 3	Mercredi 15/09	Entretiens Nouakchott	
Jour 4	Jeudi 16/09	Entretiens Nouakchott	
Jour 5	Vendredi 17/09	Trajet Nouakchott - Kiffa (Avion 2 consultants : Ethmane et Blanche) Sous-bureau PAM Rencontres : Autorités, Partenaires	Trajet Nouakchott - Tagant (Voiture 2 consultantes : Catherine et Fatimetou) Soudoud : Sites – Act 2, 4 (1 Site) Nuit Tidjikja
Jour 6	Samedi 18/09	Worti – c. Malgue (Act 2, 3, 4, 5) Gourmel - c. El Malgue (Act 2, 3, 4, 5) Nasnaza – c. El Melgue (Act 2, 3, 4, 5) Guiguhi – c. El Melgue (Act 2, 3, 4, 5) Nuit Kiffa	Tidjikja : Sites - Act 2, 4 Nuit Tidjikja
Jour 7	Dimanche 19/09	Guevave Peulh – c. El Melgue (Act 2, 3, 4, 5 + GASPA) Gvera – c. Sany (Act 2, 3, 4, 5) Tintna – c. Sany (Act 2, 3, 4, 5) Nuit : Kiffa	El Wahat : Sites - Act 2, 4 Retour Tidjikja
Jour 8	Lundi 20/09	Worenguel – c. Kankossa (Act 2, 3, 4, 5) Kelebele – c. Kankossa (Act 2, 3, 4, 5) Nuit Sélibabi	Départ Tidjikja Sangrava : Act 8 (en chemin) Arrivée Nouakchott
Jour 9	Mardi 21/09	Sélibabi Sous Bureau PAM : Session travail Rencontres : Autorités & Partenaires	Nema - Visites avec Mamadou - CRENAM
Jour 10	Mercre 22/09	Ouloumbonny – c. Ouloumbonny Debaye (Act2, 4) Lifkarine – c. Daffort (Act 5, 3, 4, 2 – nouveau) Wouru Haire – c. Daffort (Act Garfa Hel Jellaniy – c. Daffort (Act 5, 3) Nuit Sélibabi	Trajet Nouakchott - Nema (Avion 2 consultantes : Fatimetou, Catherine) Visite Site
Jour 11	Jeudi 23/09	Hsy Sidy – c. Tachott (Act 2, 3, 4, 5) Agouenit – c. Ejar (Act 2, 4) Nuit Kaédi	Oumounou II – c. Amourj Zergue – c. Alourj
Jour 12	Vendredi 24/09	Kaédi : Autorités, Sous-bureaux, Partenaires	Trajet Nema – Bassikounou (Avion 3 consultantes: Marie, Catherine, Fatimetou)

		Wouloum Nere – c. Nere Walo (Act 4, 2 anciens) Bir El Barak – c. Nere Walo (Act Nuit Kaédie)	
Jour 13	Samedi 25/09	Bababé – c. El Vorae (Act8, Act 2 ancien) Aéré Mbaré – c. Aéré Mbaré (Act 8), Act2 et 4 anciens) Ndioro – c. Bogho <i>Nuit Aleg</i>	Bassikounou – Fassala (60 km / 30 min goudron) 7 sites anciens Incomplet (2019) Hôtes Samarassa – PCP mixte (Ref + Hôtes), Act 3, 4 Retour Bassikounou
Jour 14	Dimanche 26/09	<i>Aleg - Nouakchott</i>	Lewhiyat
Jour 15	Lundi 27/09	Entretiens Nouakchott	Bassikounou Rencontres autorités Visite Camp Mbera - Act 1 Rencontres PAM
Jour 16	Mardi 28/09	Entretiens Nouakchott	Visite Camp Mbera – Act 1 Rencontres Partenaires
Jour 17	Mercredi 29/09	Entretiens Nouakchott	Rencontres Partenaires Trajet Bassikounou – Nouakchott (Avion 3 consultantes, Fatimetou, Catherine, Marie)
Jour 18	Jeudi 30/09	Entretiens Nouakchott	
Jour 19	Vendredi 01/10	Présentation des premiers résultats au BP Départ	

ANNEXE VIII : RESULTATS DE L'ENQUETE DE PERCEPTION

Enquête réalisée par l'équipe d'évaluation en juillet et aout 2021



Enquête de perception Grandes tendances

CSPE WFP Mauritanie
Evaluation du plan stratégique de pays du PAM (2019-2021)
Equipe d'évaluation

Une expertise indépendante
pour un monde plus solidaire

iram
Institut de recherches et d'applications
des politiques de développement

Objectifs de l'enquête de perception

Méthodologie

Objectif global:

Recueil des **points de vue des acteurs internes** (BP, SB, BR) et **externes** - collaborateurs du BP en Mauritanie (groupes de travail, partenaires opérationnels, partenaires gouvernementaux, partenaires UN et donateurs) sur des **dimensions clés d'évaluation** pour lesquelles la perception des acteurs est importante.

Outil de collecte de données secondaire, complémentaire au travail principal de revue documentaire et d'enquête qualitative mené par l'équipe d'évaluation

Méthodologie :

- Conception du questionnaire : 23 questions, dont 2 ouvertes, la plupart étant noté de 1 à 4 (du moins au plus satisfait).
- Double envois entre mi-juillet et fin aout 2021
 - o Au travers d'un spécialisé (Survey Monkey) : 1 envoi + 3 relances (22/07 ; 29/07 ; 19/08) – mailing liste constituée de 91 adresses.
 - o Relance directe par le BP PAM avec partage d'un lien d'enquête : 72% des réponses collectées

Limites :

- Période peu propice aux enquêtes en ligne (congé, fête nationale) – certains groupes d'acteurs ont peu répondu à l'enquête
- Nombre limité d'acteurs de développement en Mauritanie qui limite la base de l'échantillon

Une expertise indépendante
pour un monde plus solidaire

iram
Institut de recherches et d'applications
des politiques de développement

Descriptif de l'échantillon

Echantillon

Echantillon :

- Au total, 76 personnes ont répondu à l'enquête.
- Surreprésentation des répondants provenant du PAM (un tiers des répondants) et des partenaires opérationnels un quart de l'échantillon).
- Sous représentation des partenaires gouvernementaux (8% de l'échantillon)
- 19,7% des répondants sont des femmes.
- Les domaines d'intervention de collaboration avec le BP les plus cités par les répondants sont :
 - ❖ Réponse humanitaire / aide d'urgence
 - ❖ Sécurité alimentaire (cash ou vivre
 - ❖ Nutrition

Catégorie d'acteurs	Nb échantillon	%
Clusters et groupes de travail	7	9%
Donateur	9	12%
Partenaires gouvernementaux	6	8%
Partenaires opérationnels	18	24%
Partenaires UN	11	14%
Staff PAM	25	33%
Total général	76	100%

Catégorie d'acteurs	% femme ayant répondu
Clusters et groupes de travail	0,0%
Donateur	5,6%
Partenaires gouvernementaux	0,0%
Partenaires opérationnels	33,3%
Partenaires UN	45,5%
Staff PAM	24,0%
Total général	19,7%

Une expertise indépendante
pour un monde plus solidaire

iram
Institut de recherches et d'applications
des politiques de développement

Perception vis-à-vis du niveau de réponse du PAM Mauritanie face aux besoins

Résultat

Que ce soit en termes de zone géographique ou de catégorie de population, les répondants en moyenne déclarent que le **PAM répond correctement aux besoins prioritaires des populations** les plus vulnérables en Mauritanie

Note donnée de 1 à 4 (de très faiblement à tout à fait pris en compte)

- Dans quelle mesure la stratégie d'intervention du PAM a pris en compte les zones les plus vulnérables de la Mauritanie ?
- Dans quelle mesure la stratégie d'intervention du PAM a pris en compte les différentes catégories de population les plus vulnérables de la Mauritanie ?



- ❖ Prise en compte de la **vulnérabilité des zones** : 50% des partenaires gouvernementaux (des 6 acteurs ayant répondu) pensent que cette dimension est insuffisamment prise en compte
- ❖ Prise en compte de la **vulnérabilité des catégories de population** : 67% des partenaires gouvernementaux (des 6 acteurs ayant répondu) pensent que cette dimension est insuffisamment prise en compte
- ❖ Notes les plus élevées pour les donateurs et les partenaires UN

Une expertise indépendante
pour un monde plus solidaire

iram
Institut de recherches et d'applications
des politiques de développement

Perception vis-à-vis du changement d'approche stratégique du PAM Mauritanie

Résultat

Le **changement d'approche stratégique** du PAM a permis de renforcer les partenariats et d'**harmoniser les interventions entre le PAM et ses partenaires de façon très satisfaisante pour un tiers des donateurs**; les acteurs ayant le moins bien perçu ce lien sont les acteurs gouvernementaux / partenaires opérationnels.

Note donnée de 1 à 4 (insuffisamment à complètement)

Dans quelle mesure le changement d'approche stratégique du PAM (tourné davantage sur une stratégie pays que sur une approche par projet) a permis de renforcer les partenariats / d'harmoniser les interventions entre le PAM Mauritanie et ses partenaires :



Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire

iram Institut de recherches et d'applications aux politiques de développement

Perception relative au niveau de réponse du PAM vis-à-vis du besoin de renforcement des principales stratégies nationales mauritaniennes

Résultat

Dans quelle mesure pensez-vous que la stratégie d'intervention du PAM renforce ou non les stratégies nationales mauritaniennes suivantes ?

■ Note moyenne (toute catégorie d'acteurs confondue) ■ Note moyenne partenaires gouvernementaux

Stratégies ayant été le **mieux** renforcées par le PAM : SNSA, puis SNPS, SNAS, plan nutrition, SCAPP.

Stratégies ayant été le **moins** renforcées par le PAM : environnement et DD ; secteur rural et genre



- ❖ Deux tiers des partenaires gouvernementaux pensent que la SNPS a été renforcé de façon insuffisante par le PAM
- ❖ Notes attribuées par le staff du PAM souvent en dessous de la moyenne de l'ensemble des acteurs (sauf pour SNSA et SNAS)
- ❖ Modalité « ne sait pas » forte dans la plupart des sous questions (partenaires UN et groupe de travail particulièrement)

Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire

iram Institut de recherches et d'applications aux politiques de développement

Perception relative au niveau d'atteinte des objectifs fixés et aux impacts des interventions

Résultat

- ❖ Les acteurs pensent en moyenne que le PAM a **insuffisamment atteint les objectifs qu'il s'était fixé** / répondu aux attentes des communautés. Les notations les plus basses sont attribuées par le gouvernement, les plus hautes par les donateurs.
- ❖ 13 répondants sur les 76 ont indiqué avoir des exemples d'activités menées / choix stratégiques effectués par le PAM ayant eu des **impacts négatifs**.

Exemples négatifs cités

- Principe de continuité géographique poussé par le PAM auprès du CSA pour les interventions d'urgence
- Le choix des partenaires opérationnels dans la mise en œuvre des activités d'appui à la résilience
- La décision de ne pas intervenir pour raison de sécurité
- Absence d'activité résilience au sein du camp
- Choix des zones de convergence et ciblage des participants aux activités 3A. Faible valorisation des actifs créés
- Problème de ciblage depuis l'utilisation du registre social. Non couverture des besoins une fois le ciblage complémentaire effectué
- Repositionnement géographique de l'activité alimentation scolaire dans les sites résilience et difficulté souligné dans certaines écoles

Pensez-vous que le PAM mauritanien ait atteint les objectifs qu'il s'était fixé ou ait répondu aux attentes des communautés et institutions cibles, depuis trois ans ?



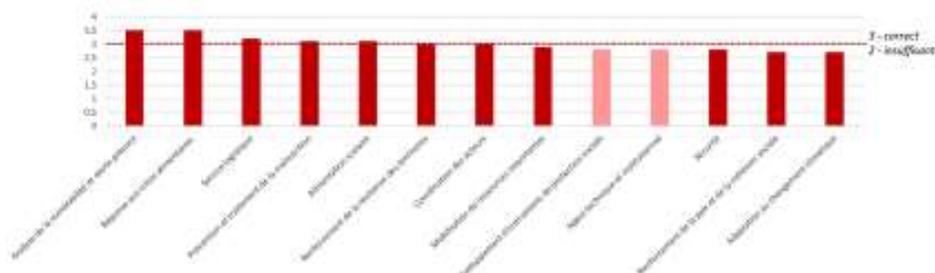
Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire

iram Institut de recherches et d'applications aux politiques de développement

Perception de l'avantage comparatif du PAM

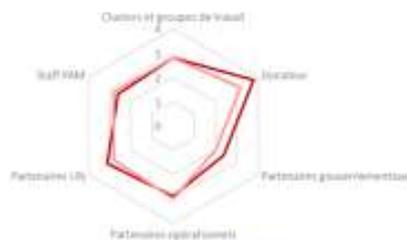
Résultat

Avantage comparatif du PAM (note moyenne de l'ensemble des catégories d'acteur)



- ❖ Les avantages comparatifs les plus reconnus du PAM sont : Analyse de la vulnérabilité et alerte précoce ; Réponse aux crises alimentaires
- ❖ Les avantages comparatifs relatifs au développement d'instruments de protection sociale et à l'appui technique et institutionnel n'arrivent qu'en 9^{ème} et 10^{ème} position sur 13 thématiques testées (voir zoom graphique ci-contre)
- ❖ La capacité du PAM à construire des partenariats stratégiques pertinents et complémentaires est jugée en moyenne correcte par les acteurs (note moyenne : 3,1).

— Avantage comparatif relatif au développement d'instruments de protection sociale
— Avantage comparatif relatif à l'appui technique et institutionnel



Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire

iram Institut de recherches et d'applications aux politiques de développement

Perception relative à la qualité et l'adaptabilité des interventions du PAM Mauritanie (Staff PAM – non répondant)

Résultat

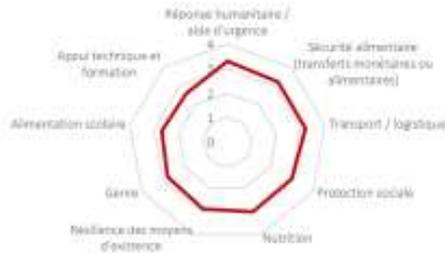
Qualité des interventions

- ❖ Les interventions étant qualifiées comme **les plus qualitatives** sont les activités liées aux **réponses humanitaires** et d'aide d'urgence ainsi que celle liées à la **sécurité alimentaire**.
- ❖ Celles ayant été les **moins bien notées** sont liées à l'**alimentation scolaire** et aux **appuis techniques et formations** e délivrés par le PAM à ses partenaires.
- ❖ Notes les plus faibles attribuées par le gouvernement

Flexibilité face au changement de contexte

- ❖ Les acteurs jugent en moyenne que le PAM a su s'adapter de façon correcte aux changement de contexte, notes les plus élevées par les donateurs et les clusters.

Comment évaluez-vous la qualité d'intervention du PAM Mauritanie dans les domaines suivants ? Note moyenne - ensemble des acteurs



D'après votre expérience, dans quelle mesure le PAM a-t-il été capable de s'adapter et de répondre de façon flexible et réactive aux changements de contexte externe survenus en Mauritanie (catastrophes naturelles, conflits, COVID-19, etc.)



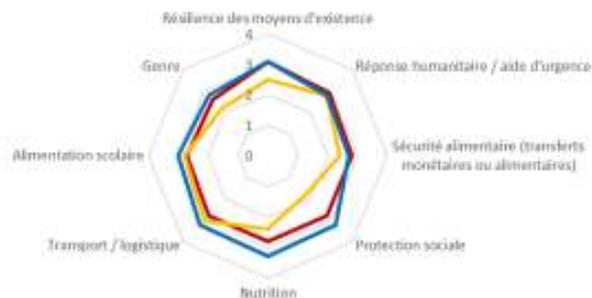
Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire

Perception relative à la durabilité des interventions du PAM Mauritanie

Résultat

- ❖ Les effets des interventions du PAM sont jugés insuffisamment durables par les acteurs, excepté pour les interventions liées à la résilience des moyens d'existence (note moyenne >3).
- ❖ La note très faible donnée par les acteurs étatiques concernant la durabilité des interventions liées à la Protection sociale est surprenante.
- ❖ Les partenaires UN valorisent les effets durables des interventions de PS et de nutrition.

— Notation de la durabilité des interventions du PAM - Ensemble des acteurs
 — Notation de la durabilité des interventions du PAM - Partenaires gouvernementaux
 — Notation de la durabilité des interventions du PAM - Partenaires UN



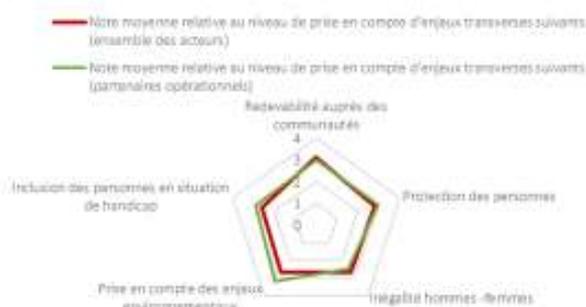
Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire

iram
 Institut de recherches et d'applications des politiques de développement

Perception relative à la prise en compte des enjeux transversaux

Résultat

- ❖ L'enjeu de la **redevabilité** est l'enjeu transversal le mieux noté en moyenne par l'ensemble des acteurs
- ❖ Note la plus basse : Inclusion des personnes en situation de handicap
- ❖ La réduction des inégalités de genre est insuffisamment pris en compte dans les interventions du PAM selon l'ensemble des acteurs, excepté pour les donateurs, où cela est correctement pris en compte.



- ❖ La prise en compte de l'environnement est faiblement pris en compte dans les interventions du PAM selon les acteurs en moyenne, excepté pour les partenaires opérationnels pour qui cet enjeu est pris en compte (graphique ci-dessus)

Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire

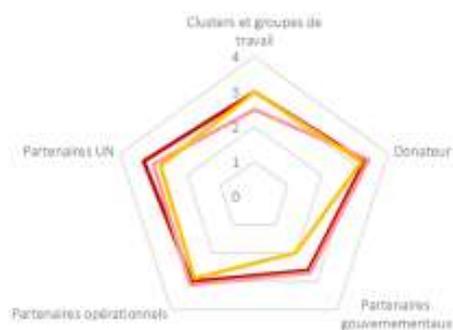
iram Institut de recherche et d'applications aux politiques de développement

Perception vis-à-vis de la capacité du PAM Mauritanie à communiquer avec ses partenaires et les populations

Résultat

- ❖ Les acteurs estiment que la capacité du PAM à communiquer avec eux et avec les bénéficiaires est satisfaisante, ce qui n'est pas le cas lorsque l'on parle de la population en général.

- Comment évaluez-vous la capacité du PAM Mauritanie à communiquer sur ses interventions avec vous ?
- Comment évaluez-vous la capacité du PAM Mauritanie à communiquer sur ses interventions avec ses bénéficiaires ?
- Comment évaluez-vous la capacité du PAM Mauritanie à communiquer sur ses interventions avec la population ?



Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire

iram Institut de recherche et d'applications aux politiques de développement

Perception de la capacité du PAM à renforcer la cohésion sociale et à favoriser le lien "humanitaire - développement - paix"

Résultat

- ❖ COHESION SOCIALE : Selon les acteurs, les interventions du PAM n'ont pas suffisamment permis de renforcer la cohésion sociale. Note particulièrement basse par le gvt. Correcte pour les clusters.
- ❖ NEXUS : Selon les acteurs, les interventions du PAM a permis de favoriser le lien humanitaire – développement et paix. Notes les plus hautes attribuées par les donateurs



Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire



Perception vis-à-vis de la performance du travail du staff du PAM

Résultat

Perception du niveau de respect des délais du PAM

- ❖ En moyenne, les acteurs jugent que le nombre, les compétences, l'expérience et l'efficacité des agents du BP sont correctes. Les groupes de travail pensent que le nombre d'agents au PAM est insuffisant.
- ❖ En moyenne, les acteurs pensent que le PAM est en capacité de respecter les délais de mise en œuvre des interventions en contexte de crise et de paiement des prestations.
- ❖ Notes un peu plus faible pour le respect du calendrier prévu d'intervention et de la mise à disposition des outils de travail pour que les partenaires puissent réaliser les prestations.



Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire



Perception du niveau de performance du PAM sur les facteurs suivants:

Résultat

- ❖ Les principaux facteurs de performance testés montrent en moyenne un niveau de satisfaction correcte des acteurs répondants
- ❖ Ayant en moyenne une notation plus faible sur l'ensemble des facteurs, le gouvernement note comme satisfaisant la capacité du PAM à orienter stratégiquement les activités, à concevoir les activités, les méthodologies et les outils.



Une expertise indépendante

pour un monde plus solidaire

iram

Institut de recherches et d'applications
des politiques de développement

Commentaires des répondants :

Résultat

Thématiques abordées dans les commentaires (volet ouvert)

- ❖ Partenariat/appropriation : Souhait d'un groupe de travail de voir impliquer des partenaires locaux de mise en œuvre notamment dans les groupes de travail / cellule de coordination (durabilité)
- ❖ Alerte : Renforcer partie alerte / aléas climatiques ; améliorer les outils pour améliorer le temps de réponse ; accompagnement des sites sentinelles dans les zones les plus exposées
- ❖ Couverture : Souhait que le PAM augmente la couverture de ses interventions
- ❖ Volet nutrition / alimentation scolaire à revoir dans les sites résilience, trop faible couverture des écoles
- ❖ RH : Paiement des DSA avant le départ
- ❖ Résilience : mettre en œuvre projet résilience dans le camp ; extension des zones d'intervention ou les potentialités existent ; privilégier la création d'actifs plutôt que l'AA
- ❖ Retard dans les plannings d'activité ; déficit d'info et de visibilité
- ❖ Retard dans les financements et retards arrivée des vivres / intrants nutritionnels

Une expertise indépendante

pour un monde plus solidaire

iram

Institut de recherches et d'applications
des politiques de développement

ANNEXE IX : GUIDES D'ENTRETIENS

Guide d'entretien par grande thématique

Entretiens avec les partenaires et les bénéficiaires de l'assistance aux réfugiés maliens	Questions d'évaluation
Quels sont vos principaux axes de collaboration / rapport avec le PAM ? Depuis combien de temps?	QE4
Quel est le degré de cohérence et d'intégration de la stratégie et des interventions du PAM dans les stratégies nationales et/ou des acteurs humanitaires pour l'assistance aux réfugiés maliens et aux populations hôtes ? (<i>Partenaires au niveau national</i>)	QE1
Ces interventions reflètent-elles bien les besoins des réfugiés ? les besoins des populations hôtes et la prise en compte des risques de tensions intercommunautaires ? Ces interventions reflètent-elles bien les priorités stratégiques des UN/acteurs humanitaires et les stratégies nationales ? Quelle est votre appréciation de l'adéquation de la stratégie du PAM (PSP) ? Comment les besoins sont-ils évalués et réévalués ? Quel est le rôle du PAM ? La stratégie et les interventions du PAM sont-elles demeurées pertinentes au cours des 4 dernières années de façon constante, not. L'assistance différenciée en fonction des besoins, l'appui à la résilience et à l'autonomisation des réfugiés, l'appui aux populations hôtes ? (<i>Partenaires au niveau national</i>)	QE1
Quel est le degré de cohérence des interventions et de l'assistance proposée par le PAM avec les/vos besoins et priorités ? Avez-vous et êtes-vous impliqués dans la formulation de la stratégie du PAM et la priorisation de l'assistance (géographique et individuelle) ? (<i>Autorités locales et bénéficiaires</i>)	QE1
Dans quelle mesure, la stratégie et les interventions du PAM (PSP) contribuent-elles à la réalisation des objectifs nationaux et/ou locaux en matière d'accueil/assistance aux réfugiés et aux populations hôtes ? A vos besoins ? Quels sont selon vous les impacts des interventions du PAM ? (<i>Spécifier la ou les composantes, assistance alimentaire en vivres et transferts monétaires, FFA, cantines scolaires, PEC et prévention de la malnutrition...</i>)	QE1
Quelles sont les synergies développées entre la stratégie (PSP) et les interventions du PAM et les autres programmes et projets d'assistance aux réfugiés et d'appui aux populations hôtes ? Comment la coordination et la collaboration fonctionnent-elles ? Vous-mêmes êtes-vous impliqués dans d'autres interventions du PAM ? Lesquelles ? Comment ?	QE2
Quelle est votre appréciation de l'efficacité de la mise en œuvre ? L'assistance est-elle fournie à temps en rapport avec les/vos besoins ? Quelles sont les difficultés rencontrées et les facteurs impactant les résultats/ l'impact ? Les problèmes rencontrés (variation du montant de l'assistance/ration par exemple) sont-ils gérés efficacement par le PAM et des alternatives plus efficaces recherchées ?	QE2
Recevez-vous les informations nécessaires sur les interventions, l'assistance fournie, les critères de ciblage et tous autres aspects des interventions du PAM ? Comment ? Êtes-vous consultés régulièrement ? Comment ?	QE2
Quels sont les facteurs économiques, institutionnels et socio organisationnels favorisant la durabilité des actions entreprises en matière d'assistance aux réfugiés ? Quels sont les facteurs influant négativement sur la durabilité ? Quels sont les mesures ou actions à entreprendre pour favoriser la pérennité des actions (<i>partenaires au niveau national et local</i>)	QE2
Pensez-vous que le programme du PAM tient compte du fait que les femmes peuvent avoir des besoins différents de ceux des hommes ? Pensez-vous que l'assistance du PAM a un impact sur l'autonomisation des femmes ?	QE2
Avez-vous déjà utilisé le système de réclamation du PAM ? Comment l'avez-vous connu ? Si utilisation, pourquoi et quel retour ?	QE2
Quel niveau de protection apporté aux partenaires et aux bénéficiaires ?	QE2
Quelle intégration des enjeux environnementaux dans le cadre des interventions en soutien aux réfugiés / hôtes ?	QE2
Quels sont vos constats concernant (i) les principaux enseignements de la mise en œuvre et les leçons à capitaliser, (ii) les principales faiblesses et (iii) les recommandations des mesures correctives éventuelles ?	Transversale

Assistance alimentaire saisonnière (hors site résilience)	Questions d'évaluation
Quelles sont les principales contraintes existantes en matière de SAN des populations ? Quels sont les objectifs des activités d'assistance alimentaire soudure par rapport à ces contraintes ?	QE1
Dans quelle mesure le programme du PAM sur la réponse aux crises alimentaires s'aligne avec les priorités gouvernementales ? Dans quelle mesure les autorités nationales (niveau central et local) sont-elles impliquées dans la programmation ?	QE1
Quelle est la pertinence du ciblage géographique des activités alimentaires pendant la période de soudure ? Quelle pertinence du cadre harmonisé ? Pertinence du ciblage au travers des comités départementaux ?	QE1
Sur quelle base d'information / analyse le choix du type de transfert est effectué sur les zones d'intervention ? Pertinence du processus ? Quel rapport cout - bénéfice entre les différentes options ? Quelles études de faisabilité ?	QE1 - QE3
Les activités entreprises sont-elles adaptées aux priorités des groupes cibles, au contexte local et aux réalités opérationnelles ?	QE1
L'assistance est-elle parvenue sur les 4 mois de la période la plus critique de l'année ?	QE1
Dans quelle mesure le programme a-t-il été réactif à l'évolution des situations et des besoins des populations ciblées ? Quelle adaptation suite aux restrictions sanitaires pendant la crise de la COVID-19 ?	QE1
Dans quelle mesure les communautés elles-mêmes sont-elles impliquées dans la conception de la mise en œuvre et le suivi des activités du programme ? Les composantes du programme contribuent-elles aux besoins de développement à long terme de la communauté ?	QE1
Quel niveau de pertinence vis-à-vis de l'utilisation des bases de données du registre social ? Pertinence des ciblage complémentaires et des enquêtes de vérification ?	QE1
Les questions transversales clés sont-elles intégrées dans les activités d'assistance alimentaire ? Quelle adaptation de l'activité vis-à-vis des objectifs de genre ? de redevabilité ? De protection ? De l'environnement ? Pour quels résultats par rapport aux objectifs fixés ?	QE1 - QE2
Dans quelle mesure les modalités d'intervention sont-elles harmonisées entre les acteurs impliqués dans le Groupe Sécurité Alimentaire (GSA) ? Avec les acteurs étatiques intervenant sur les zones d'intervention ? Quelles sont les prochaines marges d'amélioration ?	QE4
Dans quelle mesure les activités d'assistance alimentaire ont-elles amélioré la SAN des populations bénéficiaires et ont atteints les objectifs fixés ?	QE2
Les transferts d'assistance alimentaire sont-ils arrivés à temps ?	
Quels ont été les principaux résultats /aspects les plus positifs et négatifs ? Quels ont été les principaux problèmes opérationnels qui ont aidé / nui à la mise en œuvre réussie de l'opération ?	QE2
Que pensent les communautés / autorités locales des activités menées ? Quel est le retour des populations bénéficiaires sur la qualité du ciblage ? Des non bénéficiaires ? du comité des sages ? Quelle compréhension du processus de ciblage complémentaire et des enquêtes de vérification mis en place par le PAM ?	QE2
Quels indicateurs ont été utilisés pour suivre les progrès du programme ? Ceux-ci pourraient-ils être améliorés ? Modifié ? Comment les conclusions et revues du S&E ont-elles été intégrées aux opérations en cours ?	QE4
Bilan du renforcement de capacité réalisé ces 3 dernières années au niveau du CSA – en lien avec la mise en place du dispositif national de réponse aux crises. Quel contenu / fréquence ? Quelle utilité par rapport aux besoins du Gouvernement ? Quelle marge d'amélioration ?	QE2
Existe-t-il une stratégie de sortie décrivant le calendrier, l'attribution des responsabilités lors du transfert au Gouvernement ? De quelles capacités le PAM pense-t-il que le Gouvernement a besoin pour effectuer cette transition de sortie ? (Inclure les compétences techniques, humaines et organisationnelles). Ont-ils été identifiés et les personnes appropriées sont-elles impliquées pour renforcer ces capacités ?	QE2
Dans quelle mesure les activités du projet et les structures locales sont-elles susceptibles d'être maintenues après l'achèvement du financement des donateurs ?	QE2
Dans quelle mesure les moyens logistiques employés ont-ils été efficaces ? Impact sur les résultats de l'activité ? Etes-vous satisfaits des prestataires externes intervenant sur l'activité ?	QE3
Dans quelle mesure les ressources humaines impliquées dans la gestion de cette activité ont été suffisantes ? Compétentes ? Impact sur les résultats de l'activité ?	QE4
Quelle perspective en matière de financement de la SAN depuis l'adoption du PSP ? Quelles perspectives en matière de partenariat ?	QE4
Autres facteurs internes au PAM / externe en lien avec la performance de l'activité ?	QE4

Quelles améliorations voudriez-vous voir apparaître dans le prochain PSP en matière d'assistance alimentaire ?	Transversale
--	--------------

Paquet Résilience intégré	Questions d'évaluation
Quelles sont les principaux enjeux associés à la résilience des moyens d'existence des populations souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle ? De leur résilience climatique ? Quelle est la pertinence des orientations stratégiques et des déclinaisons opérationnelles du paquet intégré résilience du PAM par rapport à ces enjeux ?	QE1
Dans quelle mesure la stratégie et le programme du PAM sur la résilience s'alignent avec les priorités gouvernementales ? Dans quelle mesure les autorités nationales (niveau central et local) sont-elles impliquées dans la formulation des orientations stratégiques ? Leur déclinaison opérationnelle ? Leur programmation ? Quel alignement de la stratégie résilience du PAM avec les orientations régionales (ex : Scale Up Sahel) ? Quelle pertinence par rapport aux orientations institutionnelles du PAM ? Quelle pertinence par rapport aux orientations stratégiques du système des Nations Unies ?	QE1
Quelle est la pertinence du ciblage géographique des activités résilience ? Quels sont les critères de sélection des sites ? Sont-ils pertinents par rapport aux besoins des communautés souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle ?	QE1
Les orientations stratégiques et déclinaisons opérationnelles sont-elles adaptées aux priorités des groupes cibles, au contexte local et aux réalités opérationnelles ?	QE1
Dans quelle mesure les communautés elles-mêmes sont-elles impliquées dans la conception de la mise en œuvre et le suivi des interventions résilience ? Les interventions du paquet résilience répondent-elles aux besoins de développement à long terme de la communauté ?	QE1
Dans quelle mesure les PCP s'intègrent aux plans communaux des sites résilience ? Quelles difficultés / perspectives ?	QE2
Les questions transversales clés (genre / redevabilité / protection / environnement) sont-elles intégrées dans les composantes du paquet résilience ? Quels effets ?	QE2
Dans quelle mesure les orientations stratégiques et les modalités d'intervention sont-elles harmonisées entre les acteurs impliqués dans des activités résilience parallèles ?	QE1
Quelle est la pertinence de l'approche du paquet intégré résilience par bassin versant / par territoire ?	QE2
Dans quelle mesure le programme a-t-il été réactif à l'évolution des situations et des besoins des populations ciblées ? Quelle adaptation suite aux restrictions sanitaires pendant la crise de la COVID-19 ?	QE1
Dans quelle mesure le paquet intégré résilience a permis d'améliorer les moyens d'existence et la SAN des populations bénéficiaires ? non bénéficiaires ? Dans quelle mesure le paquet intégré résilience a permis de renforcer la résilience climatique des communautés ciblées ?	QE2
Quels ont été les principaux résultats / aspects les plus positifs et négatifs ? Quels ont été les principaux problèmes opérationnels qui ont aidé / nui à la mise en œuvre réussie de l'opération ? Quelles opportunités de synergie avec d'autres activités non intégrées pour le moment ?	QE2
Que pense les communautés / autorités locales des activités menées ? De la synergie des activités menées ?	QE2
Qui compose les groupes à l'origine des PCP ? Quelle qualité des documents ?	QE2
Quels indicateurs ont été utilisés pour suivre les progrès du programme ? Ceux-ci pourraient-ils être améliorés ? Modifié ? Comment les conclusions et revues du S&E ont-elles été intégrées aux opérations en cours ?	QE4
Quel sont les activités de renforcement de capacité menées de la part du PAM ? Quel contenu / fréquence ? Quelle utilité par rapport aux besoins du Gouvernement / des communautés ? Quel fonctionnement en matière de partage d'information ? Quelle duplication des interventions ?	QE2
De quelles capacités le PAM pense-t-il que le Gouvernement a besoin pour effectuer cette transition ? (Inclure les compétences techniques, humaines et organisationnelles). Ancre : Ont-ils été identifiés et les personnes appropriées sont-elles impliquées pour renforcer ces capacités ?	QE2
Existe-t-il une stratégie de sortie décrivant la pérennisation du paquet résilience, l'attribution des responsabilités lors du transfert au Gouvernement ? Aux communautés ? Dans quelle mesure le paquet résilience est-il susceptible d'être maintenu après l'achèvement du financement des donateurs ?	QE2
Quel rapport cout - bénéfice entre les différentes options du paquet résilience ? Quelle étude de faisabilité ?	QE3

Dans quelle mesure les moyens logistiques employés ont-ils été efficaces ? Impact sur les résultats de l'activité ? Etes-vous satisfaits des prestataires externes intervenant sur l'activité ?	QE3
Dans quelle mesure les ressources humaines impliquées dans la gestion de cette activité ont été suffisantes ? Compétentes ? Impact sur les résultats de l'activité ?	QE3
Quelles évolutions et perspectives (opportunités / contraintes) en matière de financement de la résilience depuis l'adoption du PSP ? Quelles évolutions et perspectives en matière de partenariats stratégiques (UN / Gouvernement / ONGs) ?	QE4
Autres facteurs internes au PAM / externe en lien avec la performance de l'activité ?	QE4
Quelles améliorations voudriez-vous voir apparaître dans le prochain PSP ? Comment renforcer l'approche en synergie ? Comment renforcer l'ancrage institutionnel ? Comment renforcer l'approche conjointe entre PSA et Paquet Résilience ?	Transversale

Nutrition	Questions d'évaluation
Quels sont vos principaux axes de collaboration / rapport avec le PAM ? Depuis combien de temps ?	QE1
Quel est le degré de cohérence et d'intégration de la stratégie et des interventions du PAM dans les politiques et stratégies nationales pour la nutrition ? (Partenaires au niveau national) ?	QE1
Ces interventions reflètent-elles bien les besoins et priorités stratégiques nationales ? Quelle est votre appréciation de l'adéquation de la stratégie du PAM (PSP) avec les politiques et stratégies nationales ? Comment les besoins sont-ils évalués et réévalués ? Quel est le rôle du PAM ? La stratégie et les interventions du PAM sont-elles demeurées pertinentes au cours des 3 dernières années de façon constante, not. L'intégration de la nutrition dans le paquet résilience et les efforts de prévention de la malnutrition, la continuité de la prise en charge (continuum of care) ? (Partenaires au niveau national)	QE1
Quel est le degré de cohérence des interventions et de l'assistance proposée par le PAM avec les/vos besoins et priorités ? Avez-vous et êtes-vous impliqués dans la formulation de la stratégie du PAM et la priorisation de l'assistance (géographique et individuelle) ? (Autorités locales et bénéficiaires)	QE1
Dans quelle mesure, la stratégie et les interventions du PAM (PSP) contribuent-elles à la réalisation des objectifs nationaux et/ou locaux en matière de nutrition ? Aux besoins nutritionnels de la population / à vos besoins ? Quels sont selon vous les impacts des interventions du PAM ? (Spécifier la ou les composantes, prise en charge ou prévention, SBCC, intégrée ou spécifique)	QE2
Quelles sont les synergies développées entre la stratégie (PSP) et les interventions du PAM et les autres programmes et projets qui ciblent les besoins nutritionnels ? Est-ce que les systèmes de référencement sont clairs et efficaces ? Vous-mêmes êtes-vous impliqués dans d'autres interventions du PAM ? Lesquelles ? Comment ?	QE2
Quelle est votre appréciation de l'efficacité de la mise en œuvre ? L'assistance est-elle fournie à temps en rapport avec les/vos besoins ? Quelles sont les difficultés rencontrées et les facteurs impactant les résultats/ l'impact ? Les problèmes rencontrés (approvisionnement par exemple) sont-ils gérés efficacement par le PAM et des alternatives plus efficaces recherchées ?	QE3
Recevez-vous les informations nécessaires sur les interventions, l'assistance fournie, les critères d'inclusion et tous autres aspects des interventions du PAM ? Comment ? Etes-vous consultés régulièrement ? Comment ?	QE3
Quels sont les facteurs économiques, institutionnels et socio organisationnels favorisant la durabilité des actions entreprises en matière de nutrition ? Quels sont les facteurs influant négativement sur la durabilité ?	QE4
Quels sont les mesures ou actions à entreprendre pour favoriser la pérennité des actions (partenaires au niveau national et local) ?	Transversale
Quels sont vos constats concernant (i) les principaux enseignements de la mise en œuvre et les leçons à capitaliser, (ii) les principales faiblesses et (iii) les recommandations des mesures correctives éventuelles ?	Transversale

Alimentation scolaire	Questions d'évaluation
Quelles sont les principales contraintes existantes pour la scolarisation des enfants, y compris les différences filles/garçons, en primaire ? Quels sont les orientations stratégiques et les objectifs opérationnels des activités d'alimentation	QE1

scolaire par rapport à ces contraintes ? <i>PAM / Gouvernement / Counterpart international</i>	
Les orientations stratégiques du PAM sont-elles adaptées aux orientations nationales ? Aux besoins et capacités du Gouvernement ? Aux besoins des élèves / communautés ? Aux orientations stratégiques du système des Nations Unies ?	QE1
Quelle est la pertinence du ciblage géographique des activités d'alimentation scolaire ? <i>PAM / Gouvernement / Counterpart international</i> Quels sont les critères de sélection des écoles ? Sont-ils pertinents par rapport aux besoins ?	QE1
Les activités entreprises sont-elles adaptées aux priorités des groupes cibles, au contexte local et aux réalités opérationnelles ?	QE1
Dans quelle mesure les acteurs engagés dans l'alimentation scolaire s'alignent avec les priorités gouvernementales ?	QE1
Dans quelle mesure les communautés elles-mêmes sont-elles impliquées dans la conception de la mise en œuvre et le suivi des activités du programme ? Les composantes du programme contribuent-elles aux besoins de développement à long terme de la communauté ?	QE1
Les questions transversales clés sont-elles intégrées dans les composantes du projet ? Quelle adaptation de l'activité vis-à-vis des objectifs de genre ? De redevabilité ? De protection ? De l'environnement ?	QE1
Dans quelle mesure les modalités d'intervention (organisation de la distribution et de la cuisine, ciblage, ect) sont-elles harmonisées entre les acteurs ? Dans quelle mesure les autorités nationales (niveau central et local) sont-elles impliquées dans la programmation ?	QE1
Dans quelle mesure le programme a-t-il été réactif à l'évolution des situations et des besoins des populations ciblées ? Quelle adaptation suite à la fermeture de l'école pendant la crise de la COVID-19 ?	QE1
Dans quelle mesure les activités d'alimentation scolaire ont-elles amélioré l'accès à l'éducation et la rétention des élèves à l'école, en particulier pour les filles ? Quels ont été les impacts/aspects les plus positifs et négatifs ? Quels ont été les principaux problèmes opérationnels qui ont aidé / nuï à la mise en œuvre réussie de l'opération ? Que pense les écoles non bénéficiaires de l'activité ?	QE2
Quels sont les principaux résultats de la cantine ? Relance : respect des rations, diversité / qualité des produits consommés ; régularité des repas ; correspondance aux habitudes alimentaires de la zone, composition des repas ?	QE2
Recevez-vous à temps les vivres ? Y a-t-il des ruptures d'approvisionnement ? A quel période de l'année ? Y a-t-il des problèmes de stockage ?	QE2
Que pense les parents d'élèves / les élèves / les cuisinières du programme ? Est-ce que les parents contribuent aux repas (légumes frais, condiments, bois, argent etc.) ? Régularité et montant des contributions ?	QE2
Quelle implication des communes dans l'activité de cantine ? Des services techniques de l'éducation ?	QE2
Concernant particulièrement le genre, quel impact en matière de participation des femmes au Comité de Gestion (composition des comités) ? En matière d'autonomisation des femmes (opportunités économiques locales, prise en compte du temps bénévole et cout d'opportunité) ?	QE2
Quels indicateurs ont été utilisés pour suivre les progrès du programme ? Ceux-ci pourraient-ils être améliorés ? Modifié ? Comment les conclusions et revues du S&E ont-elles été intégrées aux opérations en cours ?	QE4
Depuis l'adoption du PSP du PAM et de l'approche intégrée des activités- qui intègre la cantine scolaire, quels changements en termes d'organisation ? Quelles difficultés de mises en œuvre ? Quelles opportunités de synergie avec d'autres activités non intégrées pour le moment ?	QE2
Quel sont les activités de renforcement de capacité menées de la part du PAM ? Quel contenu / fréquence ? Quelle utilité par rapport aux besoins du Gouvernement ? Quel fonctionnement en matière de partage d'information ?	QE2
Existe-t-il une stratégie de sortie décrivant le calendrier, l'attribution des responsabilités lors du transfert au Gouvernement ? Dans quelle mesure les activités du projet et les structures locales sont-elles susceptibles d'être maintenues après l'achèvement du financement des donateurs ?	QE2
De quelles capacités le PAM pense-t-il que le Gouvernement a besoin pour effectuer cette transition ? (Inclure les compétences techniques, humaines et organisationnelles). Ont-ils été identifiés et les personnes appropriées sont-elles impliquées pour renforcer ces capacités ?	QE2
Quel rapport cout - bénéfice entre les différentes options d'approvisionnement des cantines ? Les modalités d'approvisionnement local au travers d'un transfert monétaire / coupon ont-t-elles été envisagées ? Quelle étude de faisabilité ?	QE3
Dans quelle mesure les moyens logistiques employés ont-ils été efficaces ? Impact sur les résultats de l'activité ? Etes-vous satisfaits des prestataires transport ?	QE3
Dans quelle mesure les ressources humaines impliquées dans la gestion de cette activité ont été suffisantes ? Compétentes ? Impact sur les résultats de l'activité ?	QE3

Quelle perspective en matière de financement de l'alimentation scolaire depuis l'adoption d'une ligne de financement autonome dans la loi de finance ? Quelles perspectives en matière de partenariat ?	QE4
Autres facteurs internes au PAM / externe en lien avec la performance de l'activité ?	QE4
Quelles améliorations voudriez-vous voir apparaître dans le prochain PSP ?	Transversale

Services aériens UNHAS PAM, Ministère de l'Équipement et des Transports, les agences et sociétés concernées par le transport aérien en Mauritanie	Questions d'évaluation
Est-ce que selon vous, le service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) du PAM est pertinent (service / destination / organisation / partenariat) ? Dans quel mesure le service UNHAS contribue à la réponse aux besoins essentiels du pays et des intervenants dans le domaine de l'aide humanitaire d'urgence ou du développement (gain de temps, sécurité) ?	QE1
Pensez-vous que le service UNHAS a permis de cibler et de transporter les personnes les mieux indiquées dans le cadre de l'aide d'urgence et de développement dans les zones difficiles d'accès et en situation d'urgence ? Merci de donner les plus amples explications	QE1
Dans quelle mesure les activités du service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) sont-elles cohérentes avec l'ensemble des activités du système des Nations Unies ? Comment se passe la collaboration avec les autres agences des Nations Unies avec ce service ? Quels mécanismes de partenariat ? Quelles évolutions prévues, souhaitées ?	QE1
Alignement de la stratégie et des opérations qui sous-tendent le service UNHAS aux priorités et politiques nationales / aux orientations stratégiques du Système des Nations Unies / aux orientations du PAM ?	QE1
Pouvez-vous me décrire la manière dont les aspects de genre / protection / environnement sont pris en compte dans le cadre de du service UNHAS ?	QE1
Pouvez-vous détailler les orientations stratégiques et les mesures opérationnelles adoptées par le service UNHAS pour faire face à la crise sanitaire COVID-19 ? Quelles contributions du service UNHAS dans la gestion de cette crise COVID-19 ? Décisions et mesures prises dans le transport de malades, de matériels de prévention ou de soins ou de vaccination ? Quelles nouvelles perspectives liées à la pandémie de la COVID-19 ?	QE2
Pertinence du service UNHAS dans la gestion des crises alimentaires et autres crises	QE1
Selon vous, comment rendre ce service plus pérenne ?	QE2
Quels sont les impacts positifs de ce service aérien d'aide d'urgence ? Quels sont les enseignements majeurs à tirer de la mise en œuvre du service UNHAS ? Quelles sont les résultats majeurs tirés de l'enquête de satisfaction réalisée auprès des principaux utilisateurs UNHAS ?	QE2
Pensez-vous que les interventions du PAM dans le cadre de ce service UNHAS ont été rentables ? Veuillez donner des exemples. Quels recouvrements des coûts ? Quelles évolutions prévues / souhaitées ? Personnel navigant et avions propriétés du PAM ou loués ?	QE3
Pertinence de la stratégie et des mécanismes opérationnels de maintenance et d'entretiens ? Des denrées transportées (alimentaires / vaccines) ? De la planification opérationnelle ?	QE3
Perspectives pour renforcer les partenariats stratégiques ? Les partenariats opérationnels ? Quelles évolutions envisager ? Quelles sont les leçons tirées de la collaboration avec le Gouvernement, les sociétés et agences travaillant ou ayant autorité dans le domaine de la gestion du transport aérien	QE4

ANNEXE X : ENQUETE DES MENAGES

Enquête réalisée par l'équipe d'évaluation en octobre 2021

Dans le cadre de l'évaluation du PSP du PAM, l'IRAM a proposé parmi les outils méthodologiques de l'évaluation, une enquête statistique légère pour renseigner et caractériser les perceptions des ménages vis-à-vis des actions du PAM. Cette enquête ménage a ciblé un échantillon raisonné de 337 ménages sur 10 villages dont 5 dans la Wilaya de l'Assaba et 5 dans la Wilaya du Guidimakha. Le choix des villages dans chaque région s'est fait en concertation avec le PAM selon plusieurs critères :

- Villages appartenant à des sites résilience du PAM
- Année de démarrage des activités (2018, 2019 et 2020)

Tableau 12. Sites visités pendant l'enquête des ménages

Site	Wilaya	Moughataa	Commune	Village	Année identification résilience
Gvava Guerjeme	Assaba	Kiffa	Aghoratt	Gvava Guerjeme (Goureijma) (quartiers 1 et 2)	2019
Gueveira	Assaba	Kankossa	Sani	Gueveira	2019
Gvava Ivoulane (Gvavee Peulh)	Assaba	Kiffa	El Melgue	Gvava Ivoulane (Gvavee Peulh)	2018
Worti	Assaba	Kiffa	El Melgue	Worti (quartier 1 et 2)	2019
Thinteyna	Assaba	Kankossa	Sani	Thinteyna Edebay	2019
Berelé	Guidimakha	Ghabou	Souvi	Berelé	2019
Moutaalag Debaye	Guidimakha	Ould Yengé	Lebouly	Moutaalag Debaye	2018
Hassi Lahmar	Guidimakha	Ould Yengé	Tektake	Hassi Lahmar	2020
Mouta alag Meden	Guidimakha	Ould Yengé	Lebouly	Mouta alag Meden	2019
Souvi	Guidimakha	Ghabou	Souvi	Souvi	2020

Un questionnaire a été administré aux ménages autour de 7 grandes composantes :

- Caractéristiques socioéconomiques des ménages,
- Participation des populations aux activités du PAM
- Participation et mobilisation des femmes au sein de ces activités
- Appréciation des séances de sensibilisation
- Appréciation des modalités d'intervention
- Effets des activités
- Durabilité des activités

Ces thématiques ont été priorisées par l'équipe d'évaluation suite à la mission de terrain, afin d'approfondir et compléter la collecte de données qualitative.

Section 1. Données socioéconomiques des ménages

Les ménages enquêtés étaient répartis équitablement sur les deux régions de l'Assaba (169 chefs de ménages) et du Gudimakha (168). Dans l'échantillon, 57,4 pour cent des répondants sont des femmes contre 42,6 pour cent des hommes. Par rapport à la situation matrimoniale, la très grande majorité sont des mariés (80 pour cent). Les veufs et veuves représentent 12,7 pour cent. Comme convenu dans la méthodologie, la personne interrogée est chef de son ménage. : 92,6 pour cent des répondants déclarent

être chef de leur ménage. Relativement au nombre d'enfants par ménage, les données montrent que près de 50 pour cent ont entre 6 et 10 enfants et 37 pour cent entre 1 et 5 enfants. Les ménages ayant 1 ou 2 enfants ne sont que de 9,8 pour cent. Concernant l'occupation principale, elle est par ordre d'importance : l'agriculteur (57,7 pour cent), sans profession (26 pour cent) et le commerce (5,6 pour cent).

Perception de sa propre pauvreté. Selon l'enquête, 56,8 pour cent des répondants se considèrent comme très pauvre et 41,7 pour cent comme pauvre.

		Effectifs	Pourcentage
Valide	Très pauvre	192	56,8
	Pauvre	141	41,7
	Non pauvre	5	1,5
	Total	338	100,0

Les ménages enquêtés sont au courant des activités conduites par le PAM par le biais principalement de l'agent du PAM ou un partenaire (34,6 pour cent), de l'assemblée villageoise (36,1 pour cent) et du leader communautaire. Ces trois sources contribuent à près de 90 pour cent des sources d'information.

Comment êtes-vous informé des activités conduites par le PAM sur votre localité ?

	Effectifs	Pourcentage
Agent du PAM ou partenaire opérationnel	117	34,6
Assemblée villageoise	122	36,1
Comité	28	8,3
Leader communautaire	65	19,2
Les voisins ou autre personne de la communauté	4	1,2
Autre	2	0,6
Total	338	100,0

Le bénéfice des activités du PAM est général : 98,8 pour cent des répondants ont bénéficié d'une ou plusieurs activités du PAM. Les activités ayant bénéficié au plus grand nombre des ménages sont par ordre d'importance le cash 3A (80,5 pour cent), l'assistance alimentaire de soudure (50 pour cent), l'accès à la terre 3A (42,3 pour cent), la cantine scolaire (30,5 pour cent), le CRENAM (24,3 pour cent) et les GASPA (8,6 pour cent).

Section 2. Représentation et participation des populations dans les activités du PAM

Un tiers (33,4 pour cent) des chefs de ménage ayant répondu à l'enquête déclare être membre d'au moins un comité de gestion d'une activité du PAM. Sur les personnes qui ont répondu positivement, 46 pour cent sont des femmes. Globalement 48,5 pour cent pensent que la participation de la population dans les comités est forte et 42 pour cent la jugent moyenne. Seuls 4,1 pour cent la considèrent faible.

Est-ce que l'ensemble de la population est représenté dans ces comités et notamment les plus pauvres ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui fortement	164	48,5
Moyennement	142	42,0
Faiblement	14	4,1
Non	5	1,5
NSP	13	3,8
Total	338	100,0

La fonctionnalité des comités est reconnue. Ils sont 82 pour cent à juger les comités fonctionnels. Par rapport aux services rendus par les comités, les données révèlent l'utilité de ces structures. 82,8 pour cent considèrent que les comités rendent des services à la population.

Pensez-vous que ces comités sont fonctionnels ?

	Effectifs	Pourcentage
Oui	277	82,0
Non	31	9,2
NSP	30	8,9
Total	338	100,0

Le degré d'implication dans la conception et la mise en œuvre des actions du PAM est selon les répondants élevé. 74,3 pour cent de ces derniers pensent que les populations sont suffisamment impliquées dans le processus d'ensemble de la conception à la mise en œuvre. Un cinquième pense que cette implication est insuffisante.

Pensez-vous que les populations sont suffisamment impliquées dans la conception et la mise en œuvre des actions du PAM ?

		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	251	74,3
	Non	72	21,3
	NSP	15	4,4
	Total	338	100,0

Cependant cette perception très positive du niveau d'implication de la population générale, ne se traduit pas dans l'implication du ménage répondant dans la définition des activités mises en œuvre dans son village. 50 pour cent des ménages enquêtés déclarent avoir participé à la définition des activités. L'implication dans la mise en œuvre est plus forte que celle dans la définition des activités. 65,1 pour cent sont impliqués contre 50 pour cent d'implication dans la définition des actions.

Section 3 : Mobilisation des femmes

A la question « que pensez-vous du niveau de mobilisation des femmes dans les actions du PAM ? » 70 pour cent des femmes et 70 pour cent des hommes pensent que la mobilisation des femmes dans les activités du PAM est élevée. Sur ces derniers, un tiers des femmes et un quart des hommes pensent que ce n'est pas un problème, 31 pour cent des femmes et 40 pour cent des hommes ne se prononcent pas, et 5 pour cent des femmes et 3 pour cent des hommes pensent que c'est un problème.

Section 4 : Appréciation des séances de sensibilisation et d'information

La participation aux séances d'information/sensibilisation organisées dans le cadre du programme du PAM est importante. 54,1 pour cent des enquêtés ont participé à des séances d'information / sensibilisation, dont 64 pour cent de femmes et 36 pour cent d'hommes. Notons que 30 pour cent des personnes participantes aux séances sur l'alimentation du nourrisson sont des hommes. Ceux qui ont participé aux séances, jugent que les thèmes les plus utiles sont le lavage des mains, la prévention de la COVID-19 et l'alimentation du nourrisson.

Quel thème trouvez-vous le plus utile ?	Nb	Pourcentage
Femme		
Alimentation des femmes	16	8
Alimentation des nourrissons et enfants de moins de 2 ans	14	7
Allaitement maternelle	2	1
Autre à préciser	2	1

Education	16	8
Lavage des mains	47	24
Préparation des bouillies	1	1
Prévention COVID-19	18	9
Homme		
Alimentation des femmes	7	5
Alimentation des nourrissons et enfants de moins de 2 ans	6	4
Allaitement maternelle	1	1
Education	16	11
Lavage des mains	18	13
Prévention COVID-19	18	13

Depuis le Ramadan 2020, 18 pour cent ont participé à 1 ou 2 séances, 15,7 pour cent entre 3 et 4 séances.

La méthode de sensibilisation préférée est l'assemblée villageoise (47,9 pour cent), pour les hommes comme pour les femmes, suivie de la méthode de sensibilisation par approche individuelle (20,1 pour cent), avant les séances organisées en groupes d'hommes ou de femmes.

La tendance à reproduire certaines pratiques apprises est importante. 58,6 pour cent reproduisent certaines pratiques qu'ils ont appris (62 pour cent des femmes et 54 pour cent des hommes).

Section 5. Préférence des ménages en matière de modalités d'intervention

Pour répondre au mieux aux besoins des ménages et des communautés, l'assistance soudure doit débiter au mois de mai pour 27,2 pour cent des répondant (un tiers des femmes), au mois de juin pour 14,5 pour cent et au mois d'août pour 11,2 pour cent. La période la mieux indiquée pour le début de l'assistance est donc mai- juin- juillet – août avec 61,2 pour cent. Il faut souligner que le mois d'octobre est le plus indiqué pour 21,6 pour cent des répondants.

Le cash est largement la modalité d'assistance privilégiée par la population enquêtée : 86 pour cent des hommes et 90 pour cent des femmes le préfèrent. 62,4 pour cent des répondants déclarent préférer une fréquence mensuelle en cas de versement, 69 pour cent de femmes, 54 pour cent d'hommes. Quarante pour cent des hommes préféreraient un versement unique (24 pour cent des femmes).

Dans l'Assaba et le Guidimakha, la période en mois où les enfants malnutris ont le plus besoin d'accès aux intrants MAM sont les mois de Mai et juin.

La période où le cash est le plus utile est la période avril - juin (36,4 pour cent), part équivalente pour les hommes et pour les femmes, suivie de la période octobre à décembre (29,6 pour cent). La période la moins souhaitable selon l'enquête est le début d'année (janvier – mars). 21 pour cent des femmes et 23 pour cent des hommes souhaitent être appuyé entre juillet et septembre.

Selon vous, quelle serait la période où le cash for work est le plus utile pour vous ?

		Effectifs	Pourcentage
Valide	Janvier-Mars	42	12,4
	Avril-Juin	123	36,4
	Juillet-septembre	73	21,6
	Octobre-Décembre	100	29,6
	Total	338	100,0

Les données sur l'utilisation du cash montrent qu'il est destiné principalement à l'achat des produits alimentaires. En effet, 63,9 pour cent (homme comme femme) utilisent le cash for work pour acheter de la nourriture et 5,5 pour cent pour rembourser les dettes. Le cash a donc essentiellement une fonction d'alimentation.

Si vous avez reçu du cash for work, comment l'avez-vous utilisé principalement ?

		Effectifs	Pourcentage
Valide	Achat alimentaire	216	63,9
	Remboursement de dette	17	5,0
	Dépense de santé	11	3,3
	Dépense éducation	2	0,6
	Dépense pour la maison	13	3,8
	Dépense sociale	6	1,8
	Petit bétail	6	1,8
	Autre	1	0,3
	Total	272	80,5
Manquante	Système manquant	66	19,5
Total		338	100,0

Section 6. Effet des activités du PAM

Les effets des activités du PAM se manifestent principalement au travers de :

- la réduction de la malnutrition (66 pour cent des femmes et 58 pour cent des hommes)
- le remboursement des dettes (39 pour cent des femmes et 42 pour cent des hommes) ; seul 6,5 pour cent parle d'amélioration de la capacité d'endettement.
- la réduction des maladies infantiles (- 41 pour cent des filles et - 27 pour cent pour les garçons)
- uniquement une personne sur cinq a parlé d'amélioration de la scolarisation des enfants.
- l'augmentation de la production agricole est citée comme un effet des activités du PAM par 36 pour cent des hommes (14 pour cent seulement des femmes). 22 pour cent des hommes citent également l'augmentation de la production fourragère. Les femmes ne citent pas non plus la création d'activité génératrice de revenu (seulement 11 pour cent des femmes pensent que les activités du PAM ont cet effet). Seul 15 pour cent des hommes et 7 pour cent des femmes pensent que la population a un meilleur accès à l'eau.

Peu d'effets sont ressentis sur un éventuel renforcement de la cohésion sociale ou d'éventuelles tensions liées au ciblage.

Section 7. Durabilité des activités du PAM

Trente-deux pour cent des répondants déclarent avoir participer aux actions de formation dispensées sur la gestion et la maintenance des microprojets et infrastructures. Les formations ont été appréciées par les populations qui y ont assisté : 90 pour cent des femmes et 96 pour cent des hommes pensent qu'elles ont permis d'améliorer la gestion et l'entretien des infrastructures.

A la question « Dans votre village, est-ce que les ouvrages du PAM ont été réparés et entretenus par la communauté sans l'appui du programme ? », 57,1 pour cent des répondants (53 pour cent des femmes et 63 pour cent des hommes) affirment que les ouvrages ont été réparés et entretenus par la communauté sans l'appui du programme.

Les infrastructures et activités génératrices de revenu sont pertinentes et ont eu des effets certains sur l'amélioration des revenus. Quatre-vingt-quatre pour cent des hommes et 84 pour cent des femmes ont connu une amélioration des revenus grâce à ces infrastructures et activités génératrices de revenu.

ANNEXE XI : ANALYSE COMPLEMENTAIRE SUR LES PARTENARIATS ET LES COLLABORATIONS

Tableau 13. Contenu des partenariats du PAM avec les acteurs des Nations Unis

Partenaires	Contenu des partenariats
Peace Building Fund PAM / FAO	Etabli dans trois communes du Guidimakha (Souvi, Bouli, Baedian). L'absence de représentant en continu depuis 2018 à la FAO n'a pas permis la construction de partenariats stratégiques aussi étendus qu'ils auraient pu l'être entre les deux agences.
Programme conjoint financé par le Fonds Sustainable Development Fund PAM / BIT / UNICEF	Ce projet pilote, développé dans le Guidimakha, vise à articuler un modèle de protection sociale intégrée et à produire des preuves pour alimenter la prochaine stratégie nationale de protection sociale : l'Organisation Internationale du Travail se concentre sur le renforcement et l'extension d'assurance sociale des travailleurs de l'économie informelle ; l'UNICEF propose un accompagnement technique de l'Etat sur les questions de protection de l'enfance, d'assistance sociale et d'accès aux services sociaux de base ; le PAM se concentre sur l'articulation des filets sociaux protectifs et productifs au sein du modèle et l'utilisation appropriée du registre social comme base de ciblage. La mise en œuvre du programme a pris du retard en raison de la crise sanitaire.
Partenariat PAM / Fonds des Nations Unies pour la population	Cet accord PAM- Fonds des Nations Unies pour la population vise à répondre sur les sites d'intervention communs (HEG, HEC, Assaba, Gorgol et Guidimakha) aux besoins des personnes vulnérables, et en particulier des femmes et adolescentes. En 2020, le BP a également été un membre actif du groupe de travail des Nations Unies pour la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et a participé à l'élaboration et à la mise en œuvre de son plan d'action.
Partenariat PAM / ONGs internationales	Un partenariat a été établi avec Oxfam et ACF Espagne pour mettre en place des sites sentinelles communautaires initiant le système national d'alerte précoce dans quatre régions (Brakna, Guidimakha, HoC, HoG). Ces partenariats ont été établis dans le cadre d'un financement DIPECHO pour une période de 18 mois, renouvelable une fois. La deuxième phase démarrait au moment de l'évaluation.

Tableau 14 Autres partenariats développés par le PAM Mauritanie sur la période évaluée

Partenaires	Contenu du partenariat
PAM / FAO Résilience	Le PAM et la FAO interviennent en complémentarité sur le projet conjoint de "consolidation de la paix à travers le renforcement de la cohésion sociale et l'amélioration de l'accès équitable aux ressources naturelles dans les zones frontalières du Guidimakha" financé par le <i>Peace Building Fund</i> pour une période de 18 mois à compter de septembre 2020. Ce projet s'intègre dans le cadre de la stratégie intégrée pour le Sahel (United Nations Integrated Strategy for the Sahel) du G5 Sahel autour de l'axe Résilience. Il a pris du retard, avec l'arrivée tardive du responsable du projet en janvier 2021.
Université de Nouakchott Résilience	Le PAM a par ailleurs signé un protocole d'accord avec l'Université de Nouakchott associé au domaine de la résilience. Ainsi la méthodologie PCP est dorénavant intégrée au cursus de formation et des opportunités sont proposées aux étudiants pour réaliser des thèses et stages professionnels avec le PAM. Ce partenariat s'intègre dans un cadre plus large de partenariats sahéliens sur la résilience. Il constitue également un facteur de durabilité. La Mauritanie est plutôt moins avancée que les autres pays sur ce volet. Un livre a déjà été compilé présentant plusieurs extraits des thèses réalisées dans ce cadre.
PNUD Genre	De nombreuses synergies sont envisagées entre le PAM et le PNUD, et un projet conjoint est en cours d'élaboration dans le domaine du Genre. Le PNUD commence à s'engager sur les aspects de coordination dans le HeC, lequel pourrait être largement étendu dans le pays.

Figure 31. Changement de paradigme pour un Sahel résilient. Concept des 4C / 4S

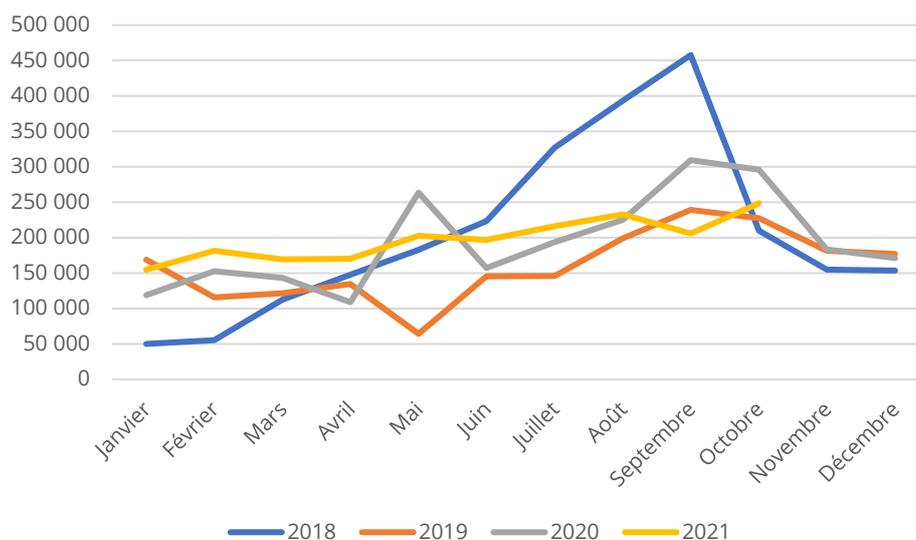


Source : PAM. Bureau Régional de Dakar. *Scaling up for resilient individuals, communities and systems in the Sahel*. Nov 2018.

ANNEXE XII : ANALYSE DES DONNEES ET INDICATEURS ASSOCIES A L'EFFICACITE DES INTERVENTIONS

Cette annexe présente l'analyse des données et des indicateurs issus des documents de programmation et révisions budgétaires, des bases COMET du PAM de 2018 à 2020, des rapports annuels pays, des analyses PDM. Elle permet d'apporter des compléments d'informations relatives au critère d'efficacité dans l'atteinte des objectifs spécifiques et résultats attendus, étudié dans la section 2.1.2 du rapport. Cette annexe traite des performances du PSPPT et du PSP en matière A) de bénéficiaires atteints, B) des modalités de transfert utilisés, C) des produits et résultats atteints par activité.

Figure 32. Evolution du nombre de bénéficiaires atteints, par mois (2018-2021)

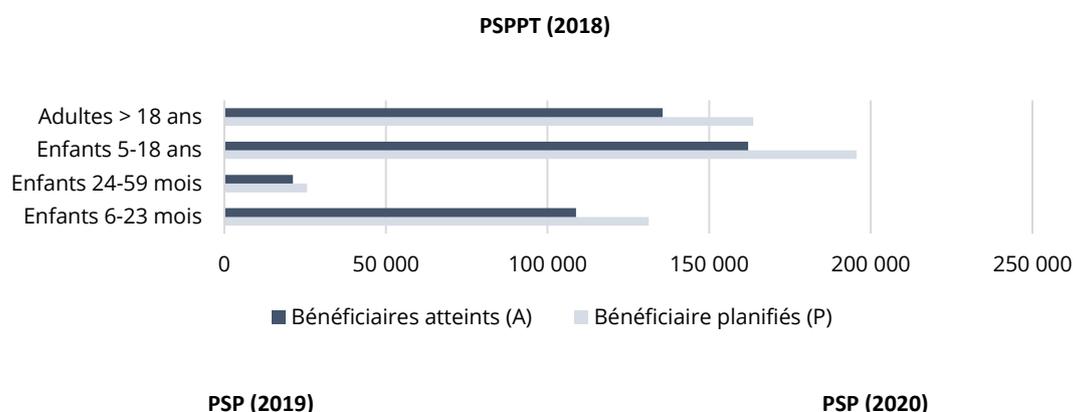


Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-A003_Actuals-Beneficiaries detailed monthly. Données extraites le 26 Novembre.

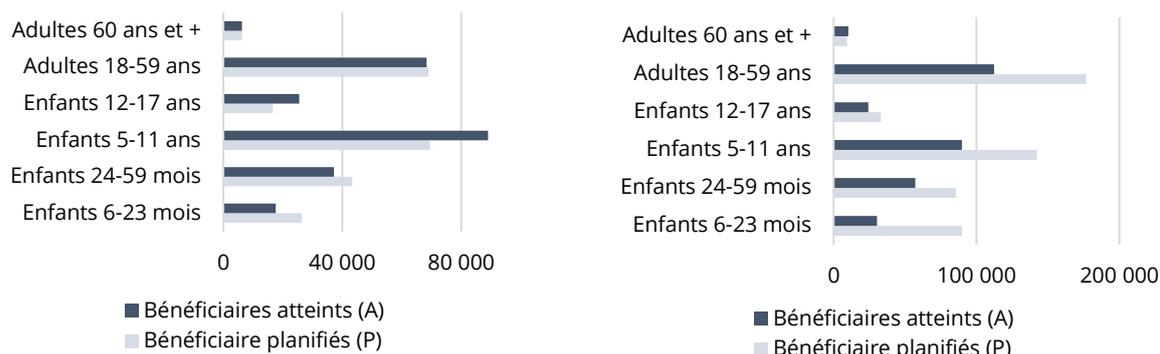
Section 1. Profil des bénéficiaires des activités du PAM

Répartition des bénéficiaires par catégorie d'âge¹⁰⁷

Figure 33 : Nombre de bénéficiaires atteints vs planifiés par catégorie d'âge



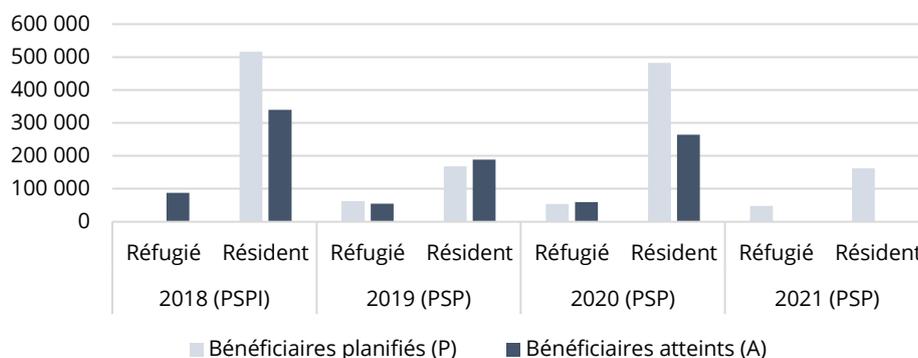
¹⁰⁷ Les catégories d'âge ont évolué entre le PSPPT et le PSP, deux catégories ayant été ajoutés pour le PSP (la catégorie 5-11 ans et la catégorie adultes 60 ans et plus).



Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021

Répartition des bénéficiaires par statut de résidence

Figure 34. Nombre de bénéficiaires des interventions du PAM par statut de résidence (2018-2021)



Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021

Tableau 15. Nombre de bénéficiaires planifiés et atteints par activité (2018, 2019, et 2020)

Année	Effet direct stratégique	Activités	Bénéficiaires planifiés	Bénéficiaires atteints	Somme de % Actual v. Planned (Total)
2018	EDS1	A2 Cantines scolaires	75.300	59.259	78,7
		A3 Assistance alimentaire réfugié	63.500	59.783	94,1
	EDS2	A4 Assistance nutritionnelle réfugié	8544	6305	73,8
		A9 Transferts de ressources_ population vulnérable	506.421	363.279	71,7
	EDS4	A6 Appui résilience - création d'actif	31.439	27.060	86,1
2019	EDS1	A1 Paquet intégré réfugié	107.810	67.486	62,6
		A8 Transferts de ressources inconditionnels	0	-	-
	EDS2	A2 Transferts de ressources ménage en insécurité alimentaire	80.500	103.258	128,3
		A3 Cantines scolaires	46.566	47.470	101,9
	EDS3	A4 Traitement malnutrition	41.661	17.591	42,2
	EDS4	A5 Appui résilience - création d'actif	52.500	26.475	50,4
2020	EDS1	A1 Paquet intégré réfugié	72.467	71.465	98,6
		A8 Transferts de ressources inconditionnels	275.000	36.306	13,2

EDS2	A2 Transferts de ressources ménage en insécurité alimentaire	180.400	29.4992	163,5
	A3 Cantines scolaires	47.684	48.561	101,8
EDS3	A4 Traitement malnutrition	53.920	36.086	66,9
EDS4	A5 Appui résilience - création d'actif	40.000	25.874	64,7

Source : Equipe d'évaluation, données COMET, CM-R020 Annual Country Beneficiaries. Données extraites le 26 Novembre 2021

Section 2 : Analyses complémentaires des produits (*output*) et résultats (*outcome*) planifiés et atteints par activité

Appui aux réfugiés - Activité 1 (PSP) et Activités 3 et 4 (PSPPT)

Tableau 16. Performance de l'appui aux réfugiés

Appui aux réfugiés	2018 Activités 3 et 4	2019 Activité 1	2020 Activité 1
Outcome			
Indicateur rapporté	29/29	29/29	21/21
Cible atteinte	10 (34%)	21 (72%)	13 (61%)
Output			
Indicateurs rapporté	3/3	16/18	16/17
Cible atteinte (>90%)	1 (33%)	5 (31%)	7 (43%)
Cible atteinte (<90 % & >50%)	2 (66%)	11 (69%)	5 (31%)
Cible atteinte (<50%)	0 (0%)	0 (0%)	4 (25%)

Source : ACR 2018, 2019, 2020

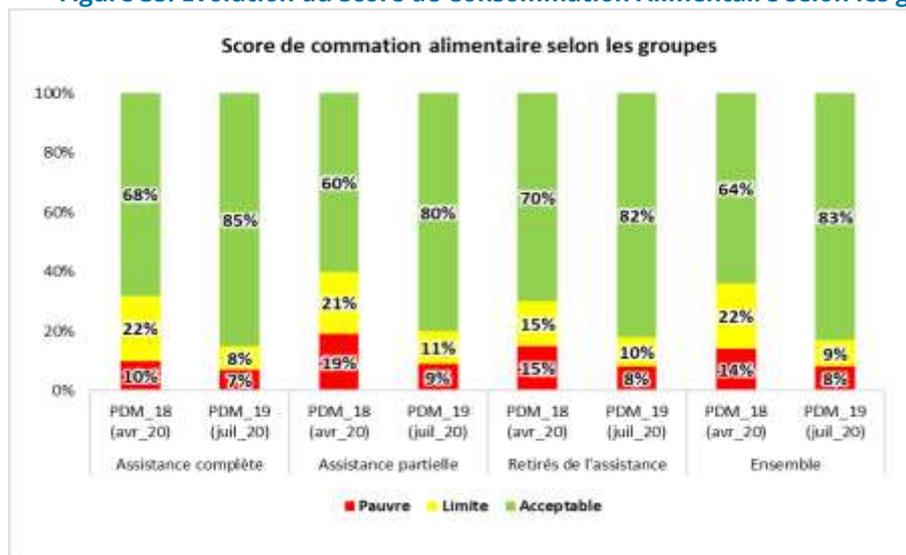
Compléments d'analyse sur les indicateurs de résultat (*outcome*) de l'activité 1

En ce qui concerne les résultats de l'activité 1, les taux de réalisation des sous-composantes nutrition sont partiels que ce soit en matière de prévention ou de traitement de la malnutrition (entre 51 et 68 pour cent pour 2019 et 30 et 81 pour cent des bénéficiaires ciblés en 2020). Seul l'indicateur lié au traitement de la malnutrition des FEFA s'améliore en 2020. Dans le camp de Mbera, les indices de score nutritionnel (non suivi en 2020) sont en dessous de la valeur cible pour 3 des 9 indicateurs renseignés. Les indicateurs liés aux résultats de la cantine (taux d'inscription, ratio garçons - filles, taux de décrochage) se sont détériorés en 2020 par rapport à 2019 où l'ensemble des seuils cibles avaient été atteints. Dans la région de Bassikounou, les 4 indicateurs de stratégies d'adaptation n'atteignaient pas les valeurs ciblées en 2019, ils se sont améliorés en 2020. Enfin, les effets en matière de lutte contre la malnutrition ont atteint les seuils fixés, que cela soit en 2019 et en 2020. Les effets induits de l'activité 8 en revanche ne sont pas renseignés.

Compléments d'analyse sur les résultats des PDM de l'activité 1

La majorité de la population réfugiée continuent néanmoins d'avoir un score de consommation alimentaire acceptable (87 pour cent en Avril 2018, 67 pour cent en Juillet 2019, 64 pour cent en Avril 2020), grâce à l'assistance alimentaire, même si elle doit s'adapter aux ressources disponibles. Les stratégies d'adaptation restent majoritairement en phases de stress ou de crise, confirmant un accès limité à des stratégies alternatives plus positives et productives. Il est important de noter qu'en 2020, les scores de consommation alimentaire sont similaires dans les différents groupes de population, qu'ils reçoivent une assistance complète, partielle ou plus d'assistance, appuyant la stratégie de classification mise en place par le PAM. La diversité alimentaire est également acceptable pour plus de 80 pour cent de la population en 2020. Elle connaît néanmoins d'importantes variations entre groupes de ménages et périodes de distribution.

Figure 35. Evolution du Score de Consommation Alimentaire selon les groupes (2020)



Source : PDM 19, Mbera, Juillet 2020

Assistance Alimentaire Inconditionnelle - Activité 2 (PSP) et Activités 1 et 9 (PSPT)

Tableau 17 Performance de l'assistance alimentaire inconditionnelle

Assistance Alimentaire	2018 Activités 1 et 9	2019 Activité 2	2020 Activité 2
Outcome			
Indicateur rapporté	5/5	19/19	11/11
Cible atteinte	3 (60%)	9 (47%)	10 (91%)
Output			
Indicateurs rapporté	1/2	9/9	14/15
Cible atteinte (>90%)	0 (0%)	2 (22,5%)	12 (86%)
Cible atteinte (<90 % & >50%)	1 (100%)	5 (55%)	1 (7%)
Cible atteinte (<50%)	0 (0%)	2 (22,5%)	1 (7%)

Source : ACR 2018, 2019, 2020

En ce qui concerne l'activité 2 sur les deux années, le taux de réalisation a été dépassé pour les indicateurs de transfert de ressources monétaires. Ce taux est faible pour ce qui concerne la part de distribution de ressources en nature en 2019 (54 pour cent, pas de bénéficiaire sous cette forme de transfert en 2020). L'objectif de la distribution de nourriture fortifiée est par contre atteint en 2020. Par ailleurs, 4 scores nutritionnels sur 9 ne sont pas atteints en 2019. Pour les scores de consommation, même si pour certains les seuils cibles sont atteints, ils ont en majorité diminué entre 2019 et 2020. Les indices de mesure de l'utilisation des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence se sont par contre améliorés entre 2019 et 2020 : l'utilisation de stratégies d'urgence ou de crise ont diminué et atteignent les seuils fixés, au contraire de l'utilisation de stratégie de stress dont le seuil fixé n'a pas été atteint.

En termes de performance des indicateurs de résultats, on note que les objectifs en matière de score de consommation alimentaire sont atteints en 2019 et 2020. Selon le PDM du Tagant en juillet 2020, le bilan est plus nuancé : s'il existe une amélioration du nombre de ménages passant d'un score de consommation alimentaire de limite à acceptable, il existe aussi une augmentation défavorable du nombre de ménages passant d'un score alimentaire de limite à faible. Les indices de mesure de l'utilisation des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence se sont améliorés entre

2019 et 2020 : l'utilisation de stratégies d'urgence ou de crise ont diminué¹⁰⁸ et atteignent les seuils fixés, au contraire de l'utilisation de stratégie de stress dont le seuil fixé n'a pas été atteint. La diversification alimentaire des ménages s'est améliorée en 2020, notamment dans le Tagant¹⁰⁹.

Selon les résultats de l'enquête post soudure de 2019 réalisée dans les wilayas de HEC, HEG, Guidimakha, Gorgol et Brakna : l'essentiel des dépenses effectuées par les ménages avec le cash reçu est consacré à l'achat de vivres (91 pour cent), au remboursement des dettes (72 pour cent), aux dépenses de santé, frais de communication et dépenses pour l'éducation avec respectivement (50, 46 et 44 pour cent).

Le montant du cash adapté a été classé en fonction de la taille du ménage en trois catégories (1-4 personnes : 1.600 MRU/mois ; 5-6 personnes : 2.400 MRU/mois ; 7 personnes et plus : 3.600 MRU).

Alimentation scolaire - Activité 3 (PSP) et Activité 2 (PSPPT)

Tableau 18. Performance de l'alimentation scolaire

Alimentation scolaire	2018 Activité 2	2019 Activité 3	2020 Activité 3
Outcome			
Indicateur rapporté	0	5/5	5/5
Cible atteinte		2 (40%)	0 (0%)
Output			
Indicateurs rapporté	4/4	5/5	5/5
Cible atteinte (>90%)	3 (75%)	3 (60%)	4 (80%)
Cible atteinte (<90 % & >50%)	1 (25%)	2 (40%)	0 (0%)
Cible atteinte (<50%)	0 (0%)	0 (0%)	1 (20%)

Source : ACR 2018, 2019, 2020

Résultat de la performance des cantines scolaires selon les rapports de mission et les groupes de discussion menés avec les parents d'élèves et les membres des comités de gestion :

- Amélioration entre 2018 et 2021 du fonctionnement de la cantine : Les rapports de 2017 et 2018¹¹⁰ soulignent des difficultés importantes de gestion de la cantine (surplus important, manque de matériel pour mesurer les rations, manque de formation...). Les rapports de 2021 insistent sur le fait que les deux repas sont fournis, que les comités de gestion sont fonctionnels et que le nombre de jours d'école où la cantine fonctionne est satisfaisant. Les populations bénéficiaires et des comités de gestion rencontrés pendant la mission de terrain confirment ces résultats.
- Problème limité de surestimation des effectifs dans les écoles à cantine. La vérification de la liste des écoles et des effectifs de chacune par la Direction Régionale de l'Education Nationale semble limiter le problème de surestimation du nombre d'élèves déclarés dans les écoles bénéficiaires.

¹⁰⁸ Le rapport post soudure de ECHO de Novembre 2019 indique une baisse significative du niveau de recours aux stratégies d'adaptation d'urgence entre la Baseline et la Endline, la part de ménages utilisant ces stratégies passant de 51% à 29% entre juin et octobre 2019. Dans le Tagant, les ménages ont également adopté en Juillet 2020 moins de stratégies de crise et d'urgence comparé au mois de Mai 2020. Par ailleurs, les ménages ont beaucoup plus recouru à des stratégies dites de stress en achetant de la nourriture à crédit ou en vendant leurs biens non productifs (environ 8 ménages sur 10).

¹⁰⁹ PDM (2020) réalisés dans le Guidimakha et dans le Tagant.

¹¹⁰ Les deux rapports mis à disposition de l'EE pour 2017 et 2018 concernent uniquement la wilaya du Hodh El Charghi. La production de rapport s'est renforcée à partir de 2021 où trois missions ont été organisées dans le Guidimakha et dans le Hodh El Charghi.

- Les vivres livrés correspondent en quantité et en qualité aux besoins pour fournir deux repas par jour aux enfants, selon les comités de gestion. Seuls quelques comités de gestion dans le HEC soulignent un manque en matière de légumineuses fournies. Aucune information concernant un problème de qualité des vivres livrées n'a été mentionnée.
- Les produits fournis correspondent aux habitudes alimentaires des populations. Seul le CSB donné en bouillie aux enfants pour le premier repas n'est pas apprécié, les cuisinières ajoutant généralement du sucre afin qu'elle soit consommée. Ce problème ne semble pas impacter le niveau de consommation de la ressource : selon le rapport de mission de mai 2021 réalisé par le PAM, le CSB livré en février 2021 est entièrement consommé.
- La cantine scolaire améliore indirectement la santé des élèves : les élèves tombent moins souvent malades selon les parents d'élèves : "l'école est devenue une seconde famille qui prend soin des enfants et de leur santé" (Village de Garfa Ehel Jeilani, dans le Guidimakha).
- Des problèmes de mise à disposition d'unité de mesure ont été soulevés dans certaines écoles (confirmés dans les rapports de mission du 2021)
- Parmi les contraintes mentionnées, il y a le temps de collecte de l'eau (parfois éloigné de plusieurs km) et le temps de collecte du bois utilisé pour la cuisson. Le PAM a le projet de déployer des foyers améliorés, permettant de réduire la consommation de bois, mais cette innovation n'a pas encore été mise en place. Elle permettrait pourtant de réduire le temps de collecte ainsi que la pression sur les ressources.
- Aucun aménagement spécifique n'a été mis en place pour permettre l'accueil des enfants vivant avec un handicap physique.
- La nécessité de renforcer la formation continue des gestionnaires de la cantine a été souligné.

Prévention et traitement de la MAM Activité 4 (PSP) et Activité 5 (PSPPT)

Tableau 19. Performance de la prévention et traitement de la malnutrition modérée

Prévention et traitement MAM	2018 Activité 5	2019 Activité 4	2020 Activité 4
Outcome			
Indicateur rapporté	4/4	5/5	5/5
Cible atteinte	4 (100%)	3 (60%)	4 (80%)
Output			
Indicateurs rapporté	3/3	7/10	8/10
Cible atteinte (>90%)	3 (100%)	0 (0%)	4 (50%)
Cible atteinte (<90 % & >50%)	0 (0%)	1 (14%)	3 (37%)
Cible atteinte (<50%)	0 (0%)	6 (86%)	1 (12%)

Source : ACR 2018, 2019, 2020

En ce qui concerne l'activité 4 (EDS3), les taux de réalisation s'améliorent entre 2019 et 2020. Si autour de 40 pour cent des bénéficiaires planifiés en 2019 ont effectivement reçu une assistance en matière de prévention et de traitement de la malnutrition, ce taux s'élève en 2020 à 61 pour cent en ce qui concerne les enfants assistés, le taux étant dépassé pour la cible des FEFA. Le pourcentage de nourriture planifiée effectivement distribuée s'est amélioré entre 2019 et 2020 (de 30 à 86 pour cent). Le constat est le même en ce qui concerne les produits alimentaires fortifiés (43 pour cent de l'objectif planifié réalisé en 2019, objectif dépassé en 2020). La performance en matière d'appui aux centres de santé s'est également améliorée : en 2019, 66 pour cent des centres planifiés sont appuyés (165 sur 250 établissements planifiés).

En 2020, l'objectif a été largement dépassé : sur les 250 planifiés, 772 centres de santé ont été appuyés (réalisation multipliée par 3).

Concernant l'activité 4, les résultats des interventions en prévention et traitement de la malnutrition se sont améliorés entre 2019 et 2020 sur deux indicateurs (taux de récupération après traitement et taux de non-réponse au traitement). Les deux autres indicateurs n'ont pas été suivis (indiqués comme "0"). La couverture de la population éligible devant pouvoir bénéficier de ces interventions a par contre diminué entre les deux années.

Assistance alimentaire pour création d'actifs. Activité 5 (PSP) et Activité 6 (PSPPT)

Tableau 20. Performance des indicateurs de l'assistance alimentaire pour création d'actifs (3A)

Assistance alimentaire pour création d'actifs (3A)	2018 Activité 6	2019 Activité 5	2020 Activité 5
Outcome			
Indicateur rapporté	9/9	18/18	9/9
Cible atteinte	3/9 (33%)	11/18 (61%)	4/9 (44%)
Output			
Indicateurs rapporté	2/2	11/11	9/10
Cible atteinte (>90%)	1/2 (50%)	8/11 (73%)	2/9 (22%)
Cible atteinte (<90 % & >50%)	1/2 (50%)	2/11 (18%)	4/9 (44%)
Cible atteinte (<50%)	0/2	1/11 (9%)	3/9 (33%)

Source : ACR 2018, 2019, 2020

En 2019, les 6 indicateurs de score nutritionnels (sur 9) qui ne sont pas atteints sont : les scores de consommation alimentaire et les indices mesurant le pourcentage de ménage utilisant des stratégies de stress ou ceux n'utilisant pas de stratégie d'adaptation (les deux autres indicateurs liés à la stratégie d'urgence et de crise ont atteint les seuils cibles). En 2020, l'analyse de ces indicateurs indique que 7 de ces indicateurs sur 10 ne sont pas atteints : 3 indicateurs mesurant les scores de consommation alimentaire, 2 indices mesurant le pourcentage de ménage utilisant des stratégies de stress ou ceux n'utilisant pas de stratégie d'adaptation (les deux autres indicateurs liés à la stratégie d'urgence et de crise ont atteint les seuils cibles), l'index de consommation basé sur une stratégie d'adaptation ainsi que la proportion de la population dans les communautés ciblées déclarant bénéficier d'une base d'actifs de moyens de subsistance améliorée.

Les actifs réalisés étaient des priorités identifiées lors de l'élaboration des PCP visant à répondre aux besoins prioritaires des communautés en termes d'infrastructures agropastorales à réaliser. Si l'ensemble des cibles avaient été atteintes en 2019, ce n'est plus le cas pour 3 indicateurs (sur 6 indicateurs au total) en 2020. Au total en 2020 il y a eu 397 ha de terres agricoles réhabilités (pour un potentiel productif devant couvrir les besoins d'environ 1 600 ménages), 10 m³ de compost produit, 277 ha de demi-lunes créés, 21 bassins d'eau construits ou réhabilités, 2,5 ha de potagers aménagés et 108 km de digues et petites digues construites. Pour protéger ces terres réhabilitées, 35 km de clôtures ont été installées afin de permettre la production agricole en évitant la divagation des animaux.

En ce qui concerne le transfert de ressources et la création d'actifs, les principaux effets mentionnés lors des entretiens en focus groups dans les villages sont les suivants :

- Augmentation de la production, multipliée par deux à trois, entraînant l'amélioration du niveau de sécurité alimentaire et nutritionnel des communautés, plus d'un tiers des sites ont dépassé l'autoconsommation¹¹¹ (TdC H6). Ex : village de Hsey Sidi, constat de 2 mois de disponibilité fourragère supplémentaires). Malheureusement les terres récupérées ont été peu productives

¹¹¹ Entretien PAM avec l'Activity Manager de l'activité 5

cette année, du fait d'un manque et d'un retard des pluies, principalement dans l'Assaba, mais aussi cité dans le Guidimakha (ex : village de Garfa Ehel Jeilani).

- Réduction de la migration du fait principalement des activités rémunératrices proposées, et à termes des moyens suffisants générés, grâce à l'augmentation envisagée de la production générée (ex : dans le village de Chtib, commune de Melgue, les activités de création d'actifs ont évité la migration saisonnière des hommes et des femmes, permettant aux enfants une continuité dans leur scolarité). L'atelier de revue 3A a mentionné comme témoignage des communautés le "maintien des populations (jeunes) dans leur terroir donc lutte contre l'exode rural"¹¹².
- Renforcement de la cohésion sociale et réduction des tensions, grâce aux actifs créés conjointement, à la réduction de la compétition sur les ressources naturelles, et réduction des tensions entre agriculteurs et éleveurs grâce aux clôtures installées. Le ciblage inclusif permet de cibler l'ensemble des ethnies et catégories sociales de la communauté, évitant toute discrimination.
- Recharge de l'eau dans les nappes souterraines, grâce à l'utilisation de techniques de CES/DRS, particulièrement essentiel dans des contextes où l'eau représente le principal besoin des communautés, et une raison majeure de migration définitive des ménages voire du village. Exemple : dans le village de Worthy, avant la création du barrage, l'eau se trouvait à une profondeur de 24 m, tandis qu'elle se situe maintenant à 12 m de profondeur avec un débit bien plus important. Sans cette intervention du PAM, le village aurait migré, du fait du manque d'accès à l'eau.
- Apprentissage de nouvelles techniques de CES/DRS. Particulièrement adaptées aux contextes arides, pour lutter contre la désertification et l'érosion des sols et ainsi renforcer la résilience climatique des populations. Dans l'ensemble, 570 acteurs (ONG, services techniques, agences ONU, dirigeants communautaires, etc.) ont été formés. La technique de demi-lunes est particulièrement appréciée (focus group).

Dans quatre villages, le PAM a organisé en partenariat avec l'Organisation Internationale du Travail, deux sessions de formations auprès de 65 jeunes sur les techniques de fabrication de gabion à utiliser dans les aménagements de bassins versants (digues, diguettes, barrages, seuils, etc.) Cela afin de leur permettre de développer la production et la vente locale de gabions à partir de coopératives. De plus, en 2020, un boot camp a été organisé dans la région du Guidimakha pour former 23 acteurs techniques et communautaires.

Un comité de villageois est créé pour l'activité 5, composé d'autant d'hommes que de femmes. Les comités associés aux différentes activités du paquet résilience n'ont pas de lien entre eux ce qui ne favorise pas la mise en synergie des activités.

L'activité 3A constitue le socle du paquet résilience, ses conditions de déploiement orientant le ciblage des zones d'interventions, il s'agit de la première activité déployée du paquet sur la base de critères de vulnérabilité et d'opportunités agroécologiques, ce qui est cohérent et pertinent. Le paquet résilience a été déployé récemment, et représente une opportunité pour renforcer de façon significative et durable la résilience des communautés. Le déploiement du volet SAMS représente une opportunité pour renforcer les synergies entre activités du paquet résilience, par exemple par la valorisation d'une partie de la production agricole dans l'alimentation scolaire (comme mentionné dans le PSP) ou la production d'aliments nutritionnels.

Les activités de 3A s'adaptent au contexte en intégrant des actifs relatifs au contexte agricole (ex : réhabilitation de terres agricoles) ou au contexte pastoral (ex : mise en place de pare feux). Cependant, les spécificités en termes de structure d'organisation, de mouvements, du milieu pastoral, ne semblent pas toujours suffisamment intégrées pour répondre au mieux aux contraintes de l'organisation pastorale (ex : contraintes liées à la mobilité, spécificités culturelles, etc.)

Appui institutionnel. Activité 6 (PSP) et Activité 8 (PSPPT)

¹¹² PAM. Atelier de revue après actions des activités du programme 3A. Rapport de synthèse. Janvier 2020. Kiffa

Tableau 21 : Performance des indicateurs de l'appui institutionnel

Appui institutionnel	2018 Activité 8	2019 Activité 6	2020 Activité 6
Outcome			
Indicateur rapporté	Non existant	2/2	2/2
Cible atteinte		2/2 (90%)	1/2 (50%)
Output			
Indicateurs rapporté	4/4	3/3	3/3
Cible atteinte (>90%)	3/4 (75%)	3/3 (100%)	3/3 (100%)
Cible atteinte (<90 % & >50%)			
Cible atteinte (<50%)	1/4 (25%)		

Source : ACR 2018, 2019, 2020

Pour cette activité, seuls trois indicateurs sont reportés (nombre d'activité d'assistance technique, nombre de formation/atelier organisé et nombre de structure renforcée). Sur 2019 comme sur 2020, les objectifs sont atteints, et sur 2018, 3 indicateurs sur 4 sont atteints. L'indicateur nombre de personnes intégrées au système de protection sociale grâce à l'activité 6 de renforcement de capacité n'atteint pas le seuil fixé mais s'améliore entre 2019 et 2020.

Pour ce qui concerne les sites sentinelles, certaines données sont plus difficiles à collecter par les communautés (ex: données sur la nutrition) et parfois chronophages (ex: données sur les marchés, collectés par téléphone). Les problèmes de réseau et la mobilité des membres des comités sont les principaux défis mentionnés. Les sites sentinelles se trouvant dans des villes fonctionnent mieux grâce à une meilleure instruction des membres ainsi qu'à un meilleur réseau Telecom.

Plusieurs personnes ont indiqué leur incompréhension et doutent de l'utilité des sites sentinelles, car à la suite des alertes qu'ils ont fait remonter, aucune réponse n'a été apportée.

Le lien entre l'activité 2 (assistance alimentaire de soudure) et l'activité 6 a permis le déploiement opérationnel de plusieurs outils développés associés à la PSA. Ainsi, le PAM a utilisé le registre social pour le ciblage des réponses aux crises alimentaires, et a partagé cette pratique parmi l'ensemble des acteurs du Groupe Sécurité Alimentaire (cf. QE2.3.1). Le PAM prévoit de contribuer prochainement à la réactualisation de ce registre. De même l'harmonisation des pratiques et des modalités, la coordination des interventions dans le cadre de l'assistance de soudure a été rendu possible par le rôle central de pilotage assuré par le PAM dans le Groupe Sécurité Alimentaire. Un bilan a été réalisé capitalisant sur les leçons apprises.

UNHAS. Activité 7 (PSP et PSPPT)

Tableau 22. Performance des indicateurs des services UNHAS

UNHAS	2018 Activité 7	2019 Activité 7	2020 Activité 7
Outcome			
Indicateur rapporté	1/1	1/1	1/1
Cible atteinte	1/1 (100%)		
Output			
Indicateurs rapporté	4/4	4/4	4/4
Cible atteinte (>90%)	2/4 (50%)	1/4 (25%)	2/4 (50%)
Cible atteinte (<90 % & ≥50%)	1/4 (25%)	3/4 (75%)	1/4 (2%)

Cible atteinte (<50%)	1/4 (25%)		1/4 (25%)
-----------------------	-----------	--	-----------

Source : ACR 2018, 2019, 2020

Le service UNHAS propose actuellement trois destinations (Kiffa, Nema, Bassikounou) en plus de Nouakchott. Des demandes sont en cours auprès de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC) pour obtenir l'autorisation de survol et d'atterrissage des aéroports de Kaédi et de Sélibabi afin d'inclure ces deux nouvelles destinations¹¹³. Au-delà le transport de passagers, l'UNHAS cherche à augmenter le transport des marchandises, principalement des médicaments.

¹¹³ PAM. BP Mauritanie. Plan annuel de performance 2021. Août 2021.

ANNEXE XIII : ANALYSE COMPLEMENTAIRE DES ENJEUX TRANSVERSES

Genre et Handicap

Tableau 23. Performance des indicateurs de l'enjeu transverse Genre

Genre	2018	2019	2020
Indicateurs rapportés	4/4	4/4	4/4
Cible atteinte (>90%)	4/4 (100%)	4/4 (100%)	3/4 (75%)
Cible atteinte (<90 % & >50%)			
Cible atteinte (<50%)			1/4 (25%)

Source : ACR 2018, 2019, 2020

La fragilité du système S&E sur les enjeux liés au genre, est illustré par des chiffres peu fiables en matière de gestion des ressources au sein des ménages : En 2020, dans 49 pour cent des ménages bénéficiaires de transfert monétaire ou alimentaire, ce sont les femmes qui prennent la décision de la manière d'utiliser l'aide. En 2018 et 2019, cette décision était prise conjointement par les hommes et les femmes par respectivement 59 pour cent et 42,7 pour cent des ménages (19 pour cent en 2020 où l'objectif fixé de 50 pour cent n'est pas atteint).

Une évaluation réalisée en janvier 2021 par l'unité genre du PAM indique que le BP Mauritanie a satisfait 36 critères sur les 39 identifiés dans le Gender Transformative Programme. En effet, le PAM Mauritanie a créé une équipe de sept personnes qui ont participé à la mise en œuvre d'activités concrètes : révision des outils de collecte de données de suivi évaluation (S&E) ; mise en place d'un mécanisme de retour d'information sensible au genre ; séances d'information sur les chapitres de la boîte à outils relatifs au genre ; formations régulières sur la Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels (PEAS) pour le personnel et les ONG partenaires ; application de l'approche genre en matière de communication (Rapport annuel pays - ACR – Annual Country Report, 2020).

En Avril 2020, partant du fait que la corrélation entre insécurité alimentaire et être femme cheffe de ménage n'a pas été prouvée, le sous-groupe genre a recommandé de ne pas cibler spécifiquement les femmes chefs de ménages lors de l'assistance soudure¹¹⁴. Par contre, le GSA a convenu d'inclure les critères « être femmes au foyer », « retraités », ou « personnes vivant avec un handicap » comme des critères d'inclusion lors du processus de ciblage des ménages pour la réponse à la période de soudure 2020. L'intégration de la problématique du handicap n'est à aucun autre moment été prise en compte dans les activités du PAM¹¹⁵.

Il y a peu d'accompagnement spécifique des femmes pour les aider à participer à la décision et il n'est pas démontré que la participation des femmes aux activités 3A permet d'induire une transformation dans leur SAN ou leur accès aux ressources ou services. Malgré un effort pour mobiliser des relais communautaires masculins, les hommes participent encore très peu aux séances de sensibilisation et sont peu impliqués dans le suivi nutritionnel des membres de la famille, y compris dans les pilotes de l'approche GASPA.

Concernant les cantines, les difficultés semblent différentes d'une zone à l'autre : le mariage précoce des filles, le travail des garçons, notamment dans les ménages éleveurs et les difficultés liées à la faiblesse du système éducatif en Mauritanie sont souvent cités comme des raisons d'abandon scolaire. Certaines personnes ressources confirment le choix du PAM de ne pas fournir des cantines aux écoles coraniques (cf. Q1.2), majoritairement fréquentées par des garçons : dans le HeC par exemple, généralement, les garçons fréquentent à la fois la Mahdara tôt le matin et l'école publique par la suite. Proposer la cantine dans les Mahdaras pourrait être un facteur qui inciterait les parents à laisser les garçons uniquement dans les Mahdaras, ce qui pourrait renforcer encore davantage la séparation des filles et des garçons à l'école dans certaines zones du pays.

¹¹⁴ Ces résultats viennent contredire les résultats du PDM de juin 2019 réalisé dans le Guidimakha. Selon ce rapport, les ménages dirigés par des femmes semblent être plus vulnérables que ceux dirigés par des hommes : plus de la moitié des ménages dirigés par des femmes sont en insécurité alimentaire (55%) alors qu'ils sont 38% chez les ménages dirigés par des hommes.

¹¹⁵ Aucune analyse des besoins n'a été réalisée, aucune adaptation spécifique aux contraintes des personnes en situation de handicap n'est prise en compte dans les programmes.

En termes de temps disponible, les activités qui demandent un engagement communautaire, souvent bénévole, reposent très majoritairement sur la mobilisation du temps des femmes : en tant qu'actrices de mise en œuvre – aller chercher le bois et l'eau pour la cuisine de la cantine, réaliser les repas scolaires, dépister, suivre et traiter les FEFA et les enfants pour la MAM - ou bénéficiaires d'activités – être présente aux séances de sensibilisation notamment.

Redevabilité

Tableau 24. Performance des indicateurs de l'enjeu transverse Redevabilité

Redevabilité	2018	2019	2020
Indicateurs rapportés	2/2	2/2	2/2
Cible atteinte (>90%)	1/2 (50%)	2/2 (100%)	1/2 (50%)
Cible atteinte (<90 % & >50%)	1/2 (50%)		
Cible atteinte (<50%)			1/2 (50%)

Source : ACR 2018, 2019, 2020

Analyse complémentaire issue des rapports de plaintes

En étudiant le rapport des plaintes des deux dernières années, il apparaît que 82 pour cent (en 2019) et 84 pour cent (en 2020) des appelants sont des non bénéficiaires se plaignant de n'avoir pas été sélectionnés ou de ne plus l'être. Cela témoigne d'un manque de connaissance des communautés des critères d'éligibilité de l'assistance proposée. On note également que les appels pour des demandes d'assistance sont concentrés sur la période de soudure et ont doublé entre 2019 et 2020, principalement dans le Tagant et le Brakna wilayas ciblées par le PAM pour l'assistance à la pandémie COVID-19. 70 pour cent des appelants étaient des femmes en 2020.

Au niveau du camp de Mbera, les conclusions des rapports des plaintes du camp mentionnent que "la communication au sein des populations doit être renforcée car le pourcentage de plaintes concernant la contestation, le changement et la différence sur les tailles de ménages est assez élevé (33 pour cent)" ainsi qu'un point d'attention noté pour ce qui concerne "la communication sur les ménages désactivés"¹¹⁶.

Protection

Tableau 25. Performance des indicateurs de l'enjeu transverse Protection

Protection	2018	2019	2020
Indicateurs rapportés	2/2	1/1	1/1
Cible atteinte (>90%)	2/2 (100%)	1/1 (100%)	1/1 (100%)
Cible atteinte (<90 % & >50%)			
Cible atteinte (<50%)			

Source : ACR 2018, 2019, 2020

Environnement

Tableau 26. Performance des indicateurs de l'enjeu transverse Environnement

Environnement	2018	2019	2020
Indicateurs rapportés	Non renseigné	1/1	Non renseigné
Cible atteinte (>90%)		1/1 (100%)	
Cible atteinte (<90 % & >50%)			
Cible atteinte (<50%)			

Source : ACR 2018, 2019, 2020

¹¹⁶ PAM. 2020. Rapport de plainte au niveau du camp de Mbera en 2020 ; PAM. 2021. Rapport de plainte au niveau du camp de Mbera. Mars à Juin 2021

ANNEXE XIV : ANALYSE COMPLEMENTAIRE SUR LA DURABILITE

Section 1. Recherche de solutions durables pour les populations réfugiées

Tableau 27. Principaux axes de la stratégie de recherche de solutions durables pour les populations réfugiées

Axes	Avancées de la recherche de solutions durables pour les populations réfugiées
Axe 1. Adaptation de l'assistance en fonction des vulnérabilités des ménages	<ul style="list-style-type: none"> La mise en place d'un processus de catégorisation des populations réfugiées en 6 groupes, classé en fonction de leur statut socio-économique ; a été initié en 2017 (Q3.2.2 et annexe XVI, section 4). La poursuite de la réduction du nombre de familles bénéficiant de l'assistance alimentaire est freinée par la fragilité de leur situation alimentaire et nutritionnelle et le manque d'alternatives économiques.
Axe 2. Appui à l'intégration des réfugiés dans les filets sociaux nationaux	<ul style="list-style-type: none"> Processus d'enregistrement des réfugiés dans le Registre Social en cours. Il est appuyé conjointement par l'UNHCR et le PAM et bénéficie de l'appui technique du Targeting Hub.
Axe 3. Déploiement du paquet résilience dans la zone d'accueil de Bassikounou, afin de renforcer la résilience des populations hôtes et réfugiées	<ul style="list-style-type: none"> Des PCP ont été développés avec les premières communautés cibles mais n'ont pas encore menés à la mise en œuvre d'activités. La mise en œuvre d'activités basées sur une forte mobilisation communautaire est freinée par la nature même du tissu social de la zone à forte prépondérance pastorale et transhumante. Les ressources communautaires semblent également insuffisantes pour accompagner les nombreux projets qui ont été initiés dans la zone ces dernières années.

Section 2. Durabilité et alimentation scolaire

Tableau 28 Principaux freins limitant la durabilité de l'activité alimentation scolaire

Freins	Contenu
Frein Institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> L'équipe d'évaluation n'a pas eu accès à une feuille de route qui permettrait de mettre en œuvre le PNAS et d'organiser la transition. Pas de cellule de coordination fonctionnelle entre les trois composantes du PNAS. Un recrutement au niveau de l'unité cantine scolaire du PAM est en cours pour accompagner l'opérationnalisation du PNAS.
Manque d'harmonisation des rations entre partenaires du PNAS	<ul style="list-style-type: none"> Pour l'ensemble des partenaires, deux repas sont organisés : le matin, une bouillie à partir de farine de blé, de lait associé à du CSB fortifié est préparée ; le midi, un repas composé de riz, d'huile, de sel et d'une légumineuse est proposé. A noter, l'Etat n'a pas accès aux produits CSB pour la bouillie du matin et propose du lait avec du sucre. Cependant, il existe des différences en matière de quantité fournies aux élèves existant entre les acteurs (sur le riz par exemple)
Manque d'harmonisation du suivi des cantines entre partenaires du PNAS	<ul style="list-style-type: none"> Les procédures de suivi des cantines scolaires ne sont pas harmonisées.
Manque d'une vision commune concernant les activités à associer à la cantine	<ul style="list-style-type: none"> Les activités associées à celle de la cantine (santé, hygiène, jardins scolaires, offre éducative améliorée, ect) sont différentes d'un acteur à l'autre.
Pas de stratégie HGome	<ul style="list-style-type: none"> A propos de la Stratégie Home Grown School Feeding, sa mise en

Grown School Feeding engagée	<p>application est limitée en raison de la dépendance du pays aux importations, la stratégie s'est limitée jusqu'ici à la réalisation d'une étude de filière qui a dégagé quelques pistes autour notamment de l'approvisionnement local en niébé et en farine de poisson.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autour du niébé, le principal frein concerne les problèmes de conservation de la denrée. En ce qui concerne la farine de poisson, le PAM teste actuellement, en collaboration avec la GIZ, l'acceptabilité de la farine auprès des parents et des cuisinières. Le poisson séché n'a pas été retenu comme une option pertinente en raison de normes d'hygiène du PAM trop contraignantes. • Le BP a cherché à s'approvisionner en riz local, sans succès en raison de prix non compétitif. La collaboration avec le CSA dans l'achat local de vivre est en discussion au niveau du BP.
-------------------------------------	--

Section 3. Renforcement des compétences des ONG partenaires, facteur de durabilité

Tableau 29 Principales actions visant à renforcer les compétences des ONG partenaires dans une optique de durabilité

Action	Contenu
Visites de terrain (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Animation de formations techniques (ex : méthodologie Household Economy Approach en 2018, numéro vert) ; • Séances de démonstration conjointes inter villages (via les champs école paysan) ; • Journées de visite d'échange inter villages : par exemple, visite des actifs réalisés sur le site de Berelé, commune de Berelé dans le Guidimakha ; • Boot Camps : par exemple, mission de 3 jours à Bougadoum dans le HEC. <p>Ces visites terrain intègrent les communautés ciblées accompagnés d'agents techniques des ONGs partenaires et du PAM, et sont appréciées¹¹⁷.</p>
Ateliers de travail (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'ateliers de revue d'activités entre ONGs partenaires afin de partager les bonnes pratiques et les problèmes rencontrés, et de formuler des recommandations.
Amélioration organisationnelle et contractuelle (+)	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation en consortium des ONGs partenaires depuis 2018 qui a favorisé le partage d'expériences entre organisations. • Mise en place de partenariats pluriannuels entre le PAM et les ONGs de mise en œuvre, reconduits chaque année sur base d'une évaluation de suivi qui favorise le renforcement de leur capacité et la durabilité des interventions.
Participation à la définition des activités (-)	<ul style="list-style-type: none"> • Les ONG ne participent au GSA et à la définition et évolution des activités ce qui limite les remontées des difficultés du terrain au niveau de Nouakchott et ne permet pas de valoriser leurs expériences.

¹¹⁷ « Les représentants des communautés bénéficiaires se sont réjouis de leur participation à cette journée d'échange et de ce qu'elle leur a procurée en termes de renforcement de capacités et de savoir-faire WFP ». *Rapport de la journée de visite d'échange inter villageois sur les actifs réalisés dans le site de Berelé par le Consortium Au Secours, Tenmiya, Gradd.*

ANNEXE XV : ANALYSE COMPLEMENTAIRE SUR LE NEXUS

Tableau 30. Actions et partenariats en cours dans le HEC favorable au Nexus

Actions favorables à l'approche Nexus dans le HEC	Contenu des actions
Efforts de coordination entre agences mais également avec les instances gouvernementales nationales et régionales	<ul style="list-style-type: none"> Le renforcement du groupe régional depuis 2020 a permis une meilleure coordination de l'assistance aux réfugiés et aux populations hôtes et des activités de consolidation de la paix.
Intégration des réfugiés dans le registre social appuyée par le PAM et l'UNHCR	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie qui pourrait permettre aux réfugiés d'être intégrés dans les filets sociaux nationaux et l'assurance santé INAIA (Projet d'appui au système de santé).
Partenariat UNHCR – Etat	<ul style="list-style-type: none"> L'UNHCR travaille également de façon croissante avec le Gouvernement pour améliorer les conditions de vie des populations hôtes et des réfugiés dans toutes les zones d'accueil, pas seulement le camp de Mbera, autour notamment de l'accès au marché du travail.
Partenariat UNHCR – GIZ	<ul style="list-style-type: none"> L'UNHCR et la GIZ viennent de lancer le projet « ProNexus », qui vise à promouvoir l'inclusion socio-économique des réfugiés, des demandeurs d'asile et des membres vulnérables des communautés d'accueil.
Initiative Etat - partenaires	<ul style="list-style-type: none"> Le Gouvernement et ses partenaires travaillent sur un segment de la Grande Muraille verte dans les régions d'accueil de réfugiés qui pourraient offrir de nouvelles opportunités pour des activités 3A et le paquet résilience.

ANNEXE XVI : ANALYSE COMPLEMENTAIRE SUR L'EFFICIENCE

Section 1 : analyse des délais et des risques de retard (Q3.3.1)

Analyse des données sur les délais (Q3.3.1) issues des plans annuels de performance (2018, 2020, 2021).

Selon le plan annuel de performance de 2021, « Les approvisionnements en vivre et en NFIs (non food items) pour nos différents programmes en termes de transport et de livraison se sont fait dans les délais. Il reste à améliorer le pipeline et la planification des achats, notamment en ce qui concerne les vivres ».

Selon les plans annuels de performance (2018, 2020 et 2021), la part des intrants qui quittent à temps les entrepôts s'améliore entre 2018 et 2021 : à la fin de l'année 2018, la part du tonnage livré aux bénéficiaires dans les temps s'élève à 70 pour cent et n'atteint pas l'objectif de 85 pour cent que le PAM avait fixé. En 2020, 90 pour cent du tonnage est prélevé à la date prévue (cible 2020 de 95 pour cent), valeur supérieure à 95 pour cent à la moitié de l'année 2021.

Tableau 31. Part des intrants qui quittent les entrepôts à temps (2018 – 2020)

Indicateur de performance clé	Valeur 2017	Valeur fin 2018	Valeur fin 2019 ¹¹⁸	Valeur fin 2020
% du tonnage livré aux bénéficiaires dans les temps	80%	70% Objectif 85%	95%	90% Objectif 95%

Source : Plans annuels de performance 2018 et 2020

Analyse du temps entre la disponibilité du financement et le premier décaissement de l'activité 6 : Cette spécificité est due à la nature même de l'activité : (i) les projets sont de longue durée (entre 24 et 36 mois) ; (ii) le temps d'appropriation des outils par les acteurs gouvernementaux est nécessairement long (rencontre, validation officielle des analyses, ect) ; (iii) le budget alloué aux ONG partenaires impliquées est élevé, les contraintes en matière d'avance financière (limitée à 100.000 USD) devant être respectées.

Tableau 32. Nombre de mois écoulé entre la disponibilité du financement et le premier décaissement (PSP, 2019-2022)

WBS Level	WBS Element	Temps écoulé entre la disponibilité du financement et le premier décaissement
Activité	A4 - Prévention et traitement de la MAM	3,9
	A1 - Paquet d'assistance intégré aux réfugiés	5,6
	A6 - Appui institutionnel SPSA	14,7
	A5 Assistance alimentaire pour la création d'actifs	3,4
	A3 - Cantine scolaire	3,4
	A2 - Assistance alimentaire saisonnière	5,2
	A7 - Services UNHAS	1,4
	Activité Total	4,7
CPB	CPB Total	3,8
DSC	Direct support cost Total	4,9

Source : réalisé par OEV, CPB Grant Balance report v3.0. Données extraites le 20 mai 2021.

Section 2 : Analyse des registres des risques entre 2019 et 2021

¹¹⁸ Le plan annuel de performance de 2019 du BP Mauritanie n'a pas été fourni à l'EE.

Tableau 33. Classement des quatre risques les plus élevés – BP PAM Mauritanie

	2019	2020	2021
1	<p>Difficultés d'accès aux zones d'interventions Mesure d'atténuation : Concentration géographique des activités</p> <p>Prépositionnement des vivres dans les délais, faire des distributions trimestrielles en lieu et place des distributions mensuelles dans les zones à haut risque</p>	<p>Retard des vivres</p> <p>Mesure d'atténuation : Communication avec le département Achats et shipping du siège pour accélérer le processus.</p> <p>Communication avec Las palmas pour envoyer les documents de cargaison à temps</p> <p>Privilégier les achats locaux</p>	<p>Pandémie du Coronavirus donnant lieu à la propagation de la COVID-19 ou à la crainte de la propagation de la COVID-19 et affectant ainsi la capacité du PAM à poursuivre son mandat qui consiste à sauver des vies et à changer des vies.</p> <p>Mesure d'atténuation : Maintenir de stocks de sécurité et développer des plans de contingence ressources humaines et au niveau des outils S&E</p>
2	<p>Perte ou divulgation des données confidentiels</p> <p>Mesure d'atténuation : Appliquer les procédures strictes du PAM</p> <p>Ajouter des clauses de non divulgation des données dans les contrats avec les partenaires / sensibiliser sur l'importance de la sécurisation de nos données confidentiels</p>	<p>Difficultés d'accès à certaines zones d'interventions</p> <p>Mesure d'atténuation : Retarder les dates de distribution ; diversifier les moyens de transport ; Repositionnement des vivres dans les délais, faire des distributions trimestrielles en lieu et place des distributions mensuelles dans les zones à haut risque</p>	<p>Incapacité à mobiliser l'expertise locale nécessaire pour certaines activités</p> <p>Mesure d'atténuation : Poursuivre le suivi des besoins des recrutements pour les anticiper ; poursuivre la conversion des contrats pour favoriser la stabilité des staffs ; veille active des profils</p>
3	<p>Dégradation de la situation sécuritaire</p> <p>Mesure d'atténuation : Mesures sécuritaires mises en place par United Nations Department for Safety and Security</p> <p>Mettre à jour l'<i>Emergency preparedness and response planning</i></p>	<p>Dégradation de la situation sécuritaire</p> <p>Mesure d'atténuation : Mesures sécuritaires mises en place par United Nations Department for Safety and Security</p> <p>Mettre à jour l' <i>Emergency Preparedness and Response Package</i></p> <p>Coordinateur résident en tant que Designated Official devrait faire la requête au niveau des autorités pour faciliter les escortes au Hodh El Chargui</p>	<p>Inadéquation entre perspectives de financements et les ressources mobilisées</p> <p>Mesure d'atténuation : Diversifier les sources de financements et développer des stratégies de mobilisation de ressources conjointement avec de autres partenaires (UNHCR, UNICEF, FAO)</p>
4	<p>Inadéquation entre perspective de financement et le financement mobilisé de la stratégie</p> <p>Diversifier les sources de financements, développer des partenariats forts, maintenir un niveau de mobilisation de ressources élevé.</p>	<p>Incapacité à mobiliser l'expertise nécessaire pour l'implémentation des activités</p> <p>Mesure d'atténuation : Diversifier les types de contrat pour attirer de nouveaux talents</p> <p>Renforcement de capacité du personnel</p> <p>Des évaluations de performance plus efficaces pour la</p>	<p>Crise économique résultant de la COVID-19 entraînant une augmentation des besoins des pop. Vulnérables</p> <p>Mesure d'atténuation : Avoir un plan d'action prêt au cas de dégradation de la situation interne. Maintenir un suivi près de la situation sanitaire.</p>

	progression de carrière	
--	-------------------------	--

Source : équipe d'évaluation à partir Registres des risques, MRT-RR-Plan 2019 à 2021

Section 3 : Risques d'erreur d'inclusion et d'exclusion des programmes du PAM (IRAM, 2021)

Erreur d'inclusion

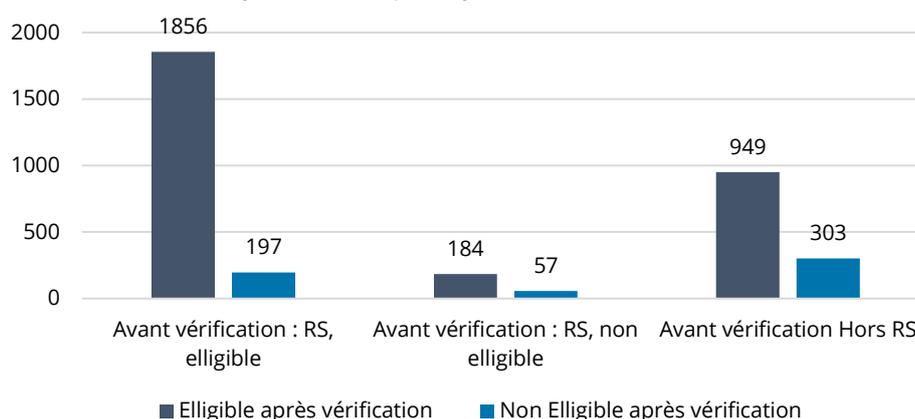
Selon une étude réalisée par le PAM en juin 2019 sur la qualité du processus de vérification de ciblage dans le Guidimakha, environ 10 pour cent des ménages inscrits dans le registre social ne sont en réalité pas éligibles suite à l'enquête de vérification (erreur d'inclusion faible). Si le risque d'inclusion est faible, le risque d'exclusion ne l'est sans doute pas.

Les erreurs d'inclusion semblent également limitées pour ce qui concerne les résultats de ciblage de Oxfam en 2019 (base de données du RSregistre social utilisée sur 4 communes) et ceux de ACF (3 communes) : environ 16 pour cent des ménages du RSregistre social initialement éligibles, sortent de la liste des ménages bénéficiaires suite à l'enquête de vérification. Les résultats d'une analyse des profils socio-économiques des ménages enregistrés dans le registre social (IRAM 2018¹¹⁹) indiquent que la part des ménages répondant à des profils « pauvre » et « très pauvre » représente autour de 80 pour cent des inscrits dans le registre social suivant la zone de moyen d'existence considérée.

Erreur d'exclusion

Selon le PAM (2019), 76,3 pour cent des ménages appartenant au registre social, décrété inéligible après l'application des filtres mais finalement correspondant aux critères d'éligibilité après vérification ; 75,8 pour cent des ménages hors registre vérifiés lors de l'enquête remplissaient les conditions d'éligibilité du programme du PAM.

Figure 36. Part des ménages éligibles et non éligibles (au sein et hors registre social) à la suite de l'enquête de vérification du PAM (Guidimakha, 2019)



Source : PAM (2019), Analyse du processus de vérification de ciblage : répartition du statut final en fonction du statut initial des ménages

Les données de ACF et Oxfam permettent d'estimer les parts de ménages issus du ciblage complémentaire par rapport aux ménages du registre social initialement retenus. Selon les données d'ACF (2019), suite au ciblage

¹¹⁹ IRAM (2018), Analyse des déterminants de la vulnérabilité des systèmes pastoraux et leur implication sur les ménages pastoraux et le travail des enfants dans l'Assaba, le Guidimakha, le HeC et le Hodh El Gharbi, IRAM -UCAD.

complémentaire, l'échantillon de ménages a plus que doublé (augmentation de 112 pour cent). Selon les données de Oxfam (2019), le ratio ménage issu du ciblage complémentaire par rapport aux ménages retenus et vérifiés est également important (taux de croissance de 58,4 pour cent).

Section 4 : Stratégie de ciblage sur le camp de Mbera et la stratégie d'autonomisation stoppée en raison des effets de la crise sanitaire

Selon le PDM d'avril 2020 réalisé sur le camp, « l'objectif de la catégorisation des ménages est de les classer suivant différents groupes socio-économiques, en vue d'adapter l'assistance à leurs besoins, d'opérer un retrait progressif de l'assistance inconditionnelle pour les ménages les moins vulnérables, et de soutenir le processus d'autonomisation ».

Sur le camp de Mbera, le groupe 6 a été retiré de l'assistance en avril 2019, le groupe 5 en juillet 2019 et la sortie partielle du groupe 4 qui ne reçoit plus que du cash (et non plus des vivres) a été réalisée en septembre 2019. Le PDM de décembre 2019 confirmait un taux d'insécurité alimentaire plus élevé chez les ménages recevant l'assistance complète (groupe 1 à 3) et des sources de revenu moins diversifiées. La stratégie de ciblage a été stoppée en raison des effets de la crise de la COVID-19 qui a particulièrement touché les ménages des groupes 4 à 6, particulièrement affecté par les restrictions de mobilité.

En juin 2020, les groupes 1, 2, 3, et 4 ont bénéficié du paquet complet d'assistance (Vivres & Cash) et les groupes 5 et 6 ont reçu des vivres. Après l'allègement des mesures restrictives, les ménages groupes 5 et 6 ont été retirés à nouveau de l'assistance et ceux du groupe 4 ont continué à recevoir seulement que du cash.

Tableau 34. Processus de retrait issu de la stratégie de ciblage des ménages réfugiés sur le camp de Mbera

Groupe	Nombre de ménages selon les 6 catégories	Nombre de ménages retirés de l'assistance	Type de retrait	Date de retrait
6	220	178	intégrale	Avril 2019
5	1372	472	intégrale	Juillet 2019
4	2396	1973	Partiel (interruption de l'assistance en vivres et maintien du cash)	Octobre 2019
3	1397			Stratégie interrompue
2	2728			
1	4259			

Source : PDM, camp de Mbera, Mauritanie, avril 2020

Section 5 : Analyse cout-bénéfice et maximisation des bénéfices

Tableau 35 Structure des coûts budgétaires pendant le PSPPT et le PSP (USD)

	PSPPT 2018		PSP - 2019-2022	
	Ressource disponible	Dépense	Ressource disponible	Dépense
Total coût direct	32.120.841	31.764.098	74.318.772	61.739.833
Coût d'appui direct (DSC)	1.983.971	1.942.055	5.835.247	4.021.212
<i>Ratio Cout direct / total des couts directs opérationnel</i>	6,18%	6,11%	7,85%	6,51%
Coût d'appui indirect (ISC)	2.000.050	2.000.050	4.345.174	4.345.174
<i>Ratio Cout indirect / total des couts directs</i>	6,23%	6,30%	5,85%	7,04%

Budget global	34.120.891	33.764.148 (98,9% du budget global disponible)	78.663.946	66.085.007 (84% du budget global disponible)
----------------------	------------	---	------------	---

Source : MR02 –ACR1-A Cumulative Financial Overview – Standart Country report v33 et MR01- ACR1-A Cumulative Financial Overview – Standart country report v33, données extraites le 20 mai 2021

Section 6 : Cout par bénéficiaire

Coûts des transferts de vivres pris en compte pour l'analyse : Food Value, Food Related Cost - Other Food Related Costs, Food Related Costs – Transport, Food Related Costs – Storage, Food Related Costs – Port, Food Related Costs - Supply Chain Management Costs, Food Relates Costs - Cooperating Partner Costs

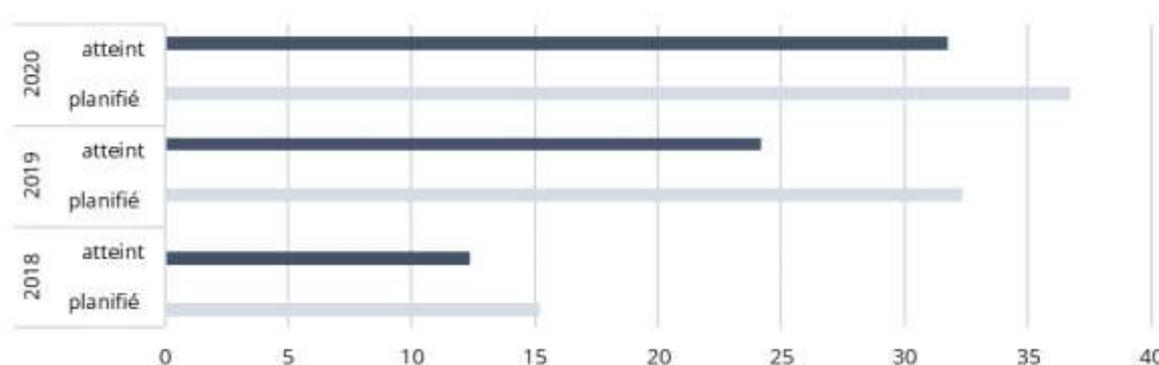
Coûts des transferts monétaires pris en compte pour l'analyse : CBT and commodity voucher, CBT delivery cost, CBT management cost, CBT cooperating partner cost

Tableau 36 Evolution du coût par bénéficiaire USD de l'assistance soudure, en cash et vivre, entre 2018 et 2020

	Année	Coût / bénéficiaire planifié	Coût / bénéficiaire atteint	Ratio
Vivre	2018	16	26	163%
	2019	19	3	16%
	2020	1	22	2200%
Cash	2018	41	40	98%
	2019	32	30	94%
	2020	58	31	53%

Cantines scolaires : en 2018 (A2), 2019 et 2020 (A3), les ruptures de service d'alimentation scolaire en raison principalement des déficits de financement et de la fermeture des écoles en 2020, expliquent en grande partie les niveaux de coûts inférieurs (autour de 80 pour cent du coût planifié). Le coût moyen planifié par bénéficiaire a fortement augmenté de 15 USD en 2018 contre 37 USD en 2020. Selon le BP, les variations du taux de change du dollar associé aux effets de la pandémie sur le coût du transport interne et externe expliquent cette forte augmentation.

Figure 37. Coût par bénéficiaire USD – Cantine scolaire (A2 PSPPT ; A3 PSP)



Activité de prévention et traitement de la malnutrition (A4) en 2019 : Le niveau de coût est inférieur au planifié en 2019 en raison du faible niveau de financement et des ruptures d'intrants (par exemple, 30 pour cent du RUSF planifié est distribué en 2019). En 2020, le cout par bénéficiaire (36 USD) est au contraire nettement supérieur au planifié (23 USD) fait de la continuité de traitement dans les moughataas de résilience pendant la période hors soudure.

Section 7 : Coût de distribution

Coût de distribution : Coûts de distribution des vivres : coût de transport, de stockage, de port, de gestion de la chaîne d'approvisionnement et des frais liés au paiement des partenaires coopérants.

Le coût de la distribution de l'alimentation scolaire est élevé, autour de 70 pour cent de la valeur des vivres transférées sur les trois ans. Ce coût risque d'augmenter dans les années à venir car jusqu'en 2020, il n'y avait pas de frais lié au travail des partenaires coopérants. A partir de 2021, ces opérateurs réaliseront le suivi des cantines scolaires.

La dépense pour distribuer les vivres de l'assistance soudure connaît un pic en 2019 (73 pour cent de la valeur des vivres transférées) pour redescendre en 2020 à son niveau de 2018 (autour de 57 pour cent). Ces variations sont liées au taux de change du dollar et à la pandémie COVID.

Dans le camp de Mbera, les coûts de distribution des vivres destinées aux activités de nutrition (TSF et BSF) et de cantine scolaire sont prises en charge par le PAM, tandis que ceux liés à la distribution générale des vivres sont gérés par le HCR. Ces coûts ont baissé entre 2018 et 2019, du fait d'un fort afflux de réfugiés en 2018 lié à l'augmentation de l'insécurité, puis au retour au Mali de certains d'entre eux l'année suivante.

Le coût de la distribution de vivres dans le cadre de la prévention et traitement de la MAM diminue entre 2019 et 2020 (car 2018 étant une année de crise des vivres étaient distribués sur ACT2 mais depuis 2 ans seule la modalité CBT est utilisée). La distribution de vivres dans le cadre de la création d'actifs 3A n'a été réalisée qu'en 2019 en raison d'un coût prohibitif (le coût dépassait la valeur des vivres). L'abandon de la modalité vivres a été motivé par le souci de rapidité de l'assistance, de la réduction des coûts de l'opération et de la préférence des bénéficiaires.

Section 8 : Part des pertes de vivres avant et post livraison

Tableau 37. Part des pertes de vivres avant et après livraison

	Part de perte de vivre après livraison		Part de perte de vivre avant livraison	
	Mauritanie	RBD	Mauritanie	RBD
2021	0,01%	0,16%	0,001%	0,003%
2020	0,03%	0,31%	0,001%	0,005%
2019	4,08%	1,39%	0,000%	0,003%
2018	0,01%	0,34%	Pas de donnée	

Source : Rapport 2018, 2019, 2020 et 2021 AM.3.3 - % post delivery losses et AM3.4 - % of pre delivery losses. Données extraites le 3 septembre 2021

ANNEXE XVII : RECOMMANDATIONS CLES DES EVALUATIONS ET REVUES PASSEES

Tableau 38. Résumé des recommandations des différentes évaluations et revues passées (issu du rapport de démarrage)

Evaluations / audits	Recommandations clés, pertinentes pour l'évaluation
<p>Revue stratégique faim zéro (2018)</p>	<p>Reco1 : Combler les insuffisances dans les réponses politiques en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Combinaison des actions sociales d'urgence aux problèmes de développement - Lien et appui différencié du milieu rural et du milieu urbain - Approche intersectorielle des questions de SAN et coordination - Implication de la société civile dans la feuille de route pour une approche participative et territorialisée - Nécessité d'un mécanisme national structuré de préparation aux urgences, risques, catastrophes et alertes précoces - Nécessité d'approche consolidée en matière de ciblage des bénéficiaires des transferts de filets sociaux réactifs aux chocs à travers le registre social <p>Reco2 : Améliorer la conception, la mise en œuvre, la coordination et le financement des interventions publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bénéficier des services d'African Risk Capacity en tant qu'outil d'assurance face aux conséquences de la sécheresse <p>Reco ODD2 en matière d'accès :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mieux cibler les bénéficiaires des filets sociaux et améliorer le système de prévision et de réactivité aux chocs - Elaborer un programme national de cantines scolaire par le Ministère de l'Education suite à l'adoption récente de la politique nationale d'alimentation scolaire - Promouvoir des activités génératrices de revenu en milieu rural - Organiser et orienter les mécanismes de solidarité sociale existants ; - Sensibiliser sur les besoins spécifiques pour les FEFA <p>Reco ODD2 en matière de nutrition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la coordination intersectorielle entre les différents départements et secteurs et clarifier l'ancrage institutionnel. - Renforcer les systèmes de collecte de données et de partage information et intégrer les systèmes existants (FSMS, SMART, Cadre Harmonisé). <p>Reco ODD2 en matière de soutenabilité environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités de Lutte contre les effets du changement climatique par une meilleure préservation des ressources animale, végétale et marines.
<p>Evaluation du portefeuille des activités du PAM réalisée sur la période pré-PSP, 2011-2015 (2016)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Reco1 : Rechercher les complémentarités avec le programme national de filet de sécurité sociale Tekavoul notamment en matière de zones d'intervention. Utilisation progressive du registre social pour le ciblage des transferts pluriannuels du PAM. - Reco2 : Renforcer les systèmes nationaux de suivi et d'alerte rapide en matière de SAN : institutionnalisation du cadre harmonisé en Mauritanie ; prise en compte des problématiques pastorales et urbaines dans le système national de suivi de la sécurité alimentaire ; mise en place d'un système de surveillance nutritionnelle nationale. - Reco3 : Renforcer l'environnement institutionnel du secteur de la nutrition et le dispositif de prévention et prise en charge de la malnutrition - Reco4 : Améliorer les volets de son approche de la résilience : intégrer les questions de

	<p>changement climatique dans la planification nationale et locale et les normes techniques pour la constitution d'actifs ; priorité à la planification communautaire participative et à sa mise en œuvre sur trois ans ; apporter son appui aux ministères concernés pour l'élaboration de normes techniques relatives à la création d'actifs ; investir dans la recherche de preuves qui aille au-delà des indicateurs du cadre de résultat stratégique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reco5 : Préciser l'appui technique du PAM nécessaire au programme national de cantines scolaires. - Reco6 : Concentrer ses activités géographiquement et renforcer les synergies entre elles. - Reco7 : Stabiliser et renforcer les ressources humaines des bureaux de pays, en particulier au niveau de leurs unités chargées des programmes.
<p>Evaluation décentralisée de la contribution du PAM au système de protection sociale adaptative (2021)</p>	<p>Recommandations stratégiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reco1 : Améliorer l'intégration des actions du PAM au sein d'une vision plus large de la protection sociale adaptative et réactive aux chocs et appuyer l'intégration de cette vision dans la nouvelle SNPS. <i>Niveau de priorité : moyen-long terme.</i> - Reco2 : Poursuivre et élargir les partenariats stratégiques avec les acteurs clés de la protection sociale adaptative, notamment la Délégation Taazour. <i>Niveau de priorité : moyen termes.</i> - Reco3 : Renforcer le plaidoyer pour l'engagement financier du Gouvernement pour la prise en charge du dispositif de réponse et pour la clarification des rôles et responsabilités des institutions concernées par el SPSA <i>Niveau de priorité : court et moyen terme.</i> <p>Recommandations techniques et opérationnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reco4. Poursuivre et ajuster les actions de renforcement des capacités, notamment pour l'appui au SAP (système d'alerte précoce). Niveau de priorité : court, moyen et long terme. - Reco5. Poursuivre l'appui à l'amélioration du registre social comme base de ciblage des réponses aux chocs en étudiant les éventuels effets négatifs de l'unification du ciblage au niveau communautaire et l'utilisation potentielle des informations sur les actions des autres utilisateurs. <i>Niveau de priorité : moyen et long terme.</i> - Reco6. Poursuivre l'appui à l'harmonisation des modalités d'assistance et à la recherche et la promotion d'une meilleure articulation entre les différents filets sociaux existants. <i>Niveau de priorité : moyen-long terme.</i> - Reco7. Continuer à promouvoir l'intégration du genre dans toutes les activités du Groupe de sécurité alimentaire, en intégrant des indicateurs de genre dans les plans nationaux de réponse aux chocs et en étudiant, documentant et partageant les bonnes pratiques. <i>Niveau de priorité : moyen long-terme.</i>

ANNEXE XVIII : ANALYSE COMPLEMENTAIRE EN MOBILISATION DES RESSOURCES

Section 1. Mobilisation des ressources financières

Respect des proportions des ressources allouées aux activités entre le NBP et les ressources mobilisées

Selon les données financières cumulées du PSP, ventilées par EDS et activités, les activités 1, 2 et dans une moindre mesure l'activité 5 représentent les parts les plus importantes du NBP et des ressources mobilisées : autour d'un tiers du NBP et des ressources mobilisées a été orienté vers l'activité 1 (paquet intégré d'assistance aux réfugiés), un cinquième du NBP (et un quart des ressources mobilisées) vers l'assistance soudure (A2) et autour de 13 pour cent vers l'assistance alimentaire pour la création d'actifs (A5). Les activités liées aux cantines scolaires et au service UNHAS couvrent respectivement 7,4 et 7,6 pour cent du NBP. La part des ressources mobilisées allouée aux activités de cantines et de la MAM sur le total des ressources a été légèrement plus faible que planifié. L'activité de prévention et de traitement de la MAM (A4), d'appui institutionnel (A6) et d'appui logistique (A9) représentent les parts les plus faibles du plan.

Tableau 39. PSPPT (2018) - PAM Mauritanie - Aperçu général de la situation financière (USD), par activité

PSPPT (2018)								
Act#	NBP (2018)	% NBP / total	Ressources mobilisées USD	% ressources mobilisées / total	Dépenses	% dépense / ressources mobilisées	Ratio ressources mobilisées / NBP	Ratio Dépenses / NBP
A1 - Assistance soudure inconditionnelle (activité intégrée à l'A9 suite à la BR2)	0	0,0%	0	0,0%	0	NA		
A2 - Cantine scolaire	4.088.824	7,4%	727.859	2,4%	711.667	97,8%	17,8%	17%
A3 - Assistance alimentaire aux réfugiés	13.524.108	24,5%	8.855.459	29,4%	8.583.971	96,9%	65,5%	63%
A4 - Assistance nutritionnelle réfugiés	672.116	1,2%	311.371	1,0%	306.592	98,5%	46,3%	46%
A9 - Assistance soudure inconditionnelle	29.779.462	54,1%	14.849.938	49,3%	14.829.544	99,9%	49,9%	50%
A5 - prévention et traitement MAM (activité intégrée à l'A9 suite à la BR2)	151.945	0,3%	0	0,0%	0	NA	0,0%	0%
A6 - Assistance alimentaire pour la création d'actifs	2.931.416	5,3%	2.236.682	7,4%	2.234.707	99,9%	76,3%	76%
A7 - UNHAS	2.986.966	5,4%	2.654.829	8,8%	2.654.829	100,0%	88,9%	89%
A8 - Appui institutionnel	956.991	1,7%	500.733	1,7%	500.733	100,0%	52,3%	52%
Total direct operational cost	55.091.828	99,9%	30.136.870	100,0%	29.822.043	99,0%	54,7%	54%

Source : MR01 - ACR1-A Cumulative Financial Overview – standart country report V33. Données extraites le 20 mai 2021.

Tableau 40. PSP (2019-2021) - PAM Mauritanie - Aperçu général de la situation financière (USD), par activité

PSP (2019-2021)								
Act#	NBP (2019-2021)	% NBP / total	Ressources mobilisées USD	% ressources mobilisées / total	Dépenses	% dépense / ressources mobilisées	Ratio ressources mobilisées / NBP	Ratio Dépenses / NBP
A1 - Assistance intégrée aux réfugiés	35.603.733	32,6%	22.829.972	33,3%	21.708.655	95,1%	64,1%	61,0%
A8 - Assistance COVID-19	6.799.352	6,2%	1.158.427	1,7%	1.157.927	100,0%	17,0%	17,0%
Non AS SO1	0	0,0%	84.671	0,1%	0	0,0%		
A2 - Assistance soudure inconditionnelle	22.879.548	20,9%	17.044.228	24,9%	13.605.820	79,8%	74,5%	59,5%
A3 - cantine scolaire	8.081.347	7,4%	3.964.828	5,8%	3.412.392	86,1%	49,1%	42,2%
Non AS SO2	0	0,0%	338.784	0,5%	0	0,0%		
A4 - Traitement et prévention de la MAM	5.200.577	4,8%	2.675.674	3,9%	2.082.562	77,8%	51,4%	40,0%
Non AS SO3	0	0,0%	7900	0,0%	0	0,0%		
A5 - Assistance alimentaire pour la création d'actifs	13.314.193	12,2%	9.516.189	13,9%	7.504.910	78,9%	71,5%	56,4%
Non AS SO4	0	0,0%	11.850	0,0%	0	0,0%		
A6 - appui institutionnel	5.303.064	4,9%	3.415.810	5,0%	2.126.386	62,3%	64,4%	40,1%
A7 - UNHAS	8.318.256	7,6%	6.870.030	10,0%	5.67.936	82,5%	82,6%	68,2%
A9 - Chaîne d'approvisionnement	3.794.307	3,5%	564.498	0,8%	44.033	79,5%	14,9%	11,8%
Non SO specific	0	0,0%	663	0,0%	0	0,0%		
Total direct operational cost	10.294.376	100,0%	68.483.525	100,0%	57.718.621	84,3%	62,7%	52,8%

Source : MR02 - ACR1-A Cumulative Financial Overview – standart country report V33. Données extraites le 20 mai 2021.

Section 2 - Performance de la gestion des ressources humaines

Selon les plans annuels 2018, 2020 et 2021, les indices de performance en matière de ressources humaines sont généralement atteints. En 2020, la phase de planification des Programme d'amélioration des performances et des compétences du PAM a accusé du retard en raison de la mise en place de la nouvelle plateforme lancée en Mai 2020 (cf. tableau ci-dessous). Les missions et les recrutements ont été stoppés en raison de la pandémie. Cependant, des solutions alternatives ont été

trouvées en collaboration avec le RBD (tests écrits, interviews à distance via les plateformes de recrutement Sonru et Mocha). Les principaux enjeux en matière de gestion des ressources humaines concernent le recrutement de femmes dans le personnel du PAM.

Tableau 41 : Indicateurs de performance clé en matière de ressources humaines

Indicateur de performance clé	Valeur 2018	Valeur 2019	Valeur 2020	Valeur mi-2021 (objectif pour l'année 2021)
Taux de finalisation du Programme d'amélioration des performances et des compétences	95% (obj. 100%)	90%	11% (obj. 100%)	93% (obj. 100%)
Taux de finalisation des formations obligatoires	100% (obj. 100%)	97%	85% (obj. 100%)	96% (obj. 100%)
% de la Représentation Féminine dans la structure organisationnelle du bureau	27% (obj. 35%)	29%	29% (obj. 33%)	28% (obj. 35%)
% des requêtes envoyées aux BR (contrats Internationaux)	100% (obj. 100%)	100%	100% (obj. 100%)	100% (obj >90%)
Nombre de missions sur le terrain	1 (obj. 3)	0	1 (obj. 3)	7 (obj > 2)
Nombre de réunions d'informations	5 (obj. 2)	6	10 (obj. 6)	11 (obj. > 10)

Source : équipe d'évaluation à partir des plans annuels de performance 2018, 2020 et 2021

ANNEXE XIX : ANALYSE COMPLEMENTAIRE SUR LA FLEXIBILITE

Section 1. Fléchage du financement

Tableau 42. Contributions multilatérales par niveau de fléchage - Mauritanie

Projet	WBS Level	Total	¹²⁰ Sans DSC
PSPPT (2018)	Niveau activité	30.550.536	100,0%
	Niveau pays	0	0,0%
	DSC	1.983.971	0,0%
	Niveau objectif stratégique	0	0,0%
	Total	32.534.507	100,0%
PSP (2019-2022)	Niveau activité	85.519.893	98,7%
	Niveau pays	1488	0,0%
	Niveau objectif stratégique	0	0,0%
	Niveau résultat stratégique	1.128.984	1,3%
	DSC	7.468.182	0,0%
	Total	94.118.547	100,0%

Source : Réalisé par OEV, Earmarking, CPB Grants Balance Report (données extraites le 20 mai 2021)

Section 2. Aperçu général de la situation financière

Tableau 43. PSPPT (2018) - PAM Mauritanie - Aperçu général de la situation financière (USD)

PSPPT (2018)						
	NBP (2019-2022)	% of SO needs based plan on total	Actual allocated resources USD	% of SO allocated resources on total	Expenditures	% of SO expenditures on actual allocated resources
EDS1	4.088.824	7,4%	727.859	2,4%	711.667	97,8%
EDS2	43.975.686	79,8%	24.016.767	79,7%	23.720.107	98,8%
EDS3	151.945	0,3%	0	0,0%	0	0,0%
EDS4	2.931.416	5,3%	2.236.682	7,4%	2.234.707	99,9%
EDS5	2.986.966	5,4%	2.654.829	8,8%	2.654.829	100,0%
EDS6	956.991	1,7%	500.733	1,7%	500.733	100,0%
Non SO spécifique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total direct operational cost	55 091 828		30 136 870		29 822 043	98,9%

Source : MR01 - ACR1-A Cumulative Financial Overview – standart country report V33. Données extraites le 20 mai 2021.

Tableau 44. PSP (2019-2022) - PAM Mauritanie - Aperçu général de la situation financière (USD)

PSP (2019-2022)

¹²⁰ Les valeurs DSC ne sont pas prises en compte.

	NBP (2019-2022)	% of SO needs based plan on total	Actual allocated resources USD	% of SO allocated resources on total	Expenditures	% of SO expenditures on actual allocated resources
EDS1	42.403.085	38,8%	24.073.071	35,2%	22.866 582	95,0%
EDS2	30.960.895	28,3%	21.347.840	31,2%	17.018 211	79,7%
EDS3	5.200.577	4,8%	2.683.574	3,9%	2 082 562	77,6%
EDS4	13.314.193	12,2%	9.528.039	13,9%	7.504.910	78,8%
EDS5	5.303.064	4,9%	3.415.810	5,0%	2.126.386	62,3%
EDS6	12.112.563	11,1%	7.434.528	10,9%	6.119.970	82,3%
Non SO spécifique		0,0%	663	0,0%	0	0,0%
Total direct operational cost	109.294.376	100%	68.483.525	100%	57.718.621	

Source : MR02 - ACRI-A Cumulative Financial Overview – standart country report V33. Données extraites le 20 mai 2021

Section 3. Effets de la crise de la COVID-19 sur les opérations du PAM

Tableau 45. Principales adaptations des procédures opérationnelles, face à la crise de la COVID-19

Procédure d'adaptation	Principales modifications
Ciblage	<ul style="list-style-type: none"> Au niveau du ciblage géographique, les comités départementales qui choisissent les communes les plus affectées par l'insécurité alimentaire n'ont pu avoir lieu et ont été remplacés par une priorisation effectuée par le GSA à Nouakchott. Les résultats de cette priorisation ont été validés par le CSA puis partagés au niveau des autorités administratives locales. Lors du ciblage complémentaire utilisé par le PAM pour identifier des ménages en insécurité alimentaires, les assemblées générales habituellement organisées pour redynamiser / confirmer la légitimité du comité des sages et valider les listes des ménages identifiés par ce dernier, n'ont pas pu se tenir. Les listes ont été proposées par le comité des sages et seuls 2% des ménages de cette liste ont fait l'objet d'une enquête de vérification par téléphone (au lieu d'une enquête porte à porte ciblant l'ensemble des ménages présélectionnés, démarche adoptée en 2019).
Fréquence Paiement cash	<ul style="list-style-type: none"> Alors qu'habituellement 4 paiements sont alloués aux ménages ciblés pendant la soudure, seules deux distributions ont été organisées. Cette fréquence est souvent préférée par les hommes. Sur le camp de Mbera, les distributions se réalisent tous les deux mois au lieu de transferts mensuels. La durée de chaque distribution a été étendue.
Adaptation au niveau des activités	<ul style="list-style-type: none"> Certaines pratiques ont été modifiées : par exemple, les dépistages de la malnutrition réalisés en avril chaque année, habituellement réalisés par les opérateurs partenaires ou relais communautaires, ont été réalisés par les parents pour éviter de trop nombreux contacts. Face à la fermeture des établissements scolaires mauritaniens (deux périodes de fermeture fin mars et début décembre 2020), le PAM a proposé au Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Technique et de la Réforme (MENFTR) d'adapter la modalité d'intervention en proposant des rations alimentaires à emporter aux enfants déscolarisés à partir des vivres déjà présentes dans les écoles. Le MENFTR avait soumis la faisabilité de cette opération au Ministère de la Santé qui était chargé, dans le cadre d'un Comité intersectoriel, d'élaborer des directives pour les distributions alimentaires au sein des écoles. Ceci n'a pu aboutir jusqu'au mois de juillet 2020 qui a coïncidé avec l'assistance soudure qui prennent en charge les ménages en insécurité alimentaire dans la plupart des localités où il y a des cantines. Les vivres ont été utilisées dès la reprise des cours en septembre 2020. Dans le camp de Mbera, les vivres ont été préemballés. La reconnaissance digitale pour

	l'identification des ménages a été suspendue. Des points de lavage de main à l'entrée et la sortie des sites ont été mises en place.
S&E	<ul style="list-style-type: none"> • Dans un contexte de forte incertitude quant aux déplacements et rassemblements possibles, le PAM a adapté ses enquêtes post-distribution qui se sont déroulées par téléphone (au lieu des enquêtes en présentiel habituelles) avec un questionnaire raccourci et sur un échantillon de population réduit. • Le BP a également bénéficié d'un programme pilote pour déployer le dispositif mVAM, d'enquête des ménages à distance, avec le soutien du siège et du bureau régional. Deux vagues d'enquêtes ont été réalisées, mais la qualité des résultats n'a pas permis, pour le moment, leur utilisation pour la prise de décisions opérationnelles. Le travail se poursuit avec le prestataire en charge des enquêtes pour améliorer la qualité des données.
Formation	<ul style="list-style-type: none"> • Les formations ont été dispensées aux équipes du PAM et aux équipes partenaires concernant les mesures de distanciation sociale. • Les réunions entre le PAM et ses opérateurs de terrain se sont poursuivies à distance, en visio conférence, ce qui ne semble pas avoir posé de problème aux opérateurs.
Communication	<ul style="list-style-type: none"> • Des ajustements sur les outils de communication et guides de sensibilisation ont été formulés.

Source : IRAM (2021) *Etude de capitalisation sur la réponse à la crise de la COVID-19 pour le compte du PAM Mauritanie*, PAM (2021). *Evaluation décentralisée liée à la contribution du PAM au SPSA en Mauritanie depuis 2018*.

ANNEXE XX : ANALYSE COMPLEMENTAIRE DES AUTRES FACTEURS

Section 1. Communication

Tableau 46 Principaux outils de communication vis-à-vis de l'approche intégrée résilience du PAM au Sahel

Outil de communication	Contenu	Lien web
Note de référence opérationnelle du Sahel	Donne un aperçu du cadre de programmation et de la logique opérationnelle du PAM pour une mise à l'échelle de l'approche résilience	https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000110294/download/
Site de la campagne Mauritanie Storyteller	Présente cinq courts-métrages ainsi que plus de 30 histoires photographiques, donnant un aperçu de la portée et de l'impact des interventions de résilience du PAM du point de vue des bénéficiaires, il est le résultat du travail de 20 femmes participant au programme intégré de résilience, qui ont été formées pour raconter leur histoire par la photographie	https://cdm/wfp.org/2021/changing-lives/fr.html
Film et diaporama	Produits en février 2021 pour présenter les impressions de terrain associées à la transformation du Sahel par la mise à l'échelle de l'approche résilience du PAM	https://sway.office.com/o2PezKtz7VdeKQjb?ref=email
Rapport "Scaling up Resilience in the Sahel: A Story of People, Partnerships and Practice"	Premier rapport complet, non spécifique à un donateur, sur le programme intégré de résilience du PAM au Sahel	Disponible en version web et imprimée, il présente l'approche et les réalisations depuis 2018 (https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000110294/download/).

Section 2. Appui du bureau régional de Dakar

Tableau 47. Différents appuis du RBD au BP Mauritanie pendant la crise de la COVID-19

Type d'appui	Contenu
Données	<ul style="list-style-type: none"> Appui au mVAM Utilisation des données collectées par les sites sentinelles pour suivre l'évolution des impacts des mesures de réponse à l'épidémie sur les marchés
Guide	<ul style="list-style-type: none"> Des ressources méthodologiques ont été également produites pour accompagner le ciblage des ménages bénéficiaires de mesures d'appui dans le contexte de l'épidémie. Ces ressources n'ont pas été mobilisées par le BP car le ciblage des ménages avait été effectué selon la méthodologie existante pour la réponse à la période de soudure.
Logistique	<ul style="list-style-type: none"> Location d'entrepôts et le stockage de produits
RH	<ul style="list-style-type: none"> Appui au recrutement d'une personne en charge d'appuyer l'équipe programme lors de la réponse COVID-19 (emergency surge officer, pour 5 mois dont 2 financés par le BP).

ANNEXE XXI : CARTOGRAPHIE DES CONSTATATIONS, DES CONCLUSIONS ET DES RECOMMANDATIONS

Recommandations	Conclusions	Constatations
Recommandation 1 : Renforcer la stratégie combinée de la protection sociale adaptative (PSA) et du paquet intégré résilience		
<p>Sous-recommandation 1.1 : Améliorer l'articulation entre les programmes nationaux pro-pauvres et les interventions du paquet résilience :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Profiter de l'opportunité de la mise à jour de la Stratégie Nationale de Protection Sociale pour conceptualiser et promouvoir l'approche combinée • Renforcer le partenariat avec Taazour pour optimiser la couverture des besoins (<i>voir recommandation de l'évaluation décentralisée de la stratégie Protection Sociale</i>) 	<p>C1. Positionnement stratégique</p>	<p>QE1.2.1 - Complémentarité reconnue comme innovante et pertinente</p> <p>QE1.2.1 - Pertinence de l'implication du PAM sur cette stratégie combinée</p> <p>QE4.3.2 – Révision de la SNPS opportunité pour promouvoir l'approche combinée PSA – paquet intégré résilience</p>
<p>Sous-recommandation 1.2 : Conserver un équilibre entre l'engagement auprès des politiques publiques pour mettre en place des solutions durables et les capacités d'intervention pour répondre aux besoins immédiats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conserver les capacités d'analyse et de mise en œuvre opérationnel du PAM pour respecter les principes et la qualité de réponse aux besoins immédiats • Développer un cadre législatif de protection des données pour permettre le partage des données du programme utilisateur avec le registre social et favoriser les collaborations PSA – paquet résilience, sur les territoires 	<p>C1. Positionnement stratégique</p>	<p>QE1.1.1 – PSP en appui direct aux politiques publiques</p> <p>QE1.4.3 – PAM acteur majeur de la PSA</p> <p>QE1.4.3 – PAM a expérimenté et soutenu plusieurs outils nationaux innovants, tel le registre social</p> <p>QE4.4 – Grandes capacités d'adaptation et flexibilité du BP</p>
<p>Sous-recommandation 1.3 : Poursuivre l'engagement du PAM en matière de renforcement de capacité, au niveau central et décentralisé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagner l'opérationnalisation du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises, au niveau national et décentralisé (<i>voir recommandation de l'évaluation décentralisée de la stratégie</i>) 	<p>C1. Positionnement stratégique</p> <p>C2. Durabilité</p>	<p>QE2.3.1 – Les défis concernant l'opérationnalisation du Dispositif National restent entiers</p> <p>QE2.2.3 – Manque de coordination sectorielle au niveau régional</p> <p>QE4.5.2 – Faiblesse des processus de décentralisation et de déconcentration des services techniques et administratifs</p> <p>QE2.1.2 – Important turn-over des agents</p>

<p><i>Protection Sociale)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités des partenaires de mise en œuvre (dans les domaines de l'ingénierie sociale, des enjeux transverses, des spécificités d'intervention en milieu pastoral, etc.) Réaliser un bilan des capacités et des besoins, des services techniques et des autorités (commune, région), afin d'étudier les meilleures opportunités de collaboration et de transfert de compétences 		<p>étatiques</p>
Recommandation 2 : Renforcer la prise en compte des enjeux transverses		
<p>Sous-recommandation 2.1 : Genre - Concrétiser le passage d'une approche intégrative à une approche transformative</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre les efforts d'intégration systématique de la problématique des inégalités homme-femme à toutes les étapes d'intervention du PAM (discrimination positive à l'embauche, formation et communication, conception et ciblage des activités, suivi-évaluation, ect). Renforcer les analyses visant à comprendre les barrières et les facteurs qui pourraient générer une approche transformative du genre (analyse sur les préférences des femmes et des hommes vis-à-vis des modalités d'intervention lors de leur contribution aux activités communautaires ; analyse du temps et du coût d'opportunité de cette mobilisation féminine et masculine ; ect) 	<p>C4. Enjeux transverses</p>	<p>QE2.2.2 – Système S&E recueille de manière systématique les données ventilées par sexe</p> <p>QE2.2.1 – PSP formulait déjà une ambition par rapport à l'approche transformative genre</p> <p>QE2.2.1 – Ressources et capacités limitées tant en interne qu'en externe pour développer une approche transformative genre</p> <p>QE2.2.2 - Approche transformative genre pas encore effective</p> <p>QE2.2.2 – Coût d'opportunité potentiellement important pour les femmes car les activités sont basées sur la mobilisation communautaire, composée pour moitié de femmes</p> <p>QE4.3.2 – Opportunité d'intégrer la PSA transformative en matière de genre, dans la future SNPS</p>
<p>Sous-recommandation 2.2 : Redevabilité – Renforcer la redevabilité vis-à-vis des communautés afin de renforcer leur adhésion</p> <ul style="list-style-type: none"> Systématiser les retours d'information aux parties prenantes des activités (partage des bulletins d'information issus de la collecte des données des sites sentinelles, partage des rapports de suivi des cantines scolaires avec les comités de gestion et les mairies, ect) facilitant la durabilité des activités 	<p>C4. Enjeux transverses</p>	<p>QE2.2.3 – Manque de redevabilité vis-à-vis des services techniques et autorités</p> <p>QE2.2.3 – Manque de redevabilité vis-à-vis des communautés, plus spécifiquement vis-à-vis des comités des sites sentinelles, pour ce qui concerne les bulletins trimestriels émis dans le cadre du SAP</p> <p>QE2.2.3 – Les populations rencontrées nous ont dit avoir connaissance du numéro vert mais ne jamais l'avoir utilisé</p> <p>QE4.5.2 – Faiblesse du réseau de téléphone constitue une contrainte pour l'utilisation du</p>

<p>au niveau local</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer une approche commune de partage des informations et de remontée des réclamations avec les partenaires du PAM 		numéro vert
<p>Sous-recommandation 2.3 : Environnement – Développer la prise en compte des enjeux environnementaux dans la mise en œuvre des interventions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Examiner les risques environnementaux associés aux actifs créés lorsqu'ils sont conséquents (ex : barrage, seuil d'épandage) pour mieux atténuer les risques • Développer une réflexion sur l'impact environnemental du fonctionnement interne (ex : gestion des déchets, impact carbone) • Diffuser l'utilisation de foyers améliorés dans les cantines scolaires 	C4. Enjeux transverses	<p>QE2.2.5 – Aucune analyse préalable des risques environnementaux potentiels n'a été menée pour éviter d'éventuelles conséquences des aménagements d'ouvrages</p> <p>QE2.2.5 – Politique environnementale du PAM préconise d'adopter une démarche écoresponsable aussi bien pour ce qui concerne les activités menées que les opérations internes</p> <p>QE2.2.5 – Foyers améliorés dans les cantines scolaires envisagés d'être déployés sans que cela n'ait encore eu lieu</p>
<p>Recommandation 3 : Revoir la stratégie d'assistance aux réfugiés en s'appuyant sur les avantages comparatifs des autres acteurs présents</p>		
<p>Sous-recommandation 3.1 : Renforcer les partenariats autour des solutions durables, notamment avec l'UNHCR</p>	C5 - Réfugiés	<p>QE3.2.1 – Le nombre de réfugiés à couvrir est peu prévisible</p> <p>QE1.4.3 – Partenariat PAM – UNHCR progresse autour des solutions durables. Opportunité de nouveaux programmes autour du Nexus</p> <p>Contexte 1.2. Politique d'accueil favorable des étrangers dans le Registre national</p>
<p>Sous-recommandation 3.2 : Adapter le paquet résilience aux spécificités des zones d'accueil</p>	C5 - Réfugiés	<p>QE2.3.1 – Paquet résilience standard n'est pas adapté au contexte de Bassikounou</p> <p>QE2.1.2 - Forte concertation d'acteur dans les zones d'accueil des réfugiés : limite la pertinence des intervention PAM</p>
<p>Sous-recommandation 3.3 : Protection - Renforcer le positionnement et les capacités du PAM autour des enjeux de protection et accès humanitaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser des analyses systématiques autour des risques de protection • Réévaluer régulièrement les conditions d'accès, notamment l'utilisation des escortes et renforcer la stratégie et la 	C5 - Réfugiés	<p>QE2.2.4 – Risque de protection pas suffisamment pris en compte et pas de façon systématique</p> <p>QE2.2.4 – Risques de protection identifiés : exposition aux violences, exploitations, discriminations, abus</p> <p>QE2.2.4 – Importantes contraintes d'accès dans les zones d'accueil des réfugiés</p>

coordination civilo-militaire		
Recommandation 4 : Renforcer les effets et l'ancrage du paquet intégré résilience		
<p>Sous-recommandation 4.1 : Renforcer les synergies entre les activités du paquet intégré résilience</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les liens directs possibles entre les activités du paquet résilience de façon participative sur chaque site • Créer une dynamique partagée entre les comités des activités du paquet résilience • Identifier les liens directs possibles entre les activités du paquet résilience PAM et celui de l'UNICEF 	C6. Paquet résilience	<p><i>Recherche de synergie déjà entamée :</i></p> <p>QE4.2.2 – Recrutement récent d'une référente interne du paquet résilience pour renforcer la mise en synergie des activités</p> <p>QE4.5.1 – Nouveaux indicateurs du paquet résilience définis pour un meilleur suivi de la mise en synergie des activités en cours (en phase test)</p> <p><i>Encore d'importants efforts à mener :</i></p> <p>QE2.1.2 - Les activités du paquet ont été déployées en complémentarité. Une recherche de synergie est aujourd'hui recherchée. Le déploiement du volet SAMS représente une opportunité pour renforcer les synergies entre activités du paquet</p> <p>QE2.3.1 – Le volet SAMS doit encore être développé (paquet résilience incomplet)</p> <p>QE4.5.1 – Le suivi par activité du format PSP rend difficile la mesure des effets de la mise en synergie d'activités</p> <p>QE2.3 – Mobilisation communautaire des membres des comités de gestion associés à chaque activité du paquet résilience demeure fragile, car manque de structuration, d'organisation, de rentabilité.</p>
<p>Sous-recommandation 4.2 : Renforcer la durabilité du paquet résilience au niveau communautaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dimensionner les ouvrages aux capacités d'entretien et de gestion des communautés • Intégrer les PCP dans les plans de développement communaux • Renforcer les capacités (en s'appuyant notamment sur l'expertise technique et sociale d'ONGs internationales présentes sur les territoires) et le rôle des opérateurs de mise en œuvre pour leur permettre de réaliser un accompagnement communautaire plus qualitatif et d'être force de proposition dans la conception et la conduite des activités 	C2. Durabilité C6. Paquet résilience	<p>QE2.3.1 – Ouvrages créés (activité 3A) ne prennent pas en compte les capacités des communautés à les entretenir et à les réparer en autonomie</p> <p>QE2.3.1 – PCP non intégrés dans les plans</p> <p>QE4.2 – Les ONGs partenaires de mise en œuvre souhaitent renforcer les formations proposées par le PAM</p>
<p>Sous-recommandation 4.3 : Créer une dynamique nationale autour de l'approche intégrée résilience</p>	C6. Paquet résilience	QE2.1.2 – Ancrage institutionnel des interventions résilience non opérationnel au niveau de l'Etat

<ul style="list-style-type: none"> • Développer une stratégie conjointe PAM – UNICEF au niveau national et décentralisé • Elargir les partenariats afin de répondre aux différentes attentes des communautés formulées dans les PCP • Mobiliser les partenaires autour d'un plaidoyer commun pour l'opérationnalisation du comité de pilotage résilience • Documenter la mise en œuvre et les effets et impacts du paquet résilience pour montrer les preuves 		<p>QE1.4.3 – Programme PAM – UNICEF (financements BMZ) dans le domaine de la résilience n'est pas conjoint</p> <p>QE4.3.1 – PAM n'a pas établi des partenariats autres qu'avec l'UNICEF sur les sites résilience, ne permettant pas de répondre aux autres besoins exprimés dans les PCP</p> <p>QE4.3.1 – Comité de pilotage interministériel résilience créé mais non opérationnel</p>
Recommandation 5 : Opérationnaliser le Plan National d'Alimentation Scolaire (PNAS) et montrer les effets		
<p>Sous-recommandation 5.1 : Réconcilier les approches et objectifs de l'alimentation scolaire entre la vision du Gouvernement et celle du PAM orientée sur la SAN des populations sur les sites résilience.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaborer un cadre logique partagé avec l'Etat et Counterpart International • S'accorder sur une stratégie de ciblage partagée 	C7. Alimentation scolaire	<p>QE2.1.2 – Effort du PAM pour institutionnaliser l'alimentation scolaire dans un programme national (PNAS)</p> <p>Q1.2.1 - Les besoins ne sont pas couverts, nécessité de rationaliser les moyens aux besoins</p> <p>QE3.2.1 – Mécontentement du Gouvernement vis-à-vis du choix de ciblage des cantines du PAM sur les sites résilience</p>
<p>Sous recommandation 5.2 : Harmoniser les modalités d'intervention de la cantine (ration équivalente, qualité nutritionnelle des aliments, suivi et évaluation commun, ect)</p>	C7. Alimentation scolaire	<p>QE2.1.2 – Les modalités d'intervention du PNAS sont différentes d'un partenaire à l'autre.</p> <p>Q1.2.1 - Les besoins ne sont pas couverts, nécessité de rationaliser les moyens aux besoins</p> <p>Q2.3 - La cellule de coordination devant travailler à l'harmonisation des trois composantes du PNAS n'est pas fonctionnelle. Modalité de distribution et de suivi des cantines non harmonisées</p>
<p>Sous-recommandation 5.3 : Poursuivre le renforcement du système de suivi et évaluation des cantines</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivre les contributions communautaires • Suivre les activités multisectorielles mises en place sensibles à la nutrition (hygiène, santé, production locale) • Suivre la contribution de la cantine à l'approche résilience 	C7. Alimentation scolaire C2. Durabilité	<p>Q2.1.2 – Le suivi évaluation de l'activité cantine est très faible.</p> <p>Q4.1.1 - Pas d'évaluation de l'activité cantine disponible. Manque de données de suivi pour améliorer l'activité.</p>
Recommandation 6 : Réorganiser les interventions dans le domaine de la nutrition pour plus d'efficience		

<p>Sous-recommandation 6.1 : Renforcer les partenariats pour aller dans le sens d'une prise en charge continue de la malnutrition</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décliner le <i>Global Action Plan for Nutrition</i> au niveau national en intégrant la continuité de la prise en charge, l'harmonisation des partenaires de mise en œuvre, le recours aux mêmes actions de mobilisation communautaires, et le plaidoyer pour l'adoption du protocole simplifié. • Encourager tous les partenaires à une approche conjointe pour améliorer la continuité de la prise en charge de la MAM 	<p>C8. Malnutrition C2. Durabilité</p>	<p>QE2.1.2 – La continuité de la prise en charge MAM – MAS est insuffisante</p> <p>QE3.1 - La couverture et la régularité de la prise en charge et de la prévention sont faibles réduisant leur efficience</p>
<p>Sous-recommandation 6.2 : Contenir la couverture géographique et assurer la continuité temporelle toute l'année sur les zones à forte prévalence</p>	<p>C8. Malnutrition</p>	<p>Q.2.2.1 la performance instantanée de la prise en charge MAM est élevée mais pas durable</p> <p>Q 3.1. La couverture et les calendriers des activités sont trop variables pour avoir les effets ciblés</p>
<p>Sous-recommandation 6.3 : Améliorer les approches préventives en synergie avec les autres interventions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une protection sociale adaptative et le paquet résilience, sensibles à la nutrition, et reliés à l'approche transformative du genre 	<p>C8. Malnutrition C3. Enjeux transverses</p>	<p>QE2.2.1 – Les activités actuelles de prévention sont limitées et irrégulières, leur impact limité.</p> <p>QE4.3.2 – Opportunité d'intégrer la PSA sensible à la nutrition, dans la future SNPS</p>

ANNEXE XXII : BIBLIOGRAPHIE

Sources des Bases de données

- <https://hungermap.wfp.org/>
- <https://dataviz.vam.wfp.org/Hunger-Analytics-Hub>
- <https://data.worldbank.org/country/mauritania?view=chart>
- <https://www.unfpa.org/data/MR>
- <https://www.globalhungerindex.org/mauritania.html>
- http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update_fr.pdf
- <http://uis.unesco.org/en/country/mr?theme=education-and-literacy>
- https://data.uninfo.org/Home/_CountryProfile/Mauritania
- INFORM 2022 : <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/INFORM-Risk/Country-Profile>
- <https://www.food-security.net/en/datas/mauritania/>
- http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/fr/MRT.pdf
- <http://www.tekavoul.gov.mr/>

Base de données et rapports du PAM

- Données COMET CM-MR01; CM-MR02 CM-R020 ; CM-R021 ; CM-R001b ; CM-R002b ; CM-R007 ; CM-R008 ; CM-L010 ; CM-L008 et CM-L008b ; CM-A0003
- IRM Analytics reports ACR1-A; CPB Grants Balance Report; CPB plan versus Actual
- COMET CM-L005 CSP detailed logframe v1.05
- Procédure Opérationnelle Standard Cash-BSF ACT2
- Liste des utilisateurs UNHAS 2021
- 210519 Sites résiliences Résumé
- Fiches d'évaluation des partenaires coopérants par activité
- Staffing on 22/10/2020
- Liste des baselines 2019 : Guidimakha (juin)
- Liste des PDM 2019 : PDM Mbera 2019 (mars, juillet et décembre) ; PDM 3A (avril) ; PDM population locale (juillet)
- Liste des baselines 2020 : Guidimakha (juin) et Tagant (mai)
- Liste des PDM 2020 : PDM Mbera 2020 (avril, juillet) ; PDM Guidimakha (aout) et Tagant (juillet)
- Liste des Plans annuels de performance du BP PAM Mauritanie ; 2018, 2020 et 2021. Celui de 2019 n'a pas pu être récupéré.
- Liste des rapports de pertes avant et après livraison (2018, 2019, 2020 et 2021).
- Liste rapports de mission activité alimentation scolaire :
 - PAM (2021), Rapport de mission : évaluation des écoles à cantines et mise en place d'un CG/ HEC. Mavnadich, Bangou, Adel bagrou, Boughadoum, D'har, Fassala et Bassikounou, février 2021

- PAM (2021), Rapport de Mission du suivi des cantines scolaires dans les moughataa de Sélibabi, Ould Yenge et Ghabou de la Wilaya du Guidimaka, mai 2021.
- PAM /DNES (2021), Rapport de la Mission du suivi et évaluation des cantines, Guidimakha ; juin 2021
- PAM/DNES (2018), Rapport de la Mission de Suivi des Cantines Scolaires dans la Wilaya du Hodh Chargui, décembre 2018
- PAM/DNES (2017), Suivi de la mise en œuvre des cantines scolaires Au Hodh El Chargui, avril 2017
- PAM. Rapport de plainte au niveau du camp de Mbera en 2020
- PAM. Rapport de plainte au niveau du camp de Mbera. Mars à Juin 2021

Revue bibliographique

AGIR Priorités résilience pays – Mauritanie, rapport provisoire sans date, <https://rim-rural.org/7311/>

ANJE Mauritanie (2018), groupe d'apprentissage et de suivi des pratiques optimales d'ANJE (Alimentation du nourrisson et du jeune enfant) ou GASPA.

BIT (2021), Atelier National sur les interventions pour les moyens d'existence et l'emploi durables pour la paix au Hodh El Chargui.

Cordero (2021), Etude sur la vulnérabilité de la jeunesse des communautés dans les zones frontalières du HeC, Mauritanie

CSA- Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel (2020), Cadre harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire – Mauritanie

ECHO (2019), Rapport post soudure 2019, rapport conjoint ACF, Oxfam, PAM et Save the children.

Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (2014), Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des Ménages, Profil de la pauvreté en Mauritanie.

FAO (2020), The state of food security and nutrition in the world 2020. Transforming food systems for affordable healthy diets. <http://www.fao.org/3/ca9692en/online/ca9692en.html#>

GSA – groupe genre (2020), Compte rendu final du groupe en charge de l'intégration des dimensions genre et protection dans la réponse à la soudure 2020, avril 2020.

GSA (2020), Compte rendu final du groupe révision des critères de ciblage, avril 2020.

GSA (2020), Rapport d'atelier de capitalisation de la réponse de soudure 2020, décembre 2020.

HEA/FEWSNET (2015), Mauritanie : Profil des moyens d'existence.

ID/BINOR (2018)a, Etat des lieux de la décentralisation et du développement local en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale de décentralisation et de développement local (SNDDL), juin 2018.

ID/BINOR (2018)b, Diagnostic analytique et orientations de la stratégie de décentralisation et de développement local en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale de décentralisation et de développement local (SNDDL), juin 2018.

IOM (site internet), <https://www.iom.int/countries/mauritania>

IRAM (2017) Strategic Collaboration between World Bank Group and World Food Programme: Bridging Humanitarian Assistance and Social Protection Systems, MAURITANIA CASE STUDY. Final version 07/06/2017 <http://documents.worldbank.org/curated/en/241671517827262697/pdf/123144-WP-StrategiccollaborationsWFPWBMauritania-PUBLIC.pdf>

IRAM (2019), Évaluation de la faisabilité de l'utilisation d'un registre social pour cibler les programmes de réponse aux chocs du PAM en Mauritanie.

IRAM (2021), Etude sur l'amélioration des processus du registre social. Rapport d'analyse pour le compte de l'agence du registre social mauritanien, en collaboration avec le PAM/UNICEF/Banque mondiale.

Link NCA (2016), Analyse causale de la sous-nutrition. Zones pluviales et agropastorale, Région du Guidimakha, Mauritanie, ACF/ECHO/USAID, rapport final.

MAED (2012), Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire pour la Mauritanie aux horizons 2015 et vision 2030. RIM, Ministère des affaires économiques et du développement. <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Mau147221.pdf>

MAED (2013), Stratégie nationale de protection sociale en Mauritanie, Version finale, Juin 2013). RIM, Ministère des affaires économiques et du développement, Comité du pilotage de la Stratégie nationale de protection sociale http://www.masef.gov.mr/IMG/doc/snps_version_finale.doc

MASEF (2021), Stratégie nationale d'institutionnalisation du genre (SNIG) (2015-2025). http://www.masef.gov.mr/IMG/pdf/strategie_nationale_d_institutionnalisation_du_genre.pdf

MASEF (site internet), <http://www.masef.gov.mr/article345.html>.

MEI (2019), 'Registre social' Présentation PPT par Ahmed Salem Ould Bedde, Directeur, RIM, Ministère de l'Economie et de l'Industrie, Direction Générale des Politiques et Stratégies de Développement) <https://rim-rural.org/protection-sociale-presentation-du-registre-social-en-mauritanie/>

MEI (2020), Plan de Développement Local (PDL) de la localité de Mbera.

MEPSP (2012), Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire pour la Mauritanie aux horizons 2015 et vision 2030 <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Mau147221.pdf>

MEPSP (2016), Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2025.

MEPSP (2016), Stratégie nationale de croissance accélérée et de prospérité partagée SCAPP 2016-2030. Volume II : Orientations Stratégiques et Plan d'actions 2016-2020. République Islamique de Mauritanie, Ministère de l'Economie et des Finances <https://rim-rural.org/2019/10/01/scapp-2016-2030-strategie-de-croissance-acceleree-et-de-prosperite-partagee-volume-2-orientations-strategiques-plan-dactions-2016-2020/>

MID (2018), Stratégie Nationale de Décentralisation et de Développement Local en Mauritanie, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Direction Générale des Collectivités Territoriales, décembre 2018.

OCDE (2017), Analyse des systèmes de résilience face aux risques transfrontaliers dans les pays du Sahel. Rapport Atelier Régional, 22-23 février 2017, Dakar. <https://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/RSA20Dakar.pdf>

OCDE (2020), The Social Institutions and Gender Index (SIGI) 2019: A revised framework for better advocacy. <https://www.oecd.org/publications/the-social-institutions-and-gender-index-sigi-2019-022d5e7b-en.htm>

OCHA services (2021), humanitarian aid contributions. <https://fts.unocha.org/>

Ould Selmane M. L. (2019), Evaluation du projet 'Amélioration de la résilience des communautés et de leur sécurité alimentaire face aux effets néfastes du changement climatique en Mauritanie' (PARSACC). Evaluation d'impact des actions d'adaptation au changement climatique et préparation de la stratégie de sortie du projet. RIM/PAM.

PAM – gender transformative programme (2021), Evaluation finale du programme transformatif de genre, WFP gender office, janvier 2021.

PAM (2016), Evaluation du portefeuille pays du PAM Mauritanie 2011-2015, IRAM.

PAM (2016), Mauritania. Evaluation of WFP's Portfolio (2011-2015). <https://www.wfp.org/publications/mauritania-evaluation-wfps-portfolio-2011-2015>

PAM (2018), Adaptive Social Protection capacity strengthening in practice, note d'information, Novembre 2018.

PAM (2018), Scaling up for resilient individuals, communities and systems in the Sahel. Operational Reference Note.

PAM (2018), Stratégie sur les Moyens d'Existence pour la Moughataa de Bassikounou 2018-2022. Eléments d'orientation et programmatiques

PAM (2018), WFP Corporate Results Framework 2017–2021 Revised.

PAM (2020), ARC Replica Mauritanie - Rapport final de mise en œuvre.

PAM (2020), Méthodologie Comités Départementaux 2020 de priorisation des communes et des villages.

PAM (2020), PAM. Atelier de revue après actions des activités du programmes 3A. Rapport de synthèse.

PAM (2020), Procédure opérationnelle standard : Ciblage des ménages pour l'assistance de soudure basé sur le Registre Social.

PAM (2020), rapport intermédiaire DIPECHO.

PAM (2021), Country Brief, septembre

PAM (2021), Evaluation décentralisée de la contribution du PAM au système de protection sociale adaptative en Mauritanie depuis 2018, IRAM. <https://www.wfp.org/publications/mauritania-adaptive-social-protection-capacity-strengthening-activities-evaluation>.

PAM (2021), Mise à l'échelle du programme de résilience intégré du PAM dans les pays du G5 Sahel. <https://sway.office.com/o2PezKtz7VdeKQjb?loc=swsp>

PAM (2021), Organisational Alignment Review. Current State Org Chart – March 2021

PAM (2021), Technical Note. Evaluation of efficiency in Country strategic Plan Evaluations.

PAM Mauritania (2019, 2020 et 2021), Country Operations Management Plan.

PAM Mauritania, Annual Country Report 2018 - Country Strategic Plan 2018-2018

PAM Mauritania, Annual Country Report 2019 - Country Strategic Plan 2019-2022

PAM Mauritania, Annual Country Report 2020 - Country Strategic Plan 2019-2022

PAM Mauritania, Country Strategic Plan (2019 - 2022)

PAM Mauritania, Country Strategic Plan (2019 - 2022) – Budget Revision

PAM Mauritania, Country Strategic Plan (2019 - 2022) - Operation Database. <https://www.wfp.org/operations/mr02-mauritania-country-strategic-plan-2019-2022>

PAM Mauritania, Country Strategic Plan (2019 - 2022) - Resource Situation.

PAM Mauritania, Transitional Interim Country Strategic Plan (January - December 2018)

PAM Mauritania, Transitional Interim Country Strategic Plan (January - December 2018) - Operation Database. <https://www.wfp.org/operations/mr01-mauritania-transitional-interim-country-strategic-plan-january-december-2018>

PAM Mauritania, Transitional Interim Country Strategic Plan (January - December 2018) - Budget Revision 2

PAM Mauritania, Transitional Interim Country Strategic Plan (January - December 2018) - Budget Revision 3

PAM Mauritania, Transitional Interim Country Strategic Plan (January - December 2018) - Resource Situation

PAM Mauritanie (2018), stratégie S&E Mauritanie (2019-2022)

PAM Mauritanie (2019), Atelier de lancement de l'analyse « Fill the Nutrient Gap » en Mauritanie – Résultats préliminaires. Comblent le déficit en nutriments, Nouakchott – décembre 2019.

PAM Mauritanie (2019), Diagnostics des capacités CSA/OSA - Volet Dispositif de préparation et de planification de la réponse et volet Alerte précoce.

PAM Mauritanie (2019), rapport préliminaire de processus de vérification de ciblage du PAM. Guidimakha, juin 2019.

PAM Mauritanie (2020), Impact de la COVID-19 sur les bénéficiaires hommes-femmes, filles et garçons, décembre 2020.

PAM Mauritanie (2020), les réalisations du bureau PAM Bassikounou en 2020.

PAM Mauritanie (2020), Procédure opérationnelle standard – version 30.04.2020. Ciblage des ménages pour l'assistance alimentaire basée sur le Registre Social.

PAM, 2018. CSP for approval by the country director. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000098778/download/?_ga=2.121529544.1108498621.1608715745-187301385.1528979675 (données extraites le 17/06/2021)

PAM. Mauritania. Standard Project Report 2017

PAM/ BMZ (2019), SCALING-up Resilience in the G5 Sahel Countries, first annual report.

PAM/ACF (2020), Analyse des chemins d'impact nutritionnels des interventions du projet régional du Programme Alimentaire Mondial « SCALING-up Resilience in the G5 Sahel Countries », Rapport d'étude de la Mauritanie.

PAM/Banque Mondiale/ECHO (2019), Rapport de l'atelier de lancement officiel du processus de mise en place du Dispositif National D'alerte Précoce, de Préparation et de Planification de la Réponse aux Chocs de Sécurité Alimentaire et de Nutrition.

PAM/BMZ (2020), SCALING-up Resilience in the G5 Sahel Countries, second annual report.

PAM/UNHCR (2020), Food and cash assistance in the context of COVID-19 in Mbera camp, Mauritania.

PAM/UNHCR/CSA (2018), Rapport de l'atelier sur la « Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence » (PSME), Moughataa de Bassikounou, incluant le camp de réfugiés de Mbera.

PAM/UNICEF/BIT (2020), Developing an integrated social protection model in the region of Guidimakha, Mauritania, Sustainable Development Goals Fund

PAM/UNICEF/BMZ (2020), Responding to COVID-19 Pandemic through Social Protection Systems in the Sahel A joint programme between UNICEF and WFP.

PNUD (2018), Indices et indicateurs de développement humain. Mise à jour statistique. http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update_fr.pdf

PNUD (2019), Projet de Renforcement des capacités locales pour la prévention des conflits dans la Moughataa de Bassikounou.

PNUD (2019), Rapport sur le développement humain, Note d'information – Mauritanie.

RBD (2016), Monitoring & evaluation capability and Gap analysis of WFP country offices in West.

RIM (2018), Rapport de l'enquête nutritionnelle nationale SMART

RIM (2018), Revue stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour l'atteinte de l'objectif : « Faim zéro » à l'horizon 2030 ».

RIM (2019) Revue nationale volontaire des objectifs de développement durable Stratégie de croissance accélérée et prospérité partagée (SCAPP). https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23447MAURITANIA_RevueNationaleVolontaire_Mauritaniejuin19medium.pdf

RIM (2020), Plan national de soudure. Sécurité alimentaire. Gouvernement et partenaires

RIM (2021), Protocole d'accord tripartite relative au programme national d'alimentation scolaire.

RIM/PAM (2019), Note de synthèse : Enquête Food Security Monitoring System (FSMS), février 2019.

RIM/PAM (2019), Note de synthèse : Enquête Food Security Monitoring System (FSMS), novembre 2019.

RIM/PAM (2020), Note de synthèse : Enquête Food Security Monitoring System (FSMS), février 2020.

RIM/PAM/UNICEF (2020), fiche de projet « SCALING-up Resilience in the G5 Sahel Countries »

Approche Systémique pour de Meilleurs Résultats en Éducation (2019), Plan d'actions actualisé.

Système des Nations Unies (2018), Cadre de partenariat pour le développement durable 2018-2022' (CPDD)
<https://www.undp.org/content/dam/undp/documents/undaf/Mauritania20-%202018-2022.pdf>

Système des Nations Unies (2019), Sahel 2043, Towards a resilient, inclusive, and prosperous Sahel region.

Système des Nations Unies (2019), United Nations integrated strategy for the Sahel. Progress report 2018 – 2019.

Système des Nations Unies (2019) ' Mauritanie : Lutter contre la chronicité', avril 2019

UNICEF (2019), Diagnostic stratégique de l'éducation, Wilaya du Hodh Chargui, Mauritanie.

UNICEF (2019), Enfants, nourriture et nutrition. Bien grandir dans un monde en mutation. La situation des enfants dans le monde. <https://www.unicef.org/media/62526/file/La-situation-des-enfants-dans-le-monde-2019.pdf>

USDA (2020), McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition Project - The Future is Ours! Brakna and Gorgol Regions, Mauritania.

ANNEXE XXIII : LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE DOCUMENT

3A	Assistance Alimentaire pour la création d'Actifs
ACF	Action Contre la Faim
ACR	Annual country report
APE	Association des parents d'élèves
BMZ	Ministère allemand de la coopération économique et du développement
BP	Bureau Pays
CBT	Cash Based Transfer
CERF	Central Emergency Response Fund
CES/DRS	Conservation des eaux et des sols / Défense et restauration des sols
CPDD	Cadre de partenariat pour le développement durable
CRENAM	Centre de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour modérés
CRF	Corporate Result Framework - Cadre de résultat
CSA	Commissariat à la sécurité alimentaire
CSB	Corn Soya Blend
DDoE	Deputy Director of Evaluation
DIPECHO	Disaster Preparedness - ECHO
ECHO	Union Européenne, la Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes
EDS	Effet direct stratégique
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEFA	Femmes enceintes femmes allaitantes
FEWS NET	Famine Early Warning Systems Network
FFA	Food For Asset
FIDA	Fond International de Développement de l'Agriculture
GASPA	Groupes d'Apprentissage et de Suivi des Pratiques d'Alimentation
GIZ	Agence allemande de Développement
GRDR	ONG Migration-Citoyenneté-Développement
GSA	Groupe Sécurité Alimentaire
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HEC	Hodh El Charghi
HEG	Hodh El Gharbi
IOM	Organisation Internationale pour les migrations
IRAM	Institut de Recherches et d'Application des Méthodes de Développement
IRG	Internal Reference Group

IRM	Integrated road map
KM²	Kilomètre carré
MAG	Malnutrition aiguë globale
MAM	Malnutrition aiguë modérée
MAS	Malnutrition aiguë sévère
MASEF	Ministère des Affaires Sociales et de la Famille
MEPSP	Ministère de l'Économie et de la Promotion des Secteurs Productifs
MRU	Mauritania Ouguiya
mVAM	Mobile Vulnerability Analysis Mapping – Analyse et Cartographie de la Vulnérabilité
NBP	Needs-based plan
NCA	Nutrition Causal Analysis
OCDE/CAD	Comité de l'Assistance au Développement de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques
OCHA FTS	OCHA Financial Tracking System
ODD	Objectif de développement durable
OEV	Bureau des évaluations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSA	Observatoire de la sécurité alimentaire
PAM	Programme alimentaire mondiale
PCP	Plan communautaire participatif
PDC	Plan de développement communal
PDM	Post distribution monitoring
PNAS	Programme national d'Alimentation Scolaire
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PSA	Protection Sociale Adaptative
PSMS	Planification saisonnière basée sur les moyens de Subsistance
PSP	Programme stratégique pays
RAM	Research, Assessment and Monitoring
RBD	Bureau régional de Dakar
REACH	Renewed Effort Against Child Hunger
RIM	République Islamique de Mauritanie
RUTF	Ready-to-use-therapeutic food
S&E	Suivi et Evaluation

SAMS	Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SAP	Système d'alerte précoce
SCAPP	Stratégie de croissance accélérée et prospérité partagée
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions
SNPS	Stratégie Nationale de Protection Sociale
SPSA	Système de Protection sociale adaptative
TdC	Théorie du Changement
UNHAS	United Nations service d'appui aérien humanitaire
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollars US
VAM	Vulnerability Analysis Mapping – Analyse et Cartographie de la Vulnérabilité
ZHSR	Zero Hunger Strategic Review - Revue Stratégique Faim Zéro

Bureau de l'évaluation

Programme alimentaire mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70

00148 Rome, Italie

Tél.: +39 06 65131 wfp.org